

Avortement : l'Amérique divisée

Un simple débat de moins d'une heure, devant la Cour suprême, mercredi 26 avril, risque de remettre en cause un des principaux acquis, depuis soixante ans, des femmes américaines : le droit à l'avortement. Officiellement, il s'agit pour les neuf juges de la plus haute instance judiciaire du pays d'examiner une loi adoptée par le Missouri en 1986, affirmant que la vie « commence à la conception » et interdisant par conséquent aux hôpitaux publics de l'État de pratiquer des avortements. Cette loi ayant été déclarée inconstitutionnelle par la justice fédérale, qui estimait qu'elle contrevient à l'arrêt « historique » de la Cour suprême de 1973 autorisant l'avortement (ou du moins limitant le pouvoir des États à l'empêcher), le ministre de la Justice du Missouri, M. Webster, avait demandé en dernier recours aux neuf « sages » de trancher.

La Cour suprême ne rendra son verdict qu'en juillet, mais il va de soi qu'un vote annulant la législation actuelle, ou lui imposant de sévères restrictions, modifierait radicalement le paysage socioculturel d'une Amérique qui vit encore sur l'émotion de la protection sociale et des libertés acquises dans les années 60.

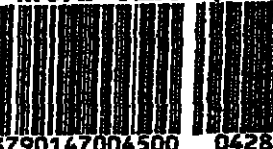
Mul doute que les États, en rivalité constante avec le pouvoir fédéral, soient renforcés de la bataille sur l'avortement où, somme toute, la décision des législateurs locaux passerait avant celle des femmes centralisées d'intervenir pour infléchir la loi fédérale dans d'autres domaines. Six d'entre eux ont déjà annoncé que, si le Missouri avait gain de cause, ils interdiraient à leur tour l'avortement.

Est-ce à dire que l'Amérique, qui a fêté l'anniversaire de la bicentenaire de sa Constitution, a décidé de faire machine en arrière dans un domaine où les droits les plus fondamentaux paraissent acquis ? Depuis 1973, la bataille entre partisans et adversaires de l'avortement n'a pas eu de cesse. Servie par l'impulsion — et les capitaux — de la révolution morale, qui aida M. Reagan à accéder au pouvoir en 1980, les mouvements « pour la vie », qui se battent, disent-ils, pour « les droits du fœtus », ont marqué des points.

Le nouveau président lui-même, M. Bush, pourtant lui-même « modéré », n'a pas caché qu'il n'était favorable à l'avortement qu'en cas de « viol, incest ou danger pour la mère ». De plus, son élection en novembre dernier a fait la preuve, si besoin était encore, que l'ère libérale, jadis synonyme d'ouverture et de progrès sociaux, était bien revenue aux États-Unis.

Il serait hâtif d'en conclure que ce vent de moralisme érigé, récupéré sans vergogne par le calcul politique — on l'a vu dans le cas de M. Tower, évincé de la direction du Pentagone pour « alcoolisme » — influera aussi facilement sur la décision de la Cour suprême. Celle-ci, « véritable baromètre idéologique » de la société, a toujours recherché dans le passé la solution au consensus en se rangeant au vote des électeurs. Aux neuf « sages », divisés presque à égalité entre « conservateurs » et « modérés », de prouver une fois de plus, en juillet, sur ce sujet si émotionnel, qu'ils ont bien mérité leur surnom.

M 0147 - 0428 0 - 4,50 F



3790147004500 04280

Passant outre à l'interdiction des autorités

Des centaines de milliers de manifestants ont envahi le centre de Pékin

Plusieurs centaines de milliers de manifestants ont envahi, jeudi après-midi 27 avril, le centre de Pékin. Le cortège de quelques dizaines de milliers d'étudiants, grossi d'une foule de sympathisants, a traversé sans encombre le nord de la place

Tiananmen en scandant des slogans en faveur de la démocratie. Cette manifestation, d'une ampleur sans précédent, avait été interdite. En fin d'après-midi, les manifestants continuaient de défiler à travers la place, en direction de l'est.



PÉKIN
de notre correspondant

C'est l'épreuve de force. Est-elle voulue, provoquée, manipulée ? Impossible de le dire avec certitude. Mais les ordres catégoriques émis par les autorités, mercredi soir 26 avril, en vue de

« faire cesser immédiatement les émeutes, faute de quoi il y aurait des troubles » ont en l'effet qu'on pouvait en attendre : des dizaines de milliers d'étudiants ont déferlé des campus du nord de la capitale, jeudi matin, en scandant leurs slogans contre la corruption et pour la démocratie, avec la

ferme intention de se rendre sur la place Tiananmen. Intention qui comportait des risques graves : la place a été entièrement interdite à la circulation piétonne par le plus visible dispositif de sécurité enregistré depuis le début de l'agitation étudiante il y a dix jours.

FRANÇOIS DERON.
(Lire la suite page 8.)

La volte-face en RFA sur la taxation de l'épargne

L'Europe fiscale en panne

Le chancelier Kohl a annoncé, jeudi 27 avril, que la retenue à la source de 10 % instituée le 1^{er} janvier dernier en RFA sur les revenus des obligations allait être suspendue à partir du 1^{er} juillet. Cette décision est un pas en arrière sérieux sur le chemin de l'Europe fiscale, recul qui confirme les difficultés de la construction européenne dans les domaines essentiels de la monnaie et de la fiscalité.

L'Europe fiscale connaît des débuts difficiles. En suspendant le prélèvement à la source de 10 % sur les revenus de l'épargne, la RFA vient de porter un coup très dur aux efforts faits par la Commission de Bruxelles pour harmoniser au sein de la CEE l'imposition des revenus du capital mobilier.

Le 13 février dernier, M^{me} Christiane Scrivener, commissaire chargée de la fiscalité à Bruxelles, avait proposé aux ministres des finances des douze pays de la CEE un plan visant à généraliser une retenue à la source minimum pour éviter

qu'en juillet 1990, lors de la libération des mouvements de capitaux, l'épargne, abandonnant les pays où elle est la plus taxée, ne se précipite vers les pays où elle l'est le moins. Bien évidemment, la France était très favorable à l'idée d'harmonisation, ses taux d'imposition étant assez élevés (27 % sur les obligations, 47 % sur les dépôts bancaires), alors même qu'un pays comme le Luxembourg n'impose pas du tout les revenus de l'épargne des non-résidents.

La RFA avait fait, quant à elle, un pas important vers l'harmonisation en instituant à compter du 1^{er} janvier 1989 une retenue à la source de 10 % payable aussi bien par les résidents que par les non-résidents (le problème essentiel de l'harmonisation est évidemment d'empêcher chaque pays d'offrir un régime fiscal de faveur à l'épargne étrangère. Patatras ! M. Waigel, qui a toujours été hostile à la mesure, remplace au ministère des finances M. Stöckelberg, qui l'avait prise.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 41.)

Le pari de l'écrit

Le Monde est vendu aujourd'hui avec un supplément en pile séparée, « La revanche de Gutenberg ». Ce supplément est consacré au développement de la presse écrite et à la nouvelle imprimerie du Monde à Ivry.

par ANDRÉ FONTAINE

Nous l'a-t-on assez dit ! Sous les coups conjugués des nouveaux médias, audiovisuels et informatiques, l'écrit allait rendre l'âme. Le monde moderne allait éteindre les étoiles de cette « galaxie Gutenberg » qui l'a enfanté.

« On » avait heureusement pris pour certitude ce qui n'était qu'un risque. Un risque certes non négligeable, à voir le nombre de journaux et de maisons d'édition qui ont disparu. Il est évident que le temps que l'on passe à regarder la télévision, on ne le consacre pas à la lecture d'un quotidien ou d'un bouquin.

Reste que ni le petit écran ni l'ordinateur n'ont répondu à tout. Pour raconter, rappeler, expliquer, commenter, développer, l'écrit demeure, jusqu'à preuve du contraire, irremplaçable. Aucun pays au monde n'est plus éditorialisé, informatisé, automatisé que le Japon. Moyennant quoi le Japonais moyen lit plus de journaux qu'aucun autre habitant de la planète. A lui seul l'*Asahi Shimbun* dépasse, avec ses trois éditions, les douze millions d'exemplaires quotidiens, rendant jaloux tous les journalistes de la planète.

La situation de la presse, en France, est certes moins brillante. Mais la preuve est faite, une fois de plus, qu'il n'y a de déclin qu'accepté. Des titres nouveaux — *Libération*, *l'Événement* du jeudi, par exemple — ont prouvé qu'il y avait un « lectorat » pour des publications qui savaient s'aventurer hors des chemins battus. Et le redressement du Monde est là, tangible, pour ridiculiser ceux qui avaient cru, il y a cinq ans, pouvoir prophétiser sa fin.

L'image la plus frappante de ce redressement, c'est l'imprimerie qu'il a mise en chantier au début de 1987 et qui est à présent en cours d'achèvement. La qualité du Monde de la Révolution française, tiré sur ses presses, donne une idée de ses exceptionnelles possibilités. C'est sur ces rotatives offset qu'à la rentrée prochaine seront publiés dans des présentations nouvelles tant le Monde que le Parisien.

Ce numéro spécial vous dit tout non seulement sur cette belle usine, mais sur la manière dont elle a été conçue et réalisée, et plus largement sur la situation actuelle des techniques et des marchés de l'imprimerie et du papier. Il prouve que nous avons au Monde le moyen de prendre en 1989 le pari de l'écrit.

Un point de vue du ministre du travail

Ethique, économie et entreprise

Peut-on associer morale et efficacité économique afin de préserver le tissu social ? A partir de réflexions sur le droit de licenciement et les leçons du krach de 1987, M. Jean-Pierre Soisson expose la nécessité d'une « éthique de la production ».

par Jean-Pierre Soisson
ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

La démarche économique, l'esprit d'entreprise, la politique sociale, ne peuvent se développer à l'écart de certaines valeurs sociales, morales et religieuses. Max Weber l'avait parfaitement démontré en examinant les ressorts du capitalisme allemand. Plus récemment, l'épiscopat français a défini les conditions d'une approche chrétienne de l'activité économique. Cependant, une éthique de la production reste à définir.

Elle hésite encore entre idéalisme et utilitarisme : — idéalisme des modèles de ceux qui façonnent l'économie en fonction d'un partage prédéterminé du pouvoir, de la propriété et des revenus ou qui, au contraire, l'abandonnent au libre jeu des contraintes du marché ; — utilitarisme des pratiques de

ceux pour lesquels rendement et profit donnent la mesure et la récompense d'un certain humanisme.

Pour ma part, je crois aussi difficile de conjuguer efficacité et idéalisme que d'associer morale et utilitarisme. Ma conviction est simple : c'est à l'épreuve de la cohésion sociale que s'apprécie, dans une entreprise ou à l'échelle de la société, l'équilibre entre morale et efficacité économique. Il faut, en économie, se garder de tout idéalisme. La politique des salaires et la lutte contre le chômage en apportent l'illustration.

Pour ce qui concerne les rémunérations, la forme la plus courante de l'idéalisme consiste à vouloir toujours donner plus. Grâce à la politique mise en œuvre au cours des dernières années, les Français ont compris que ce discours n'est pas raisonnable : « toujours plus » veut dire « toujours plus d'inflation » et « toujours plus de chômage ». A l'opposé, de bons esprits, au nom de l'emploi, recommandent la flexibilité des salaires et accueilleraient avec faveur l'abolition du salaire minimum garanti, les mêmes seraient bien désarmés face à l'effondrement de la consommation qui en résulterait, comme en 1929.

(Lire la suite page 2.)

Un entretien avec le vice-président syrien

PAGE 3

Les débats du plénum à Moscou

PAGE 6

La Bastille, trois mois avant...

PAGE 30

Le Monde

LIVRES

■ L'étranger d'Edmond Jabès. ■ Apologie de la marquise de Merteuil par Philippe Sollers. ■ Freud et ses faux amis traduits. ■ Lettres suisses : Rencontres avec Jean Starobinski et Georges Haldas. ■ Un entretien avec Yachar Kemal. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Jean Cocteau. ■ La chronique de Nicole Zand : Nina Berberova.

Pages 17 à 27

Le sommaire complet se trouve page 44

NINE MOATI

Vienne 1938 - Paris 1945 : les aventures et les passions d'une jeune Française à travers l'Europe déchirée par le nazisme.

99 F

Editions du Seuil

QUOTAS AUDIOVISUELS

Communication de sourds

par SALAH GUERICHIE (*)

L'INSTALLATION de quotas en matière d'audiovisuel ne date pas d'aujourd'hui. En 1928, déjà, le décret Herriot avait institué un régime de protection du cinéma français. Mais, dès 1946, les accords franco-américains connus sous le nom d'« accords Blum-Byrnes », en imposant l'assouplissement de ce régime, avaient conduit à une augmentation effrénée des visas accordés aux films américains. La réaction fut alors bien plus vive et, sans doute, mieux structurée que celle des trois cents signataires de la récente lettre ouverte à M. Mitterrand : les comédiens, les réalisateurs et les producteurs, soutenus par la presse, réussirent en effet à faire reculer le gouvernement de l'époque. Il dut remettre en cause les accords signés et instaurer l'obligation aux salles de projeter des films français cinq semaines sur douze.

Le 27 juillet 1982, à Mexico, lorsque Jack Lang avait appelé à une véritable croisade contre l'impérialisme de la « culture Coca-Cola », il s'était trouvé un représentant de la délégation américaine pour lui rappeler que la France, comme les États-Unis, exportait sa culture et que « les discours n'empêcheront jamais les multinationales de fleurir en France comme aux États-Unis ». A la suite des pays du tiers-monde et de l'Est, la Finlande, le Danemark — discrètement — et l'Italie — ouvertement — avaient applaudi aux propos du ministre français. La Hollande, l'Espagne et l'Allemagne fédérale, quant à elles, s'étaient déclarées choquées par ce discours chauvin.

On se rappelle le « trouble » causé par l'éclat de Jack Lang, trouble vite amplifié, dramatisé, spectaculaire par les médias. Mais si Michel Jobert, alors ministre du commerce extérieur, qualifia l'affaire de « non-événement », l'intelligentsia « m'a-tu vu » cria haro sur l'« anti-américanisme primaire ». Guy Hennebelle fut alors bien inspiré de parler, de sujet, de « masochisme national » (1).

Aujourd'hui que se passe-t-il ? Un ministre français des affaires européennes avoue son impuissance à faire voter la clause qui devait donner priorité, en matière de programmation, à la production euro-européenne. La terminologie catastrophiste y a trouvé son compte, pour dénoncer ce « Munich de l'audiovisuel » (Nicolas Seydoux), voire ce « Waterloo de l'Europe audiovisuelle » (Philippe de Villiers). M. Claude Brille, président de la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques), quant à lui, redoute encore que « les petits-fils de Molière [ne soient transformés] en petits-enfants de Coca-Cola ». Ainsi, la France serait-elle passée, en sept ans (1982-1989), d'un symptôme de « masochisme national » à un état de... sado-nationalisme ?

Décidément, pourraient observer certains avec emphase, l'ombre du général n'en finit pas de polluer les relations franco-américaines et de planer, sournoise et récidiviste comme le « baron noir », entre Hollywood et les Buttes Chaumont !

Le vice-président de la délégation américaine à Mexico rapportait à Jack Lang que la France, comme les États-Unis, exportait ses industries culturelles. A-t-on seulement fait, à Paris, le parallèle avec TV-5, Canal-France et la maison Bouygues, qui badigeonnent déjà, en long et en large, le paysage audiovisuel français ? Il ne s'est trouvé aucune voix, et pas même chez les anciens combattants du tiers-mondisme, pour parler de l'impérialisme de la « culture-cocoricó » !

« Coca-coricó »

Au Maghreb, par exemple, la situation est telle que les deux impérialismes « Coca-coricó » rivalisent d'initiatives feutillées, neques pour attirer les vieilles familles : « En attendant la suite de Dallas, soulignait Tahar

Ben Jelloun en 1982, la télévision marocaine passe un autre feuilleton, la Conquête de l'Ouest. Et ça parle français ! Double agression donc, pour le téléspectateur arabe, qui ne comprend pas le français. Ainsi, l'impérialisme américain se transmet à certains pays du tiers-monde via Paris ! » (2).

Au cœur du monopole

Lorsque les amateurs éclairés d'armes à pétitionnaires représentent à leur compte la « croisade Jack Lang » pour exiger le quota des 60 %, la cause est entendue : quoi de plus légitime, quoi de plus respectable ? Mais, lorsque la France envoie son ministre de la communication de l'époque, M. Georges Fillol, inaugurer officiellement la deuxième chaîne de la télévision tunisienne (3) ; lorsque la France s'installe confortablement à Tanger par le biais de la SOFIRAD et de Média-1, en Afrique noire par Canal-France, RFI et Africa 1 interposés ; lorsque M. Bouygues, constructeur et patron de télévision, met simultanément sur orbite la prestigieuse future mosquée de Casablanca et la deuxième chaîne de la télévision marocaine (2M), appelées à servir de vitrine et de relais à TF1 en Afrique ; lorsque la France audiovisuelle réactualise ainsi la politique des comptoirs du siècle dernier, il ne nous reste plus qu'à prendre au mot et à témoin M. Jack Lang et lui retourner sa spectaculaire équation de Mexico : « Économie, culture : même combat ! ».

L'enjeu, ici, n'est pas, hélas ! que formel. Le fameux nouvel ordre international de la communication ne peut pas s'instaurer par une simple restructuration des termes de l'échange (après tout, l'échange inégal déprave aussi bien le dialogue Sud-Sud !).

(*) Journaliste algérien, chercheur en communication.

Entre les productions multinationales et les « habits » des sociétés ciblées, il y a bien inadéquation. Et c'est cette inadéquation qui, à notre sens, condamne les rapports américano-européens et euro-africains à fonctionner au déphasage et au dialogue de sourds, à ce que l'on nous permettra d'appeler la mal-communication.

Valéry Giscard d'Estaing, à qui l'on doit la formule de choc : « vous n'avez pas le monopole du savoir », a joint sa voix à celles des dénonciateurs de l'échec de la France à Bruxelles. Oublie-t-il que c'est sous sa houlette présidentielle, et lors de la visite à Paris du roi Hassan II (1978), qu'a été décidée la création de Radio Méditerranée internationale (Média-1) ? Et que la mission du holding d'État, la SOFIRAD (qui, avec Thomson et Hachette, détenait déjà 49 % des parts de Média-1) était clairement énoncée : « contribuer au développement [non pas de la communication au Maghreb mais] de l'influence française dans le monde par les moyens audiovisuels » ? M. Giscard d'Estaing et les trois cents pétitionnaires oublient-ils qu'au moment où la France et l'Académie française font l'impasse sur le français Média-1 et la SOFIRAD pratiquent sur les ondes maghrébines (avec talent, certes) une sorte de francarabe, érigé en idiome à part entière ? Si personne, et encore moins une certaine presse de gauche snobinard, si personne n'a le monopole du cœur, au nom de quelle éthique permettra-t-on à d'autres d'avoir trop à cœur le monopole du protectionnisme sélectif ? Au pays de la biennale Egalité, jusqu'à la mal-communication mènera-t-elle le bal des 14 juillet de l'audiovisuel ?

(1) Le Monde, du 26 août 1982 : « Révoisons-nous de devenir Portoricens ? ».

(2) Le Nouvel Observateur, du 7 juillet 1982 : « Faut-il brûler les Américains ? ».

FRANCE

Un gouvernement corse ?

par JOSEPH ROVAN

LA France a peur des régions. Issue d'un immense effort de conquêtes et de centralisation qui s'est poursuivi de Philippe Auguste à la III^e République, pendant sept cents ans, elle est ce pays où le pouvoir a créé une nation. Comment, dès lors, la nation survivrait-elle au cadre contraignant de l'État pour qui les « collectivités locales » doivent rester apolitiques ? Le temps n'est pas loin où le préfet, en quittant la salle de réunion du conseil général alors que celui-ci s'apprête à voter sur un texte « politique », était à l'assemblée tout pouvoir de voter quoi que ce soit.

Si la tutelle préfectorale a été en grande partie levée sur le département, la région reste entière. Il fallait à tout prix empêcher le conseil régional de devenir un « Parlement », et sa présidence un gouvernement. Cependant, un peu partout, mais en premier lieu sur le pourtour de l'Hexagone, les populations, les militants — mais aussi les opérateurs économiques — ne supportent plus que la réforme régionale s'arrête à mi-chemin.

Ils veulent une nouvelle et sérieuse répartition des compétences, sur le modèle de la République fédérale d'Allemagne, en laissant à l'État central (quitte pour celui-ci à les transférer à l'Europe) les matières dites de souveraineté : affaires étrangères, défense, monnaie, droits de l'homme, ainsi que les règles générales assurant la cohésion de l'ensemble de tous les autres domaines. Les régions, les départements, les communes se partagent tout ce qui se situe à l'intérieur de ce cadre.

L'on sent confusément dans la classe politique que l'affaire corse n'est pas une simple

grève pour de simples sous. Derrière les syndicats, et surtout la plus grosse qui se moque de la Corse mais suit ses objectifs « nationaux » au service d'un PC assoupli, se profile un besoin de reconnaissance et de dignité, la volonté d'être responsable de soi-même. Dans ces dernières décennies du vingtième siècle les hommes et les femmes supportent de plus en plus difficilement d'être dans leurs affaires propres, au niveau administratif de loin et gouvernés par des entités abstraites. Le mot de décentralisation masque mal l'horreur que le fédéralisme inspire aux bien-pensants de gauche et de droite, depuis les girondins jusqu'à la Commune (qui ne fut pas que de Paris, n'est-ce pas les Marseillais ?).

Et pourtant l'on ne voit pas pour quelles raisons, à l'intérieur des États-Unis d'Europe, les Bretons, les Catalans, les Basques, les Corses, les Alsaciens, les Savoyards et les Auvergnats seraient moins éduqués que les Bavarois, les Wallons ou les Sardes. Quelle déraison de voir des préfets, étrangers à l'île, négocier avec les Corses, au lieu que le gouvernement régional corse règle les affaires urgentes — et celles qui ne le sont pas encore — avec le gouvernement national — et, le cas échéant, avec la Commission de Bruxelles !

L'âge des préfets est déjà révolu, celui des citoyens responsables a déjà commencé. Faisons en sorte que la France entre tout entière, consentante, dans l'Europe fédérale à plusieurs niveaux : tout entière, et non pas amputée, dans des révoltes excusées, d'une partie de ce qui constitue sa personnalité historique.

Éthique, économie et entreprise

(Suite de la première page.)

La récente campagne de communication du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a mis en évidence cette vérité que le chômage ne diminuera pas avec des « y a qu'à ». Depuis 1848, l'espérance de vie des ateliers nationaux resurgit périodiquement sous une forme ou sous une autre. Le rôle des économistes est de souligner que l'emploi ne peut être imposé sans considérer les besoins de la production. Il ne faudrait pas, au nom d'une religion de l'autorisation administrative, décourager les comportements d'émancipation.

Mais le licenciement ne peut être considéré comme une forme de gestion ordinaire. L'idéalisme économique de ceux qui voudraient le faciliter pour favoriser l'embauche est à courte vue. On ne peut laisser se développer une évolution en accordon des effectifs des entreprises, au rythme d'une respiration liée aux variations du carnet de commandes.

Le projet de loi que je prépare, en liaison avec les partenaires sociaux, améliorera notablement les garanties offertes aux salariés.

D'autres exemples pourraient être évoqués. L'idéalisme n'a pas de vertu économique. Mais la morale et l'utilitarisme ne font pas meilleur ménage.

Certes, la légitimité de l'activité économique doit être clairement affirmée. Elle l'est largement aujourd'hui. Cette reconnaissance doit encore être consolidée.

Près d'un siècle après l'encyclopédie *Rerum Novarum*, alors que l'épiscopat invite à « créer et partager pour répondre au défi du chômage », les chefs d'entreprise pourraient faire leur le précepte de Benjamin Constant : « Gardez-toi de penser que tout ce que tu possèdes t'appartient et de vivre selon cette pensée ». On ne peut manquer, à la lumière de cette formule, de relire autrement la déclaration des droits de l'homme proclamant le caractère naturel,

imprescriptible, inviolable et sacré du droit de propriété.

L'utilitarisme ne manque pas de force lorsqu'il rapproche effectivement morale et efficacité, dénonce l'oïseté, la prodigalité et le mensonge comme facteurs de marasme économique et loue le travail, le sens de l'économie et l'honnêteté en tant que sources de progrès.

Les lumières du krach

Qui contesterait d'ailleurs que ce qui est inéquitable est souvent contraire à la logique économique ? Ainsi, Max Weber démontrait l'absurdité de la théorie de la productivité des bas salaires, une constatation que je reprends à mon compte, lorsque j'observe des professions qui se solènt faute d'avoir su attirer à elles des salariés qualifiés.

Mais méfions-nous des morales élémentaires ! J'ai toujours été frappé de l'aveuglement déconcertant dont on a pu faire preuve à l'époque de la révolution indus-

trielle. Ainsi, Mimerel, cet industriel lillois, écrivait en 1836, contre toute évidence : « Le sort des ouvriers n'est pas mauvais ; leur travail n'est pas excessif, puisqu'il ne dépasse pas treize heures... Celui qui est à plaindre, c'est le manufacturier dans les profits sont faibles. »

Plus près de nous, l'exemple du krach financier de 1987 a jeté une lumière crue sur certaines pratiques boursières. La Bourse doit se développer, mais l'argent facile ne peut qu'être dénoncé, au nom de la justice sociale. La loi viendra d'ailleurs bientôt corriger les excès. Elle préservera et renforcera le crédit international de la place de Paris, tant il est vrai que, si l'immoralité peut payer à titre individuel, elle est contre-productive à l'échelle de l'économie nationale.

Certes, la réussite économique est toujours souhaitable, mais la valeur éthique de l'activité économique ne peut être mesurée à partir d'un bilan financier. En réalité, le rapprochement entre morale et efficacité économique ne peut s'apprécier qu'à l'aune de la cohésion sociale.

S'il faut savoir prendre quand elles s'imposent les décisions qu'appelle l'évolution économique, il faut aussi savoir lier les politiques économiques et sociales afin de traiter les problèmes d'emploi et les phénomènes d'exclusion : une politique économique qui ne tiendrait pas compte de ces impératifs serait condamnable d'un point de vue éthique et provoquerait tensions et déséquilibres.

C'est ce que j'avais à l'esprit en lançant, en décembre 1988, la nouvelle politique d'aide à la modernisation négociée des entreprises. Les salariés sont les principaux acteurs de la modernisation : ils ne doivent pas la ressentir comme une menace mais comme une chance de développement partagé. Telle est la condition de la réussite économique.

La législation sur le licenciement sera un nouveau témoignage de ma volonté d'associer éthique et économie en préservant le tissu social.

JEAN-PIERRE SOISSON.

La Grande-Bretagne 125F

En mai, changez de gazou avec Sealink !

Mai est un mois plein de ponts, de soleil et de longs week-ends. Jusqu'au 31 mai, Sealink vous propose l'Angleterre à des prix fous ! Ex : avec votre voiture, 125F/pers* la traversée A.R., ou 400F/pers* 2 nuits à Londres en B&B.

Il printemps sera très britannique.

Riez à l'anglaise !

* Prix spécial "G.B. en mai", base 1 voiture + 4 personnes, séjour 3 jours.

SEALINK
C'EST POSSIBLE

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDUPUB 206 136 FLe Monde
TELEMATIQUEComposés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LMReproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 020 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 386 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de

votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Jp 11/150

Etranger

... Le Monde • Vendredi 28 avril 1989 3

Un entretien avec M. Khaddam, vice-président syrien « Je ne crois pas que la France ait des responsabilités particulières au Liban »

Après quatre heures d'une discussion qui a donné lieu à un échange de « propos acerbes » entre les ministres syrien et irakien des affaires étrangères, le conseil ministériel de la Ligue arabe a suspendu, dans la nuit de mercredi 26 à jeudi 27 avril, à Tunis ses travaux sur le Liban. Il devait se réunir à nouveau jeudi. Par ailleurs, M. François Mitterrand a exprimé, dans un message au président Hafez El Assad, le souhait de voir les relations entre la France et la Syrie « progresser dans l'intérêt des deux pays ». Dans un entretien qu'il a accordé, il y a quelques jours à Damas à notre envoyée spéciale, le vice-président Abdel Halim Khaddam évoque, de son côté, la récente crise franco-syrienne en termes mesurés.

DAMAS
de notre envoyée spéciale

« Nous ne faisons pas porter à la France la responsabilité de certaines déclarations contre la Syrie venant de voix qui méconnaissent la réalité et l'histoire. » Vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam ne veut visiblement pas amplifier la nouvelle crise franco-syrienne née de la question libanaise. Mais, ajoutant, « les malentendus ne sont pas le fait de la Syrie, et il n'y a pas de doute que certaines positions françaises n'ont pas joué un rôle positif dans les relations entre les deux pays ».

Fins observateurs de la politique intérieure française, les officiels syriens font mine de croire que les récentes réactions très vives de Paris n'ont été que le fruit de pressions internes de l'opposition et

d'une opinion publique sollicitée par le « lobby isolationniste chrétien ». Les succès de l'émission de Paris - désavoué de l'ambassadeur du gouvernement, M. Jean-François Deniau, rééquilibrage de l'aide humanitaire, déclaration de M. Mitterrand - les ont confortés dans cette attitude.

« La déclaration de M. Mitterrand affirmant que la France était l'ami de tous les Libanais a marqué un pas positif », souligne M. Khaddam. Nous espérons que la politique française se poursuivra sur la base de la non-ingérence dans la politique intérieure libanaise pour ne pas donner l'impression que la France opère une parité des Libanais sans tenir compte de la nature de leurs pratiques. »

Si malentendu il y a, il est d'abord dans la revendication française d'une responsabilité particulière à l'égard du Liban. « Je ne crois pas, affirme M. Khaddam, que la France ait des responsabilités particulières au Liban. Il n'y a pas de raison ni de

facteurs pour cela. Les relations de la France et du Liban ne diffèrent pas des relations du Liban avec un quelconque autre pays. » Si elles sont fondées sur le Mandat, nous affirmerons à ce sujet un officiel syrien, celui-ci est révoqué. « Toute aide humanitaire, mais seulement humanitaire, pour un pays frappé de malheur, est un geste positif », poursuit M. Khaddam.

La Syrie, comme on le laisse entendre de bonne source à Damas, se serait opposée par la force à l'entrée des bateaux français dans les ports de Beyrouth ou Jounieh. « La Syrie, assure M. Khaddam, n'a rien à voir avec le fait de permettre ou d'empêcher l'entrée de bateaux dans les ports libanais. Cette question relève de la responsabilité du gouvernement de M. Selim Hoss et après que ce gouvernement ait pris une décision à ce sujet, cette aide a été acheminée. » En fait, par allié interposé, M. Jomblatt en l'occurrence, Damas avait défini les limites minimales de l'aide humanitaire française et n'est pas allé plus avant, Paris ayant vite pris la mesure des menaces du meilleur allié de la Syrie.

Un problème interne

« Le problème libanais, ajoute M. Khaddam, est interne. Il s'agit d'un conflit entre la majorité écrasante des Libanais qui veulent vivre dans un climat démocratique avec une égalité de droits et de devoirs, et une toute petite minorité qui désire conserver ses privilèges dans un régime refusé par la majorité. »

En fait, la vraie question que beaucoup d'officiels syriens posent est : « Que veut la France au Liban ? » « Nous sommes d'accord avec Paris et tous les autres pays sur la nécessité de la restauration de l'unité et de la souveraineté, de l'entente nationale au Liban, et nous savons qu'un certain nombre de responsables français appuient les réformes fondamentales nécessaires », assure M. Khaddam.

Même si elle les incite, « l'agitation » française n'inquiète pas trop les Syriens car ils sont convaincus de



la neutralité des deux super-puissances dans une crise dont celles-ci n'ont pas fait leur priorité. Si la nouvelle politique soviétique ne fait pas véritablement recette à Damas, la permanence des relations syro-soviétiques reste une donnée fondamentale.

« Les Soviétiques, assure une bonne source, n'aiment pas ce qui se passe au Liban. Ils cherchent une solution équilibrée qui tienne compte des intérêts des différentes confessions. Mais ils sont réalistes, savent que la situation est difficile et ne conçoivent pas que les Syriens doivent se retirer maintenant. De toute façon, leur priorité va à la question palestinienne. »

L'assouplissement de la position de Damas envers l'OLP, dont une délégation pourrait être reçue bientôt dans la capitale syrienne, comme l'acceptation syrienne de participer à une réunion préparatoire à la conférence internationale des cinq parties arabes concernées (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie, OLP) ne peuvent que satisfaire Moscou.

Avec Washington, les contacts sont continus, affirme M. Khaddam sur des sujets très divers, dont le Liban. Washington et Damas

poursuivraient leurs négociations sur une relance du processus de l'élection présidentielle. Les Etats-Unis, qui ne veulent en aucun cas voir aujourd'hui remettre en cause la présence israélienne au Liban sud, ne peuvent logiquement exiger le départ des troupes syriennes.

Avec les pays arabes aussi, Damas a assoupli ses relations. Réconciliée avec le Maroc en janvier grâce à une médiation saoudienne, la Syrie est aujourd'hui prête à participer à un sommet arabe avec l'Egypte. Pour la forme, Damas exigera sans doute une première réunion en ouverture du sommet, mais ne fera pas obstacle à la participation de l'Egypte lors de la prochaine réunion arabe préparée par le roi du Maroc. Même les déclarations du président Mubarak sur le Liban, peu susceptibles de plaire à Damas, n'ont provoqué aucune réaction ces derniers temps dans la presse syrienne, qui a mis une sourdine définitive à ses attaques contre Le Caire comme à celles, directes, contre M. Yasser Arafat.

Reste à savoir comment sortir de l'impasse créée, dit-on à Damas, par l'initiative du général Aoun. Si les alliés libanais de la Syrie poussent pour une solution militaire radicale qui « éliminerait définitivement les tentatives partitionnistes du maronisme politique », la Syrie tentera, elle, d'épuiser toutes les démarches politiques. Cela ne l'empêche pas de renforcer militairement ses alliés pour éviter d'avoir à intervenir directement.

FRANÇOISE CHIPAUX

● M. Mitterrand rend hommage à l'action de la France au Liban. Au cours du conseil des ministres, qui s'est réuni le mercredi 26 avril au palais de l'Élysée, après que M. Roland Dumas ait rendu compte des résultats de l'action humanitaire de la France au Liban, le président de la République a expliqué qu'il avait reçu le même jour un télégramme de remerciements du général Aoun et de M. Selim Hoss. M. François Mitterrand a aussi annoncé qu'il avait envoyé un message de félicitations aux forces armées et à la marine nationale.

EN BREF

● ÉGYPTÉ : un pilote libyen demande l'asile politique. Un pilote de l'armée de l'air libyenne, à bord d'un hélicoptère, a fait défection, mercredi 26 avril, et a demandé l'asile politique à l'Égypte. Le pilote, Fathi Al Saghir, parti de la base de Kufra en Libye, était chargé d'une mission dans le sud du Soudan pour le compte du gouvernement de Khartoum, a indiqué une source policière égyptienne. Cette nouvelle défection porte à onze le nombre de militaires libyens qui, en deux ans, ont cherché asile en Égypte. L'agence libyenne JANA a indiqué, de son côté, que l'hélicoptère avait fait un atterrissage forcé en Égypte à cause des mauvaises conditions météorologiques. — (Corresp.)

● AFRIQUE DU SUD : réunion de la commission mixte sur l'application des accords de New York. — Un membre du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vyacheslav Ustinov, est arrivé au Cap mercredi 26 avril, pour assister à une réunion de la commission mixte chargée de vérifier l'application des accords de New York sur la paix en Afrique du Sud-Ouest, qui devait s'ouvrir jeudi pour deux jours au Cap.

Des responsables d'Angola, de Cuba et d'Afrique du Sud - pays signataires des accords du 22 décembre - participent à cette réunion. Outre le responsable soviétique, un responsable américain assiste à la réunion en tant qu'observateur, ainsi que le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Namibie, M. Martti Ahtisaari, et le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Markack Goulding. — (AFP.)

● TCHAD : des dissidents se réfugient au Soudan. — Plusieurs des organisateurs de la tentative de coup d'État qui a eu lieu début avril au Tchad ont demandé l'asile politique au Soudan, a-t-on appris, mercredi 26 avril, de source policière. Il s'agit notamment de M. Idriss Debi, ex-conseiller politique et militaire du président Hissène Habré, Dousse Debi, ex-directeur général des ponts et chaussées, et Abbas Kote, ex-chef d'affaires tchadiennes au Soudan.

Après l'échec de leur tentative, les opposants tchadiens avaient franchi la frontière soudanaise dans la province du Darfour, accompagnés de plusieurs centaines d'hommes de troupe. Des combats s'étaient produits dans cette province entre les dissidents et l'armée tchadienne lancée à leur poursuite. — (AFP.)

ISRAËL : le projet d'élections dans les territoires occupés Les Palestiniens « de l'intérieur » rejettent le plan Shamir

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le refus est net et global. Dans une rare manifestation collective, de très nombreuses personnalités nationalistes des territoires occupés ont rejeté, mercredi 26 avril, la proposition du gouvernement israélien d'organiser des élections au Cisjordanie et à Gaza.

Ce « non » catégorique - qui a surpris bien des observateurs - figure dans une déclaration rendue publique dans la soirée et au ton parfois plus dur que certaines des réactions de l'OLP dont ces personnalités palestiniennes sont très proches. Parmi les quatre-vingts signataires, des hommes comme MM. Faïçal Huseini, Sari Nusseibeh, ou le Dr Haydar Abdelchafi, directeur du Croissant rouge de Gaza et distingué vétérinaire de la lutte nationaliste, représentent un courant « central », dit modéré, sans lequel aucun projet politique sérieux n'a de chances de voir le jour. La gauche et l'extrême gauche nationalistes tout comme le mouvement islamiste Hamas avaient déjà fait connaître leur refus du « plan » de M. Itzhak Shamir, le premier ministre israélien.

Le document reprend les arguments traditionnels de l'OLP contre les propositions de M. Shamir (élections au Cisjordanie et à Gaza pour désigner les participants palestiniens à une négociation sur un régime d'autonomie provisoire). « Ce plan n'est rien d'autre qu'une manœuvre médiatique destinée à sauver Israël de son isolement international. »

Repli tactique ?

Les signataires assurent que le projet de M. Shamir n'a pas d'autre objet que de « gagner du temps », « mettre fin à l'intifada » (le soulèvement dans les territoires), « séduire les médias » et court-circuiter l'OLP, seul et unique représentant des Palestiniens. Ils reprennent le programme de la centrale palestinienne - « reconnaissance du droit à l'indépendance des Palestiniens, négociations avec l'OLP dans le cadre d'une conférence internationale » - que les deux grands partis politiques israéliens, le Likoud et les travaillistes, ont rejeté.

Ce texte a surpris. Jusqu'à présent, l'impression donnée par nombre de nationalistes des territoires occupés était beaucoup plus nuancée. Tout en craignant que le plan de M. Shamir ne scinde effectivement des divisions interpalestiniennes, certains ne cachent pas leur intérêt ou assuraient à tout le moins qu'il serait politiquement maladroite de répondre par un « non » pur et simple à la proposition israélienne. Dans une récente déclaration au Caire, certains des signataires du document avaient esquissé au principe d'élections dans les territoires pour peu que soient préalablement satisfaites un certain nombre de conditions : retrait partiel de l'armée israélienne, supervision internationale du scrutin, etc. Cette fois, il n'est plus question de conditions : le rejet est total.

Il est encore trop tôt pour savoir s'il s'agit là d'une position définitive ou d'un repli tactique décidé par l'OLP afin de tenter d'obtenir davantage d'Israël dans le dialogue indirect qui s'est établi entre les deux parties par l'intermédiaire des Etats-Unis. Le premier ministre israélien ne s'est pas posé de telles questions. Il a immédiatement réagi (avec soulagement ?) à ce rejet en affirmant : « Les Palestiniens se trompent s'ils pensent qu'ils peu-

vent obtenir mieux que nos dernières propositions. » « Nous avons fait une offre généreuse et nous voyons qu'on la refuse, a poursuivi M. Shamir : nous ne serons pas vaincus par la violence, qu'on ne la fasse pas d'illusion là-dessus, la violence ne conduira pas à l'établissement d'un Etat palestinien ; il n'y aura qu'un Etat en terre d'Israël, un Etat juif. »

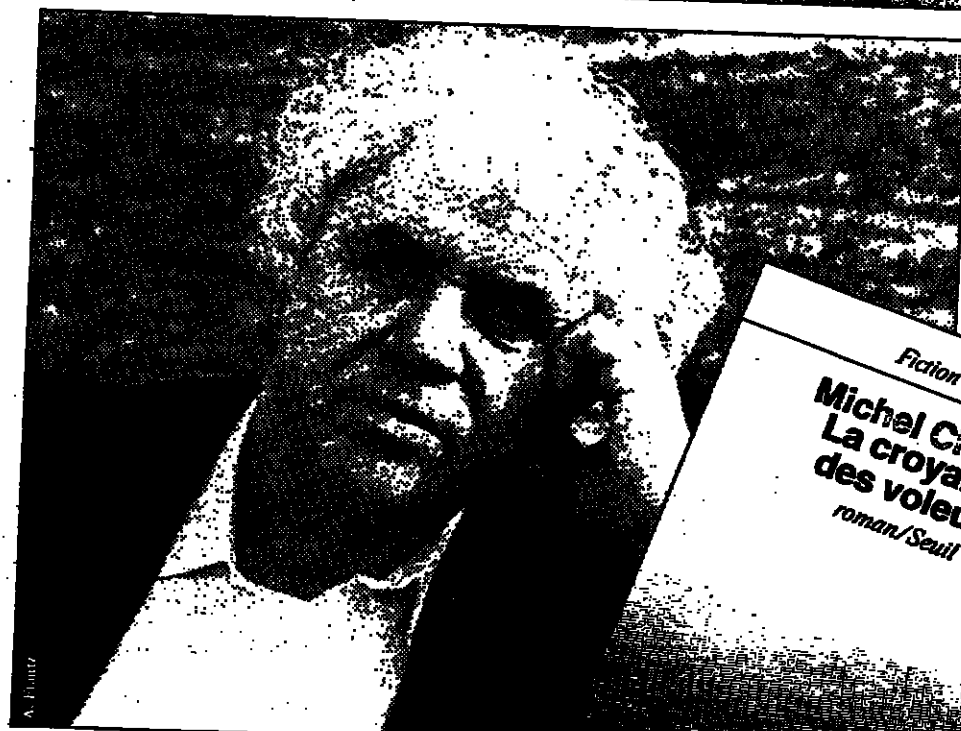
Alors qu'un comité d'experts est chargé de mettre au point les modalités du scrutin proposé par le premier ministre, celui-ci a récemment adopté une attitude ambivalente. A ses hôtes étrangers, il laisse l'impression de tenir fermement à son projet d'élections et de vouloir le conduire à terme. Sur le terrain, devant des publics israéliens, il tient des propos plus dans - refus de la moindre dis-

cussion sur Jérusalem, défense des colonies de peuplement dans les territoires, rejet de toute supervision internationale - qui semblent éliminer toute possibilité de négociation autour du thème des élections.

Sur ce fond de perspectives politiques pour le moins incertaines, sinon déprimantes, ces dernières quarante-huit heures ont été marquées par un niveau soutenu d'affrontements dans les territoires - en Cisjordanie comme à Gaza. Mercredi soir, on recensait au moins quatre morts chez les Palestiniens à la suite d'agressions avec l'armée - parmi les victimes, un enfant de huit ans, atteint d'une balle en plein cœur, et deux adolescents. Les blessés se comptaient par dizaines, la plupart des camps de réfugiés de Gaza étaient de nouveau sous couvre-feu.

ALAIN FRACHON

PRIX DES LIBRAIRES



Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche. 99 F

Editions du Seuil

Afrique

Les violences entre Sénégalais et Mauritaniens

Le roi Hassan II a envoyé une mission de conciliation à Nouakchott et à Dakar

Le calme a régné à Nouakchott et à Dakar, mercredi 26 avril, après plusieurs jours de violences entre Sénégalais et Mauritaniens. Mais la situation reste tendue et inquiète les amis étrangers des deux pays concernés. Président en exercice de l'Union du Maghreb arabe (UMA), dont fait partie la Mauritanie, le roi Hassan II a dépêché à Nouakchott et à Dakar une mission de conciliation, composée de M. Moulay Driss Alaoui M'Dghari, secrétaire d'Etat marocain aux affaires étrangères chargé des affaires de

FUMA, et des ambassadeurs de Tunisie, d'Algérie et de Libye au Maroc, qui représentent également leurs pays auprès du secrétariat de l'Union.

De source officielle marocaine, on a précisé que cette démarche, entreprise en concertation avec les autres chefs d'Etat de FUMA, « entre dans le cadre de liens séculaires de fraternité, d'amitié et de religion qui doivent d'autant plus être préservés et renforcés en ce mois sacré du

ramadan, mois de sacrifice, de paix et de pardon ». Selon des sources médicales à Nouakchott, la majorité des victimes auraient été enregistrées dans la capitale mauritanienne au terme de deux jours d'expéditions punitives, au cours desquelles les Mauritaniens, blancs et noirs confondus, s'en sont pris à la communauté sénégalaise. Le ministre mauritanien de l'information, qui a qualifié d'« exorbitants » les bilans dressés par la presse étrangère, n'a cependant pas été en

mesure de les démentir formellement, estimant que ces chiffres « jetaient de l'huile sur le feu ». Des rumeurs font état de décès de Mauritaniens tant à Dakar que dans les villes proches de la région frontalière avec la Mauritanie. Selon ces rumeurs, outre les Mauritaniens blessés par la foule lors du sac de leurs petits commerces, des Sénégalais ont également été blessés, voire tués, par des coups de feu tirés par les Mauritaniens tentant de protéger leurs biens.

Les petits pas du président Taya vers la démocratie

NOUAKCHOTT
de notre envoyé spécial

« Le retour aux partis politiques est inévitable. C'est inscrit dans la démocratisation en cours. » Le ministre de l'information, M. Moustapha Ould Abderrahman, est catégorique : « Le processus est enclenché depuis le 12 décembre 1984 (1), sans schéma préalable avec des dates et des objectifs, mais plutôt selon des orientations et des principes affirmés », nous a-t-il confié, expliquant que, dès la fin de cette année, un conseil économique et social (CES) serait créé. « Il s'agit d'un organe consultatif », a dit le ministre, également porte-

parole du gouvernement, qui représentera « toutes les couches sociales de la population ».

Les modalités de désignation des futurs membres du CES ne sont pas encore définies, et les plus sceptiques des Mauritaniens s'interrogent déjà sur « la représentativité, la légitimité » et finalement sur « l'utilité d'un tel organisme ». Sa création, néanmoins, constituera un pas supplémentaire vers « plus de démocratie », comme se plaisent à le faire remarquer les diplomates occidentaux accrédités à Nouakchott, qui n'oublient pas de rappeler la nature militaire du régime. Elle s'inscrit, en tout cas, dans la logique politique lancée par le pouvoir en place en décembre 1986 avec le premier scrutin municipal « libre », qui devait doter les treize capitales régionales de maires et de conseillers municipaux élus par les citoyens sur des listes établies en toute indépendance des autorités.

Le suffrage universel avait été respecté. Et, en dépit d'un manque de pratique certain, un taux de participation de 50% avait été enregistré. A Nouakchott, par exemple, deux listes étaient en présence : l'une, « bleue », constituée autour d'un consensus tribal et ouverte à quelques Noirs et Haratines (esclaves affranchis), rassemblait surtout des commerçants conservateurs ; l'autre, « blanche », de tendance plutôt progressiste, organisée autour d'un leader, M. Ould Ma-

regroupait les gens en fonction de leur condition sociale. Trente-six sièges étaient à pourvoir. La liste bleue en obtint dix-neuf, la blanche dix-sept.

Au terme de la première réunion du conseil municipal, contre toute attente, le chef de file de la liste minoritaire fut élu maire de Nouakchott. La petite histoire veut qu'il ait été révoqué en 1988, pour faute grave... Mais le processus, en tout cas, n'allait pas s'interrompre. Comme prévu, les élections municipales eurent lieu dans les chefs-lieux de département en 1988, puis dans les chefs-lieux d'arrondissement en janvier dernier. Les critères étaient les mêmes : pas plus de quatre listes en compétition pour chaque ville, établies en dehors de tout particularisme et de tout parti politique. Les deux cent huit communes du pays ont maintenant à leur tête un maire élu démocratiquement, parfois au deuxième tour... après ballottage.

Une évolution redoutée par les militaires

Ces élections constituaient, en quelque sorte, un galop d'essai pour le Comité militaire de salut national (CMSN), l'instance suprême mauritanienne, qui légifère par ordonnances, et le gouvernement. La promesse d'arriver à terme à des élections législatives, puis présidentielles, au suffrage universel, n'est

pas remise en cause. Mais cela signifierait la fin du régime militaire et l'adoption d'une Constitution qui viendrait se substituer à la Charte constitutionnelle actuellement en vigueur. La prudence est de rigueur en ce domaine, car la perspective de prochaines élections législatives fait resurgir la question du multipartisme, espéré par de nombreux Mauritaniens mais encore redouté des militaires qui considèrent « difficile, dans les circonstances actuelles, de laisser les citoyens se disperser ».

Affaiblir le tribalisme

Cependant, l'épreuve de vérité approche. Les mandats de tous les maires élus, en trois étapes successives, arriveront à échéance l'année prochaine. De nouvelles élections municipales seront alors organisées, le même jour, sur tout le territoire national. Les maires et leurs conseils seront élus pour quatre ans, représentants qualifiés de la volonté populaire auprès de l'Etat. Or l'affaiblissement des antagonismes politiques et idéologiques entre les diverses tendances de la société mauritanienne, avec l'avènement d'élections démocratiques sans partis, a fait resurgir les questions tribales et ethniques.

C'est un problème ressenti avec une acuité croissante. Sans qu'il s'agisse de scandale ni de népotisme, les Mauritaniens commencent à voir

d'un mauvais œil la prépondérance des Smassides (la tribu du président Ould Taya) dans tous les secteurs d'activité. Il s'agit d'une tribu très ramifiée dans le pays, comptant de nombreux commerçants et hommes d'affaires. Lorsque l'économie maréchale s'est imposée avec l'émergence du secteur privé, les Smassides étaient omniprésents.

Et, pour la première fois de l'histoire de la Mauritanie indépendante, les pouvoirs politique et économique se trouvent aujourd'hui concentrés aux mains d'une même tribu. Il faudra beaucoup d'adresse au président de la République pour gérer le tribalisme, tout en affaiblissant de manière significative. Le succès de son entreprise passe aussi par une détribalisation de l'économie.

Dès son arrivée à la tête de l'Etat, il y aura bientôt cinq ans, M. Maouya Ould Sid'Ahmed Taya avait pris d'emblée plusieurs décisions populaires. Il avait supprimé les visas de sortie du pays, amnistié tous les prisonniers condamnés pour des raisons politiques, autorisé les exilés à rentrer. Il avait également pris des mesures pour alléger considérablement les contrôles policiers. C'est un homme raisonnable, soucieux des libertés publiques, qui travaille à faire de la Mauritanie un Etat respecté à l'intérieur de ses frontières et à l'extérieur.

Il manœuvre bien avec les différents belligères de fonds sans lesquels

la Mauritanie serait exsangue aujourd'hui, et joue d'un subtil équilibre entre le Maghreb et l'Afrique noire ainsi que les deux instances qui concernent la Mauritanie : l'Union du Maghreb arabe (UMA), d'un côté, et la Communauté économique d'Afrique de l'Ouest (CEAO), de l'autre. Tout en espérant que les institutions de l'UMA fonctionneront mieux que celles de la CEAO et permettront aux partenaires maghrébins d'investir bientôt en Mauritanie.

FREDERIC FRITSCHER.

(1) Date de la révolution de palais qui permit au colonel Maouya Ould Sid'Ahmed Taya d'évincer le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidallah et de lui succéder à la présidence de la République.

Droque : les marchés s'enflamment.

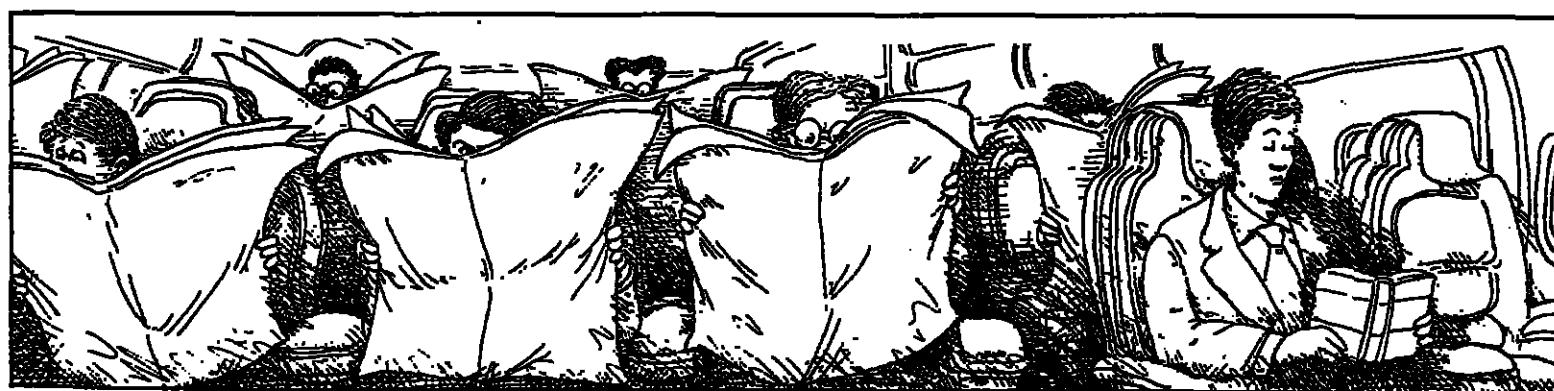
Cocaine, opium, bazooka, crack... Fortune en poudre : A qui profite le pastel ? A la mafia ? Au cartel de Medellín ?

Comment ces milliards de dollars sont-ils blanchis ? Un voyage stupéfiant avec la face cachée de l'économie mondiale.

1988 :
12 mois d'actualité,
un an d'histoire.

Larousse
et
Le Monde
signent
le JOURNAL DE L'ANNÉE

On finit toujours par remarquer celui qui est le plus ouvert.



Etre ouvert, c'est avant tout un état d'esprit.

Une volonté de ne pas s'enfermer dans un système de pensée, un désir de dialoguer, de s'enrichir au contact des autres, de partager informations et moyens,

une faculté d'adaptation à l'imprévu, d'intégration dans tous les environnements.

Etre ouvert, en informatique, comme dans la vie quotidienne, c'est mieux communiquer pour mieux créer et mieux produire.

Pour NCR, être ouvert, c'est aussi répondre à vos véritables besoins d'aujourd'hui, sans hypothéquer l'avenir.

C'est décentraliser l'intelligence

informatique, pour permettre aux groupes de travail de s'exprimer et de réaliser des traitements intelligents, améliorant ainsi la souplesse, la rapidité et la pertinence des décisions.

C'est vous offrir la puissance

et la créativité : des postes de travail personnels, intelligents, assortis des outils de productivité générateurs d'applications et interfaces de réseaux ; des plates-formes départementales accessibles par plusieurs centaines d'utilisateurs ; des systèmes s'intégrant en toute transparence dans la plupart des environnements réseaux..

Pour NCR, pionnier de l'environnement UNIX, l'ouverture est plus qu'un choix : une conviction profonde, qui s'exprime sur toute la ligne.

Peut-on encore passer à côté d'un constructeur aussi ouvert ?

NCR France

Tour Neptune, Cedex 20

92086 Paris La Défense

Tél. : (1) 49.03.27.75

NCR

Pour créer la valeur

JP 11/10 1530

مكتبة الشارقة

Afrique

La leçon des récentes inondations

Djibouti reste exposée à une nouvelle catastrophe

Djibouti, de nouveau ces derniers jours, été victime de pluies abondantes qui ont causé la mort d'une personne - deux autres sont portées disparues - et inondé une bonne partie de la capitale, alors que celle-ci commençait à peine à se relever des inondations qui, au début du mois, ont coûté la vie à au moins huit personnes et provoqué de très importants dégâts, notamment au réseau routier.

DJIBOUTI
de notre envoyé spécial

Belle revanche sur l'histoire. 1966 : Djibouti la Française vit, sur son étroite bande de terre, frileusement retranchée à l'abri d'une barrière de barbelés qui, en l'enseignant, est censée protéger ses immeubles aux arcades toutes coloniales d'un afflux (dép) de réfugiés. Jour après jour, de pauvres héros viennent s'écrouler au pied de l'obstacle infranchissable. Au fil des mois, entre un phare aux lourdes fondations en forme de tour et les mailles serrées du filet, pousse l'un de ces bidonvilles qui marquent la frontière de la misère aux portes de la prospérité.

Onze ans plus tard, du « territoire des Afars et des Issas », naît la République de Djibouti. Les barbelés ont disparu, le bidonville est resté. Il a même pris un nom : Balbala (état de lumière), celui du phare qui continue imperturbablement à jeter sur la ville ses feux éblouissants.

2005 : Balbala est Djibouti. Ses blocs de maisons basses, tracés au cordeau, s'élèvent par des avenues bitumées, entourent la présidence de la République et les quartiers administratifs. Balbala domine avec superbe les reliques d'une antique colonisation.

Une ambitieuse mutation

Rêve ? Science-fiction ? Ambition plutôt : celle d'un projet d'urbanisation lancé en 1985, mais dont les modestes débuts n'ont pas empêché la majeure partie de Djibouti de disparaître sous l'eau et la boue lorsque le pays a été noyé, en six jours, sous 507 mm de pluie, alors que la moyenne annuelle de précipitation est de 150 à 160 mm (le Monde du 15 avril).

Aujourd'hui encore, la présidence (l'ancienne résidence du gouverneur français) est à des années-lumière de la mer, à la charnière du port et de la ville haute (l'ancienne européenne, bâtie en surélévation sur un promontoire corallien), à deux pas de la célèbre place Ménélik, haut lieu du « pastis-à-l'heure-où-la-chaleur-devient-vivable ». Aujourd'hui encore, les quartiers bas ou quartiers populaires, ou tout simplement « les quartiers » étaient leurs toiles ondulées mâtées de

planches entre des ruelles boueuses à quelques dizaines de centimètres, en certains endroits, sous le niveau de la mer : plus de quinze jours après les inondations d'avril, des Djiboutiens vivaient toujours dans une boue nauséabonde, certaines rues disparaissaient encore sous l'eau. Et ce malgré les efforts incessants de pompes djiboutiennes comme françaises, qui n'auront pas quitté leurs pompes pendant des nuits et des jours harassants. Aujourd'hui encore, Balbala offre son aspect de mages de toiles, de bois et de cartons dégonflant le long de la colline.

Pourtant, les premiers signes de l'ambitieuse mutation sont déjà visibles. Deux des quartiers populaires, les numéros « trois » et « cinq », ont pu être esséchés plus rapidement que les autres grâce à une voirie rénovée. Du bitume a fait son apparition là où, dans les quartiers voisins, la terre couvrait uniformément les « rues ». Quelques bâtiments reposent sur un socle surélevé. Ailleurs, des façades de terre battue portent les empreintes d'un bulldozer venu se charger de l'alignement dans un fouillis de cabanons. En bordure de Balbala, des pavillons propres ont fait leur apparition.

Mais, « compte tenu des capacités financières du pays, peut-être les quartiers bas seront-ils hors d'eau dans vingt ans », estime un officiel. Car l'Etat djiboutien, dont le budget se montait, en 1988, à moins de 1 milliard de francs français, pourrait difficilement faire face aux dépenses massives qu'exigerait une urbanisation rapide. Le projet en cours repose, d'une part, sur une réhabilitation de la « cuvette » (les quartiers bas) et, d'autre part, sur une mise en valeur de Balbala qui devrait, à terme, être englobée dans la cité.

Or la seule première phase de réhabilitation engagée en 1985 est déjà estimée à quelque 120 millions de francs, dont l'essentiel est financé par des prêts ou des dons (Banque mondiale, USAID, Caisse centrale de coopération économique, CEE...). La deuxième phase du programme de développement urbain de Djibouti devrait coûter aussi cher. Sans compter les coûts supplémentaires de réparation et d'entretien - dus aux dégâts causés par les inondations d'avril et qui devraient amener Djibouti à lancer un nouvel appel de fonds à la communauté internationale.

« Décasement » ?

A ces difficultés s'en ajoute une autre, non moins grave : l'impossibilité de brusquer des habitants aux capacités financières également très réduites. Ceux-ci sont, en effet, étroitement associés au projet, puisque, si l'assainissement et la voirie dépendent évidemment des deniers publics, la surélévation et la construction en dur de leur maison est à leur charge. Une population, d'ailleurs, dont on serait bien en mal d'évaluer l'importance avec exactitude, les différentes estimations oscillant entre 200 000 et 300 000 habitants pour Djibouti.

Ville, soit près des trois quarts d'une population de 450 000 habitants pour l'ensemble du pays. Encore ce chiffre est-il lui-même sujet à caution étant donné, notamment, l'inconnue que représente le nombre de réfugiés ayant trouvé asile sur le sol djiboutien.

Véritable casse-tête pour les autorités, les réactions parfois hostiles du peuple ne sont pas sans danger pour la stabilité sociale de la ville et - compte tenu de la place de celle-ci - de la République. Le gouvernement en a fait la dure expérience en différentes occasions, mais surtout en janvier dernier à Balbala, lorsque ce que l'on appelle ici une opération de « décasement » (la destruction pure et simple d'habitations) a dégénéré en émeutes. Bilan : quatre morts et une centaine de blessés. Et même si la réhabilitation des quartiers bas de la capitale n'a pas donné lieu à des troubles de cette ampleur, quelques passages un peu trop brutaux de bulldozers ont provoqué des remous.

Qualifiée aujourd'hui de « bavure », l'action musclée de Balbala et ses résultats désastreux ont amené les autorités à réviser leurs méthodes et à exclure une « urbanisation autoritaire ». Les « décasements » se font désormais à Balbala - comme ils doivent se faire à l'avenir dans l'un des quartiers de la « cuvette » - à un rythme plus lent, selon le système des opérations « à états » (mise d'une parcelle de terrain à disposition des expropriés - provisoires ou définitifs).

Reste que Djibouti est, pour longtemps encore, à la merci d'une nouvelle catastrophe. Rien n'empêcherait demain de très fortes pluies de noyer à nouveau, comme en avril, les deux tiers de la cité. « La solution pour que cela ne se reproduise pas est de trouver un moyen d'accélérer la remodelage des quartiers », explique un responsable de la voirie. Sans grande illusion, toutefois : « Subsiste le problème du financement ». Et cet officiel, désabusé, de conclure : « Actuellement, les habitants des quartiers sont des sinistrés permanents ».


Le gouvernement, déjà largement tributaire de l'aide internationale - et, en premier lieu, française - ne cache pas son intention de « profiter » de ces inondations pour tenter, de façon plus pressante encore, de sensibiliser d'éventuels bailleurs de fonds à l'urgence du problème de l'urbanisation de Djibouti.

Pour sa part, le chef du district de la capitale (l'équivalent de notre préfet), M. Sahel Omar, a pu constater une certaine évolution au sein d'une partie au moins de la population de la « cuvette ». Certains des habitants qui refusaient, il y a peu de temps encore, de quitter leur case insalubre des « quartiers » se disaient prêts, après les pluies, à rejoindre Balbala, en passe de faire oublier son passé de réprochée pour atteindre au statut de privilégiée (perchée sur leur colline, les quelque 80 000 habitants de Balbala n'ont pas eu trop à souffrir des inondations). Décidément, une belle revanche.

YVES HELLER.

ROBERT BADINTER

LIBRES ET ÉGAUX...



L'émancipation des Juifs
1789-1791

Fayard

240 p.
85 F

Refuser aux Juifs le droit d'être des citoyens comme les autres, aux mêmes conditions que les autres, c'était leur dénier la qualité d'hommes comme les autres, et renier la Révolution elle-même. Ainsi l'émancipation des Juifs apparaît en définitive comme une victoire de l'idéologie sur le pragmatisme, de la force des principes sur la force des choses.

R.B.

FAYARD

Alain Labrousse et Alain Hertoghe

LE SENTIER LUMINEUX DU PÉROU

La première enquête approfondie sur l'une des guerillas les plus mystérieuses du monde, qui contrôle aujourd'hui des régions entières du Pérou. Les auteurs éclairent les motivations du quasi-mythique « Président Gonzalo », qui appelle de ses vœux « un génocide de proportion nationale ». Et ils expliquent comment le Sentier lumineux a pu capitaliser le désespoir des exilés et des déracinés. Un livre surprenant, dont les analyses laissent prévoir en Amérique latine et ailleurs dans le tiers monde, d'autres explosions dont la guerre populaire au Pérou ne serait que le signe annonciateur.

95 F

LA DÉCOUVERTE

Graphologie MSI
Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 1000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, Ltd.
Siège social : Graphologie, Beau Site, 11, rue de la République, 92000 Nanterre.

Ils ont le vent en poupe.

Libériens, Grecs, Panaméens, Chypriotes... Faites votre choix parmi les pavillons de complaisance ! Pavillons off shore. Qui sont-ils ? Quels sont les enjeux financiers ? Les Etats complices ? Tout sur les pavillons de complaisance dans la face cachée de l'économie mondiale.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE

L'AFRIQUE AUX PIEDS NUS
JACQUES GASC
12,5 x 20 cm - 192 p. - 90 F

Berger-Levrault International tél. : 46 34 12 35
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Le Monde AFFAIRES

LE PMU SUR L'OBSTACLE

Pour la première fois de son existence, le Pari mutuel urbain, a franchi la barre des 30 milliards de francs de chiffre d'affaires. Mais, comme d'autres industries, les courses de chevaux doivent défendre leur part de marché et jouer le ticket de l'exportation.

Egalement au sommaire :

- **Chalandon** : l'ancien garde des sceaux retourne à l'industrie, mais cette fois dans le textile.
- **Distribution** : l'offensive des chaînes allemandes dans le nord de la France.
- **Vignoble** : les prix du bordeaux flambent.

Demain dans

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.

Europe

URSS : les débats animés au plénum du comité central et

M. Gorbatchev a donné au parti le choix entre « l'initiative » et « la confusion »

Le plénum du comité central du PC soviétique qui s'est tenu mardi 25 avril a été l'occasion de débats exceptionnellement vifs. Aux intervenants parfois très critiques à l'égard de la direction du parti, M. Gorbatchev a répondu que les communistes n'avaient d'autre choix que de prendre eux-mêmes l'initiative dans la réalisation de la perestroïka.

MOSCOU
de notre correspondant

Soudain, M. Gorbatchev a bondi. Un premier secrétaire de région, M. Melnikov, venait de déclarer, mardi 25 avril, en plein comité central que les secrétaires de ville et de quartier avaient, en marge du plénum, décidé que « dans ces conditions ils ne se présenteraient pas aux élections locales de l'automne prochain, car ils étaient sûrs à cent pour cent de n'être pas élus ».

« Juste ! », avait alors lancé une voix anonyme du fond de la salle. Et M. Gorbatchev s'est aussitôt exclamé : « Juste ! Cela signifie que le parti doit

s'abstenir de participer aux élections et à la direction [du pays] ? »

Et, malicieusement, M. Melnikov lui a répondu : « Il faut trouver un moyen pour que [ces] secrétaires participent aux élections, avec, bien sûr, des candidatures alternatives, mais à égalité avec elles, sans [avoir à souffrir] du fait qu'ils appartiennent à l'appareil du parti, dont on ne voit aujourd'hui que les aspects négatifs ».

Plus tard en fin de journée, dans un long discours intégralement publié jeudi matin 27 avril par la Pravda avec l'ensemble du débat, M. Gorbatchev expliqua que la perestroïka a cessé d'être « une affaire d'enthousiastes et de pionniers », qu'elle est maintenant « devenue un véritable mouvement d'ampleur nationale », et qu'un lieu d'être déterminé comme « dans la première étape » par les « initiatives venues d'en haut », elle est désormais caractérisée par une « puissante impulsion d'en bas » — l'impulsion des masses elles-mêmes.

Dans ces conditions, va expliquer en substance le secrétaire général, le Parti doit faire son choix. Ou bien, dit-il, « nous agissons de manière à prendre la tête du processus [et] le parti bénéficiera d'un soutien populaire encore

plus grand », tandis que la perestroïka se développera tel qu'il l'a conçue, ou bien, « si nous perdons l'initiative [ce sera] la confusion morale, sociale, politique et économique ».

M. Gorbatchev a développé ce thème d'une voix égale, sur le ton de l'évidence, avec l'espoir évident que nécessairement au bout du compte, mais avec une conscience non moins nette que rien n'était gagné, et que l'hypothèse de la « confusion » était bien réelle. Traitée d'exemples de gabegies effrayantes et de déclarations nominatives de ministres irresponsables, ce discours aura finalement orné — et très critiqué — le problème central des huit prochains mois : le parti tiendra-t-il ?

Car avec toutes ses tares, ses crimes d'acier et ses échecs d'aujourd'hui, ce parti est le seul rempart qui soit capable d'empêcher ce pays de sombrer dans le chaos économique et politique. Or il se maintient à flot en sachant trouver des dirigeants et donc des candidats populaires — et cela d'ici l'automne prochain — où bien il laisse la place au vide, puis, contrairement à la Pologne ou à la Hongrie, il n'existe pas à l'heure qu'il est de force politique alternative constituée.

Désarroi

C'est l'enjeu de la période, un enjeu dont l'importance explique aussi bien la nervosité des conservateurs que la décision de M. Gorbatchev de trancher dans le vif en faisant aviser par le comité central la « démission » de quatre-vingt-seize de ses membres.

Mais les problèmes demeurent. Et le premier d'entre eux est le désarroi de cet appareil, avec lequel il faut bien compter. Car lorsque ce M. Melnikov, premier secrétaire de la région des Komi dans le nord de l'Oural, se déchaîne devant le plénum, ce n'est pas seulement un conservateur libéré qu'on entend s'exprimer. C'est aussi un dirigeant local qui brandit des problèmes mille fois plus réels que ceux des dirigeants nationaux. « Nous n'avons aucune raison », dit-il, d'évaluer aujourd'hui avec un plein optimisme le cours de la perestroïka. La réalité de notre vie, ce sont désormais les refus massifs de travailler, les grèves de la faim, les manifestations et meetings non autorisés, les grèves massives. « Ces agissements », dit-il, « extrêmes », poursuit-il, prennent appui sur le mécontentement populaire suscité par les difficultés quotidiennes, et si l'on a bien appris à critiquer le passé, on ne voit pas encore formuler de propositions pour s'en sortir.

« Il nous faut apprendre, dit-il, à vivre et à agir dans les conditions d'une lutte implacable [mais] c'est quelque chose que l'on ne peut à jamais enseigner. (...) Nous entendons souvent dire dans les plus hautes échelons que les mesures ont été prises, qu'il n'y a pas de raison de paniquer [mais] on ne se pas en haut de ligne bien définie. (...) Il y a une certaine précipitation [qui] crée

poursuit : « Les résultats du vote populaire montrent que les Soviétiques ne se sont pas seulement prononcés pour la perestroïka, mais pour son approfondissement aussi [et] que les gens ne sont pas satisfaits de la manière dont sont résolus des problèmes pendants depuis trop longtemps dans telle ville (...) telle république (...) ou dans le pays entier. »

renouvelé et humanisé (...) Qui le peuple soviétique a voté en masse pour les communistes, pour les gens qui incarnent à leurs yeux le parti de la perestroïka ».

Le secrétaire général s'est abstenu dans cette dernière phrase du « mais » qui aurait dûment défini deux sortes de communistes soviétiques, mais l'idée était bel et bien là. Plus que jamais il y a deux partis dans le parti et M. Gorbatchev n'est pas loin d'envisager d'accuser de sabotage délégué divers responsables. De passionnés, le ton devint accusateur.

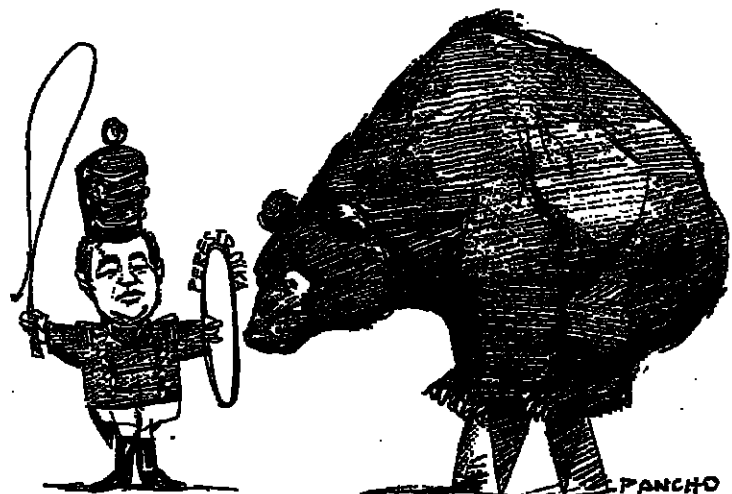
Dialogue

Le « camarade Batalin », vice-premier ministre, est pris à partie pour la multiplication des ouvertures de chantiers alors que le nombre des constructions non achevées ne cesse de croître vertigineusement. Le « camarade Kalyay », ministre des Pêches, est dénoncé pour les 13 500 jours d'immobilisation de ses bateaux l'année dernière. Trois autres ministres sont vitupérés pour avoir laissé importer 30 millions de seringues jetables mais sans les aiguilles nécessaires.

Puis M. Gorbatchev en vient au constat que « les organisations du parti, nos cadres, se sont souvent révélés impréparés au tournant du processus démocratique », alors que « la force et le courage résident dans la capacité à diriger les gens, à essayer de les convaincre par la force de la logique. (...) Essayez seulement de le faire sans dialogue ! ». C'est une logique, celle d'une entreprise lancée il y a maintenant quatre ans et qui, malgré ses difficultés, ses revers et ses incertitudes, a connu jusqu'à présent plus de succès que quiconque ne lui en avait prédit. C'est une logique, mais diamétralement opposée à celle de M. Soloviev, ministre suppléant du bureau politique et premier secrétaire de la région de Leningrad, où il s'est fait battre à plates coutures en même temps que tous les autres dirigeants de la région.

C'est sur fond de crise économique, explique M. Soloviev, de « pénurie chronique de biens de consommation (...) et d'inflation croissante », sur fond d'un mécontentement populaire qui s'est déversé en campagne. Si ce n'est au centre (c'est-à-dire à ce bureau politique auquel il appartient lui-même) à qui revient donc la faute, demande-t-il, en déclarant que « la réforme économique plénière » Batini et honteusement battu, M. Soloviev est tout seul repassant.

BERNARD GUETTA.



PANCHO

Le pouvoir central a à ses responsabilités, dit le secrétaire général, mais cette rapide concession n'est faite que pour mieux attaquer — en rappelant que les pouvoirs locaux bénéficient aujourd'hui d'une large marge d'autonomie et qu'il y a un nombre de problèmes (de l'organisation des transports publics au respect de la nature et des monuments anciens) qu'ils peuvent résoudre sans capituler ni instructions de Moscou. « Les Soviétiques sont ouverts aux arguments raisonnables », dit M. Gorbatchev et l'on peut donc discuter avec eux et il faut le faire car c'est « un succès de la reconstruction » que les gens veulent aujourd'hui être entendus.

« Vous ne pouvez plus, maréchal-t-il à l'adresse de l'appareil, juger des processus présents à la lumière des points de vue d'acier. La seule approche correcte est l'approche politique, sur la base du socialisme et des exigences populaires ». (...) « Oui camarades, reprend-il, les Soviétiques ont voté pour la perestroïka, mais la perestroïka n'est pas pour eux une idée abstraite. (...) Qui le peuple soviétique a voté pour la perestroïka, mais pour un socialisme

« Un socialisme humanisé »

C'est à se demander ce qui se serait passé sans l'éviction préalable de près d'un tiers des membres de ce même comité central mais M. Gorbatchev n'en paraît nullement abattu. Les autres marquent. Lui leur retourne le couteau dans la plaie en déclarant d'emblée que les élections de mars ont constitué un « référendum en faveur de la perestroïka » qui a démontré que « la vaste majorité du peuple soviétique ne conçoit pas l'avenir du pays sans la reconstruction ». C'est la légitimité des urnes contre celles de l'appareil et M. Gorbatchev

Plusieurs « anciens » ont refusé de se retirer

C'est un grand coup de balai, ce n'est pas encore tout à fait un coup de jeune. Des limites étaient en effet inscrites dans l'histoire que l'on décidait de rester dans le cadre des statuts du parti stricto sensu, sans procéder à une nouvelle élection du comité central : la chose n'est possible qu'à l'occasion d'un congrès du parti, et le prochain (le vingt-huitième) n'est prévu qu'au printemps 1991, donc dans deux ans.

En fait, la conférence du parti tenue en juin dernier aurait pu choisir de procéder à cette élection, comme le parti frère hongrois l'avait fait au cours d'une conférence analogue quelques semaines plus tôt. Mais M. Gorbatchev avait été alors contraint d'en rester au statu quo. Le plénum de mardi aurait pu aussi décider de convoquer le congrès de manière anticipée, par exemple pour l'automne. Il n'en a rien été, malgré des rumeurs en ce sens ces derniers jours.

Dans ces conditions, la seule chose possible était de solliciter les démissions de toutes les « âmes mortes », ceux qui avaient perdu depuis leur élection il y a trois ans les fonctions qui justifiaient leur siège au « parlement du parti », et de remplacer les membres titulaires du comité central en puisant dans la seule réserve possible : les 157 suppléants. Même les membres de la commission centrale de révision — une seconde instance, moins nombreuse, chargée en principe de surveiller le fonctionnement interne du parti, et dont les membres siègent aux plénums sans droit de vote, au côté de leurs collègues du comité central — n'étaient pas éligibles pour une promotion au rang de titulaires du CC, les seuls qui disposent d'un droit de vote.

Cela explique que les partants (110 au total) soient beaucoup plus nombreux que les nouveaux suppléants (24) : les suppléants qui pouvaient les remplacer sont en nombre limité, et tous n'ont pas le profil. Les départs de M.M. Gromyko, Solomentsev, Aliev, Tikhonov, autrement dit tous les anciens membres du Politburo, sont les plus spectaculaires, mais l'on notera aussi la discipline dont ont fait preuve les militaires. Tous les maréchaux (ceux-ci ne sont en principe jamais mis à la retraite, mais sont versés dans le corps des inspecteurs des forces

armées) ont quitté le comité central, à l'exception d'un seul, le maréchal Akhromiev, ancien chef d'état-major, mais qui assume depuis l'automne dernier les fonctions plus prestigieuses de conseiller militaire de M. Gorbatchev.

Partent également pour une retraite définitive les membres dont l'élection en 1986 avait déjà été une anomalie (ainsi M. Baïbakov, ancien président du plan, qui avait été mis à la retraite des années précédentes), ou encore M.M. Tchervonko, ancien ambassadeur à Paris, Iouri Joukov, un vieux journaliste lituanien qui continuait encore récemment d'écrire dans la Pravda, etc.

Tous n'ont pas fait preuve d'une telle discipline. La liste des partants publiée mercredi par la Pravda fait apparaître quelques « oublis », criants, sur lesquels M. Gorbatchev a sans doute voulu attirer l'attention lorsqu'il a cité le nombre de 83 « âmes mortes » parmi les titulaires actuels du CC, soit neuf de plus que le nombre réel de partants. Autrement dit, quelques « retraiés » qu'il n'a pas nommés ont refusé de démissionner, car il est bien difficile de croire, comme l'a suggéré M. Medvedev, qu'ils aient été « trop malades » pour le faire. Citons parmi ceux-ci M.M. Dobrynine, l'ancien ambassadeur aux États-Unis, récemment responsable des affaires internationales (le seul ancien secrétaire du parti dans ce cas), Gueorgui Markov, président de l'Union des écrivains jusqu'à sa mise à la retraite l'an dernier, Tchoukovski, ancien rédacteur de la Gazette littéraire, Tikhonov, président jusqu'à l'an dernier du Soviet de l'Union, et trois anciens premiers secrétaires de région.

Toujours membre à quatre-vingt-neuf ans

Mais le cas le plus flagrant est celui de M. Efim Slavski, le seul membre du comité central qui soit né au siècle dernier, un homme qui fut vice-ministre sous Staline et responsable de la construction de la bombe atomique jusqu'à sa mise à la retraite en novembre 1986 seulement : M. Slavski ne figure pas sur la liste des démissionnaires et continuera donc, si tout va bien, de siéger

au comité central jusqu'à ses quatre-vingt-trois ans.

Régulièrement étonnant est le maintien à leur siège de deux suppléants qui avaient pourtant été limogés et critiqués publiquement : M. Iazkovlev, ancien chef de l'Etat du Turkménistan, qui avait été exclu en septembre dernier du comité central de cette république pour malversation, et M. Mochkov, un responsable de l'industrie nucléaire limogé il y a trois ans à la suite de la catastrophe de Tchernobyl. Le seul autre personnalité dans ce cas est M. Boris Eltsine, le plus illustre des limogés récents, mais qui, lui, n'avait aucune raison de démissionner après son triomphe devant les électeurs de Moscou.

Le cas de la Géorgie constitue également une anomalie : M. Grigolashvili, qui avait abandonné juste avant les récents événements de Tbilissi sa fonction de chef d'Etat de la république, a renoncé à son mandat de membre de la commission de révision du parti. Mais M. Patsichvili, le premier secrétaire, démissionnaire pour avoir assumé la responsabilité de la répression, garde son siège au comité central.

Enfin, la limitation, signalée plus haut au recrutement de remplaçants perpétuels d'autres anomalies parmi les « nouvelles âmes », les dignitaires récemment promus à d'importantes fonctions et qui continueront de pénétrer dans l'antichambre du comité central. Avec le nouveau cas de la Géorgie, ce sont maintenant sept premiers secrétaires de république, soit la moitié du total, qui n'ont aucun siège au CC, notamment les premiers responsables des trois républiques baltes et des trois républiques de Transcaucasie, les plus troubles. Il en va de même de M. Tolstikh, vice-président du gouvernement et ministre de la science et de la technique, de 25 titulaires de portefeuille ministériel sur 75 et de 81 premiers secrétaires de régions, territoires et républiques autonomes sur 139. Sans doute toutes ces personnalités participent-elles aux sessions du comité central, mais leur droit de vote ne viendra qu'avec la prochaine étape de la « normalisation », le prochain congrès du parti.

MICHEL TATU.

Offre fantastique
NEUBAUER
Votre **205 GTI**
en livraison immédiate
avec l'intérieur en **CUIR**
sans supplément de prix

Plus vite,
moins cher!

NEUBAUER
Peugeot

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

formation continue
salariés et demandeurs d'emploi

(NIVEAU BAC ET TROIS ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE)

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (DUT)
Stage en un an à temps plein

- GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS
Option Finances Comptabilité (à temps partiel en 2 ans possible)
Option GAPMO (Gestion appliquée aux petites et moyennes entreprises)
- TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION
- HYGIENE ET SECURITE (possibilité de prise en compte indépendante)
- GENIE MECANIQUE ET PRODUCTIQUE

(NIVEAU BAC + 2 ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE)

DIPLOME D'UNIVERSITE (POST-DUT)

- MAINTENANCE ET CONTRÔLE DES SYSTEMES INFORMATIQUES ET ROBOTIQUE
- INFORMATIQUE ET GENIE MECANIQUE (Options : CFAO, Automatique et Robotique Industrielle)
- GESTION EUROPEENNE ET INTERNATIONALE
- LOGISTIQUE D'ENTREPRISE
- DTA Grande distribution

financement :
le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le Conseil Régional d'Ile-de-France, par les entreprises, par un fonds de gestion commun de géologie individuelle de formation.

enseignements :
LUT, de Saint-Denis FORMATION CONTINUE

Place du 8-mai-1945
93200 ST-DENIS
Tél. 48 21 61 65
poste 332.435

lut Saint-Denis
UNIVERSITE PARIS VII

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter
une boutique, un local commercial, une alimentation,
un café, une librairie ou tout autre commerce
C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ **“LES ANNONCES”**
EN FOND DE COMMERCE
que vous trouverez tous les meilleurs et les plus intéressants
En vente partout 6,20 F et 34, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.36

Je m'inscris

Europe

les conséquences des affrontements en Géorgie

Ouverture d'une enquête criminelle sur la répression à Tbilissi

Dans son discours de clôture, mardi 25 avril, au plénum du comité central du PCUS, M. Gorbatchev a estimé qu'il fallait « tout faire », en employant « des méthodes politiques mais aussi la force de la loi », pour empêcher la répétition d'événements dramatiques comme ceux de Tbilissi, le 9 avril, au cours desquels vingt manifestants, selon un bilan officiel, avaient été tués, à coups de gourdin et de pelles.

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Vadim Perfilov, a d'autre part laissé entendre, mercredi 26 avril, que deux émissaires de Moscou avaient peut-être assisté à la réunion à Tbilissi des leaders géorgiens au cours de laquelle la décision a été prise de faire inter-

venir les forces de l'ordre et les troupes contre les manifestants nationalistes. M. Perfilov n'a pas confirmé explicitement la présence du premier vice-ministre de la défense, M. Konstantin Kotschetov, et du chef d'un département du comité central, M. Viktor Lobko. Mais il a qualifié de pratique courante, « lors de telles réunions, d'avoir des invités ».

Ce qui pourrait signifier que les deux officiels soviétiques ont assisté à la réunion de Tbilissi en tant qu'observateurs et non comme participants.

Le porte-parole a annoncé par ailleurs qu'une enquête criminelle avait été ouverte en raison de l'utili-

sation de gaz lacrymogènes par les soldats durant la dispersion des manifestants devant le palais gouvernemental de Tbilissi. M. Perfilov n'a pas fait mention de gaz lacrymogènes, qui auraient été responsables, selon le ministre de la santé de Géorgie, M. Trafi Mesargachvili, de deux morts et soixante-trois blessés.

A Paris, une vingtaine de Géorgiens de France ont symboliquement déposé, mercredi soir 26 avril, dans les couloirs du Palais des congrès où se préparent pour leur spectacle les membres des Chœurs de l'armée rouge, quarante-trois pelles, à la mémoire des quarante-trois Géorgiens tués, selon leurs propres sources, le 9 avril dernier à Tbilissi. — (AFP).

Prochain remaniement ministériel en Hongrie

Le premier ministre hongrois, M. Miklós Németh, a proposé au conseil présidentiel la nomination de six nouveaux ministres, a annoncé, mercredi 26 avril à Budapest, le secrétaire du conseil, M. Imre Salló. Ces changements prévoient la nomination de M. Gyula Horváth au poste de ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Péter Varkonyi.

M. Horváth, qui est considéré comme un réformateur, était précédemment secrétaire d'Etat auprès de ce ministre.

Le nouveau ministre des finances, M. László Bokai, est un partisan de la réforme fiscale. Au ministère de l'industrie, M. Ferenc Horváth, prend la place de M. Frigyes Berecz, et à l'agriculture, M. Uszabá Hintz, directeur d'une coopérative dans

le nord du pays, est appelé à succéder à M. Jeno Vancea. MM. Ferenc Glácz et Ernő Komencs sont nommés respectivement ministre de la culture et président de l'Office national du plan.

Le président de l'Assemblée nationale hongroise a indiqué que ces « candidatures » seraient examinées par les différentes commissions du Parlement. Un vote, à bulletin secret, interviendra le 10 mai prochain. C'est une procédure tout à fait inédite. Jusqu'à présent, en effet, les remaniements ministériels faisaient l'objet de discussions confidentielles au sein du comité central du Parti communiste et de l'organisation de masse (Front du peuple), et les Hongrois n'apprennent ces changements qu'à l'issue de la session parlementaire. — (AFP).

ESPAGNE : nouvelles grèves

La centrale socialiste ne soutiendra pas le PSOE aux élections européennes

MADRID
de notre correspondant

Les relations ne s'améliorent pas entre le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez et les syndicats. Pour la première fois de son histoire, la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs) n'appelle pas à voter pour ce qui fut le « parti frère », le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), lors des élections européennes qui auront lieu le 15 juin.

Le secrétaire général de l'UGT, M. Nicolas Redondo a précisé mardi 25 avril, à l'issue d'une réunion de la direction de son organisation, que l'UGT ne renonçait pas à son identité socialiste, mais que les « profondes divergences » qui l'opposent aujourd'hui au gouvernement rendaient cette décision inévitable.

L'UGT poursuit ainsi inexorablement sa stratégie de « distanciation » à l'égard du pouvoir. Il y a quelques jours, la centrale avait refusé la proposition du PSOE de mettre sur pied une commission mixte chargée d'examiner le « jour contentieux » qui divise la famille socialiste. Un tel organe n'a aucune utilité ont répliqué les syndicalistes, tant que le gouvernement affirme ne pas vouloir modifier d'un iota sa politique économique véritablement centrée du litige.

La décision de l'UGT est intervenue quarante-huit heures à peine avant le coup d'envoi d'une nouvelle série d'arrêts de travail qui affecteront plus d'un million de salariés et qui constitueront, en fait, selon les termes du quotidien ABC « une véritable grève générale déguisée ». Comme de coutume, ces débrayages, organisés conjointement par l'UGT et par la centrale Comisiones obreras (communistes), coïncident avec une de ces périodes de « pont » qui se traduisent généralement en Espagne par un départ massif en vacances (entre le 1^{er} mai, le 2nd mai est férié dans la région de Madrid).

Une fois de plus, les vacances seront ainsi pris en otage. Les grèves des 27 et 28 avril affecteront les transports publics : la RENFE (la compagnie des chemins de fer), les autobus municipaux à Madrid et dans plusieurs villes, et la compagnie Transmediterránea, dont les bateaux relient la péninsule aux Baléares et aux Canaries.

Les débrayages perturberont en outre de nombreuses autres activités : dans le secteur public (postes, téléphones, universités et construction navale) comme dans le secteur privé (métallurgie, minier, arts graphiques et vestier).

La plupart de ces grèves sont liées au processus de négociation en cours des conventions collectives. Faut-il, cette année, d'accord-cadre au niveau national, les discussions sont particulièrement épineuses. Les syndicats accusent le patronat, et plus encore le gouvernement, dans la fonction publique, de baser les offres d'augmentations de salaires sur une prévision d'inflation totalement dépassée par la réalité. Le ministère de l'économie avait annoncé pour 1989 une hausse des prix de 3 % alors que son rythme actuel avoisine les 6 %.

Mais il s'agit également pour les syndicats de « chauffer les moteurs » avant la fête du travail, que les deux centrales affirment vouloir célébrer cette année sous le signe de la mobilisation. Pour la première fois d'ailleurs, l'UGT n'a pas jugé bon d'inviter à son meeting du 1^{er} mai des représentants du gouvernement, ni même du PSOE. Tout porte à croire d'ailleurs qu'ils risquent de ne pas être très bien accueillis !

THÉOPHY MALINAK.

TURQUIE

Démission de l'audacieux patron de la « Turgut-Vision »

ISTANBUL
de notre correspondant

La scène se passe à Istanbul : le premier ministre traverse en voiture, le deuxième pont sur le Bosphore, achevé l'an dernier, aux côtés de son épouse. Mme Özal s'exclame : « C'est merveilleux le développement rapide que connaît la Turquie en ce moment. Que Dieu bénisse ceux qui en sont la cause... »

Les téléspéctateurs n'ont pu découvrir cette séquence que dans la presse écrite. Quelques jours avant les élections municipales du 28 mars dernier, la direction de la télévision nationale a, en effet, estimé que le court métrage ne pouvait entrer dans la catégorie « documentaire » et s'est donc opposée à sa diffusion.

C'était un véritable défi de la part d'un média qui fait traditionnellement la part si belle aux apparitions du premier ministre Turgut Özal que les journaux l'ont rebaptisé « Turgut-Vision ».

Son directeur, M. Cem Dursun, en paie aujourd'hui le prix : il a présenté sa démission à la demande du chef du gouvernement, qui l'avait nommé à ce poste il y a treize mois. Dans le communiqué annonçant son départ, M. Dursun a précisé que,

« dans le cadre juridique actuel, la télévision ne pouvait pas être une institution impartiale » et que cette situation était en fin de compte « dommageable à la démocratie turque ».

Diplômé de carrière, l'un des artisans du rapprochement de Davos entre M. Özal et son homologue grec, M. Papandréou, dont il est l'ami personnel, M. Dursun s'était très rapidement attiré l'hostilité des éléments les plus conservateurs du pays, nationalistes et religieux, à l'extérieur comme à l'intérieur du Parti de la mère patrie au pouvoir. Ceux-ci reprochaient à son action, qui aurait permis une remarquable ouverture sur le monde d'une télévision turque particulièrement nombriliste, d'aller à l'encontre des valeurs nationales et religieuses. En parlant une fois « des abus de l'invasion de l'Anatolie par les Turcs » pour caractériser la période ouverte par la première victoire des Turcs sur les Byzantins en 1071, la télévision avait déclenché une contre-offensive, au Parlement et dans la presse conservatrice, visant à obtenir la démission de M. Dursun et de son ministre de tutelle d'alors, M. Adnan Kahveci. Tous deux sont aujourd'hui relevés de leurs fonctions.

MICHEL FARRÈRE.

MAREK HALTER

Les fils d'Abraham



La grande fresque du judaïsme contemporain que Marek Halter rêvait de peindre depuis La mémoire d'Abraham

En librairie le 28 avril

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Les instants
les plus savane
ne sont pas
les plus chers

DAKAR
1 810 F

LONDRES 585 F
CORSE 590 F
VENISE 850 F
ROME 850 F
ATHENES 990 F
MONTREAL 1 990 F
ANTILLES 2 690 F
LA REUNION 3 600 F
BANGKOK 3 800 F
PAPEETE 6 950 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE

NOUVELLES
FRONTIERES

63 BD DES BATIGNOLLES 42 73 10 64
36 15 NF

Asie

CHINE

Des centaines de milliers de manifestants ont envahi le centre de Pékin

(Suite de la première page.)

A travers toute la ville, des unités formées de la police, sans armes, leurs centres de commandement, leurs véhicules, leurs radios, leurs téléphones, leurs ordinateurs, leurs bureaux, leurs locaux, à proximité de tous les instituts d'enseignement supérieur, sur les bords de la périphérie. On n'a jamais vu, depuis la mort de Mao Zedong, un tel déploiement d'unités formées vers Pékin.

Les étudiants de l'université de Pékin se sont rassemblés avant 8 heures du matin, comme prévu par le mot d'ordre de manifestation lancé la veille à l'extérieur du campus, dont les grilles sont restées fermées aux journalistes étrangers. Une demi-heure plus tard, ils défilaient dans les rues, avec, en tête, deux vases d'un pot-potier de la fin de la dynastie Song (dixième-treizième siècle), proclamant que si la mort frappe tous les hommes, l'important est de laisser une bonne image dans l'histoire. Derrière, venaient les paragraphes de la Constitution chinoise reconnaissant aux citoyens la liberté de discussion, d'association et de manifestation. Et, enfin, quatre cercueils noirs sur une banderole blanche, qui résumaient toute cette effervescence autour d'une incompréhension politique : « Nous voulons un dialogue sincère ».

Les grilles s'ouvrirent. Le cortège s'éleva sous les hourras, et l'on s'aperçut bientôt que le pouvoir venait de recevoir une claque comme il n'en avait jamais reçue depuis l'établissement du parti communiste. Il était des dizaines de milliers à défier les instructions de la police répétées par la haute parleur d'une voiture : « Il est illégal de manifester dans les rues, les camarades étudiants doivent regagner leurs campus ». Mercredi après-midi, le comité du PC de Pékin avait organisé une réunion de dix mille cadres afin de

les convaincre de sermonner leurs enfants de manière que ceux-ci s'abstiennent de participer à des manifestations de rue. M. Li Ximing, secrétaire du comité et membre du bureau politique du PCC, avait insisté sur le fait que toute manifestation doit faire l'objet d'une demande préalable auprès de la police. Résultat : compte du début de la manifestation, jusqu'à la fin de la matinée, l'agence Chine nouvelle a souligné qu'aucune autorisation en ce sens n'avait été donnée.

Ce dont se moquaient les manifestants descendant joyeusement des campus du nord-ouest, leurs visages de chérubins illuminés d'un grand sourire, comme des manifestants occidentaux d'un service d'ordre rigoureux et bien organisé. Des slogans répétés à l'envi : « Démocratie ! Liberté de la presse ! A bas la corruption ! Vive le peuple ! Il n'y a pas de crime à être patriote ! ». Des banderoles retournant les mots d'ordre du régime contre lui-même : « Soutenez les bons dirigeants communistes ! Protégez le Parti communiste ! La police du peuple aime le peuple ! A bas l'affairisme officiel ! ». Ce qui n'a pas empêché certains de scander : « A bas le Parti communiste ! ». Plus loin, en français dans le texte d'une banderole : « Vive la liberté ! ».

Le plus évident est le soutien populaire dont ils jouissent. Sur leur passage, la population se masse, les encourage. Les voyageurs des autobus bondés tendent les bras par les fenêtres pour applaudir. Dans tous les avertissements du régime depuis le début de la semaine, on lit la certitude que cette effervescence étudiante ne débouche sur une agitation sociale plus large. A Shanghai, ville-test par sa surpopulation et son caractère industriel, la municipalité s'est targuée, mercredi, d'avoir déjoué des tentatives étudiantes

de manifestations et de grèves, ce qui a permis d'y maintenir « un ordre social relativement stable ». Il règne sur le passage du cortège de Pékin une atmosphère bon enfant malgré la gravité des circonstances. La police semble avoir reçu pour instruction de ne pas chercher l'affrontement sur le moment. Le premier barrage de policiers déployé à la sortie de l'Université de Pékin s'est retiré après un face-à-face d'un quart d'heure. Les policiers, plutôt déçus, ne cherchaient nullement à empêcher la presse étrangère de faire son travail dans les premières heures de la manifestation. A chaque grand carrefour, le même scénario s'est répété. Barrage de police menaçant d'arrêter le cortège. Palabra. Puis retrait de la police, et poursuite de la manifestation.

La fracture

Certains manifestants distribuent des tracts ronfotés, parfois en anglais pour être compris de la presse étrangère. L'un affirme qu'un étudiant est mort dans la dispersion d'une des manifestations de la semaine dernière devant le siège du PCC. Un autre met en cause la parenté des plus hauts dirigeants impliqués dans les affaires en cours. Certains manifestants ont même commencé à distribuer des tracts en anglais pour se faire comprendre de la presse étrangère. L'un affirme qu'un étudiant est mort dans la dispersion d'une des manifestations de la semaine dernière devant le siège du PCC. Un autre met en cause la parenté des plus hauts dirigeants impliqués dans les affaires en cours. Certains manifestants ont même commencé à distribuer des tracts en anglais pour se faire comprendre de la presse étrangère.

Ces jeunes, qui étaient leur mère lorsque Mao lança la révolution culturelle, se posent en véritables dévoués d'une patrie au service de la nation, vertu confucéenne par excellence, que le régime a perdue à leurs yeux. Ils ont, à en croire certains, reçu la consigne de ne pas conspuer ouvertement le régime, et ne demandant pas de dictateur, mais de demander un changement de pensée que certains risquent de tomber devant un tel défi. Les autorités ont déclaré illégales trois embryons d'organisations indépendantes fondées par les étudiants grévistes — 60.000 sur les 160.000 qui comptent les établissements d'enseignement supérieur de la capitale — et, pendant toute la journée de mercredi, les systèmes de sonorisation du campus de l'Université de Pékin diffusaient des communiqués de la coordination du mouvement réprimant que seule une décision de justice pouvait déterminer le caractère légal ou illégal de ces organisations concurrentes de ceux du régime. Apparemment, la grande masse des étudiants a suivi ses menaces.

Sur la place Tiananmen, le moment aux héros du peuple a été noté dans la nuit des poèmes boulangers à la mémoire de Hu Yaobang et de toutes les marques d'hommage qui s'y étaient accumulées depuis son décès. On sent que la confrontation du régime et de sa population étudiante peut tourner à la passe d'armes psychologiques sans violence, mais qu'il n'en tirerait pas beaucoup pour pousser le drapeau. A travers la capitale, la juxtaposition de cette ambiance de mouline étudiante strictement contrôlée et de la vie de tous les jours, qui continue sans perturbation majeure pour le plus grand nombre, traduit cependant une certitude : la fracture entre le PCC et la population est au bord de l'irréparable.

FRANCIS DERON.

CAMBODGE : à la veille de la rencontre de Djakarta

Le chef de l'armée de Phnom-Penh voit un « signe de faiblesse » dans la volonté de la résistance de négocier

Le prince Sihanouk, chef de la résistance khmère, est arrivé lundi à Phnom-Penh, le chef de l'armée de la République populaire du Kampuchéa a estimé que la volonté de la résistance de négocier était « un signe de faiblesse ».

Un assaut « décisif »

Le général Pol Saroun, commandant en chef des forces armées de la République populaire du Kampuchéa (FARPK), a confirmé au Monde, lundi 24 avril, que ses troupes avaient lancé un assaut « décisif » contre les forces khmères rouges basées dans la province de Pursat, en bordure de la province thaïlandaise de Trat.

Les bombardements d'artillerie ont, selon des sources diplomatiques, fait de nombreux morts dans les rangs khmères rouges. La Croix-Rouge internationale s'est vu refuser par les autorités militaires thaïlandaises tout accès aux camps civils de la zone de Borei.

Le général Saroun nous a affirmé que, contrairement à ce qui était le cas

précédemment, les Khmers rouges n'avaient reçu aucun soutien de l'armée thaïlandaise. « Nous n'avons aucun sentiment hostile envers la Thaïlande », a-t-il ajouté. Les relations avec Bangkok se sont « beaucoup améliorées » et l'armée thaïlandaise « était au courant de nos intentions ».

Ces attaques, qui ont commencé vers le 20 avril, surviennent alors que se prépare la rencontre du 2 mai à Djakarta entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre du régime pro-vietnamien.

Le général Saroun est un ancien Khmer rouge de la zone qui rompit avec M. Pol Pot en 1978. Il passa quelques mois au Vietnam avant de rejoindre le Cambodge en 1979. Il fut jusqu'en 1983 le secrétaire du PCC de la province de Trat. Il vient d'être nommé membre suppléant du bureau politique, ce qu'il trouve déjà deux militaires. « Nous avons le devoir d'annuler les forces réactionnaires », nous a encore dit le général, ajoutant que, en cas de solution politique, « il appartenait au peuple de décider s'il voulait une intégration en une seule

armée des diverses factions cambodgiennes ».

Tout comme les commandants militaires et autres responsables de la sécurité recrutés ces dernières semaines en province, le général Saroun pense que les troupes de Phnom-Penh seront en mesure d'assurer la défense du pays après le retrait, fin septembre, de la totalité des troupes vietnamiennes. « Surtout, nous avons un officier à Siem Reap, si l'armée extérieure à la résistance cesse complètement ».

« Le fait que l'ennemi est disposé à négocier est un signe de faiblesse », estime le général Saroun, prompt à ce grade il y a quelques semaines. Il a fait l'éloge du PC et de son rôle primordial dans la conduite des affaires militaires. « Pour notre peuple comme pour notre armée, le marxisme-léninisme, c'est la justice, l'humanité, la civilisation. Mais il admet que le plus urgent reste pour le parti d'aider ses soldats « à distinguer clairement l'ami de l'ennemi ».

JACQUES BEKAERT.

Amériques

CANADA : présentation anticipée du budget à cause d'une « fuite »

Ottawa renonce à l'achat de sous-marins nucléaires

MONTREAL
de notre correspondant

Le gouvernement canadien a été contraint d'annoncer précipitamment, mercredi 26 avril, qu'il renonçait à l'achat d'une dizaine de sous-marins nucléaires, un contrat d'environ 8 milliards de dollars canadiens (43 milliards de francs) pour lequel Français et Britanniques se livraient une concurrence féroce depuis deux ans.

Cette décision devait être rendue publique jeudi, à l'occasion de la présentation du budget devant la Chambre des communes, mais une « fuite » a amené le ministre des finances, M. Michael Wilson, à dévoiler les grandes lignes de son discours vingt-quatre heures à l'avance.

Deux heures plus tôt, la chaîne de télévision privée Global avait interrompu le cours normal de ses émissions pour exhiber au petit écran un document intitulé « Le budget en bref », qu'un inconnu avait auparavant remis à l'un de ses journalistes dans des circonstances rocambolesques. Les téléspectateurs anglophones de cette chaîne ont ainsi appris avant tout le monde que le gouvernement avait décidé

d'employer les grands moyens pour réduire la dette du pays et limiter le déficit budgétaire à 30,5 milliards pour 1989-1990 : abandon du programme d'achat des sous-marins nucléaires ; fermeture de quatorze bases militaires ; réduction de l'aide aux pays en voie de développement ; privatisation totale, à court terme, de la société Air Canada, dont l'Etat détiendait encore 51 % des parts ; augmentation des taxes sur l'essence et les cigarettes ; imposition d'une nouvelle taxe nationale le 1^{er} janvier 1991.

Le gouvernement canadien a cherché à convaincre le Parlement d'urgence mercredi soir, de manière que le budget soit présenté sans délai, limitant ainsi la marge de manœuvre des opposants tentés de profiter des informations prématurément divulguées.

Le premier ministre, M. Brian Mulroney, n'a toutefois pu obtenir l'indispensable accord de l'opposition pour réunir les députés. Le Parti libéral de M. John Turner et le Parti néo-démocrate de M. Edward Broadbent ont réclamé à cor et à cri la démission du ministre des finances.

MARTINE JACOT.

CHILI : remanié il y a moins de trois semaines

Le gouvernement démissionne à la demande du général Pinochet

Tous les ministres du gouvernement chilien ont présenté leur démission, mercredi 26 avril, à la demande du général Augusto Pinochet. Il s'agit du deuxième remaniement en moins de trois semaines, après celui qui suivit le départ, le 5 avril, du ministre de l'Economie et des Finances.

Le Chili du général Pinochet est-il confronté à l'instabilité gouvernementale, à huit mois des élections générales du 14 décembre prochain ? La question se pose après la démission successive de deux cabinets de général. Au début du mois, le ministre des finances Hernan Buchi avait quitté ses fonctions dans un bat précipité. Candidat déclaré à l'élection présidentielle, il entendait se consacrer à la préparation de sa campagne. Le général Pinochet perdit toutefois l'un des personnages les moins contestés de son entourage. Le ministre de l'Intérieur, qui fait office de premier ministre, M. Carlos Casceres, était, jusqu'à sa démission, chargé du difficile dialogue avec l'opposition sur les réformes constitutionnelles.

C'est, selon des sources gouvernementales citées par Reuters, le refus du général Pinochet d'accepter les propositions de révision négociées entre le ministre et l'opposition qui ont entraîné la crise actuelle. La Constitution, en vigueur depuis neuf ans, est en effet « taillée sur mesure » pour le général Pinochet. Même si le chef de l'Etat a récemment jugé « difficile » une nouvelle candidature de sa part à la présidence, il a dit et répété qu'il n'était prêt à accepter que des changements mineurs dans la Charte.

Face à cette détermination, l'opposition présente, elle, un front uni. La Concertación pour la démocratie (alliance de dix-sept partis allant des socialistes à la droite modérée) devrait prochainement désigner un candidat unique à l'élection présidentielle, qui devrait être le dirigeant de la démocratie chrétienne, Patricio Aylwin. La Concertación a aussi conclu un accord avec la principale formation conservatrice du pays, la Renovación nacional, sur les réformes de la Constitution (Le Monde du 13 avril).

D. H.-G.

Diplomatie

La visite de M. Arafat en France

M. Mitterrand adresse un message à la communauté juive

Le président de la République a adressé à M. Théodor Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIJF), mercredi 26 avril, un message dans lequel, sans mentionner explicitement la visite à Paris de M. Yasser Arafat, président de l'OLP, il répond à l'émotion suscitée par cette visite dans la communauté juive.

« Au moment, écrit M. François Mitterrand, où s'achève la Pâque juive, caractérisée par l'appel profond et infiniment répété de l'an prochain à Jérusalem, et à la veille de la Journée de la déportation, je veux exprimer à la communauté juive de France ma sympathie personnelle et lui dire combien j'apprécie son apport à la collectivité nationale ».

« Au-delà des circonstances présentes, la France n'oublie ni les vic-

times de la Shoah ni celles du terrorisme aveugle. Ce passé, cruel et lâche, ne s'efface pas de nos mémoires lorsque nous conduisons la politique étrangère de la France. Mais celle-ci est fondée sur le dialogue, qui nécessite d'entendre tous les protagonistes ».

« Entendre n'est pas adhérer, mais élargir le champ de l'information et apporter sa contribution à l'édification de la paix dans ce Proche-Orient auquel le peuple juif est lié par une si longue et belle histoire ».

M. Mitterrand avait envoyé, la semaine dernière, à M. Klein et aux autres responsables communautaires signataires d'un « appel » adressé au président de la République (Le Monde du 19 avril) une lettre d'une tonalité beaucoup plus sèche.

La France « entend recevoir confirmation de la volonté de paix » du président de l'OLP, déclare M. Dumas

« La France entend, de toutes ses forces, encourager la volonté de modération et de réalisme exprimée par les dirigeants de l'OLP. Elle entend, parallèlement, recevoir confirmation de cette volonté de paix et de reconnaissance mutuelle. C'est ce que nous demandons à M. Arafat au cours de sa visite » (Le mardi 2 mai), a indiqué, mercredi 26 avril, M. Roland Dumas à l'Assemblée nationale. Le ministre des affaires étrangères a ajouté que Paris n'avait « pas d'autre objectif que d'aider à nouer le dialogue entre toutes les parties concernées. C'est la raison pour laquelle nous entendons nous-mêmes poursuivre sans relâche le dialogue avec tous... Israéliens, Palestiniens, pays arabes ».

« C'est aussi pourquoi, s'il y a poursuite, nous nous efforcerons de

faire progresser le projet de conférence internationale, seule procédure à nos yeux à même de faciliter le dialogue direct entre les parties, tout en assurant la prise en considération de l'ensemble de ces problèmes tant ceux-ci sont complexes, sensibles et étroitement mêlés ».

M. Dumas a ensuite évoqué les événements de Cijordanie et de Gaza pour estimer qu'il convenait de « répondre à l'impétuosité de populations qui placent tous leurs espoirs dans un mouvement vers la paix ». « Faute de progrès sur la voie d'un règlement, toute d'une espérance, la situation ne pourrait que se dégrader davantage », a encore dit le ministre avant de relever que « les dirigeants israéliens parlent d'élections dans les territoires, ce qu'ils ne faisaient pas il y a quelques mois encore ».

Le débat sur les armes nucléaires à courte portée

Plusieurs pays de l'OTAN soutiennent la RFA

Les autorités danoises ont exprimé leur soutien aux positions de Bonn sur la question des armes nucléaires à courte portée mercredi 26 avril, au cours de la visite officielle qu'effectuait à Copenhague le président de la République fédérale, M. von Weizsäcker. Estimant que la décision de l'OTAN à propos de la modernisation des armes nucléaires à courte portée n'a pas à être prise avant 1992, le ministre danois des affaires étrangères a précisé : « Nous ne voulons dire ni oui ni non maintenant, afin de ne pas rendre plus difficiles les négociations de l'Europe sur les armements conventionnels ». Il a ajouté que son homologue norvégien avait adopté « une position identique à celle du Danemark et de la RFA dans cette affaire ».

A Bruxelles cependant, les représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont informé leurs

partenaires de l'OTAN, lors d'une réunion à huis clos mercredi, qu'ils ne donneraient pas suite aux appels des dirigeants allemands en faveur de l'ouverture de négociations avec les Soviétiques sur cette catégorie d'armes. Les représentants de la Belgique et de la Grèce se sont rangés du côté des Allemands. (AFP, Reuters.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

M. Lange envisage le retrait de son pays du conseil de l'ANZUS

La Nouvelle-Zélande envisage de reconsidérer sa participation au conseil de l'ANZUS (pacte militaire liant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis), a déclaré mardi 25 avril le premier ministre, M. David Lange. Au cours d'une conférence donnée à l'université de Yale, aux Etats-Unis, M. David Lange a justifié la décision de son gouvernement de refuser l'entrée dans ses ports de navires transportant des armes nucléaires, qui avait entraîné, en 1984, la rupture de l'alliance militaire avec les Etats-Unis.

Dans ces circonstances, a-t-il ajouté, la question de ce retrait se pose. Mais la Nouvelle-Zélande continuera à renforcer sa coopération militaire avec l'Australie et à jouer un rôle dans la défense régionale du Pacifique sud. Ces déclarations interviennent dans un contexte politique difficile pour M. Lange qui, à un an des prochaines élections législatives, a vu sa cote de popularité personnelle chuter au-dessous de celle de son rival conservateur. De tels propos visent surtout à rassurer l'aile gauche travailliste.

Mais ils témoignent aussi d'un surcroît nationaliste de Wellington, qui se considère comme victime de représailles politiques de la part des Etats-Unis depuis la crise de 1984. En effet, indique-t-on de sources néo-zélandaises, Washington se refuse à tout contact ministériel avec Wellington, limitant ceux-ci au niveau du sous-secrétaire d'Etat adjoint, c'est-à-dire « moins que pour le Soudan ». Il y a quelque temps, M. Lange, connu pour son franc-parler, avait déclaré, à la suite d'une brève rencontre entre l'ancien président Reagan et l'un des chefs de l'opposition, que « s'il importe quel voyage peut rencontrer le président des Etats-Unis, mais pas le premier ministre néo-zélandais ».

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Handwritten signature and date: 28/4/89

Politique

Le Monde • Vendredi 28 avril 1989 9

La préparation des élections européennes

M. François Léotard sonne la charge contre M^{me} Veil

Les élections européennes se préparent activement au niveau des états-majors de l'opposition, la campagne sur le terrain ne devant pas commencer avant la deuxième semaine de mai.

Mardi 26 avril, M. Valéry Giscard d'Estaing a fait la visite de son QG de campagne boulevard Malesherbes et confirmé la nomination de M. Jacques Chirac à la présidence de son comité de soutien. Jeudi les dirigeants du CDS devaient confirmer l'attribution de la tête de leur liste du centre à M^{me} Simone Veil et faire connaître les personnalités des premiers rangs. Sur la liste Giscard, prendront place derrière M. Alain Juppé, M. François Léotard et M^{me} Michèle Barzach, la totalité des 81 candidats ne sera présentée que le 9 mai.

Après avoir pendant des semaines assuré du contraire, le président du PR a donc accepté l'offre de M. Giscard d'Estaing, quitte à devoir pour cause de cumul se délester aussitôt

de ce mandat européen, procédé qu'il avait récemment dénoncé. M. Léotard a donc choisi de faire pour quelques semaines le sacrifice de sa personne à l'Europe, ou plutôt à M. Giscard d'Estaing, à qui il semble ne plus pouvoir rien refuser. Il semble aussi que M. Juppé en tant que secrétaire général du RPR ait éprouvé quelques contradictions. Le PR, avait confirmé son intention de rester sur le bord du chemin. M. Giscard d'Estaing poura en tout cas se prévaloir de la présence de ces quadragénaires dont l'impact médiatique n'est pas non plus à sous-estimer.

Compte tenu de l'état des relations entre le PR et le CDS, cette participation de M. Léotard a peu de chances de favoriser l'apaisement. Les Léotardiens n'aiment pas non plus M^{me} Veil, et celle-ci le leur rend bien. Dans un entretien à Paris-Match (daté 27 avril), M. Léotard estime que « par ses dif-

férentes attitudes et stratégies, M^{me} Simone Veil a tué ses trois pères: Valéry Giscard d'Estaing qui en avait fait un ministre, Jacques Chirac qui l'avait largement soutenue, Raymond Barre qui l'avait prise dans son gouvernement ».

M. Léotard s'interroge ensuite sur le comportement de M. Méhaignerie en entendant le grand air de la trahison. Comme à M^{me} Veil, il la soupçonne « d'avoir eu la volonté de participer au gouvernement de M. Mitterrand » et lui reproche de ne pas « avoir dit avant aux électeurs ». « Si ce mouvement a échoué, ajoute-t-il, c'est soit parce qu'ils sont trop timorés, soit parce qu'ils ont été frappés du syndrome du chasseur, c'est-à-dire la crainte de l'électeur ». Comprenez, qui pourra ! A part cela, M. Léotard qui était mercredi l'invité du journal de TF 1 aime à se présenter comme « un innovateur-rénovateur-responsable ». « L'ambiguïté et la confusion » des « renovateurs » « qui ont au moins quatre stratégies différentes et toutes sortes d'arrière-pensées » sont, selon lui, patentes, comparées surtout à son comportement personnel qu'il définit ainsi : « Moi, dit-il, j'ai souhaité seulement que la vie politique cela pouvait ne pas être nécessairement le complot, le spectacle, l'ambiguïté, la confusion ». Définition montrant qu'au moins M. Léotard ne manque pas d'humour !

des « renovateurs » va être également ouvert avec à sa tête MM. Bayrou, Fillon, d'Aubert et de Villiers. M. Pinte lancera une lettre de liaison. M. Carignon est désigné comme grand organisateur de la convention du 24 juin.

Dans l'immédiat, ces « renovateurs » entendent démontrer qu'ils ne se désintéressent pas complètement de cette campagne européenne. Chacun sera libre de soutenir l'une ou l'autre liste de l'opposition. « Nous appelons tous nos amis, déclare M. Millon, à surmonter leur réticence de ne pas voter toute l'opposition réunie dans une liste d'union et de renouvellement à se mobiliser et à voter pour la liste d'opposition conforme à leur engagement ». Concrètement cela signifie que membre du PR, M. Millon soutiendra la liste Giscard, que membre du CDS, M. Bosson dans le département voisin soutiendra la liste Veil.

Dans le même temps et aux mêmes fins, les « renovateurs » confirment leur intention de déposer une motion de censure contre la politique européenne du gouvernement Rocard. S'étant beaucoup activé auprès de leurs collègues durant la séance des questions au gouvernement de mercredi après-midi ce qui a suscité l'ire des présidents de groupe, le président pouvait disposer d'une et déjà des cinquante-huit signatures nécessaires.

Officiellement, les groupes RPR, UDF et UDC ne détermineront que la semaine prochaine l'attitude à tenir devant cette opération parlementaire qui, pour la première fois, leur échappe totalement. Dans l'immédiat, elle semble surtout gêner considérablement les centristes qui, s'ils acceptaient d'appuyer cette motion, se retrouveraient en porte-à-faux par rapport à M^{me} Veil laquelle déclarait mercredi sur France-Inter « qu'il n'y a pas de points sur lesquels on puisse critiquer de façon très engagée et très ferme la politique européenne du gouvernement... ».

DANIEL CARTON.

Au siège de la liste UDF-RPR

Silence, la campagne commence

Un à un, ils ont engagé leur défilé devant les affiches flamboyantes du nouveau siège de campagne de la liste « d'union », boulevard Malesherbes à Paris. Debout sur le trottoir, les mains derrière le dos, le sourire figé Valéry Giscard d'Estaing, Alain Juppé, François Léotard et Jacques Chirac ont posé de bonne grâce devant leur nouveau slogan « Union RPR-UDF ». Les photos, c'est vrai, ont du bon : nul n'est tenu de parler. Et en cet après-midi d'inauguration, le silence — surtout bien sûr — arrangeait visiblement bien des acteurs de « l'union ». Au point qu'une nouvelle séance de photos fut organisée quelques minutes plus tard, tous ensemble cette fois, puis une autre dans les sous-sols du siège, toujours devant les affiches bleutées de la campagne. Photos de famille, photos sourires, photos de « l'union ». Les images étaient à l'honneur mais rien n'avait encore été dit. L'enthousiasme paraissait un peu feint, mais Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac se tenaient côte à côte devant le mot magique qui guiderait la campagne, et la posture en gardait une trace. Ce n'était déjà pas si mal.

Mais il fallait malgré tout dire quelques mots, ne serait-ce que pour annoncer l'accession de Jacques Chirac à la présidence... du comité national de soutien à la liste conduite par Valéry Giscard d'Estaing. « Nous avons besoin de l'aide d'un comité (...), et nous demandé à Jacques Chirac d'en être le président », a déclaré Valéry Giscard d'Estaing en se tournant vers son ancien premier ministre. Jacques Chirac a acquiescé un sourire. L'assistance a applaudi. Valéry Giscard d'Estaing a abandonné le micro.

« J'ai accepté avec joie et sans aucune réserve », a alors répondu le président du RPR, qui avait fait l'effort d'applaudir — du bout des doigts — le « président Valéry Giscard d'Estaing. » « J'ai effectivement l'intention

de faire réellement campagne aux côtés des responsables de cette liste. » Et pour que personne ne doute de son enthousiasme, Jacques Chirac a conclu sa courte intervention en affirmant qu'il ferait ce travail avec « foi et conviction ».

L'assistance a applaudi de nouveau et Valéry Giscard d'Estaing, qui tenait malgré tout à conclure son tour de piste sur une note enjouée, a annoncé pour les élections européennes une « campagne de printemps ». « Une campagne école alors », a plaisanté un photographe placé au premier rang. Valéry Giscard d'Estaing a froncé les sourcils. Derrière lui, Jacques Chirac a souri franchement pour la première fois depuis son arrivée boulevard Malesherbes. Il était 15 h 30. Une vingtaine de phrases avaient été prononcées. On en avait assez dit. Trop même peut-être. Valéry Giscard d'Estaing a donc souri une dernière fois en levant la séance, et en annonçant la tenue, l'après-midi même, d'une première réunion de travail qui ne pourrait avoir lieu dans ces nouveaux locaux pour cause de travail.

Tous ont regagné leur voiture à grande pas, laissant derrière eux des collaborateurs perdus au milieu des piles, de câbles et du va et vient des ouvriers. Les pas entreprenants cherchaient vainement des photocopies entre les plantes vertes disposées au rez-de-chaussée et ceux qui s'inquiétaient de la place de leur bureau étaient pris de « regarder les étiquettes ». « L'installation du siège a été réalisée en quelques jours, ce qui constitue un véritable tour de force », venait de déclarer Alain Juppé. L'entrée de ce bâtiment de « l'union » a été achevée en extrême pour le jour de l'inauguration mais visiblement, dans les étages, le désordre n'a pas encore tout à fait disparu.

ANNE CHEMIN.

Dallas

Les libéraux de M. Léotard sont décidément gens sensibles. Le sort de M. Barre semble les attrister et les attendir de plus en plus. Dans la dernière livraison de leur « lettre », sous le titre « La retraite des planches », les meilleurs lyonnais de l'ancien premier ministre sont ainsi commentés :

« Les Lyonnais ont pris de vitesse Lionel Jospin ! Le ministre de l'éducation nationale a signifié à Raymond Barre son droit à la retraite, à compter du 13 avril. Les électeurs rhodaniens l'ont fait dès le 12 mars... »

« Si le professeur d'économie a obtenu une prolongation jusqu'en 1992, reste à savoir si l'homme politique s'accrochera jusqu'en... 1995. »

« Cette retraite de Lyon, qui n'est pas sans rappeler celle de Barre, par son caractère de... Barre, déconcertera-t-elle l'ancien premier ministre de brette les estrades ? En un mot, acceptera-t-il la retraite des planches... »

Le tout signé comme à Dallas « J. R. » : Journal des Républicains.

Une convention des « renovateurs »

Malgré toutes ses sentences qui s'abaissent sur leurs têtes, les « renovateurs » poursuivront leur bonhomme de chemin. Après une nouvelle réunion d'urgence mercredi soir, leur organisation est connue. L'association les renovateurs qui aura son siège rue de Bourgogne, près de l'Assemblée nationale aura pour co-présidents MM. Bosson, Millon, Noir et Seguin. Deux intergroupes sont lancés à l'Assemblée nationale sous la responsabilité de MM. Baudin, Barnier et Rossinot, en Sénat à la charge de MM. Descaux, Le Grand et Vallon. Un club

POINT DE VUE

Quelle rénovation ?

par Pierre-André WILTZER, député de l'Essonne

Il y a deux façons de rénover la politique française, en particulier dans l'opposition : la première consiste à ébranler les structures actuelles des partis par des initiatives de nature politique et médiatique ; la seconde consiste à analyser les nouvelles attentes des Français et à proposer des idées et une pratique de la politique elles aussi nouvelles.

De toute évidence c'est la première méthode qui a été retenue jusqu'à présent par les douze premiers « renovateurs ». Ils ont choisi un moment et un sujet — l'élection européenne — qui le démontre.

Cette démarche était certes assurée d'obtenir un vif succès médiatique ; elle risquait en revanche d'apparaître inspirée surtout par des préoccupations tactiques ou des arrière-pensées personnelles. C'est ce qui s'est produit. Et c'est ce qui a conduit les douze à suspendre leur offensive.

Quoi qu'il en soit, une question se pose aujourd'hui : quelle suite constructive donner à une initiative qui a démarré tambour battant, qui a remporté la sympathie de l'opinion publique mais qui semble chercher son second souffle ?

Les « renovateurs », qui sont maintenant une quarantaine, ont décidé de se doter d'une structure souple de travail. Voilà qui est bien.

Mais si l'objectif est de bâtir une nouvelle force politique moderne, ouverte et démocratique, il faut rapidement réfléchir aux orientations essentielles qui en constitueraient les fondations.

Si la « rénovation » se réduisait à changer des personnes ou à ravailler la façade des partis de l'opposition, ce ne serait qu'un gadget inutile. C'est d'une véritable reconstruction intellectuelle et morale dont nous avons besoin. Et ne bornons pas frileusement nos horizons aux frontières de l'actuelle opposition ! Si nous réussissons à créer cette force nouvelle, la dynamique ainsi lancée attirera à elle des électeurs qui votent aujourd'hui à gauche ou à

droite parce que l'opposition est muette sur les sujets qui les intéressent.

Tout cela nécessite un effort de clarification. Il n'est pas sûr que tous les « renovateurs » soient parfaitement d'accord entre eux sur les grands sujets. Il faut le vérifier car un véritable reclassement politique ne peut réussir qu'à partir de convergences claires sur des objectifs et des projets. En bref, davantage de débats et de propositions de fond, moins de spectacle et de stratégies personnelles.

Je propose donc que les « renovateurs » confrontent leurs points de vue sur une série de sujets qui conditionnent notre avenir, par exemple :

— Si le redressement de la natalité française est pour nous un objectif vital, quelle politique volontariste sommes-nous prêts à proposer en faveur de la famille ?

— Dans la construction de l'Europe, quelle part de notre souveraineté nationale sommes-nous prêts à sacrifier ?

— Alors que la maîtrise des moyens de diffusion de la pensée et de la communication nous échappe peu à peu, comment assurer la survie de notre langue et de notre identité culturelle ?

— Au-delà du débat idéologique entre socialisme et libéralisme, quelle juste place affecter en France à l'État, en tant qu'arbitre et défenseur de l'intérêt général ?

— Quelles règles claires fixer en matière de nationalité et de citoyenneté dans notre société ouverte ? Sans oublier des sujets essentiels comme les problèmes moraux posés par les progrès de la science et de la médecine, la maintien de notre régime de protection sociale et de retraites, la modernisation de notre système de formation, l'avenir de notre défense nationale, l'aide aux peuples les plus pauvres la protection de notre environnement et des espèces naturelles, et bien d'autres encore.

Si l'on veut éviter de réduire la rénovation à des querelles d'états-majors, la refonte des partis politiques ne saurait être entreprise indépendamment de ce travail de fond.

Le débat entre les tenants d'un vaste parti à l'américaine ou à l'allemande, avec des « courants » internes organisés démocratiquement, et ceux de deux formations distinctes, l'une plus au centre, l'autre plus conservatrice, est ouvert. Écartons les positions « prioris ». Ne nous enfonçons pas dans l'écueil du « gauche-droite », aussi dépeçonné que le système politique lui-même. L'essentiel pour les « renovateurs », où qu'ils se trouvent, est de susciter les débats internes et de faire évoluer démocratiquement les structures. Ils n'y parviendront qu'en étant porteurs de valeurs et de projets adaptés à notre temps.

La mort rapporte gros.

Ventes d'armes : tous les coups sont permis.

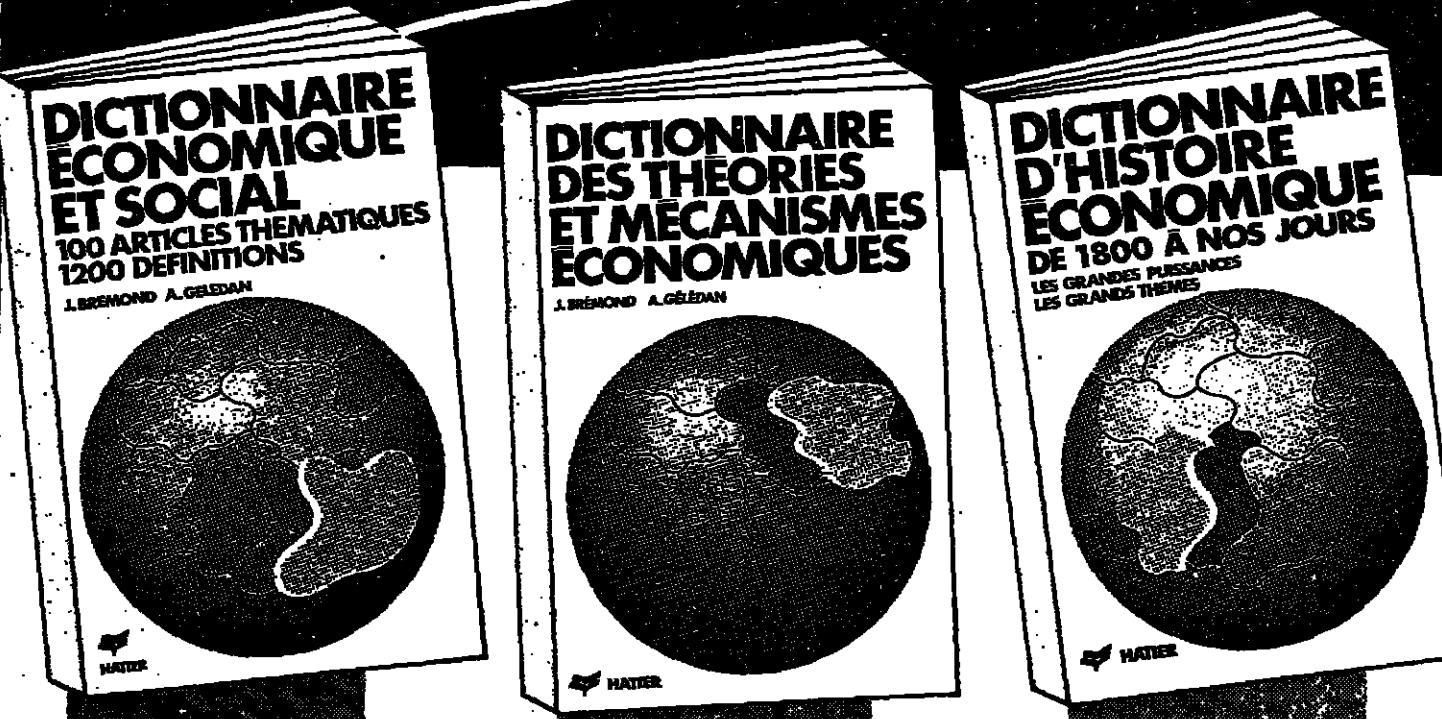
Contrats liés, recyclages, marchés du siècle, baloches en tout genre.

Jusqu'où les États sont-ils mouillés ?

Perdez quelques illusions avec la face cachée de l'économie mondiale.

PARCE QUE L'ÉCONOMIE EST COMPLEXE NOS DICTIONNAIRES SONT CLAIRS

100 000 ex. vendus en 1988



Un succès sans précédent. L'ouvrage de référence pour tout comprendre en économie. 56 F

Dans un langage clair, l'essentiel des théories économiques. Avec un index détaillé de 2000 entrées. 67 F

Pour la 1^{re} fois. Le 1^{er} grand dictionnaire d'histoire économique pour tous. Une magistrale synthèse. 78 F

DANS LA MÊME COLLECTION :

- L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
- INTRODUCTION À L'ÉCONOMIE
- LA PRODUCTION
- LA CONSOMMATION
- LE DOLLAR
- L'INFORMATION
- L'ÉNERGIE DANS LE MONDE
- L'ÉCONOMIE DU JAPON

- SINGAPOUR 1989-1990
- CORÉE DU SUD
- LE TOURISME INTERNATIONAL
- LES POLITIQUES INDUSTRIELLES
- LE DÉVELOPPEMENT ALIMENTAIRE
- MONDIALE
- KEYNES ET LES KEYNESIENS
- ALGERIE
- LES ÉCONOMISTES CLASSIQUES

HATIER

EN ÉCONOMIE, HATIER C'EST CLAIR.

Politique

L'examen du projet du X^e Plan à l'Assemblée nationale

Faute de majorité, le gouvernement devra engager sa responsabilité

Les députés ont achevé, tard dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 avril, l'examen du projet de loi approuvant le X^e Plan (1989-1992), défendu par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé du Plan. Le gouvernement a eu recours à l'article 44-3 de la Constitution (vote bloqué), qui oblige l'Assemblée à se prononcer par un seul vote en ne retenant que les amendements déposés ou acceptés par le gouver-

nement. M. Stoléru devait soumettre vendredi aux députés une lettre rectificative tenant compte de ces amendements. Elle sera présentée vendredi à la commission des finances. Mais, faute de majorité — les groupes UDF, RPR et UDC ainsi que les représentants communistes ayant annoncé leur intention de voter contre le texte, — le gouvernement aura recours à l'engagement de sa responsabilité sur ce texte.

Les arguments se suivent et ne se ressemblent pas. Mardi, les députés de l'opposition déposaient, à l'initiative de l'UDF, une question préalable sur le projet approuvant le X^e Plan tendant à faire décider qu'il n'y avait pas lieu à débattre sur ce texte. Les mêmes se retrouvaient mercredi après-midi pour s'opposer à la « loi de l'été » au débat parlementaire qui représentait selon eux le recours par le gouvernement à la procédure du vote bloqué. « Désolant », « peu courageux », MM. Michel Barnier (RPR, Savoie) et Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) n'eurent pas de mots assez durs pour dénoncer cette décision gouvernementale qui empêchait le vote sur chaque amendement et « trinquait » la discussion.

Relevant les contradictions de ses opposants, M. Stoléru rappela en outre que, à l'exception du vote sur le plan intermédiaire, la procédure du vote bloqué avait été employée systématiquement pour les autres lois de planification. Après une bonne heure d'échanges sur ce thème et une suspension de séance, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise), président de la commission des finances, mit fin au débat en relevant avec humour que « le plan intermédiaire étant intermédiaire, la procédure employée l'avait été aussi... ».

Partage social

C'est donc dans la mauvaise humeur, qui se traduisait parfois par des propos peu amènes de part et d'autre de l'hémicycle, et face à un ministre visiblement las et peu enclin à la patience, que s'engagea la discussion. Elle fut sans surprise, chacun campant solidement sur des positions définies d'avance. Le groupe communiste avait clairement laissé entendre qu'il ne voterait pas un texte préparant une Europe qu'il refuse. Le RPR et l'UDF retrouvaient leur opposition traditionnelle. Les centristes, au lendemain de l'annonce de leur liste autonome aux élections européennes, se devaient de prouver leur ancrage à droite pour désamorcer les accusations de « copinage parlementaire » avec le gouvernement. Quant au PS, qui voulait marquer, lui, son ancrage à gauche, il avait réglé en amont du débat parlementaire ses désaccords initiaux avec M. Stoléru sur la dimension « sociale » du Plan.

Mardi, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, avait donné le ton : « Le groupe socialiste a voulu,

en des termes qui écartent tout excès, souligner qu'un partage social efficace est aussi facteur de compétitivité pour nos entreprises. Cela signifie notamment que la répartition des revenus doit être plus équitable et la négociation sociale plus dynamique ». « Il n'est pas iconoclaste », ajoutait M. Mauroy, au moment où nos entreprises retrouvent leur capacité bénéficiaire et distribuent assez généreusement leurs profits, de s'interroger sur l'affectation de cette valeur ajoutée, fruit de l'effort collectif des Français (...). Il n'y a pas d'effort durable sans la conscience largement partagée que la justice sociale récompensera les sacrifices exigés ».

Ce souci de « partage social » allait s'exprimer dans les cinq principaux amendements déposés par le rapporteur du projet, M. Jean-Pierre Bailligand (PS, Aisne), au nom de la commission des finances. Dans le premier d'entre eux, le groupe marquait sa volonté d'« infléchir la politique du gouvernement » sur l'affectation de la valeur ajoutée à la minoration des charges sociales et à l'investissement, en rappelant la nécessité d'attribuer une partie de cette valeur ajoutée à la progression de la masse salariale. Le texte de l'amendement précisait que, sans ce partage, « on court le risque d'une démotivation, voire d'un malaise social persistant qui pourrait compromettre des années d'efforts ». Il disposait également que « les revenus du capital, doivent participer plus activement à l'effort de solidarité pour la création d'emplois ».

Le « partage » passe également par la limitation des formules d'emplois précaires, afin, soulignait le rapporteur, « de ne pas créer une deuxième catégorie de salariés, une sous-prolétariat de rémunération plus faible ». La négociation sociale fait l'objet d'un troisième amendement qui tend à élargir cette notion « à tous les domaines nouveaux : organisation et réduction du temps de travail, gestion prévisionnelle de l'emploi, définition d'une politique de formation ». Autant de dispositions qui, selon M. Bailligand, « cherchent à faire diversion et à masquer la réalité qui est le développement de la précarité et des petits boulots ».

L'« économie mixte », qui fut au cœur de la sacro-sainte Lettre à tous les Français du candidat François Mitterrand, fait l'objet d'un vibrant plaidoyer dans un quatrième amendement soulignant le rôle d'impul-

sion du secteur public, qui doit s'exercer « là où il y a défaillance de l'initiative privée, dans les secteurs économiques à haut risque », mais aussi auprès des « petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries ». Enfin, trois amendements s'attachent à la question de l'aménagement du territoire dans la perspective européenne. « Il faut, déclarait M. Bailligand, dresser le bilan de la décentralisation, revoir le problème de la taille et de la compétence de nos collectivités territoriales, pour éviter l'évolution selon laquelle l'Europe des activités coïncide de moins en moins avec l'Europe des hommes ». Rappelant que « la France (comptait) à elle seule autant de communes que le reste de la CEE », le rapporteur précisait que les amendements du groupe socialiste étaient « ouverts » et ne cherchaient qu'à « engager la réflexion ».

Deux politiques

Si, sur l'ensemble de ces points, M. Stoléru marqua son approbation, il n'en fut pas de même pour les « amendements-test » déposés par l'opposition et dont certains avaient été adoptés en commission des finances en raison de la présence minoritaire de députés socialistes le jour de leur examen. Le groupe centriste, qui avait fait de l'adoption d'une de ses propositions — défendue par MM. Alphandéry et Bruno Durieux (UDC Nord), et co-signée par les députés UDF et RPR, — la condition de son abstention, ne se résigna pas à voter l'ensemble bienveillant du gouvernement.

Cet amendement autorisait les entreprises publiques désireuses d'augmenter leurs fonds propres à émettre des actions avec droit de vote dans le public. Une autre conception de l'économie mixte en quelque sorte, qui devait « permettre la respiration du service public ». Mais refusant d'engager le débat sur le terrain technique, c'est en termes politiques que M. Stoléru contesta l'amendement centriste. « La France observe-t-elle, s'est toujours singularisée par un poids du service public très important. Nul ne peut déterminer la part idéale de l'intervention de l'Etat. Nul ne peut affirmer devenir la vérité. Seul le suffrage universel la détermine, et il a décidé en 1981, sur la base des nationalisations, en 1986, sur celle des privatisations. En 1988, les Français ont tranché, à 54 % de majorité, en faveur des engagements contenus dans la Lettre aux Français. Comment pourrions-nous, lança M. Stoléru à l'adresse de MM. Alphandéry et Durieux, envisager un seul instant de faire rentrer par la fenêtre ce qui a été sorti par la porte ? Faire rentrer par un amendement à un texte de loi ce qui a été refusé par les Français en mai 1988 ? ».

Cette réponse politique en appela une autre, de M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire), ancien ministre du Plan dans le gouvernement de M. Jacques Chirac. « Ce débat, déclara-t-il, montre bien qu'il y a, entre l'opposition tout entière réunie et le groupe socialiste, une fracture. Nous avons deux projets, deux politiques économiques et sociales radicalement différentes. Pour la première fois depuis cette rentrée parlementaire de printemps, les clivages politiques tranchés avaient repris le dessus. Prédiction des autres débats, à deux mois de l'élection européenne ? ».

PASCALE ROBERT-DIARD.

Le Sénat adopte deux projets de loi. Le Sénat a adopté, mercredi 26 avril, un projet de loi dont l'objet est de faire ratifier par le Parlement, la partie législative d'un nouveau code, celui de la voirie routière, qui présente toutes les prescriptions relatives à ce domaine. A l'exclusion des règles qui régissent la conduite automobile, du ressort, elles, du code de la route, il s'agit également d'un texte qui rend applicable en France, un règlement communautaire qui institue la formule du Groupement européen d'intérêt économique (GIEE). Cette structure juridique souple offre un outil de coopération transnationale aux entreprises. Ces deux textes déjà examinés par l'Assemblée nationale ont été également amendés par les sénateurs.

En marge de la réforme de la « loi Pasqua »

Le rapport de M. Dray sur l'insertion des immigrés provoque des remous parmi les députés socialistes

Le rapport de M. Julien Dray, député PS de l'Essonne, concernant l'insertion des immigrés en France (le Monde du 27 avril), présenté mercredi 26 avril en commission des affaires sociales, a provoqué un mouvement d'insécurité chez certains députés socialistes. Ils ont voté la publication du texte mais s'étonnent de la liberté de manœuvre dont bénéficie l'ancien vice-président de SOS-Racisme.

Sur le fond, ce n'est pas sans une certaine « gêne » qu'ils ont dû approuver un rapport rédigé en son nom par M. Dray. « On demande des tas de garanties à certains de nos camarades qui veulent s'exprimer et d'autres disent qu'ils veulent sans contrôle », s'étonne M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), commissaire des affaires sociales. « Aucun groupe de travail n'a été constitué sur ce sujet. C'est une opération personnelle et fractionnelle qui montre une nouvelle fois que M. Dray n'a pas abandonné ses méthodes trotskistes en entrant au PS... ». Il cherche un statut médiatique, c'est un député agitateur, un turpitude médiatique », déclare M. Jean-Jacques Queyranne (PS, Rhône) avec quelque ironie.

Le président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), qui devait participer jeudi à une conférence de presse avec M. Dray pour la présentation de ce rapport, est également mis en cause pour ne pas avoir « contrôlé » le bouillissant député de l'Essonne. Ces griefs sont formulés quelques jours après qu'il se soit exprimé, en termes crus, dans Libération à propos du travail parlementaire.

Le député de l'Allier dénonçait la faiblesse du Parlement, contraindre de « torcher » (sic) des textes. Les déclarations du président de la commission des affaires sociales avaient provoqué une réaction négative au sein du groupe PS. Si personne ne conteste, comme le dit M. Belorgey, que sous la V^e République les députés peuvent avoir le sentiment de compter moins qu'un conseiller technique dans un ministère, la charge contre le mode de fonctionnement des groupes parlementaires du gouvernement a paru injuste.

Une concertation exemplaire

Les députés PS s'accordent plutôt à dire que la qualité du travail réalisé en concertation avec le gouvernement a rarement été de cette qualité. Pour le président du groupe PS, M. Louis Mermaz, qui ne souhaite pas mettre de l'huile sur le feu, les déclarations de M. Belorgey étaient pour le moins « intempestives ». « Je préfère que nos collègues, quand ils ont quelque chose à dire, le fassent au cours de nos réunions », précise M. Mermaz qui ajoute que la concertation avec le gouvernement « se fait de façon exemplaire. Le gouvernement joue le jeu et nous travaillons sur les textes avant leur passage en conseil des ministres, c'est-à-dire très en amont du processus législatif », ce qui évite les crises et les blocages, nargue fréquemment, quand le groupe majoritaire se trouvait tout à coup devant un texte gouvernemental complètement bonifié.

La concertation mise en place par le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, avec un groupe de députés PS à propos de son texte sur

la prévention des licenciements est unanimement saluée comme l'exemple de ce qui doit être fait pour permettre aux élus de dire leur mot quand il en est encore temps. De même le rapporteur du X^e Plan, M. Jean-Pierre Bailligand (PS, Aisne), se félicite du travail réalisé en profondeur dès le mois de janvier, ce qui a permis de déboucher très tôt sur les cinq amendements déposés par le groupe PS et finalement acceptés par le gouvernement.

D'autre part, à propos de la « loi Pasqua », M. Mermaz estime que les choses ont évolué « dans le bon sens : il y a quinze jours, nous allions vers un conflit frontal ». Le président du groupe PS a précisé que l'avant-projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France était un « bon texte », même s'il reste encore quelques points de désaccord avec le ministère de l'Intérieur. Les députés PS souhaitent notamment le rétablissement du « jour franc », qui permet aux étrangers en situation irrégulière à la frontière d'avoir le temps de joindre leur défenseur ou leur consulat pour clarifier leur situation (le président de la République est favorable à cette disposition). S'agissant des mesures concernant le retour en France des immigrés qui sont repartis dans leur pays, le groupe PS souhaiterait un retour aux dispositions en vigueur avant la « loi Pasqua » : actuellement, ces immigrés ne retrouvent leur carte de séjour que s'ils reviennent avant un an. Les députés PS veulent que le délai passe à trois ans. Enfin, ils estiment qu'un étranger en situation irrégulière, frappé d'expulsion, doit voir cette mesure suspendue dès lors qu'il aurait interjeté appel.

PIERRE SERVANT.

M. Rocard ne s'est pas engagé sur la date du débat pour la loi de programmation militaire

Le premier ministre, M. Michel Rocard, ne s'est pas formellement engagé, mercredi 26 avril, à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions au gouvernement, à présenter la loi de programmation militaire en juin prochain. Ne voulant pas « sacrifier le sérieux de la précipitation », il n'a pas écarté la possibilité d'un débat au Parlement à la session d'automne. En revanche, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, a, lors de cette même séance, émis le vœu d'un « débat serein » sur la question « si possible à la fin de cette session ».

M. Rocard répondait à M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée, selon lequel « il est de notoriété publique qu'il y a un désaccord au sein du gouvernement sur l'actualisation de la loi de programmation militaire », qui fixe les dépenses d'équipement nucléaire et classique.

« Le ministre de la défense ne

serait pas son travail s'il n'était attentif à mettre l'accord sur les impératifs de son département », expliquait le premier ministre. Le ministre des finances ne serait pas non plus son travail s'il n'agissait pas de même. Or, non seulement MM. Chevenement et Bérégovoy font leur travail, mais ils le font excellemment. Et ils savent, l'un et l'autre, que l'indépendance nationale passe, à la fois, par l'existence d'une défense efficace et par la recherche d'une situation économique saine (...). Trouver le plus juste équilibre entre les exigences de la défense et celles de la rigueur budgétaire n'est pas aisé (...). Dans ces conditions, laissons-nous le temps de la réflexion dans l'intérêt de nos armes et de la France. L'espérance de voir présenter le résultat de ces réflexions dès ce printemps ou peut-être seulement à la session d'automne et je pense ainsi avoir trouvé de meilleures solutions techniques. »

Pour sa part, M. Chevenement répondait à une question de

M. Louis Pierra, député PC de Seine-Saint-Denis, qui lui demandait de réduire « immédiatement » de 40 milliards de francs les crédits de l'arme nucléaire pour les consacrer à l'école, au logement, aux routes et à la santé.

« C'est une mauvaise action d'opposer la nécessité de la défense et la priorité de l'éducation nationale », expliquait le ministre. Il y a une démagogie qui en rejette une autre. Il y a ceux pour qui il y en a toujours trop et qui n'ont pas le souci de la défense. L'indépendance de la France ne semble pas les intéresser. Et puis, il y a ceux pour qui la défense est le prétexte à toutes les surenchères démagogiques (...). Je souhaite qu'un débat serein ait lieu, si possible, à la fin de cette session et que le projet d'actualisation de la loi de programmation puisse être examiné sur la base de données incontestables. »

« Les Verts veulent « réactualiser le concept de défense ». Les Verts ont affirmé, mercredi 26 avril, « la nécessité de réactualiser le concept de défense de la France tandis que MM. Rocard et Chevenement polémiquent sur les dépenses militaires ». Afin de défendre « des besoins sociaux (...) dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi », les écologistes réclament « l'abandon des programmes Hades, Lacroix et Rafale, et l'arrêt des essais nucléaires à Mururoa ». Les Verts estiment que « ces mesures, non seulement ne porteraient pas atteinte à la sécurité du pays mais déclencheraient une nouvelle dynamique propre à accélérer la construction de la paix en Europe ».

« Rumeur » d'amnistie...

M^{me} Nicole Catala, députée RPR de Paris, a fait état, mercredi 26 avril, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance réservée aux questions au gouvernement, d'une « rumeur persistante » relative à un « projet d'étude qui tendrait à amnistier ou à gracier les auteurs d'infractions graves commises dans le cadre de conflits indépendants ». Elle faisait implicitement référence aux indépendantistes guadeloupéens en instance de jugement. « Une telle mesure, a souligné M^{me} Catala, aboutirait à la libération de personnes qui ont tenté de porter atteinte à l'intégrité du territoire par des actes de violence. »

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, lui a

répondu : « Vous avez parlé de rumeur. En effet, il ne peut s'agir d'autre chose. Mais il n'est pas anormal qu'en cette année où nous célébrons le Bicentenaire de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme, certains aient pu espérer bénéficier d'une loi d'amnistie de droit commun. »

Cela dit, une telle idée n'est pas actuellement à l'ordre du jour. A supposer que le gouvernement doive s'y arrêter pour le soumettre au Parlement, ce ne pourrait être qu'après avoir vérifié que le calme constaté dans le territoire depuis plus d'un an n'est pas menacé et que l'ordre public non seulement n'est pas compromis, mais est même consolidé. »

Olivier Bétourné et Aglaia I. Hartig
Penser l'histoire de la Révolution

A l'heure où l'interprétation de la Révolution par François Furet occupe le devant de la scène, où l'histoire contre-révolutionnaire assiège la Sorbonne, un bilan s'impose. Que reste-t-il des travaux accumulés depuis bientôt deux siècles ? Quelle est la valeur des critiques radicales qui leur sont adressées ?

Dans ce livre documenté et découpant, les auteurs retracent l'histoire de l'histoire, invitent à redécouvrir la tradition jaressienne et rappellent la fécondité des voies ouvertes par les philosophes de la politique, d'Edgar Quinet à Hannah Arendt. Une lecture critique de l'œuvre de François Furet ainsi qu'une étude détaillée, vivante et sans concessions des travaux marquants sur la Révolution. 125 F.

LA DECOUVERTE

L'ANGLAIS POUR TOUS

Pour moins de 250 F

vous pourrez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre avec explications en français

Documentation gratuite : EDITIONS BBC OMNIVOX (M)

8, rue de Béri, 75008 Paris

Tél. (1) 43-59-90-05

1000 milliards de \$ échappent à l'économie mondiale.

Comment, pourquoi ?

TOUTES LES REPONSES DANS

LA FACE CACHEE DE

L'ECONOMIE MONDIALE

HATIER

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES O.N.G.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % de réduction), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

1500

Politique

M. Mitterrand à la fête municipale du PS

« Il n'y a qu'un seul premier secrétaire »

Le Parti socialiste s'est mis, mercredi 26 avril, à l'heure de ses mairies. La façade de l'Institution de la rue de Solferino, siège du parti, était barrée d'une gigantesque échelle tricolore pour la fête à laquelle M. Pierre Mauroy avait convié les élus, les membres du gouvernement et toute sorte de personnalité. Cinq semaines après les succès remportés par les socialistes aux élections municipales, la direction du PS entendait arroser et inscrire dignement à son bilan cette réussite.

De tous les témoignages qui devaient lui être donnés, le plus précieux aux yeux de M. Pierre Mauroy était, bien sûr, celui du président de la République. Le premier secrétaire avait reçu de M. François Mitterrand l'assurance qu'il paraîtrait à cette réception. Quelques minutes après 18 h 30, le chef de l'Etat lui-même, il a glissé : « Le seul - éléphant - qu'il y ait ici est une statuette indienne dans mon bureau ». On imagine, en effet, que le président apprécie peu l'élévation au rang d'institution parallèle des barons socialistes, réunis chaque mardi pour un petit déjeuner à l'hôtel Matignon autour de Michel Rocard.

« Vous avez raison », a répondu M. Mitterrand, l'éléphant est un animal sympathique, mais il n'en faut pas trop. Et d'ajouter dans un sourire à l'intention de M. Mauroy : « C'est un principe auquel je me suis, pour ma part, toujours tenu : il n'y a qu'un seul premier secrétaire ».

de M. Laurent Fabius à la succession de M. Lionel Jospin comme premier secrétaire.

Moins d'un an après, la visite du président était peut-être moins significative que ne l'aurait été, à l'inverse, son absence, mais quand même ! Il arrivait à M. Mitterrand, lorsqu'il en était le premier secrétaire, de confier dans sa chronique de l'Unité, l'irritation que lui causait parfois le Parti socialiste. M. Mauroy savait ce qu'il faisait lorsque, sur le ton plaisant adopté par le chef de l'Etat lui-même, il a glissé : « Le seul - éléphant - qu'il y ait ici est une statuette indienne dans mon bureau ».

« On imagine, en effet, que le président apprécie peu l'élévation au rang d'institution parallèle des barons socialistes, réunis chaque mardi pour un petit déjeuner à l'hôtel Matignon autour de Michel Rocard. « Vous avez raison », a répondu M. Mitterrand, l'éléphant est un animal sympathique, mais il n'en faut pas trop. Et d'ajouter dans un sourire à l'intention de M. Mauroy : « C'est un principe auquel je me suis, pour ma part, toujours tenu : il n'y a qu'un seul premier secrétaire ».

Le chef de l'Etat a salué plusieurs nouveaux maires socialistes : M^{me} Catherine Trautmann, M^{me} Jean-Marie Aymant, Jean-Pierre Sauter, Jean-Marie Bockel. A ce dernier, qui avait manifesté, il y a un mois, son peu d'enthousiasme pour la venue en cause de la loi Pasqua sur les immigrés, le chef de l'Etat a lancé : « Alors, Monsieur Bockel, on va l'abandonner, la loi Pasqua, hein ! ». Le maire de Mulhouse, qui, face au Front national, craignait l'« effet d'annonce », a été servi.

M. Mitterrand a passé, en tout, un peu plus d'une demi-heure rue de Solferino. Le premier ministre y a fait, lui aussi, une apparition, plus tard, avant de partir pour le Kenya et la Réunion. Histoire de complimenter le PS et occasion d'avoir avec M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, une conversation ostensiblement souriante. D'autres ministres étaient présents, dont M. Jean-Marie Ransch, maire de Metz, et personnalité d'« ouverture ». Pour M. Mauroy, la bouche était ainsi bouchée.

P. J.

Le sacerdoce d'un ministre

Devant le groupe de réflexion sur la défense de l'Association des anciens de Sciences-Po à Paris, M. Jean-Pierre Chevènement a dénoncé, mercredi soir 26 avril, les conditions dans lesquelles les hommes politiques exercent, aujourd'hui, selon lui, leurs fonctions « sous la pression de sondages et de campagnes d'opinion ne reposant sur rien ».

« Tous les jours, je considère que le politique n'est pas un métier. J'ai toujours pensé que c'était un idéal. Plus ça va, plus je considère que c'est un véritable sacerdoce. Je me pose souvent la question de savoir si les idées que je mets en œuvre sont encore partagées et je me demande si la République a encore des citoyens sur lesquels elle pourrait s'appuyer », a ajouté le ministre de la Défense.

Devant le comité central du PCF

M. Georges Marchais dénonce les « entreprises de débauchage » du PS

La session du comité central du PCF devait s'achever, jeudi 27 avril à Paris, par l'adoption de la liste définitive du parti qui sera conduite par M. Philippe Herzog aux élections européennes, sur laquelle devaient notamment figurer M. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, et Rachid Bahri, jeune artiste beur. La première journée de cette réunion, mercredi, a été marquée par la décision du tribunal de Versailles concernant « les dix de Billancourt », pour

laquelle le PCF et la CGT n'ont pas de mots assez durs.

Après avoir évoqué les derniers développements de la situation nationale et internationale dans son rapport introductif intitulé « Le sens du vote communiste », le secrétaire général, M. Georges Marchais a affirmé que le 18 juin les électeurs se trouveront devant une alternative simple : « Une Europe se construisant ou bien contre eux ou bien pour et avec eux. » Il a suggéré que le PS, qui fait « les mêmes choix que la droite en matière de construction européenne », est un partenaire du premier terme de cette alternative.

M. Marchais a décrit le chef de file socialiste, M. Laurent Fabius, comme « l'homme qui, deux ans premier ministre avant de mener la gauche à la défaite en 1986, aura laissé comme empreinte la loi sur la flexibilité, le gonflement du chômage, la diminution des remboursements de la Sécurité sociale et l'accord proclamé avec Chirac sur la question de l'intégration ». Le secrétaire général a dénoncé « les entreprises de débauchage » d'adhérents du PCF parisiens, selon lui, par le PS, indiquant, à destination de M. Salajan, ancien dirigeant des « métallos » CGT, « On ne peut être en même temps député européen socialiste et membre de notre parti ».

Tout en se déclarant pour l'Europe, il a affirmé que « le bilan de la Communauté est encore plus négatif que celui des autres pays capitalistes », soulignant : « La voie que les autorités de Bruxelles, le gouvernement français, les listes de droite et celle du PS proposent d'emprunter est celle de tous les dangers. » A contrario, il a présenté le projet du PCF comme celui de la construction d'une « Europe en faveur des hommes et non des pulsions d'argent - une Europe pour tous les hommes, pas pour une élite dorée entourée d'une majorité d'exclue ».

Le dirigeant communiste a tracé les grandes lignes de la campagne du PCF pour cette consultation : développer les coopérations « entre partenaires égaux », défendre du projet social et de la paix, en utilisant les contradictions qui opposent les deux pays de la Communauté.

Enfin, M. Marchais a assuré M. Gorbatchev du soutien « sans arrière-pensées » du PCF à la perestroïka. « Les crimes monstrueux qui marquent l'histoire du socialisme en Union soviétique, puis les graves défauts qui retardent son développement, nous ont beaucoup coûté, à la fois le secrétaire général. Ses progrès ne peuvent que nous réjouir ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 26 avril au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici quelques extraits :

● POLITIQUE EN MATIÈRE DE TÉLÉVISION (Lire page 28.)

● CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication relative à la culture scientifique et technique.

Les ambitions que nourrit la France dans le domaine de la recherche et de la technologie justifient le développement d'une politique de culture scientifique et technique.

1) L'école, par l'importance croissante accordée à la technologie dans la formation, apporte une contribution essentielle à cette politique. Des jumelages seront organisés entre des chercheurs volontaires de tous les organismes publics de recherche et des classes d'élèves. Le nombre des « projets d'action éducative » à caractère scientifique et technique sera accru.

2) Les organismes publics de recherche verront leurs responsabilités précisées dans ce domaine. Il sera tenu compte dans la carrière des chercheurs de leurs actions de diffusion.

3) L'audiovisuel sera encouragé à faire une place plus large aux émissions à caractère scientifique : une commission dénommée Bureau Jules-Verne sera créée pour décerner un label aux meilleurs projets et aider financièrement le développement de scénarios et la production d'émissions-pilotes.

— un Grand Album de la science, répertoire informatisé des sources de films disponibles, sera mis en place à la médiathèque de la Cité des sciences et de l'industrie.

4) La Cité des sciences et de l'industrie intensifiera son ouverture au grand public et renforcera sa collaboration avec le monde scientifique, les entreprises et les régions.

5) Les centres de culture scientifique, technique et industrielle régionaux seront développés.

6) Des États généraux de la culture scientifique et technique seront organisés à l'initiative des ministères de la recherche, de la culture, de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. Après des semaines d'animation scientifique et technique qui auront lieu à l'automne dans toutes les régions, un colloque national sera organisé en décembre 1989 pour faire le bilan des expériences menées et définir, avec l'ensemble des partenaires intéressés, la place de la science et de la technologie dans notre culture et notre société.

● AVENIR DU SECTEUR PUBLIC DE L'AUDIOVISUEL (Lire page 28.)

Mesures d'ordre individuel

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget :

M. Philippe Jurgensen, inspecteur général des finances, est nommé directeur général de la Caisse centrale de coopération économique.

Sur proposition du ministre de l'Intérieur :

M. Hubert Fournier, administrateur civil hors classe, est nommé directeur de la sécurité civile.

Bicentenaire

La Révolution au Palais-Bourbon

Dans le calendrier révolutionnaire, c'est le 17 juin 1789 qu'apparaît le terme « l'Assemblée nationale » et c'est le 23 juin que Mirabeau lance à de Dreuze-Brézé, représentant du roi, la fameuse apostrophe : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ». Choissant une date moyenne, celle du 20 juin, M. Laurent Fabius, après accord du bureau de l'Assemblée et des questeurs, a décidé d'organiser autour de ce jour la commémoration de la Révolution. Ou plutôt celle du bicentenaire de l'Assemblée nationale, haut lieu parisien et national par excellence du pouvoir du peuple exercé par ses représentants démocratiquement désignés.

L'Assemblée a donc voulu prendre toute sa place dans l'exaltation de l'œuvre révolutionnaire, dans l'illustration de la devise républicaine et dans la mise en œuvre sans cesse recommencée de la Déclaration des droits de l'homme. Elle aura, pour cela, recours à tous les modes d'expression culturelle, artistiques et historiques en multipliant des manifestations particulièrement variées, destinées à bien convaincre le public de l'importance du Parlement en ces temps d'abstentionnisme galopant. M. Bernard Faivre d'Arzier, chargé de mission auprès de M. Fabius, est le maître de cérémonie de cette commémoration.

La façade du Palais Bourbon, désormais ravivée, sert déjà de mur à projection d'images selon un procédé original auquel s'intéressent de nombreux pays. A partir du 20 juin, ce spectacle sera offert tous les soirs aux passants.

A la même date s'ouvrira une exposition à l'intérieur de l'Assemblée, qui permettra de voir des documents rares sur les États généraux de 1789, des objets, des costumes et des tableaux acquis par l'Assemblée qui constituent l'armoire d'un musée parlementaire. A partir du 4 juillet, et durant tout l'été, cette exposition sera ouverte gratuitement, chaque jour, au public, qui, pour la première fois, pourra visiter la salle des pas perdus, les « quatre colonnes », voir les célèbres bronzes de Dalou, la riche bibliothèque, l'hémicycle où seront diffusés les débats de la « nuit du 4 août », et même se désaltérer dans un café révolutionnaire reconstitué.

ANDRÉ PASSERON.

Pendant l'été, Ariane Mnouchkine tournera un film coproduit par FR 3, la SEPT et l'Assemblée, sorte de conte philosophique sur le destin des droits de l'homme. Le 9 juillet, dans la salle du Congrès, à Versailles, un concert télévisé par Antenne 2, donné par un orchestre composé de jeunes solistes, illustrera le concept de l'égalité et de la liberté des musiques. L'association internationale des parlementaires de langue française tiendra alors son congrès dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, qui, pour la première fois, n'accueillera pas que les députés nationaux.

Pour marquer le bicentenaire de l'Assemblée, une sculpture sera réalisée - après concours - qui devrait orner la cour d'honneur, tout comme, depuis un siècle, le haut-relief en bronze de Dalou décore le salon Casimir-Périer.

Rencontres et colloques

L'Assemblée nationale abritera aussi de nombreuses rencontres et des colloques, éditera des reproductions de documents anciens et publiera un ouvrage somptueusement illustré sur sa vie actuelle et sur son histoire. Un « kiosque » accessible au public, sorte de vitrine permanente où seront vendus aussi bien des études sérieuses que des gadgets, sera ouvert également le 20 juin, tandis que la station de métro « Chambre-des-Députés » s'appellera désormais Assemblée Nationale et que les P et T édicteront un timbre commémoratif.

Ce 20 juin 1989 sera décidément une journée bien chargée et lourde de multiples symboles. Au surplendemain des élections européennes, M. Fabius, qui sera devenu aussi un élu à l'Assemblée de Strasbourg, recevra à l'hôtel de Lassay tous les présidents des Parlements des pays de l'Europe.

Le président de l'Assemblée nationale, approuvé en cela par les questeurs, mais aussi par tous les groupes politiques, souhaite donner du Palais-Bourbon une image forte et en faire un des hauts lieux de la célébration du Bicentenaire.

Il veut aussi bien souligner que, illustrant toujours les innovations d'il y a des siècles, incarnant en permanence la rénovation, l'institution parlementaire a, malgré quelques difficultés, bien résisté aux outrages de l'histoire.

ANDRÉ PASSERON.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

L'EVENEMENT

DANS TOUS LES DOMAINES CES CADETS QUI VONT SECOURER LE COCOTIER

Politique • Architecture • Littérature
Cinéma • Economie • Astronomie
Théâtre • Design • Santé
Géographie • Mode • Danse • Rock
Lyrique • Edition • Idées

COMMUNISME: L'IMPLOSION



VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de Justice de MEAUX (77) JEUDI 18 MAI 1989 à 10 h
PROPRETÉ à CHELLES (77500) M. à P. : 1 000 000 F
2, rue de la Marine - avec Jardin et Terrain Cte Tot. 33 a 16 ca
S'adr. M^{re} NORET, avocat à MEAUX (77100) 19 PL ELIV - Tél. : 64-34-08-27

VENTE au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 18 MAI, 9 h 30
UN BATIMENT à MANDRES-LES-ROSES (94)
Rue de Gal Leclerc - en pierre, couv. tuiles - 3 pièces, garage
MISE A PRIX : 140 000 F
S'adr. M^{re} VARNOT, avocat, 166 bis, Grande-Rue à NOGENT-SUR-MARNE (94)
Tél. : 48-71-03-78 - M^{re} LEFEBVRE, avocat, Succ. M^{re} BRAZIER,
20, quai de la Mégisserie 75001 PARIS - Tél. : 43-33-78-08

VENTE sur enchères, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 18 MAI 1989 à 14 h 30 - EN UN LOT
ENSEMBLE IMMOB. à ST-MAUR-DES-FOSSES (94)
(94) - Quartier de la Varenne Saint-Etienne
13, 15 et 17, rue La Fayette - à us. INDUSTRIEL
LIBRE - M. à P. : 8 470 000 F
S'adr. M^{re} M. MAAREK, avocat, 35, av. d'Byland 75116 Paris
Tél. : 45-53-45-13 - Vest. D 1096

Vente aux enchères du Tribunal de NANTERRE (Hauts-de-Seine)
le JEUDI 18 MAI 1989 à 14 h 30 - EN UN LOT
UN MAGASIN et ses DÉPENDANCES
377-109, rue de la République à ORLÉANS (Loiret)
Mise à prix : 200 000 F
M^{re} WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE,
tél. 47-25-50 de 16 heures à 18 heures.
Visite le jeudi 11 mai 1989 à 16 h 30 par l'huissier de justice.

Vente sur enchères immobilières au Palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 18 MAI 1989, à 9 h 30
UN PAV. D'HABITAT à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
13, rue André-Chénier
comp. rue de Chénier : couv., séjour double, entrée, w.c., 1^{er} ét. : 3 ch., salle de bain, pendule, dégr. Terrain 260 m²
S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et
M. à px : 150 000 F BOUTELLE-COISSAU, avocats associés,
2, carrefour de l'Odéon, PARIS-6^e, tél. 46-33-02-21.
Tous avocats près le Trib. gde inst. de CRÉTEIL. Sur les lieux pour visiter.

Vente après liquidation de biens au Tribunal de NANTERRE
le JEUDI 11 mai 1989 à 14 heures, en un seul lot
UN APPARTEMENT à DECINES-CHARPIEU (Nord)
54, rue Sully et rue des Maliniers
« résidence des Maliniers »
de 3 pièces en 4 étages - Une cave
Libre d'occupation - Mise à prix : 200 000 F
Avec faculté de louer l'appartement de la même adresse à prix, l'impôt foncier, de la moitié et du quart + le règlement de 43 284.30 F d'impôts de charges, directement entre les mains du syndic de la copropriété de l'immeuble, ainsi que le montant des charges de copropriété dues entre le 1^{er} juin 1988 et la date de l'adjudication définitive, dont le montant définitif exact sera précisé par acte du jour de l'adjudication, préalablement à l'allouement des fonds. On ne peut porter des enchères qu'en s'adressant à l'un des avocats postulant près le Tribunal de grande instance de NANTERRE.
Pour tous renseignements s'adresser à :
M^{re} Marcel WISLIN, avocat, ancien avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. M^{re} Catherine JOHANET, avocat associé à la SCP Yves NEVEU et autres, 43, avenue Hoche, 75008 PARIS, tél. 47-64-03-40 (poste 415) de 10 heures à 12 heures. M^{re} Didier SEGARD, administrateur judiciaire, place du Fieschi-de-Ville, 92000 NANTERRE CEDEX. Au greffe des créances du Tribunal de grande instance de NANTERRE, où le cahier des charges est déposé. Pour visiter sur les lieux les 3 et 9 mai 1989 de 14 h 15 à 15 h 15 - MINITEL 3616 JAVEN.

Elue présidente de l'association

M^{me} Dufoux veut donner à la Croix-Rouge « dynamisme » et « transparence »

Le conseil d'administration de la Croix-Rouge française a décidé, mercredi 26 avril, de porter à sa tête M^{me} Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales. L'ancien président, M. Louis Dange, aura dorénavant pour tâche de représenter la Croix-Rouge française à l'étranger. M^{me} Dufoux, qui restera chargée de mission auprès du président de la République, a annoncé qu'elle entendait donner « un nouveau dynamisme » à l'association ; assurer « plus de transparence dans les comptes » et faire en sorte « d'aller plus vite dans la répartition des dons ».

« Quand vous donnez 100 francs à la Croix-Rouge, 30 francs seulement sont effectivement distribués », a déclaré M^{me} Dufoux, prononcée par un observateur avisé, résume bien la situation actuelle de la Croix-Rouge française : une gestion peu rigoureuse des dépenses parfois excessives, des effectifs pléthoriques, « treize mille salariés, c'est beaucoup trop », confie-t-on au cabinet de M. Claude Evlin, ministre de la Santé.

Au ministère, où l'on suivait de près la lente dégradation de la situation, il était évident que des réformes de structures s'imposaient.

La découverte d'un trou financier important n'a fait que précipiter les choses (le Monde du 27 avril).

Mercredi 26 avril, 17 heures, au siège de la Croix-Rouge. M^{me} Georgina Dufoux et M. Louis Dange sont face à la presse. « Le conseil d'administration a élu M^{me} Georgina Dufoux présidente de la Croix-Rouge française », déclare M. Dange. Je me réjouis du choix du conseil.

M^{me} Dufoux précise, pour sa part, que c'est M. Dange lui-même qui lui a demandé d'accepter cette présidence. « Nous avons demandé unanimement, ajoute-t-elle, que M. Dange demeure le représentant de la Croix-Rouge française à l'étranger ».

Selon M^{me} Dufoux, rien n'indique qu'il y ait une quelconque « malhonnêteté ». « Personne ne s'est mis quelque chose dans les poches », assure-t-elle. Annonceant une prochaine « restructuration de l'association », M^{me} Dufoux déclare qu'elle entend donner « un nouveau dynamisme » à la Croix-Rouge française, assurer « plus de transparence dans ses comptes » et « aller plus vite dans la répartition des dons ». Il s'agit maintenant, conclut-elle, d'adapter « la vieille dame » au monde moderne.

« Maladresses incroyables »

C'est aux inspecteurs de l'inspection générale des affaires sociales et

de l'inspection des finances qu'il reviendra de déterminer si la vieille dame était indigne. Ils devront chiffrer le montant du trou financier, en déterminer les causes et, enfin, proposer à M^{me} Dufoux des mesures de nature à assurer une gestion moderne et efficace.

D'après les premiers éléments de l'enquête, il ne semble pas qu'il y ait eu de malversations. En revanche, des personnes ayant eu connaissance du dossier parlent de « maladresses incroyables » et de « dépenses excessives ».

Ce qui s'est passé après la catastrophe d'Armero (Colombie), en novembre 1985 est significatif du manque de dynamisme — pour ne pas dire plus — de la gestion de la Croix-Rouge française. Douze millions de francs avaient été collectés dans les semaines suivant la catastrophe. Quatre ans plus tard, quatre millions et demi seulement ont été dépensés.

Au-delà de la nécessaire diminution des effectifs, une restructuration et une modernisation des dispensaires et des hôpitaux dépendant de la Croix-Rouge s'imposent rapidement. Certains établissements comme le dispensaire Charcot, dans le 13^e arrondissement de Paris, sont dans un état de vétusté qui correspond mal à l'image que l'opinion publique a de la Croix-Rouge.

Et maintenant ? On ne cachait pas dans l'entourage de M^{me} Dufoux

que des mesures vont être prises rapidement et que seront décidés des changements de structures et de responsables à la tête de l'association.

FRANCK NOUCEL

[Née le 16 février 1943 à Paris, M^{me} Dufoux est docteur en sciences économiques. Après avoir adhéré au Parti socialiste en 1972, elle entre au comité directeur du PS lors du congrès de Metz en 1979. Elle est conseillère municipale de Nîmes en mars 1977, elle est nommée, en mai 1981, secrétaire d'Etat chargée de la famille, puis secrétaire d'Etat chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés en avril 1983.

M^{me} Dufoux est nommée en juillet 1984 ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et assure en outre, à partir de décembre 1984, la fonction de porte-parole du gouvernement.

Nommée ministre déléguée auprès du ministre des affaires sociales chargée de la famille, des droits de la femme, de la solidarité et des repatriés dans le premier gouvernement Rocard, elle est battue aux élections législatives de juin 1988 par M. Jean Souquet, maire de Nîmes.

N'ayant pas conservé de poste ministériel dans le deuxième gouvernement Rocard, M^{me} Dufoux est nommée le 2 juillet 1988, chargée de mission auprès du président de la République.

Un projet de loi ambigu

Les Pays-Bas s'approprient à dépénaliser l'euthanasie

Les commissions de la justice et de la santé de la seconde Chambre néerlandaise (députés) devaient commencer, jeudi 27 avril, l'examen d'un projet de loi sur l'euthanasie. La discussion de ce texte durera jusqu'à mercredi prochain, mais son adoption semble acquise. Sans surprise, les Pays-Bas admettent ainsi officiellement l'euthanasie, dans certaines circonstances et à certaines conditions.

AMSTERDAM de notre correspondant

Ce texte de loi, issu d'un compromis au sein de la coalition gouvernementale entre le Parti libéral, favorable à la pratique de l'euthanasie, et le Parti chrétien-démocrate, plus réservé, est un modèle d'ambiguïté ou de manœuvre, selon les avis. Il confirme l'interdiction de principe qui frappe toujours l'euthanasie malgré sa dépénalisation de facto par la jurisprudence élaborée au cours des dix dernières années. Mais il abaisse la peine de prison à quatre ans et demi contre douze ans auparavant.

Plusieurs décisions médicales ne seront plus à l'avenir considérées comme des actes d'euthanasie : le non-commencement ou l'arrêt d'un traitement si ce dernier « n'a pas de sens » ou « si le patient le demande expressément » et l'administration d'un traitement anti-douleur « qui

aurait pour effet secondaire d'accroître le décès ».

Toute autre intervention active d'un médecin ayant pour but d'aider un malade à mourir continuera de tomber sous le coup de la loi pénale sauf si le praticien estime devoir honorer la demande « expresse et fondée » de son patient. Il pourra alors y accéder à condition de s'entourer d'un certain nombre de précautions : il devra notamment s'assurer du caractère « volontaire » de la demande d'euthanasie et consulter un confrère non traitant.

Dans un tel cas, dit « de force majeure », le praticien devra aussi consigner ses convictions et ses agissements dans un rapport qui sera tenu à la disposition des autorités judiciaires pendant cinq ans. Ce sont alors les juges, et non le médecin, qui, a posteriori et au cas par cas, diront si le médecin peut être déchargé de sa responsabilité pénale.

Cette législation mécontente aussi bien les partisans de l'euthanasie que ses adversaires. Les premiers lui reprochent de ne fixer aucun critère clair, les seconds d'ouvrir la porte aux pires excès.

Tous s'accordent pour admettre que la loi ne modifiera pas fondamentalement la pratique actuelle de l'euthanasie, qui porte sur des milliers de cas de six mille à dix mille personnes selon les estimations, — une poignée seulement de ces cas étant portés à la connaissance de la justice : cent quatre-vingt-six exactement en 1988. Les autres échappent et continueront vraisemblablement d'échapper à tout contrôle.

CHRISTIAN CHARTIER.

ÉDUCATION

Au colloque sur le financement de l'enseignement supérieur

La MNEF propose un droit au prêt pour tous les étudiants

« En France, il est plus facile de construire que de s'instruire. Dans un cas toutes les formules d'épargne sont offertes, dans l'autre, rien ou presque », dans quelques mots lancés par M. Philippe Albert, directeur général adjoint de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, tout est dit.

Au-delà des analyses parfois contrastées sur l'effort de l'Etat et de la nation en faveur de l'enseignement supérieur, au-delà des réflexions sur les moyens envisageables pour renforcer et diversifier cet effort, la première journée du colloque organisé à Paris par le Monde et la Revue française de finances publiques sur le financement de l'enseignement supérieur, a surtout été révélatrice d'un changement d'attitude à l'égard du financement des études.

Le problème des droits d'inscription à l'université reste un sujet largement tabou et chacun ne s'est aventuré sur ce terrain qu'avec la plus grande prudence. « On ne doit pas toucher aux droits d'inscription sans une réflexion globale sur l'aide sociale et le statut de l'étudiant », devait ainsi souligner M. Gérard Delaunay, sénateur PS de l'Hérault.

De même, M. Alain Bismayré, professeur à Dauphine, a-t-il assorti d'un élargissement du système de bourse et de prêt sa proposition « iconoclaste » de modulation des droits selon les filières de formation. Quant à M. Yves Fréville, député d'Ile-et-Vilaine, il s'est montré favorable à une augmentation « modérée » des droits, à condition que cela ne se traduise pas par une diminution parallèle de l'effort de l'Etat.

Mais il est évident que le strict problème des droits d'inscription est aujourd'hui dépassé par une interrogation plus large sur l'absence en France d'un système global de financement des études.

Une société de caution

La démonstration la plus intéressante et concrète a été fournie par M. Olivier Spitzakis, directeur général de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Au départ, un constat simple : les deux systèmes actuels de financement des études sont insuffisants. Les bourses de l'Etat sont trop maigres et trop peu nombreuses.

Quant aux prêts bancaires, ils entretiennent les inégalités sociales puisqu'ils sont directement liés à la situation financière des parents. Au bout du compte, « sur dix étudiants, quatre interrompent leurs études sans avoir obtenu de diplôme ; deux d'entre eux le doivent à des conditions financières trop difficiles ».

Pour dépasser ces handicaps qui risquent d'être encore plus sensibles

si l'on ouvre plus largement les portes de l'université, la MNEF propose l'instauration d'un « droit au prêt pour tous les étudiants ».

Ce projet, qui vient d'être transmis au ministère de l'Éducation nationale, modifierait profondément les habitudes. Au début de chaque année universitaire, l'étudiant aurait le droit d'emprunter une somme fixée par décret, par exemple 20 000 francs, ce qui équivaut environ aux deux-tiers de ses besoins financiers. Le taux d'intérêt serait fixe et bonifié par l'Etat à hauteur de 50 %. Ces prêts seraient offerts pendant la durée des études et ne seraient remboursables qu'à partir du moment où l'étudiant touche son premier salaire avec une franchise maximale de cinq ans.

Enfin, « pour faire en sorte que le taux d'imparité reste dans des normes acceptables, ce qui est la seule garantie de continuité de système dans le temps », la MNEF propose la création d'une « société de caution mutuelle », qui prélèverait ses ressources sur chacun des prêts accordés et pourrait ainsi garantir la part non prise en charge par l'Etat.

Pour M. Spitzakis, ce système constituerait « un formidable bras de levier » économique. Il estime en effet que pour 500 000 étudiants bénéficiaires de ces prêts, la bonification des intérêts représenterait pour la collectivité nationale une charge de l'ordre de 3 milliards de francs, avec un différentiel de cinq ans, alors qu'elle permettrait d'injecter dès l'année de mise en application, plus de 12 milliards de francs dans l'enseignement supérieur.

D'autre part, ce mécanisme placerait chacun des acteurs devant ses responsabilités : l'Etat qui souhaite développer l'enseignement supérieur qui tirent profit du système de formation, et enfin les étudiants conduits à s'engager individuellement (le remboursement de l'emprunt) et collectivement (par le biais de la caution mutuelle).

Quelle réponse attendre des uns et des autres ? L'exemple fourni par M. Bertrand Cluzel, directeur du groupe Ecole des cadres, qui a mis au point pour ses étudiants un système comparable, démontre que les banques peuvent jouer le jeu.

Mais ce qui s'est fait à petite échelle (un millier d'étudiants par an) est-il généralisable ? L'attitude de l'Etat pour sa part est liée au coût de la facture. La tentation ne sera-t-elle pas grande, compte tenu des contraintes budgétaires globales, de puiser dans le budget de l'aide directe aux étudiants (les bourses) pour financer ce système de prêt ?

Les étudiants, enfin, sont-ils prêts à assumer la part de responsabilité personnelle qu'implique un tel mécanisme et admettre que leurs études sont un investissement avec la part de risque que cela comporte ?

GÉRARD COURTOIS.

Dans un rapport demandé par le premier ministre

Des propositions pour combattre la « tristesse » des lycées techniques

Le rapport de M. Jean-Pierre Luppi, député socialiste de l'Isère, sur « la vie des lycéens dans les établissements techniques et professionnels », qui a été rendu public jeudi 27 avril par M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, propose une série de mesures pour remédier au mal de vivre des élèves, qui est aussi souvent celui des enseignants.

Les élèves du technique sont souvent frappés de l'âge de la majorité où l'Etat leur a imposé de passer près de 50 % de leur temps scolaire dans leur « bahut ». « Pour qu'ils réussissent leurs études, pour qu'ils puissent s'insérer de façon positive dans la vie sociale et professionnelle, il faut sans aucun doute que la vie interne des établissements favorise leurs initiatives et leurs efforts », écrit Michel Rocard dans la lettre de mission à M. Luppi.

La réflexion menée par le député, épaulé par deux jeunes inspecteurs généraux, MM. Jean-Marc Favret et André Hussein, s'organise autour d'un constat : près de 60 % des lycéens des établissements techniques et professionnels évoquent « la tristesse, la vétusté, l'exiguïté » des locaux et insistent sur les problèmes de chauffage et d'hygiène.

Pour remédier à l'isolement dont souffrent les lycées techniques et professionnels, encore souvent considérés avec mépris par l'enseignement général, le rapporteur suggère un rapprochement progressif : des sections d'enseignement général seraient implantées dans les établissements techniques et inversement, tandis qu'une coopération entre les trois filières (enseignement général, technologique et professionnel) serait instituée.

Ph. Ba.

CORRESPONDANCE

La controverse autour de la morgue de Nancy

Une lettre du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

M. Hubert Maizy, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, nous prie de publier le texte ci-dessous en réponse à notre article (le Monde du 15 avril) intitulé « Controverse autour de la morgue de Nancy : le prix des autopsies ».

« Selon le journal le Monde du 15 avril 1989, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle aurait supprimé une prime de 250 F par autopsie allouée au gardien de la morgue qui apporte son aide aux médecins légistes ».

Le trésorier-payeur général n'a le pouvoir de créer ou de supprimer aucune prime. Son rôle se limite au paiement des dépenses publiques dans les limites autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

Au cas particulier, un décret du 6 mai 1988 modifiant le code de procédure pénale a actualisé la liste

des frais de justice susceptibles d'être avancés par le Trésor public (articles R. 92 et R. 93 du code de procédure pénale).

Une circulaire interministérielle du 13 septembre 1988 spécifie qu'il s'agit d'une liste exhaustive et limitative.

Cette réforme est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1988. Interrogé par un magistrat chargé de l'instruction au tribunal de Nancy, le trésorier-payeur général n'a pu que lui confirmer que le texte était entré en application à la date prévue.

En ce qui concerne plus particulièrement les frais d'autopsie, l'article R. 117 du code de procédure pénale fixe très précisément les honoraires versés aux médecins légistes pour les différents types d'autopsie. Ces honoraires ne peuvent être versés qu'à des médecins.

SPORTS

Football

Violents incidents aux Pays-Bas

De violents incidents ont opposé supporters néerlandais et allemands, mercredi 26 avril à Rotterdam, à l'occasion du match de football Pays-Bas-RFA (1-1), comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 1990.

ROTTERDAM de notre correspondant

Certes, tout s'est correctement déroulé dans le stade, où des précautions exceptionnelles avaient été prises au lendemain du drame de Sheffield : 5 % des billets n'avaient pas été mis en vente et 700 personnes avaient été engagées pour contrôler l'entrée des cinquante-cinq mille spectateurs soigneusement

filés et placés sous surveillance vidéo.

Mais c'est à l'extérieur du stade que les six cent cinquante agents des forces de l'ordre ont eu fort à faire. Dès le milieu de la journée, des échauffourées ont opposé les supporters dans le centre ville, contraignant la police à charger à plusieurs reprises. Des vitrines ont été brisées et un magasin de jouets a été pillé.

L'heure du match venue, d'autres incidents ont éclaté sur le grand terre-plein devant le stade. D'autre part, des « supporters » vus sans billet ont dérangé des spectateurs.

Judi 27 avril, au matin, aucun bilan précis n'était disponible. On parlait de quarante-cinq arrestations et de « plusieurs dizaines de blessés » dont certains, atteints par des coups de couteau, étaient dans un état jugé sévère.

CHRISTIAN CHARTIER.

AUTOMOBILISME : le Tour de Corse

10/10 pour Lancia

Malgré le climat social qui règne dans l'île, le Tour de Corse automobile, seule épreuve française comptant pour le Championnat du monde des rallyes, a pris fin sans incidents, le mercredi 26 avril à Ajaccio. Comme en 1988, où il avait triomphé au volant d'une Ford Sierra Cosworth, le triple champion de France Didier Auriol (Lancia Delta intégrale) s'est imposé en devançant son compatriote François Chatriot (BMW M3) de 1 min. 57 s. et le Finlandais Juha Kankkunen (Toyota Celica) de 3 min. 50 s.

L'ancien ambulancier de Millau, recruté cette saison dans l'écurie officielle Lancia, a toutefois dû attendre la dix-septième des trente-trois épreuves chronométrées pour prendre définitivement la tête de la course devant le médecin radiologue parisien.

Avec onze meilleurs temps en « spéciales », contre dix à Auriol, François Chatriot, qui disposait avec sa BMW M3 d'une voiture à deux roues motrices, a fait jeu égal avec Didier Auriol, qui a dû attendre l'apparition de la pluie pour imposer ses quatre roues motrices sur les routes glissantes.

Cette première victoire d'une Lancia dans l'île de Beauté depuis 1984 permet à la marque italienne, invaincue depuis le Tour de Corse 1988, de signer avec son dixième succès consécutif un « grand chelem » inédit lors du Championnat du monde des rallyes.

Un classement du Championnat du monde des pilotes, Didier Auriol accède à la deuxième place derrière son coéquipier italien Mikki Biasion, tenant du titre 1987 et 1988 et vainqueur des trois premiers rallyes de la saison à Monte-Carlo, au Portugal et au Kenya.

MÉDECINE

« Augmentation » préoccupante » des séropositifs en Polynésie française. — Le conseil des ministres de Polynésie française qualifie de « préoccupante » l'évolution du sida dans ce territoire du Pacifique sud où le nombre de séropositifs dépistés est passé de cinquante-sept à soixante-trois durant le premier trimestre de 1989. Du 31 mars 1988 au 31 mars 1989, la population séropositive a augmenté de plus de 64 % et le groupe des hétérosexuels avec partenaires multiples occupe une place de plus en plus importante dans les nouveaux cas dépistés.

Le Monde
PUBLIATI TOURSNI-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

COUPE DU MONDE : victoire de l'Ecosse. — L'équipe nationale d'Ecosse a difficilement dominé Chypre (2-1), mercredi 26 avril à Glasgow, en match de qualification pour la Coupe du monde 1990. Cette victoire permet aux Ecosse de rester en tête du groupe 5 avec neuf points. L'équipe de France est plus en retard, elle n'a que six points, ce qui ne lui permet pas de battre la Yougoslavie samedi 29 avril à Paris si elle veut conserver un mince espoir de se qualifier en comptant sur une improbable défaillance des deux favoris, la Yougoslavie et l'Ecosse.

TENNIS : Tournoi de Monte-Carlo. — L'Américain Jimmy Connors a été éliminé par l'Italien Paolo Canè (7-6, 6-1) au second tour du Tournoi de Monte-Carlo, mercredi 26 avril, en Principauté. L'autre surprise du jour est venue du Français Guy Forget qui a dominé l'Espagnol Emilio Sánchez (6-7, 6-4, 6-1), troisième joueur mondial.

150

**Études en SUISSE
BACCALAUREAT
(séries A, B, C, D)**
Statut officiel de Lycée français à l'étranger.
Autres cours sur demande.

**Ecole
Lémania
Lausanne**

Admission des élèves
des pays suivants :
Belgique, Espagne,
France, Italie, Japon,
Liban, Maroc, Pays-Bas,
Portugal, Royaume-Uni,
Suisse, Tunisie, Turquie,
Yugoslavie.

Offre de bourses
pour les élèves de
l'étranger.

Un grand école
fondée en 1908.

Tél. 021 22 61 00

Vie associative

Les handicapés affrontent la concurrence

Six centres d'aide par le travail
créent un groupement d'intérêt économique

UN centre d'aide par le travail (CAT) peut-il trouver sa place comme n'importe quelle entreprise dans les réseaux de vente ? Une dizaine de CAT regroupés autour du centre de Salon-de-Provence ont décidé de réunir leurs enfants pour venir à bout de leur talon d'Achille : le secteur commercial. Ils ont formé le 27 février un GIE (groupement d'intérêt économique) afin de promouvoir leurs produits (cous et vis) sous une même marque, Catservice, à travers la France entière. Mais, avant d'en arriver là, il a fallu près de quatre ans de recherches et de tâtonnements menés en solitaire par le CAT de Salon.

Comme bien des aventures associatives, celle-ci tient à un homme, M. Christian Vigier, qui n'a pas eu peur de prendre quelques risques et a su persuader et transmettre son enthousiasme. Formé dans le secteur industriel, M. Vigier était cadre dans un réseau de distribution de bricolage quand il a décidé de travailler avec les handicapés. En suivant la formation de directeur à l'Ecole nationale de santé publique à Rennes, il avait déjà un projet en tête : montrer, que malgré la spécificité de la main-d'œuvre (handicapés sévères), il était possible d'obtenir, en CAT, des produits de qualité défiant la concurrence.

Après avoir réalisé une étude de marché, le centre de Salon s'est orienté vers la fabrication de toute une gamme de vis, pointes et punaises, facilement réalisables par des personnes même gravement handicapées et ne nécessitant pas un grand investissement. Pour le conditionnement (fait également sur place), le centre a inventé des boîtes en plastique originales, faciles à suspendre et encastrables les unes dans les autres, ce qui facilite grandement leur rangement. Marque (Catservice) et modèles ont été déposés. Parallèlement, M. Vigier a mis au point un logiciel qui permet une gestion informatique de l'entreprise et un suivi précis du secteur commercial.

L'expérience a commencé sous forme d'une franchise. « Les personnels d'encadrement et les commerciaux des centres sont venus à Salon se former. Nous avons développé notre outil informatique de gestion pour la fabrication et le suivi des clients, nous avons sélectionné des fournisseurs de matières premières... et, le 17 février dernier, avec l'aide du crédit coopératif, nous avons créé un GIE (groupement d'intérêt économique) qui, nous l'espérons, nous donnera les moyens de porter notre projet dans le temps. »

Les avantages d'un GIE

Le GIE comporte de nombreux avantages. Il n'impose pas de capital de départ et, bien qu'il permette des actions commerciales, il n'est pas soumis à l'impôt... Si chacun est tenu par les engagements financiers de l'autre (par exemple : la solidarité en cas de liquidation), cette formule laisse toutefois une grande liberté à ses membres (les CAT).

Dans cet accord, les établissements s'engagent à acheter leurs matières premières aux fournisseurs dont ils ont arrêté la liste en commun ; ce qui est un moyen d'obtenir des conditions d'achat intéressantes. Les articles produits sont rigoureusement identiques, de même que leur présentation et leur prix. La commercialisation se fait sous le même logo et la même marque. Un spécialiste du domaine commercial doit être engagé pour démarcher les fabricants, réfléchir à l'évolution de la gamme et réunir régulièrement les responsables de vente de chaque établissement.

La loi sur l'obligation d'emploi des personnes handicapées, remaniée en juillet 1987, donne peut-être un petit coup de pouce à cette initiative originale. Celle-ci impose aux entreprises d'embaucher un certain nombre de handicapés ou de verser une contribution forfaitaire à un fonds spécial, d'utiliser la sous-traitance ou encore d'acheter des produits fabriqués par des CAT ou des ateliers protégés. En compensation, le gouvernement offre des dégrèvements fiscaux. La possibilité d'achats de produits faits par les handicapés est encore sous-utilisée à cause des difficultés d'évaluation. M. Vigier attire d'ailleurs l'attention sur ce problème et demande que des critères soient rapidement fixés.

Cela dit, Catservice espère bien s'imposer uniquement par la qualité de ses produits. Ce n'est qu'à ce moment-là que les présidents et les directeurs des CAT, qui n'ont pas hésité à se jeter à l'eau, estimeront avoir réussi l'insertion de leurs ouvriers.

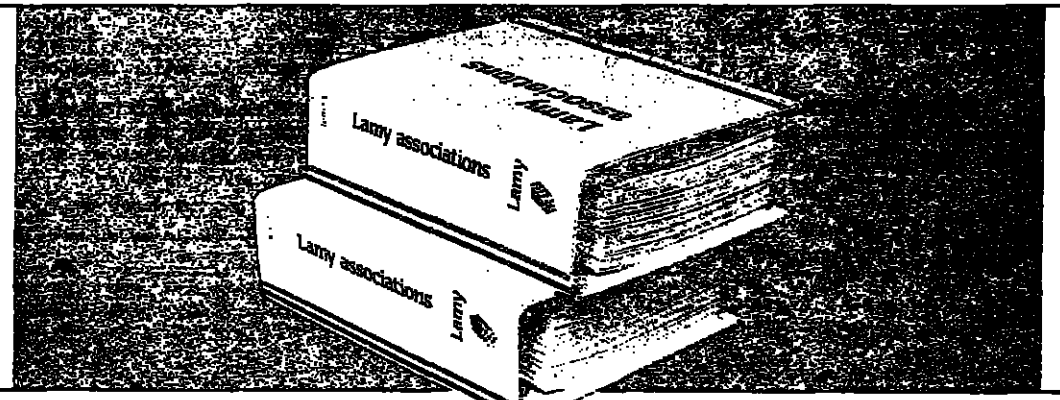
CHRISTIANE CHOMBEAU.

Petit à petit, Catservice s'est imposé dans la région et a pris de l'ampleur. La marque est arrivée rapidement à un stade où d'autres difficultés — liées à son succès — ont surgi. Passer à une phase supérieure imposait qu'elle soit distribuée par les grandes chaînes, ce qui demandait une capacité de production non plus régionale mais nationale. « Par ailleurs, explique M. Vigier, si nous voulions nous maintenir sur le marché, notre produit devait être compétitif. Il fallait qu'il apporte quelque chose de plus que les autres et que son prix tienne la route. Nous devons donc nous efforcer de chercher les meilleures conditions d'achat pour notre matière première, qui se trouve à l'étranger, de faire évoluer nos produits et d'en améliorer la gamme... » ce qui impliquait l'embauche de personnes qualifiées.

« Nous aurions pu faire de Salon une usine à vis. Nous avons préféré relever le défi à plusieurs : un CAT ne peut pas donner la priorité à la production et abandonner son rôle social interne. L'épanouissement des travailleurs handicapés dans le cadre de leur activité passe aussi par un travail de soutien. » La circulaire déjà citée spécifie que les CAT sont simultanément une structure de mise au travail (ils se rapprochent à cet égard d'une entreprise) et une structure médico-sociale dispensant les soutiens nécessaires aux handicapés. Informés de la démarche de l'établissement de Salon-de-Provence, dix CAT implantés dans différentes régions et gérés par des associations de divers horizons ont pris contact avec son directeur pour se joindre à lui.

Catservice, fabriqué et distribué par : CAT Les Cigales, Salon-de-Provence. Tél. : 90.42.03.00 ; CAT Le Pigeon Blanc, Pontivy. Tél. : 97.25.31.76 ; CAT de Saint-Denis. Tél. : 75.45.25.11 ; CAT Les Charmes, Paray-le-Monial. Tél. : 85.81.45.67 ; CAT Albi Jarlard, Albi. Tél. : 63.46.14.00 ; CAT Les Chevenières, Betting Saint-Avoid. Tél. : 87.81.68.63 ; CAT Jean-Mac, Le Mans. Tél. : 43.84.25.05 ; CAT L'Espoir, Troyes. Tél. : 25.81.11.89 ; CAT de l'Aigle, Alençon. Tél. : 33.34.59.40 ; CAT du Pré de la Bataille, Rouen. Tél. : 35.70.36.01.

Lamy associations : Attendu depuis 1901



Parce qu'il n'existait aucun ouvrage de référence pour les associations, les Editions Lamy ont créé le Lamy associations. Exhaustif, il aborde les aspects juridiques, la fiscalité, la comptabilité... Pratique, il illustre ses études détaillées de tableaux, de cas concrets... Actualisé, en 2 volumes à feuillets mobiles, il bénéficie de mises à jour permanentes. Opérationnel, il considère tout problème, d'ordre général ou particulier. Un allié précieux à commander dès aujourd'hui

LAMY ASSOCIATIONS : LE CŒUR A SA RAISON

BON DE COMMANDE

oui, je désire m'abonner pour l'année 1989 au Lamy associations
au prix exceptionnel de 1 130 F TTC (TVA 5,50 %) au lieu de 1 320 F TTC, payable uniquement la première année, franco de port et d'emballage.
Ce prix comprend l'achat de l'ouvrage de base en 2 volumes à feuillets mobiles et une provision de 370 F TTC sur l'abonnement aux mises à jour. En fin d'année, un compte définitif sera établi en fonction des mises à jour livrées, sur la base de 2,20 F TTC la page.

☐ Société ou ☐ Association
Adresse _____
Nom _____
Fonction _____

J'ai bien noté que je recevrai une facture, que mon abonnement est renouvelable par tacite reconduction, et que je pourrai y mettre fin chaque année un mois avant sa date d'échéance.
* offre valable jusqu'au 15 mai 1989.

Bon de commande à envoyer, accompagné de votre règlement à
Editions LAMY, 230 rue de Crimée, 75019 PARIS
Renseignements : 16 (1) 40 38 03 03

Vis, pointes et punaises

Pour M. Vigier, la gageure consiste à pallier les échecs de l'insertion individuelle par une recherche d'insertion collective. Autrement dit, de faire en sorte que l'entreprise et sa production percent sur le marché comme toute autre entreprise ordinaire. « Les travailleurs handicapés doivent trouver leurs produits dans les rayons des grands magasins, à côté d'articles concurrents, sans qu'il soit automatiquement fait référence aux handicaps de ceux qui les ont fabriqués. »

La facilité aurait été de faire ce que font finalement beaucoup d'établissements, c'est-à-dire de démarcher dans les environs pour rechercher des travaux de sous-traitance. Mais Christian Vigier a

Entreprendre Ensemble

INNOVER ET INVESTIR AVEC LE CREDIT COOPERATIF

Le Crédit coopératif est heureux de vous annoncer pour l'année 1989, deux nouvelles créations pour les Associations :

LE LIVRET EPARGNE PLUS = EPARGNE + CREDIT

Le PLUS, c'est la possibilité d'obtenir un crédit à un taux privilégié avec des garanties simplifiées.
Le « LIVRET EPARGNE PLUS », un moyen complémentaire de financement.

« CONFIANCE ASSOCIATIONS » UNE NOUVELLE GAMME DE CREDITS

• à moyen et long terme (de 2 jusqu'à 22 ans) avec des taux compétitifs,
• une réelle diversité d'options,
• des décisions décentralisées, donc plus rapides et des garanties allégées.

Crédit coopératif, la Banque qui fait confiance à ses sociétaires.

D.D.S. - BP 211 - 92092 NANTERRE Cedex - sur Michel et Crésus Coopérative Magasin
Tél. (1) 47.34.37.32 ou 47.24.29.88 34 14 code COCRA

L'année 1988
fixée, analysée, pensée, expliquée
par les meilleurs spécialistes.

Larousse et Le Monde
signent
le JOURNAL DE L'ANNÉE
édition 1989



Jp 11/11/89

Vie associative

L'internationale des grand-mères

LES « mamies » françaises en ont assez d'être considérées comme des incapables ! Un petit nombre d'entre elles ont décidé de se regrouper pour montrer qu'une vieillesse bien préparée réserve encore des plaisirs.

Le nom qu'elles ont choisi de prendre, les Panthères grises, fait

M^{me} Trude Unruh, élue sur la liste des Verts.

Les Grauen Panther n'avaient pas hésité à descendre dans la rue en 1975 et à occuper les hospices pour que les pouvoirs publics s'intéressent à leur sort. Dans un livre, *Appel à la rébellion*, M^{me} Trude Unruh explique sa philo-

sophie : ne plus avoir honte d'être vieux, s'exprimer et revendiquer ses droits. Son objectif est d'offrir une « assistance à l'auto-assistance », en aidant les personnes âgées à s'entraider.

Encore toute jeune (elle n'a été créée qu'en décembre 1988), l'association française ne souhaite pas suivre la démarche résolument politique des panthères ouest-allemandes - « du moins pour le moment », précise sa présidente, M^{me} Renate Gossard. Elle se démarque aussi légèrement des aînées américaines, dont elle juge

l'approche trop « ségrégationniste ». Formatrice au centre hospitalier régional de Reims pour le personnel d'animation des maisons de retraite, épouse d'un médecin en gériatrie, M^{me} Gossard, cinquante ans, a passé sa vie professionnelle auprès des personnes âgées pla-

neux contre les effets de la ménopause et l'ostéoporose... et favoriser des réseaux de solidarité entre personnes âgées et entre générations.

Les Panthères grises projettent d'organiser des réunions d'information dans les clubs de troisième âge, pour vaincre cette peur de vieillir qui tenaille trop les Français. La vieillesse a encore une mauvaise image. Pourtant, de plus en plus de mamies retrouvent leurs manches : dans le troisième arrondissement de Paris, les Mamies bricoleuses se sont emparées de scies et de rabots pour réparer les meubles ; d'autres ont préféré la plomberie ou l'électricité.

Seul cet esprit combatif peut empêcher les hospices de se transformer en mouroirs. Dès qu'on redonne aux personnes âgées quelques raisons de vivre, le climat est transformé. « Au CHR de Reims, nous avons ouvert une petite boutique. Celle-ci a eu un succès immédiat. Cette possibilité de s'offrir ou d'offrir quelque chose est très importante. Malheureusement, trop de personnes âgées sont placées sous tutelle et ne peuvent même pas profiter des économies qu'elles ont rassemblées au cours de leur vie. »

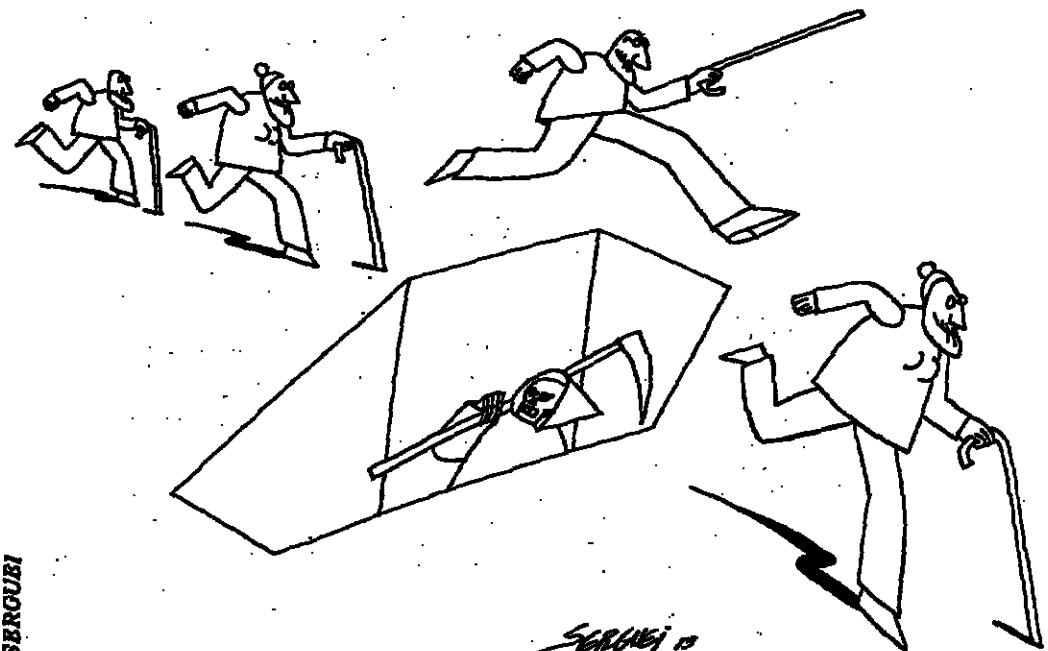
La scie et le rabot

L'association s'est donné deux objectifs : aider les femmes à maintenir leur corps en forme (principes simples de diététique pour éviter le cholestérol, traitements hormo-

Jeudi 27 avril, à 15 heures, les Panthères grises devaient trinquer avec les Gray et les Grauen et tous leurs amis. Elles profitaient du Salon des retraités organisé par Cité bleue du 24 au 28 avril au Parc floral de Vincennes pour célébrer leur baptême.

Ch. Ch.

★ Les Panthères grises, 3, rue Georges-Clermont, 75015 Paris. Tél. 45-75-06-60.



référence, bien sûr, à leurs grandes sœurs américaines, les Gray Panthers, qui, sous l'impulsion de leur présidente, M^{me} Maggie Kuhn, forment aujourd'hui un groupe de pression avec lequel le Congrès lui-même doit composer. Elles ont leurs journaux, et des quartiers - voire des villes, comme Sun-City... - sont réservés aux plus de soixante ans...

En Allemagne fédérale, les Grauen Panther, créées il y a une dizaine d'années, comptent environ quinze mille membres et ont une représentante au Bundestag.

fonda

sa lettre d'information

fonda
sa lettre d'information



outil d'information
indispensable
à tout responsable
associatif

2 numéros spéciaux

• n° 59
"Des parcours
d'insertion"
novembre 88 - 50 f

• n° 63
"l'association, un défi
aux exclusions?"
actes du colloque
de Bourg-en-Bresse
avril 89 - 50 f

abonnement 8 numéros par an
tarif 400 f
tarif réduit (pour les adhérents) 220 f
envoyez vos coordonnées
et votre règlement.

fonda
fondation pour la vie associative
18, rue de Varenne - 75007 Paris
tél. (1) 45.49.06.58



QUE FAIT LORIENT A SAINT-BART?

Réponse : Plastimo, New Marine et Tonnerre.

A Saint-Barthélemy et dans toutes les îles qui sont le paradis

des navigateurs, Lorient exporte dans chaque crique son

savoir-faire. C'est Plastimo, la référence accastillage, c'est New

Marine, le créateur constructeur des catamarans New Cat, c'est

Tonnerre, le Pro de la voilerie.

Trois entreprises lorientaises qui maîtrisent innovation, tech-

nologie des nouveaux matériaux, optimisation des composi-

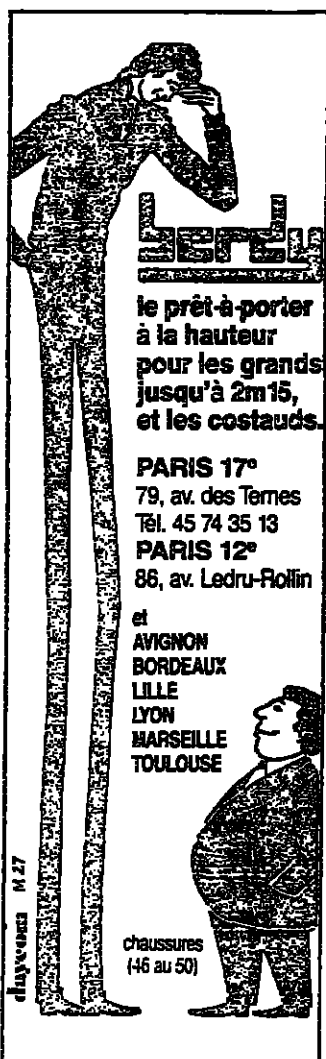
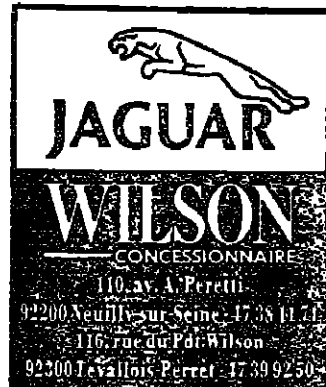
tes. Trois perles de Lorient qui brillent sur toutes les îles du

monde du nautisme. Hissez haut !

PLAISANCE :
CE QUE FAIT LORIENT
EST BIEN FAIT.

Agence de Développement Economique du Pays de Lorient. Tél. 97 64 50 85

(Publicité)



Guilson
TAILLEUR
HOMMES ET DAMES

79, r. Boissière, 75116 Paris
Tél. : 45-00-57-63
ou 45-01-65-94

NEUILLY AUTEUIL PASSY

NEUILLY, AUTEUIL, PASSY,
un quartier cultivant le sens du chic, du bon ton et du goût ajusté. Un charme particulier, de multiples places propices à l'échange et à la convivialité.

Tous les grands noms y ont apposé leur enseigne, proposant ainsi un choix multiple aux amateurs de shopping. Les boutiques, par vocation, offrent un accueil de qualité et personnalisé.

Soyez certains de retrouver les valeurs sûres de l'élégance parisienne en allant flâner à Neuilly, Auteuil, Passy, un quartier pour une appellation contrôlée.

● L'ADRESSE DE BALZAC !

Voici, sans doute, l'un des plus anciens magasins de Paris puisqu'il fut fondé en 1790 ! Au Petit Matelot, c'est son nom, qui reçoit Balzac, entre autres, parmi mille célébrités ! Tout ce qui touche la fin de la semaine, la chasse, l'équitation, etc., en matière de vêtements, se trouve ici, dans des styles classiques, de très bonne qualité et à des prix fantastiques. Voilà des vestes 3/4 en toile, imperméables ou non, aux cols divers, en beige, marine ou vert à partir de 745 F, très à la mode. Le pull en jersey marin, le vrai, à 300 F ! Si vous êtes un gentleman-farmer, au Petit Matelot est un paradis ! 27, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris.

● SAP HABILLE LA FAMILLE

Toute la famille peut s'habiller, de pied en cap, chez SAP, un magasin qui occupe une grande partie de la rue de Longchamp à Paris, à savoir les numéros 104-106 et 108 ! Voici des Levi's 501 à partir de 299 F seulement, des chemises Baxter à partir de 219 F, des vestes à carreaux pour hommes à 799 F. Bref, tout ce qui est sportswear et branché trouve sa place dans ce magasin. Les chaussures Sperry Popsider font bon ménage aussi bien avec la ligne unisex de la Compagnie Californie qu'avec les vêtements signés Cheviogon, sans parler des maillots de bain !

● LE VRAI SUR-MESURE !

En entrant chez le tailleur Guilson, vous ne vous trompez pas. Si vous cherchez un spécialiste qui propose le vrai sur-mesure, et qui respecte l'art de la tradition. Qu'on se le dise ! Un costume (en trois

semaines environ) de 7 000 F à 8 000 F selon le tissu choisi dans un vaste échantillonnage. Madame aussi est la bienvenue, même si elle choisit des tissus façonnés ! Voici encore de la semi-mesure à 5 600 F et, bien sûr, du prêt-à-porter pour hommes et pour femmes. N'oublions pas que le pull « Horse Guard » est ici, à partir de 495 F. 79, rue Boissière, 75116 Paris. Tél. : 45-00-57-63.

● JAGUAR SUR MOQUETTE !

Pour acheter une Jaguar, voici un magasin tout nouveau qui a l'air d'un grand salon, avec moquette et fleurs dans les vases. Vous pouvez donc venir en lin blanc si vous le souhaitez ! Ici, pas de cambouis ! Et cette maison, ouverte depuis deux mois à Neuilly, au 110, av. Achille-Peretti, a 30 ans d'expérience ! Le garage, quant à lui, se trouve à Levallois. Tous les modèles sont disponibles. Leur charme a d'ailleurs depuis des années connu un succès jamais démenti. Délai de 2 à 3 mois. Mais essayez d'abord, pour le plaisir.

● VIVE LE PARFUM

M^{me} Coudry, dans sa parfumerie « Le Lavandou », a beaucoup de cordes à son arc. Déjà, elle peut vous proposer toutes les meilleures marques, telles que Guerlain, Chanel, Estée Lauder, Clinique, Clarins, Shiseido, Lancôme, etc. En exclusivité : Valmont, une ligne de produits de beauté suisses à base d'ADN et d'ARN ! M^{me} Coudry veut revaloriser le parfum, c'est-à-dire l'extraire de parfum. Elle est d'un conseil précieux, d'autant plus qu'elle a tout compris en matière de talc, crème pour le corps, etc.

Elle vous aidera à mieux apprécier le jeu des parfums, car c'est un jeu à prendre très au sérieux ! « Le Lavandou », 11, rue des Huissiers, 92200 Neuilly.

● LA MODE A BONS PRIX !

Chez David Shift, le cadre est aussi élégant et agréable que les vêtements que vous y trouverez ! Et, cela, dans un très grand choix, à des prix absolument exceptionnels. Voici un bel exemple : les deux costumes, en super 100, ce tissu en laine très fine, qui ne se froisse pas, pour 4 995 F ! C'est aussi étonnant que les tailleurs « couture » pour femme, signés Missoni, Georges Rech, Coveri... à partir de 1 595 F ! Des robes d'été à 795 F, des jupes à 200 F. Pour monsieur, découvrez, sous les signatures Dior, J. Fath, Carven... des vestes à partir de 450 F et des beaux pulls à 300 F. 4, rue Marbeuf et 58, Fb-Saint-Honoré, 75008 Paris. Toujours au premier étage !

● BOWEN. LE REMÈDE DES PIEDS

La bonne adresse pour être chaussé, c'est chez Bowen ! Une fois encore il va vous surprendre et peut-être même créer l'événement de l'année ! Figurez-vous que Bowen propose quatre nouveaux modèles révolutionnaires ! D'abord, ils ont la fameuse semelle « ridge-way » en caoutchouc, connue pour ses qualités depuis 1924. Quant à la chaussure, elle est du meilleur cuir du monde, vraiment ! Un cuir qui s'appelle « novo-calf » à double tannage général, teint dans la masse et qui est d'une qualité extraordinaire ! 950 à 995 F, noir ou prune. C'est encore ici que vous trouverez les vraies chaussures de bateau à double semelle d'assure. 4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly.

● SIX PIEDS TROIS POUCES : ENFIN UN SPÉCIALISTE POUR LES PIEDS DES ENFANTS !

Où, dans les boutiques « Six pieds trois pouces », on ne jure que par les pieds de vos enfants, à savoir toutes les pointures de la naissance jusqu'à 40 ! Et puis, il y a une spécialité toute particulière : les chaussures des premiers pas, ceux que l'on prend toujours en photo, alors, autant que cela soit en

beauté, non ? Un très grand choix vous est proposé. Rien n'est trop beau pour les pieds de vos enfants ! Ils désirent des chaussures fantaisistes ? Qu'à cela ne tienne ! Ils en veulent de classiques anglaises, Start Rite, Little Mary ? Rien de plus facile ! 85, rue de Longchamp, Paris-16^e, et 78, avenue de Wagram, Paris-17^e.

● DÉPÊCHEZ-VOUS, CHEZ HECHTER

Oh là, il faut faire vite, même très vite, si vous voulez profiter de la nouvelle collection Printemps-Eté 1989 : Tee-shirts 100 % coton pour homme à 140 F. Blousons doublés à 1 325 F. Costumes pour hommes à 1 475 F. Chemises rayées à 335 F de toutes les couleurs. Une harmonie de couleurs et de matières vous est proposée dans cette superbe boutique. Bref le grand chic pour hommes et femmes au 71, rue de Passy à Paris et au centre commercial de Créteil-Soleil.

● CHURCH'S L'ÉLÉGANCE A VOS PIEDS

Par tradition, lorsqu'on pense plus belles chaussures du monde, on précise toujours qu'elles sont anglaises ! Et si, en plus, on dit « Church », alors là, on met vraiment les pieds dans ce qu'il y a de mieux et non pas dans le plat ! Si vous voulez offrir une paire de chaussures sans vous tromper, assurez-vous qu'elle porte cette signature ! Et vous pouvez aussi offrir une boîte de cirage de même signature, car mieux n'existe pas !

● SO BRITISH !

Un charme paisible règne dans le temple parisien de la décoration anglaise : Jade. C'est un grand espace dans lequel vous allez adorer flâner entre les plus beaux rotins, en passant par une ligne de sacs en tapisserie faite à la main. Vous aimerez aussi la présentation en situation qui donne mille et une idées. Voici encore de superbes verres et carafes soufflés main et dorés à l'or fin. Ici une parure de lit, ravissante, en dentelle, à des antiquités, une ligne pour enfants et pleine d'objets « au masculin ». Vous cherchez une idée de cadeau ? Jade, 71, avenue des Termes, 75017 Paris. Tél. : 40-55-02-19.

Ça vient de sortir

Offrez du bonheur

Comme les fleuristes, le parfumeur Caron a eu la bonne idée de proposer le « Muguet de Bonheur », mais en forme de parfum, évidemment ! Cette fragrance a été créée en 1932, en grance d'un mois. Aujourd'hui, elle est toujours pareille, sauf le conditionnement aux couleurs de sous-bois !

Café chic !

Si vous aimez le café Nectar, nul doute que vous avez aussi aimé le service créé spécialement pour la publicité de ce café de Jacques Vabre. Ce service a tellement plu au public qu'il est maintenant fabriqué par Gelb, et en vente moyennant 3 750 F le service complet.

L'Homme de Versace

M. Tout-le-Monde est prié de s'abstenir, l'eau de toilette du grand styliste italien Gianni Versace, « l'Homme », n'est décidément pas pour lui. Cette eau est une eau sensuelle et originale. Destinée alors à celui qui aime se différencier des autres par son style, mais, par-dessus tout, son fait aimer le bois de Galac d'Argentine, la mousse de chêne de Yougoslavie...

C'est rasant !

Mettez-vous à la dernière mode en matière de rasage avec Remington et son « Lektro-Lame ». Au premier regard, cela ressemble à un rasoir manuel mais, son plus, est d'être muni d'une pile, qui actionne deux lames jumelles qui vibrent dès que vous poussez un petit bouton ! C'est plus rapide, plus précis, plus confortable et moins irritant pour la peau puisque ces lames vibrantes ne la rident pas ! 120 F avec pile et six lames de précision.

Sèches moins vite !

La dermatologie a toujours reconnu le pouvoir hydratant des principes actifs d'origine végétale. Ceux qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd mais, en l'occurrence, dans celle de Lierac. Cette sérieuse marque de beauté vient de mettre au point, justement, une ligne, « Anti-Dessèchement » contenant une composition riche en ces mêmes principes, composée d'un lait et d'une crème corporels. Voilà qui nous empêchera d'avoir l'air d'un raisin sec !

Comment chat va ?

Chat va très bien pour nos amis les félins, toutes griffes dans le canapé ! Voici « Cat's », une petite dose destinée aux chats d'appartement. D'abord c'est un aliment complémentaire 100 % naturel contribuant au bien-être de votre minou, mais figurez-vous, qu'au bout du troisième jour l'odeur de son « pipi » est supprimée totalement. Voilà qui va sauver des couples ! Il ne reste plus qu'à faire taire le chien et tout sera parfait !

La colle parfaite !

Quelid, c'est la star de la colle pour papiers peints ! Elle vient encore, une fois de plus, de le prouver avec la colle papier vinyl et textile. Oui, les papiers modernes gonflent, s'exfolient, sont en relief, etc. Il fallait donc trouver, une colle qui leur convienne, c'est fait, 22 F le paquet (couvrant de 3 à 5 rouleaux selon la texture). Maintenant, vous me direz que le bricolage et vous, c'est un autre monde ! Bon, alors, un conseil, rejoignez le club « Sélection du Reader's Digest », il édite tous les jours des livres éducatifs très bien faits, et notamment « Le savoir-faire au quotidien » qui vous apprendra à coller du papier comme Michel-Ange ! 209 F, 448 pages. Tél. : (1) 46-64-16-16, ou écrire B.P. 101 - 92223 Bagneux cedex.

GUNNAR P.

L'élégance des prix

Couture hommes et femmes. Les grandes marques à des prix incomparables.

- un chemisier gratuit pour l'achat d'un tailleur
- un pantalon gratuit pour l'achat d'une veste
- 2 costumes de marque : 2 500 F

CLUB des 10

OUVERT DIMANCHE ET JOURS FÉRIÉS

Paris 8^e : 58, Fg Saint-Honoré (1^{er} ét.) M^o Concorde
St-Germain-en-Laye : 60 bis, rue de Paris (1^{er} ét.)
Lyon 2^e : 5, rue des Archers (1^{er} étage)
Ouverts tous les jours de 10 h à 18 h (Dimanche inclus)
Paris 8^e : 4, rue Marbeuf (1^{er} ét.) M^o Alma-Marceau
Ouvert du mardi au samedi de 10 h à 18 h

SAP

TOUT LE SPORTSWEAR
HOMMES - FEMMES - ENFANTS

104, rue de Longchamp 16^e SAP JUNIOR
106-108, rue de Longchamp 16^e
Tél. : 45-53-56-11 - M^o TROCADÉRO ou POMPE

Fondé en 1790

SPORT WEEK-END

au petit matelot

27, av. de la Grande-Armée, 16^e

six pieds trois pouces

chaussures enfants du 16 au 40

85, rue de Longchamp, PARIS-16^e
78, avenue de Wagram, PARIS-17^e

daniel hechter

71, rue de Passy, 75016 Paris
Centre commercial Créteil Soleil

Les femmes fidèles, la psychanalyse et la parfumeuse de Neuilly

Etre fidèle à un parfum, c'est souvent une erreur, c'est parfois une hérésie. C'est en tout cas ce que pense Nicole Coudry, qui dirige le Lavandou, une parfumerie de Neuilly, au 11, rue des Huissiers. Non seulement le visage évolue, mais une tranche de dix ans de vie suffit à transformer radicalement une façon de penser, un comportement, une personnalité. Porter un parfum parce qu'une amie l'utilise, ou bien parce qu'il est la dernière création d'une griffe prestigieuse, ne sont pas des démarches logiques pour cette parfumeuse psychologue qui connaît bien les alliances heureuses, qui croit à l'adéquation parfaite d'un parfum, d'une femme et d'un moment.

S'il est de plus en plus fréquent que des femmes de tous les âges viennent lui demander des conseils très personnalisés, sa clientèle est aussi très sensible à l'ambiance du lieu et au professionnalisme de ses collaboratrices. Trop de parfumeries ne sont que des épiceries, les remises ne justifient pas que l'on se désintéresse de l'acheteuse. A signaler qu'au Lavandou les clientes voient leur fidélité récompensée par de nombreux cadeaux. Ainsi jusqu'à la fête des mères, pour un montant d'achat de 350 F en produits parfumant, un flacon de 30 ml d'eau de toilette de grande marque leur est offert. Lundi au samedi, 9 h 30 à 19 h 30. Tél. : 47-22-95-30.

BOWEN

PRÉSENTE SA COLLECTION ÉTÉ 1989

4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly
14, avenue Mozart, 75016

Printemps Haussmann - Parly II - Vélizy II - Galerie Lafayette
11, rue Monsieur-le-Prince - 75006 50, rue du Bac - 75007
40, rue Saint-Honoré - 75001 5, Place des Termes - 75017
30, rue de Miromesnil - 75008 6, rue des Arts - Toulouse

L'étranger d'Edmond Jabès

Le récit d'un vertige intime
dans le monde et les mots
qui progresse de question en question,
de silence en silence.
Rencontre avec l'auteur.

« **A**u temps de l'inquisition, parmi les Juifs qui furent convertis de force, certains avaient transcrit dans un très petit livre l'essentiel des prières et l'essentiel du face-à-face avec Dieu. Ce petit livre, ils le dissimulaient dans une poche faite à l'ample doublure de leur manche gauche. Si, pour sauver leur vie, ils se devaient d'aller à l'église, de marmonner ou de s'agenouiller, ils pouvaient cependant caresser de la main droite, à l'intérieur de leur manche, le livre caché. Et cela les réconfortait, et cela les ramenait à leurs origines. Pour moi, ce tout petit livre où se cache l'essentiel, voilà le dernier livre. »

Edmond Jabès parle. Il se confie sans faire de confidences. On dirait qu'il prend appui sur l'écoute de l'autre pour, de phrase en phrase, poursuivre un monologue qui lui colle. C'est qu'il parle d'un livre qui fut et demeure pour lui une souffrance et une délivrance, un livre où il s'est comme jamais livré, un livre qui dit, jusque dans l'étrangeté de son titre, sa singularité et sa fonction de message ultime. *Un étranger avec, sous le bras, un livre de petit format* est le récit d'un vertige intime dans le monde et les mots :

recueil des questions et des doutes, paroles des limites de l'être et, plus que tout peut-être, offrande mystérieuse et blessée.

« Ce tout petit livre, c'est le livre qui a la dimension de nos deux mains ouvertes, et qui ne va pas au-delà, parce qu'il est profondément nôtre. C'est le livre du secret. C'est aussi le livre qui contiendrait le peu de pages qui resteraient d'une œuvre. Mais quelles sont ces pages ? Le choix est impossible. Alors, en proposant un livre qui n'est ni un résumé ni une anthologie, mais l'avancée extrême de tous les autres, c'est une façon de dire au lecteur : « Si ce livre tient dans vos deux mains, c'est que vous avez écrit l'essentiel de tout le reste. De toute une œuvre, vous avez conservé ce petit livre. Ce petit livre est votre. »

En confiant son livre au refuge de nos mains, Jabès tend à s'en déposséder. Il suggère que chacun se l'approprie, pour s'y trouver, pour s'y perdre. Il n'y a là nulle présomption : l'autre a sa place, ici, au cœur même de ce récit qui progresse de question en question, de silence en silence, et qui sait restituer leur intensité à ce que l'on appelle faussement les



Edmond Jabès, à la fois philosophe, alchimiste du langage et, surtout, poète.

« temps morts ». Quand l'échange de répliques s'interrompt entre les trois personnages qui sont trois reflets du même être, trois échos de la même absence, le livre accueille les aphorismes, les méditations, les bribes de la pensée la plus vive.

« La douleur est un ciel constellé »

Le « temps mort » se révèle le contraire d'un tombeau, dans son suspens surgit l'aimantation de la parole, la part du vertige, la part de l'effraction. La réflexion naît précisément de ce que réfléchit le vide dans les mots, comme une image surgirait du point aveugle d'un miroir. Jabès est alors

déchiffreur, éclairer, archiviste de textes inconnus : à la fois philosophe, alchimiste du langage et, surtout, poète.

« L'homme pleure pour Dieu qui n'a plus de larmes, depuis que, de chacune d'elles, il a fait une étoile. »

« La douleur est un ciel constellé. Toute la nuit est en nous. »

De telles accélérations poétiques trouvent le livre d'éclair, comme si, pour ouvrir la vue, il fallait soudain s'aventurer à un surcroît de lumière. Puis le dialogue reprend, qui sans cesse multiplie les approches, pour tenter d'évoquer celui qui toujours passe, celui dont le portrait ne sera jamais fixé : l'étranger.

« Celui qui vient, vers nous, est un étranger. »

— A quel te reconnais-tu ?

— A ses yeux, à son sourire, à sa démarche.

— Je ne vois rien, en lui, qui ne soit l'apanage de nous tous.

— Observe-le. Tu comprendras.

— Je ne le quitte pas des yeux.

— A l'infini, il doit son regard de myope ; au passé, enfoui dans sa mémoire, son sourire blessé — le sourire d'une très ancienne blessure ; à la crainte, à la méfiance, sans doute, la lenteur de sa démarche. Il sait que la fuite est illusoire. »

Ainsi commence une quête, et, à bien des égards, une traque. Le récit suit partout cet homme de mille part, aperçu dans tant de lieux répérables, où il a, dirait-on, ses habitudes, mais qui ne sont en rien ses lieux. Avec Jabès la question de l'étranger ne se dissocie pas de la question de l'être.

ANDRÉ VETTER.

(Lire la suite page 21.)

Apologie de la marquise de Merteuil

Le film de Stephen Frears est sur les écrans
du monde entier. Milos Forman met la
dernière main à son Valmont. On peut revoir
les Liaisons dangereuses de Vadim (1960).
Et si l'on relisait Choderlos de Laclos ?

Par PHILIPPE SOLLERS

PEU-ÊTRE Laclos ne serait-il pas autrement surpris de voir ses *Liaisons* représentées au cinéma en anglais, et de déchiffrer sur les lèvres de la marquise de Merteuil glissée dans la belle, bleue, intelligente et un peu massive Glenn Close le mot *war* (entendez Ouarr !) adressé à Valmont. On s'en souvient : il s'agit de la lettre 153. La marquise renvoie son ultimatum au vicomte avec cette seule annotation : « Hé bien ! la guerre. » Tout le livre est composé pour en arriver à cet Hé bien joyeux, mortel et intraduisible.

« Livre essentiellement français », écrivait Baudelaire en 1856 (tiens, l'année de la naissance de Freud). Et encore : « Les livres libertins commentent donc et expliquent la Révolution. » Il serait énorme que le bicentenaire de la Révolution française se cristallise dans cette résurrection sur grand écran de Laclos, et que l'étranger s'en occupe mieux que nous-mêmes.

On a beaucoup réfléchi sur les *Liaisons dangereuses*, mais la plupart du temps avec gêne. Malraux, en 1939, semble vouloir dire qu'avec la seconde guerre mondiale imminente un monde s'achève, comme à la fin du dix-huitième siècle. Il souligne la grande nouveauté technique du livre : le fait que, pour la première fois, des personnages de fiction agissent en fonction de ce qu'ils pensent, d'où « l'érosion de la volonté » qui les définit. Il a ce mot étonnant : « Le problème de Laclos reste entier, aussi intriguant peut-être que celui de Rimbaud. » Le poète visionnaire devenu un marchand consciencieux et soucieux d'économies en vue du mariage (Rimbaud), et le stratège littéraire de génie transposé en général conjugal roussiniste (Laclos), voilà en effet de quoi nourrir une curiosité insatiable.

Je m'en tiendrais à l'apologie du diable secret qui, s'il était compris, nous épargnerait sans doute bien des déchirements diaboliques : la marquise de Merteuil. J'ai pour elle, je l'avoue, une passion fanatique. « Personnage féminin le plus volontaire de la littérature », dit Malraux, en remarquant, le premier, sa ressemblance quasiment mystique avec Loyola. Oui, les *Liaisons* sont des exercices spirituels, dans tous les sens de ce mot. Baudelaire, encore : « La niaiserie a pris la place de l'esprit... Ordures et jérémiades. George Sand inférieure à Sade. » La marquise ? Voici son style : « Si vous n'avez pas cette femme, les autres rougiront de vous avoir eu. » Laclos est un expert en balistique ; il a inventé, à son époque, le boulet creux. Chacune de ses phrases a une courbe et une chute précises : elle vibre et explose en fins éclats pénétrants. Voilà une littérature conçue pour faire le plus de dégâts possible. Qui dira que nous n'en avons pas besoin ?

La gêne que provoquent les *Liaisons* ? Elle se manifeste dans le désir d'éviter la Merteuil, de tout ramener à la Présidente de Tourvel. On oblige le livre à se conformer à la phase romantique qui a suivi. On gomme autant que possible la parodie et le blasphème qu'il accomplit froidement par rapport au sentiment racinien et à l'effusion de la Nouvelle Héloïse. Il faut que l'interprétation aboutisse le plus vite possible aux états d'âme et à l'oppression de M^{me} Bovary, à ses tourments comme à ses vapeurs. « La marquise de Merteuil, c'est moi », aurait pu dire Laclos. Mais ici et maintenant, avec nos exploits de destructions scientifiques, ne sommes-nous pas plus que jamais au dix-neuvième siècle ? En dépit de Proust, Sainte-Beuve règne toujours, lui qui, préférant les *Mémoires* de M^{me} d'Épinay, rangeait Laclos dans la race « excrable », d'un « orgueil infernal » de ceux qui salissent l'amour.

Ceux qui salissent l'amour

Merteuil, c'est le mauvais œil, la mauvaise mère effrayante, la Méduse que personne ne peut souffrir (qu'elle soit défigurée et borgne, à la fin de l'aventure, est comme l'emblème de cette impossibilité de la regarder en face). Nous prenons pour argent comptant la conclusion « morale » de ce livre scandaleux et éblouissant, au lieu de comprendre en quoi elle n'est là que pour déjouer la censure. Les lettres de Laclos à M^{me} Riccoboni sont, de ce point de vue, un comble d'habileté et d'ironie. En vérité, ce roman est là pour démontrer à quel point tous les autres sont amoyeux, inutiles. La raison en est simple : leur incapacité à trouver l'équivalence entre dire et faire.

(Lire la suite page 21.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Journal 1942-1945

Lettres à sa mère

Correspondance avec Anna de Noailles

Cocteau ou la difficulté d'être « inactuel »

HITLER était le plus « sensible » des hommes, et l'individualisme français nous a privés des bienfaits de l'« hypnose collective » ! Voilà donc ce qu'est arrivé à penser, en pleine occupation allemande, un des enchanteurs de ce siècle, à force de se croire hors du temps... On a beau renâcler à ouvrir le dossier trop souvent feuilleté des artistes « collabos », la révélation du *Journal* de Cocteau entre 1942 et 1945 est une occasion trop sidérante, trop vertigineuse de s'interroger encore une fois sur les risques de défile chez les artistes qui s'imaginent au-dessus de l'événement. De la difficulté d'être... inactuel !

EN 1948, les amis Auric et Bérard ont eu raison de déconseiller une publication : exhumant ces pages, c'eût été chercher les « paires de claques ». En 1952, le texte restait un brûlot. Cocteau le remit sagement dans une armoire. Des proches ont ensuite préparé une version expurgée, débarrassée des énormités les plus encombrantes. Les coupes projetées, et indiquées aujourd'hui en marge du texte intégral, attestent la vanité de ces charcutages où se mesure un des moindres mérites de l'amitié : la prudence rétrospective pour deux.

Un quart de siècle après la mort du poète, et près d'un demi-siècle après les faits, le responsable de la présente édition, Jean Touzet, estime qu'il est temps de prendre les bœufs de Cocteau pour ce qu'elles seraient : les égarements d'un rêveur que la presse des deux temps rejetait, qui ne s'abaissa pas à suivre Brasillach et Jouhandeau en Allemagne, dont l'ami Marais giffa un critique pro-nazi (avant de s'engager dans les troupes alliées), qui s'inquiétait des « boy-scouts criminels » de la collaboration, qui chercha à sauver Max Jacob et à qui devrait profiter, en tout cas, l'« immunité poétique ».

Ly aurait à dire sur cette immunité, que Cocteau, dans son orgueil, n'invocait pas ! La perplexité où plongent ces pages est d'un autre ordre. L'auteur déraile moins qu'on ne le dit, pour sa défense. L'actualité le préoccupe ; (comment ne le ferait-elle pas ?). Ses raisonnements ne faillissent pas à la logique. Ce qui fascine, et n'a pas fini de nous instruire, c'est que le chantre des révoltes singulières et de la marginalité en vienne à véhiculer sans examen les pires sottises de son ami Arno Breker sur l'âme collective ou le pacifisme attendrissant de Hitler, uniquement pour s'être cru « inactuel » non engagé, et affranchi de la vile politique !

On a souvent réduit ses torts à l'éloge de Breker lors de l'exposition du sculpteur, à Paris, en mai 1942. Vu de la « haute patrie des poètes », les torsos musculeusement héroïques de l'ami personnel de Hitler nous « parlaient de la France ! ». Cocteau a souvent insisté sur ce grief, sans doute parce qu'il le savait mineur. Il y a plus insensé, et que le *Journal* met au jour : la conviction, entretenue presque jusqu'au bout, que l'avenir français devait passer par l'Europe du Führer !

CETTE conviction, où il est difficile de ne pas voir un engagement tel qu'il les rapproche aux autres, on la perçoit à travers son insensibilité glacante aux malheurs de ceux dont il ne partage pas les vues. Lui que le moindre coupure de courant exaspère, et que l'on sait capable de moins d'égoïsme, c'est sans commentaire qu'il note le nom de « vivier » donné par les dénonciateurs communistes à la cellule où les Allemands enferment leurs réserves de fusillables.

(Lire la suite page 20.)

FRANÇOIS MAURIAC

Nouvelles lettres
d'une vie

Correspondance de François Mauriac recueillie,
présentée, et annotée par Caroline Mauriac.

« Ce livre, *Nouvelles lettres d'une vie*, est
terriblement attachant : Mauriac au cours de ses
missives se bagarre en tant qu'écrivain, mais
surtout il touche aux événements de toutes les vies,
à l'histoire du pays. »

Michel Cournot / Le Nouvel Observateur

« Il n'y a que dans la correspondance, et sa
brillante prose de confessional, que François
Mauriac montre son vrai visage. »

Jérôme Garcin / L'Événement du Jeudi

« Pour nous, Mauriac, c'est le bon temps de la
littérature, quand elle comptait encore. »

Bernard Frank / Le Monde

GRASSET

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

● EN POCHE

● La Brinvilliers, marquise pour l'état civil et empoisonneuse pour l'opinion publique, œuvre de l'arlette Lebigre en marchant pieds nus vers l'échafaud. L'Affaire des poisons, ce petit ouvrage rédigé comme un récit et documenté comme une thèse, fourmille de ces personnages sombres et archaïques, arrivistes ou demi-fous, qui firent trembler la fin du siècle de Louis XIV. Pourquoi tuaient-ils, ces bourgeois endimanchés, ces traîne-misère ou ces aristocrates en perruque poudrée ? Comment se donnaient-ils la main et conspiraient-ils ensemble, malgré les hauts murs de la hiérarchie sociale ?

Le récit, toujours vif et précis, d'Arlette Lebigre, entraîne le lecteur dans les dédales d'une société bloquée, qui utilisait le poison, la sorcellerie et les alchimies de toutes sortes pour se débarrasser commodément des gêneurs. L'auteur montre aussi fort bien les étirements et les hésitations qui firent de ce gigantesque procès l'un des préjudes à l'élaboration d'une justice moderne. (L'Affaire des poisons, d'Arlette Lebigre, Editions Complexe.)

R. R.

● « La vérité n'a jamais figuré au nombre des vertus politiques, et le mensonge a toujours été considéré comme un moyen parfaitement justifié dans les affaires politiques. » « On ne saurait s'intéresser à l'histoire et à la politique sans se rendre compte du rôle immense que la violence n'a cessé de jouer dans les affaires et dans le comportement des hommes... » Partant d'une analyse des documents du Pentagone sur le Vietnam, Hannah Arendt livre une réflexion approfondie sur ces deux concepts fondamentaux de la vie politique internationale (Du mensonge à la violence, Presses-Pocket, « Agora », n° 37).

● De Hannah Arendt également, « Folio Essais » reprend les huit exercices de pensée politique sur la crise de la culture. Traduit de l'anglais par Patrick Lévy (n° 113).

● Dans la même collection, le premier livre de Gilles Lipovetsky, « L'ère du vide, qui regroupe », plusieurs essais sur l'individualisme contemporain (n° 121).

● Paru en 1987, l'ouvrage de Bruno Etienne sur l'islamisme radical donnait une vision synthétique des différents courants de pensée politiques et religieux composant l'islam contemporain (Livre de poche, « Biblio-Essais », n° 4103).

● Des quarante années qu'il a passées en Asie, de 1937 à 1977, notre ancien collaborateur Robert Guillaud a ramené l'orient extrême, livre de souvenirs et d'histoire sur un continent en effervescence (Saul, « Points Actuels », n° A84).

● Dans la même collection, en littérature étrangère, signons l'Autobiographie de tout le monde, de la grande prêtresse de l'avant-garde américaine en France, Gertrude Stein (traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra, n° R340) et les Cent Premières Années de Nino Cochi, Mémoires du petit-fils du chef apache Cochise, rédigée avec A. Kinney Griffith (« Points », n° R347).

● La peur et l'angoisse comme thèmes littéraires dans deux anthologies : celle intitulée les Evénements des ténèbres, qui rassemble les œuvres d'Ann Radcliffe, Mary Shelley, John Sheridan Le Fanu, Bram Stoker et Gustav Meyrink (c'est Francis Lacassin qui présente le volume dans la collection « Bouquins », Robert Laffont) et l'Anthologie de la peur, composée par Eric Jourdan (« Points », n° 202).



LETTRES ÉTRANGÈRES

Les feux d'artifice

de Tadini

« Ah ! ces Italiens ! », clame sans aménité, dans la *Longue Nuit*, un officier nazi en retraite d'Italie alors que les alliés remonteraient lentement, inexorablement, la Botte, et que, bientôt, Mussolini sera pendu à Milan par les partisans — et par les plaies. Encore, peut-on penser, un de ces récits inspirés par l'histoire de l'Italie entre 1943 et 1945... Mais il y a plus dans le livre d'Emilio Tadini.

En vue d'un « papier » à sensation, le reporter d'un journal milanais d'aujourd'hui part à la recherche, avec son photographe, d'un mytique trésor de la *Walmacht* défilée. Un « archéologue » mène l'auteur sur une piste qui l'amène sur les rives du lac de Côme, où vit encore la toujours belle Sibilla, comédienne, cartomancienne, spécialiste du mironton pour gourmets de luxe, mais surtout maîtresse, jusqu'au bout fidèle, d'un granguignolesque hiérarque fasciste. C'est la bonne piste ? Las ! Le hiérarque — ancien commandant des « troupes chemelles » d'Afrique, puis chef de la sanguinaire milice de la République de Salò avant de

somber, avec le naufrage mussolinien, dans l'émigration — vient de mourir, le jour même, dans sa somptueuse villa du lac.

La « venue » a fait hisser son corps au faite d'un catalfalque surréaliste. En attendant d'effarantes obliques — en présence de « gauleiters à la retraite » et de divers fantômes — elle conte au journaliste, durant toute une « longue nuit », la biographie « romancée » de son héros. C'est tout. (Il y a belle lurette qu'on ne cause plus du tout, évidemment, du trésor de la *Walmacht*.)

C'est tout, mais de page en page c'est un festival. A l'italienne. Une profusion de situations, de délirés, d'images, de personnages, d'humour, de férocité, de mots télescopés, capables de double sens et d'évocateurs typiques. A côté du grand défilé dans tous ses états et du reporter un peu lunaire qui mène sa narration à celle de la tormenteuse Sibilla, tous les « seconds rôles » ont une vigueur que quatre pages, quatre lignes, quatre mots ou une seule image d'Emilio Tadini suffisent à imposer.

JEAN RAMBAUD.

★ LA LONGUE NUIT, d'Emilio Tadini, traduit de l'italien par François Lévy, Lieu commun, 326 p., 120 F.

PHOTOGRAPHIE

Une nouvelle

collection

Nathan Image poursuit son action en faveur de l'image fixe. Sous le titre « Les maîtres de la photographie » sont repris les volumes parus depuis 1987 chez Aperture. Le format et la maquette sont identiques. Les deux premiers tomes sont consacrés à Edward Weston et à Dorothea Lange.

Weston avait pour principe qu'une photo devait être visualisée avant la prise de vue. Engagé dans la semi-abstraction, il avait pour projet d'ouvrir par la photographie à une nouvelle vision du monde.

Mené par un idéal de perfection, il croyait à l'harmonie de la composition ainsi qu'à la subversion par le basculement. Un gros plan de roche érodée, un pavillon, une cuvette de WC avaient à ses yeux une valeur égale.

Purité, classicisme et dénuement sont trois mots qui caractérisent l'œuvre de ce formidable découvreur de formes.

Il était dégagé de tout souci social, à l'opposé de Dorothea Lange, auteur de photos puissantes destinées à dénoncer la misère et l'injustice.

Dotée d'une bibliographie et d'une biographie, ces monographies complètent parfaitement celles de la collection « Photo Poche » éditée par la CNP.

Les prochaines livraisons seront consacrées à Stieglitz, Strand et Alvarez Bravo.

PATRICK ROEGIERS.

★ NATHAN IMAGE, LES MAÎTRES DE LA PHOTOGRAPHIE, 95 p., 89 F.

RELIGION

Le poème

de maître Eckhart

Attentives aux expressions poétiques étrangères — du Japon à l'Italie ou aux pays arabes — les éditions Arfuyen ont également inscrit ces dernières années à leur catalogue quelques-uns des grands noms de la spiritualité chrétienne, tels que Bérulle, Tauler ou Silesius.

Après un choix de textes de maître Eckhart sur l'humilité, cette maison qui a ses attaches en Alsace, publie le seul poème connu du grand mystique rhénan (1260-1328). Le poète n'était pas, comme pour d'autres auteurs de l'histoire du mysticisme, un mode d'expression habituel du vieux maître médiéval : ce *Gratum sinapis* (le grain de sénevé), probablement une œuvre de jeunesse, n'en est que plus éloquent.

Les huit périodes du poème sont moins un condensé de la doctrine de maître Eckhart que la description d'un cheminement spirituel qui mène de l'engagement du Verbe divin à l'abandon de l'âme à Dieu qui est non-être. « Dieu, qui est sans nom, est insaisissable et l'âme dans son fond est aussi insaisissable qu'il est insaisissable », affirme Eckhart dans l'un de ses sermons allemands (1). Alain de Libera, qui traduit et présente le *Gratum sinapis* (2), a fait suivre cette œuvre de la traduction d'un commentaire latin anonyme qui explique la sens et la portée du poème.

P. Ka.

★ POÈME de maître Eckhart, Arfuyen, 68 p., 65 F.

(1) Jeanne Angélique-Hustache a publié une magistrale édition de l'œuvre allemande (*Traktat und Sermon*) d'Eckhart en quatre volumes (Seuil, 1971-1979).

(2) Alain de Libera (avec Édouard Weber et Emile Zam Baum) a entrepris une édition en dix volumes de l'œuvre latine de maître Eckhart. Deux volumes parus : *Commentaire de la Genèse* et du *Prologue de l'Évangile selon Jean* (éd. du Cerf).

● EN BREF

● Nous apprenons la mort du poète milanais ANTONIO PORTA. Né en 1923, il avait fait partie, dans les années 60, du groupe d'avant-garde l'Oratorio, avec notamment Edoardo Sanguineti, Nanni Balestracci et Elio Pagliarini. Parmi ses recueils, citons *Il Rapporto* (1966), *Cara* (1969), *Week-end* (1974), qui marque la résurgence de son engagement poétique et social. *Passaggi* (1980), Antonio Porta est également l'auteur de plusieurs romans, dont *Paradiso* (1967).

● La bibliothèque municipale de Sceaux (7, rue Honoré-de-Balzac) et la librairie Le Roi Léo, (4, rue Florian), présentent jusqu'au 28 mai une exposition consacrée à la rencontre, en 1938, de JULIEN GRACQ et JOSE COCTU. Y sont rassemblés documents, lettres, éditions originales, dessins, pour certains totalement inconnus à ce jour, provenant de collections particulières, notamment de la bibliothèque José Cocteau à Paris. (Renseignements à la Bibliothèque de Sceaux, 46-61-29-50, et au Roi Léo 43-50-28-60).

● Quatre ouvrages ont été sélectionnés pour le GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADEMIE FRANÇAISE, qui sera attribué cette année le 11 mai. En novembre dernier, l'Académie française avait décidé de revenir à la tradition en attribuant désormais son Grand Prix du roman en mai et non plus en novembre, une convention de la maison des prix littéraires. Voici cette sélection : *Le Roi de la dode* de Camille Desmoulins (Albin Michel) ; *La Chanson de Marie*, de Louis Nucera (Grasset) ; *La Femme de pierre* de Marie Perle (Grasset) ; *La Corvée de siècle*, de François Sureau (Gallimard).

● M. Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur de la Bibliothèque nationale, vient d'annoncer la création d'un prix destiné à récompenser chaque année une « personnalité de l'histoire des lettres et des sciences humaines pour l'ensemble de son œuvre ». Doté d'un montant de 100 000 F, ce GRAND PRIX DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE, auquel la société Montblanc-France apporte son soutien, sera décerné pour la première fois en novembre à un auteur vivant dont l'œuvre est rédigée en langue française.

● Le PRIX PSYCHE 1988 vient d'être décerné à J.-J. Corbière et Cl. Harroche pour leur livre *Histoire du Vierge : Explorer et faire ses émotions, du seizième au début du dix-neuvième siècle* (Ed. Klincksieck).

LA VIE LITTÉRAIRE

Passage en revues

Histoire, idées, sociétés

DANS le numéro d'avril de la *Revue française de science politique*, Evelyne Ritaine développe avec brio la description d'un concept économique-politique paradoxal, celui de « modernité localisée ». On admet en effet communément que la modernité — universaliste — s'oppose à la tradition localiste, le développement des sociétés modernes se faisant au dépens des sociétés et des cultures locales. Pour appuyer son renversement de perspective, Evelyne Ritaine tire certaines « leçons italiennes » du développement régional. Il était de bon ton chez les sociologues de rejeter les retards de développement de certaines régions périphériques italiennes dans la catégorie de l'archaïsme.

Or, c'est ce « retard » même qui constitue aujourd'hui la principale ressource de ces régions, alors qu'à l'échelle des nations (Espagne, Portugal, Italie, Grèce ou Irlande — pour ne pas parler des pays du tiers-monde) l'industrialisation tardive provoque des handicaps, parfois considérés comme insurmontables. Dans l'Italie du Centre et du Nord-Est, au contraire, le passage d'une culture artisanale du travail à celle d'une myriade de PME dynamiques, la moindre exacerbation des tensions sociales par proximité des acteurs, le « nationalisme » local qui inspire les personnages politiques de camps opposés et qui leur fait rechercher des consensus locaux, tout cela favorise une créativité, une cohésion, une flexibilité et un esprit de conquête qui font défaut aux lourdes et antiques métropoles productives. Ce qui se passe en France dans le Languedoc-Roussillon, en Bretagne ou en Alsace pourrait sans doute servir également d'exemple à cette

émergence de la « modernité localisée ». Malgré notre tradition centralisatrice, *Revue française de science politique*. Volume 39, n° 2, 236 p., 95 F.)

50, rue de Varenne, supplément franco-italien de *Nuovi Argomenti*, édité par l'Institut culturel italien de Paris, donne un exemple particulièrement éclatant de la manière dont nos voisins articulent la tradition et la modernité. Partant d'un colloque consacré à Giacomo Leopardi et d'une œuvre fortement marquée par le sentiment de stupeur de l'homme devant l'infini, les promoteurs de ce numéro, Umberto Eco et Claudio Chioldi, nous font passer d'études littéraires et philosophiques sur cet immense écrivain — scandaleusement mal connu en France — à des contributions de mathématiciens, de physiciens et de cosmologues sur d'autres dimensions de l'infini qui, loin de banaliser l'effacement de Leopardi devant l'immensité de l'inconnu, en retrouvent le vertige, à la fois intellectuel et émotionnel. (50, rue de Varenne. Distribué par l'Institut culturel italien de Paris. 136 p., Editions Mondadori.)

Mario Praz (1896-1982) fut le représentant le plus vif de cette famille de sages, tout à la fois régionalistes et européens, anarchiques et modernes, attentifs aux détails du quotidien comme aux mystères de l'univers qu'André Chastel nomme « les libertés érudites ». Le numéro qui *Cahiers pour un temps consacré* à ce merveilleux homme de culture et de plaisir ne se contente pas d'évoquer par de nombreux témoignages la figure de cet intel-

lectuel raffiné et épicurien, collectionneur et généreux, savant et prince, qui enseignait l'Italie aux étudiants de Manchester et l'Angleterre à ceux de Rome.

Elle nous ouvre aussi à la lecture d'une œuvre considérable sur l'ensemble de la culture européenne qu'on commence à traduire en France — notamment *Le Chien, la Mort et le Diable dans la littérature romantique* (Denoël) — mais dont de grands pans nous demeurent encore inconnus. On nous annonce le *Gold néoclassique* (Le Promeneur), le *Pacte avec le serpent* (Christian Bourgois) et la *Maison de la vie* (L'Arpenture/L'Age d'homme), mais il faudrait également rééditer l'étonnante *Philosophie de l'ameublement*, parue en 1964 chez Tisné et qui donnait toute son ampleur aux explorations de Praz pour qui le plaisir de l'art ne s'est jamais séparé des interrogations essentielles que suscite toute création. (*Cahiers pour un temps*. Centre Georges Pompidou, 302 p., 120 F.)

● Ne quittons pas l'Italie sans signaler dans la revue 1848, *révolutions et mutations au XIXe siècle* deux études, l'une d'Alexandre Garrone, l'autre de Renato Monteleone, sur la célébration du centenaire des Trois Glorieuses dans l'Italie fasciste et sur la célébration du centenaire de la commune de Paris au moment où le système politique italien paraissait vaciller devant le terrorisme. Deux manières de montrer la lecture orientée de l'histoire qui supporte toute commémoration. (1848. Bulletin de la société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle. N° 5, 1989, 218 p., 100 F.)

PIERRE LEPAPE.

Gallimard

joue l'Europe

Sans attendre 1993, M. Antoine Gallimard, PDG des éditions qui portent son nom, vient de « recruter européen ». M. Teresa Cremisi, qui va assurer des fonctions de coordination du développement éditorial, arrive d'Italie. A quarante-trois ans, elle a déjà vingt-cinq ans d'expérience dans l'édition. Elle a passé toutes ces années à Milan, chez Garzanti. « C'est une maison qui possède un secteur littéraire publiant quatre-vingts à cent livres par an, explique-t-elle, avec des auteurs tels que Gadda, Pavese, Capote, Tournier et Haridke ; mais qui a aussi une collection de classiques et fabrique des livres scolaires, des encyclopédies, des dictionnaires... »

M. Cremisi a débuté à dix-huit ans comme rédactrice pour un dictionnaire de français. Après avoir travaillé dans la section des encyclopédies, puis écrit des livres scolaires (pour les onze-quinze ans), elle est devenue directrice littéraire, puis directrice de la fabrication, directrice éditoriale et enfin directrice générale « dans une structure de direction bi-départementale, avec le directeur commercial ». Au terme de ce parcours sans faute, il n'y avait plus, chez Garzanti, de quoi nourrir le goût d'entreprendre de M. Cremisi. C'est alors qu'est arrivée la proposition de M. Antoine Gallimard.

Jo. S.

— LA VIE DU LIVRE —

STAGE D'ÉDITION

Spécial Salon du Livre
Les rouages de l'édition : la direction littéraire, les services commerciaux, la diffusion, la distribution, la fabrication, le service de presse, droits étrangers et cession, etc.

Entrée gratuite au Salon

Rem. et inscriptions :

S.L.P.E.L.

8, pl. de la Sorbonne, 75007 Paris.

Tél. : 45-51-55-50

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

JP 11/150

● ROMANS

Norbert Régina et la fin d'un monde

A travers l'histoire de deux familles,
l'Algérie de 1942 à 1954 :
quand la France des Lumières s'est reniée.

NORBERT REGINA a eu raison d'évoquer, dans son nouveau livre, une période plutôt mal connue de l'histoire de l'Algérie : celle qui s'étend du débarquement allié de 1942 à l'éclatement de l'insurrection en 1954. Il met en scène deux familles : les Partouche, juifs d'humble condition qui tiennent une vieille bijouterie dans une rue sombre d'Oran, et les Régier, riches bourgeois habitant le centre-ville. Des frontières sociales et religieuses, apparemment, les séparent.

L'amour que se portent Nina Partouche et Luc Régier se heurte à l'obscure du « déclassement » d'Agathe Régier et à l'intransigeance du patriarche Abraham, redoublant qu'en se mêlant aux catholiques les juifs ne « rentrent leur foi ou, du moins, la laissent en friche ».

Pourtant, l'obscure du sentiment amoureux finit par vaincre les résistances familiales et la méfiance de l'époque envers les mariages mixtes. Car tous se ressemblent, au fond : malgré les clivages sociaux, ils appartiennent à une même communauté dont Norbert Régina restitue avec jus-

tesse — sans jamais tomber dans les facilités de la reconstitution folklorique — la permanente oscillation entre le soleil et l'ombre, le goût du théâtre et l'attrait du secret, la propension à l'exhibitionnisme et la gravité cachée.

Tous « croyaient à l'éternité », oubliant de se poser la question de leurs privilèges et n'imaginant pas de terme aux rites du bonheur collectif — les promenades dans le bois des Planteurs et les siestes, après les bains, sous les maisons de toile de la plage de Sainte-Clotilde.

Quelques hommes seulement, plus sensibles et lucides, ont la sensation d'une paix tremblée, minée de l'intérieur. Thomas Régier, médecin libéral, attentif à la misère des paysans musulmans, perçoit l'urgence « de faire bouger et de réformer ». Languissant un défi à son propre milieu, il s'engage dans l'action politique et se fait élire comme délégué à l'Assemblée algérienne.

Il s'élève contre « l'aveuglement paternaliste » du sénateur Borchette, qui, fier d'avoir transmis des « immensités de collines » en domaines de vignes et



d'orangers, défend la caste des « prépondérants » : les plus fortunés des colons, qui, soucieux de protéger leurs intérêts financiers, empêchent toute évolution de la situation algérienne. La lente chute de Thomas Régier — provoquée par une erreur dramatique qu'il commet au cours d'une opération — la perte de son honneur et sa dérive amère sont, pour le romancier, le symbole de la fin d'un monde.

Un monde qui a déjà basculé au moment des massacres de Sétif, en 1945 : il se situe le traumatisme fondamental. Yacéf Radaoui, ancien camarade de Lucien Partouche, en est le témoin direct. Puisque la France des Lumières s'est reniée, il choisit l'action immédiate et meurtrière, emporté par la haine dont son cœur est « saturé ». Il n'est plus qu'un « exécuteur », cherchant à être un hors-la-loi — en attaquant la poste centrale d'Oran — avant de diriger la zone oranaise de la rébellion à la Toussaint de 1954. Le romancier montre bien cette transformation radicale d'un homme d'autant plus assoiffé de vengeance et de pouvoir que ses idéaux anciens ont été bafoués.

Malgré certaines lourdeurs dues à une volonté trop appuyée d'explication qui s'accorde pas aux personnages une part suffisante de mystère, Norbert Régina a réussi son roman, épousant avec acuité le cours d'une époque où la croyance à l'éternité n'était plus de mise.

J.-M. P.

★ ILS CROYAIENT À L'ÉTERNITÉ, de Norbert Régina, Flammarion, 406 p., 109 F.

Hervé Claude et la résurgence du rêve

Le Désespoir des singes, un roman qui commence
comme une quête de la vérité
et s'approche des territoires de la folie.

DANS ses précédents romans — *Conduite à gauche* et *L'Enfant à l'oreille cassée* (1) — Hervé Claude manifestait déjà un don certain pour capter des ambiances, transcrire des climats. Son nouveau livre a une couleur : le « gris d'inquiétude ».

Elle convient au thème principal : la quête de la vérité d'un être désespéré. Alain, un réalisateur de films, apprend la mort accidentelle de Léna — la femme qu'il a jadis aimée. Il invite dans sa villa bretonne le groupe d'amis qu'ils formaient à la faculté autour de Léna pour évoquer son souvenir.

Son image se dilue au fil des conversations, des soirées et de leurs promenades à travers les replis secrets de la Bretagne, ce « mélange subtil de rivière, de terre et de mer » dont Hervé Claude restitue avec justesse le charme doux et vénéneux.

Tous se laisseraient gagner par une somnolence vagabonde, cette torpeur désenchantée de vieux adolescents commémorant le deuil d'une jeunesse révolue et ne sachant comment retrouver l'harmonie des effusions passées.

Le romancier exprime bien la montée du scepticisme, la naissance de l'indifférence et ce défilé de curiosité qui marquent pour lui la « frontière de l'âge ». Mais Alain, qui ne croit pas à la thèse de l'accident et ne s'habitue pas aux « zones d'ombre » de l'existence de Léna, lutte contre la tentation de l'oubli et la menace de l'« amnésie collective » : il les provoque, cherche des détails révélateurs, leur arrache des lambeaux de vérité.

Seul avec ses yeux imaginaires

Il apprend, avec un mélange de stupeur et d'excitation, les trahisons sentimentales de Léna et surtout les graves ambiguïtés de son engagement politique. S'impliquant avec passion dans tout ce qu'elle entreprenait dans son métier de journaliste, elle aurait — notamment dans les Emirats — noué des contacts qui l'ont menée à sa perte. A-t-elle même été une journaliste ? Il se persuade en tout cas qu'elle était une « femme en fuite », traquée par des hommes dangereux.

Mais cette reconstitution romanesque et policière, cette manière obsessionnelle d'envelopper Léna dans un réseau d'énigmes, ne sont peut-être qu'un fantasme de créateur, une aspiration secrète de mettre en scène qui aime laisser la marée de la fiction envahir les régions du réel. Ses amis comprennent qu'il les transforme peu à peu en « personnages de films » et partent tour à tour afin qu'il reste seul avec ses jeux imaginaires.

L'ensablement de soi

L'arrivée de Pierre-Guy, le paria du groupe, enfoncé depuis des années à l'asile de Niort parce qu'il est incapable de rejoindre le corps des autres, apporte au roman une dimension plus âpre et émouvante. Par son goût de l'absolu désolé, sa connaissance instinctive des versants noirs de la

vie, Pierre-Guy révèle le narrateur à lui-même : il lui montre qu'il est plus proche des territoires de la folie qu'il ne le pensait.

Alain, en effet, rêve de se laisser glisser dans la vase, enfoncé dans sa tiédeur. Ce désir d'ensablement de soi, cette volonté de la perte, l'amènent à se dissocier du monde et à ne croire qu'en son propre pouvoir d'illusion. Il rejoint le « désespoir des singes » dans les jardins de l'Onest où reparait la silhouette de Léna.

Est-ce le retour de la vie ou une résurgence du rêve ? Hervé Claude laisse le lecteur interpréter à sa guise, au terme de ce roman dra et mélancolique qui confirme son talent d'écrivain.

JEAN-NOËL PANCRAZI.

★ LE DÉSPOIR DES SINGES, d'Hervé Claude, Flammarion, 260 p., 85 F.

(1) *Conduite à gauche* et *L'Enfant à l'oreille cassée* ont été publiés chez Ramsay.

Jean-Paul Dubois et la connaissance du néant

« Pour nous préférer ces hommes-ci dans ce pays-là, il fallait vraiment qu'elle nous détestât. » Ce pays, c'est une Asie où, « pour canaliser la misère dans la rue, il suffit d'élever de hauts murs le long des palais ». Elle, c'est Gloria. Nous, c'est Samuel et Maria, sa fille, morte à dix ans.

Pour annoncer cette mort à Gloria, Samuel, qui plus rien ne rattache à une vie qui lui est d'un homme à l'intérieur vide, va parcourir un univers de folies et de guerres, de sang et de lèchetés, se heurtant à des sœurs à la fois bien réelles et comme sortis d'un monde apocalyptique, où l'horreur se marque parfois des beautés du ciel, quand, dans les nuages, le soleil va mourir.

De ce voyage qu'on peut dire initiatique, mais d'une initiation inversée (de la connaissance au néant), Jean-Paul Dubois a fait un roman qui n'est pas seulement remarquable par ses faits

et ses personnages : il est aussi par une façon très particulière de traiter un sujet comme toute bête, le désespoir d'un père qui veut partager avec la mère l'irréductible constat : notre fille est morte.

Façon particulière de fond et de forme : à l'effondrement de Samuel répond l'effondrement de toute une humanité — et le récit acquiert cette ampleur qui fait qu'un roman dépasse l'anecdote. Les plus fortes angoisses d'un homme comme les plus dures épreuves des hommes sont peintes sans redondance, dans un style qui prouve que la simplicité des phrases peut être à l'opposé de la platitude. Un deuxième roman confirme ou confirme. Ceci-ci est de bon augure.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ MARIA EST MORTÉ, de Jean-Paul Dubois, Robert Lafont, 80 F.

Les marionnettes chimériques d'Yves Navarre

Après une bonne vingtaine de romans dont un Goncourt et une douzaine de pièces de théâtre, on ne présente plus Yves Navarre. Le titre-symbole *Hôtel Styx* résume la fiction-prétexte de son dernier-né : « Madame, sans âge, un peu forte, les cheveux blancs, des mains fines et des yeux bleus, regard transparent » tient un hôtel dont « toutes les chambres donnent sur la mer. Avec un balcon. Été comme hiver, la mer est belle, l'air est bon ».

Dix-sept clients, sans cesse renouvelés, ont choisi d'y venir pour n'en pas revenir, et, avant la fin solennelle, pendant quelques jours et quelques nuits, ils échangent leurs absences de dialogue et d'amour.

Roman de philosophie-fiction où flottent çà et là des relents vaguement heideggeriens complaisamment évoqués malgré — bien sûr ! — la dérision qui s'impose.

Comme souvent chez Navarre, des marionnettes

chimériques avec leurs pauvres désirs, désirs, désirs, « Un soupçon de sans, une pincée de nostalgie, beaucoup d'histoires, vaguement du sentiment, quelques échos de l'actualité, des ombres comme une clarté, des clartés comme des énigmes. »

Comme toujours, le style est brillant, éminemment varié, de l'extrême concision objective à l'équilibre fuméuse et plus rhétorique.

Un découpage moderne très cinématographique, où les flash-back éclairent à cadence accélérée les bilans négatifs de tous les paumés rassemblés ici pour la jouissance sadique de leur créateur.

Yves Navarre a décidément beaucoup de talent et il le sait. Trop peut-être.

FLORENCE NOVILLE.

★ HOTEL STYX, d'Yves Navarre, Albin Michel, 218 p., 85 F.

MICHEL RIO

**MICHEL RIO
MERLIN**

ROMAN SEUIL

Comme toujours avec Michel Rio, on est ébloui par la maîtrise et la perfection. Comme toujours, on est « piégé ». On lit ce *Merlin* dans la tension et la jubilation. **Josyane Savigneau/Le Monde**

Une œuvre construite avec une méthodique patience ; une œuvre originale et forte. **Claude Prévost/L'Humanité**

Vous ne pouvez savoir combien *Merlin* est tout simplement beau, à vous couper le souffle. A ce niveau-là du discours romanesque, on se dit que l'écriture n'aura jamais fini de nous interloquer et de nous ravir. **Joël Schmidt/Réforme**

Editions du Seuil

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Flamboyances et désordres de Barbey d'Aurevilly

Il y a cent ans mourait le « Connétable des lettres »...

« D'AUREVILLY, vous êtes le duc de Guise de la littérature, vous apparaissez mort plus grand que vivant. » Cette apostrophe de Lamartine semble prophétique. Lorsqu'il meurt, le 23 avril 1889, dans son modeste « tournoir » de la rue Rousselet, l'auteur des *Diaboliques* est entouré d'une cour de fervents admirateurs — Bloy, Bourget, Lorrain, Huysmans, Péguy, etc. — mais il lui a fallu attendre d'être septuagénaire pour connaître son premier grand succès avec *Une histoire sans nom* ; il reste une figure un peu marginale et anachronique dans la république des lettres où souffle en tempête le vent du naturalisme.

S'il était né sous l'Ancien Régime, Barbey eût pu, peut-être, s'illustrer dans la carrière des armes comme il en rêvait dans cette famille bourgeoise ennoblée par l'achat d'une charge en 1756. Mais il naît à Saint-Sauveur-le-Vicomte, en 1808, et le jour des morts, ce qui lui paraît plus tard un sinistre présage. Son frère s'est engagé, et son père, qui n'apprécie guère la monarchie selon la Charte, lui impose de faire son droit à Caen après avoir passé son baccalauréat à Paris.

L'inventeur

du « roman de terroir »

Trois lieux vont être le décor de sa jeunesse : sa ville natale, où il connaît une enfance austère entre un père taciturne et une mère frivole et peu aimante qui lui reproche d'être laid ; Valognes, où il séjourne chez son oncle, le docteur Pontas-Duméril, « esprit hardi et vigoureux », libéral et athée, qui lui révèle le « dessous des cartes » du jeu social ; Carteret, où il passe ses vacances entre sa grand-mère et une vieille bonne, bercé de récits de chouans, d'exploits sanglants, de légendes et de vieilles coutumes normandes. Ainsi se dessine une géographie sentimentale qui inspirera à ce chanteur du Cotentin de superbes pages et fera de lui, selon Remy de Gourmont, l'inventeur du « roman

de terroir ». Deux amitiés éclairaient ses années de jeunesse : celle du doux Maurice de Guérin et celle de Trébutien, ce libraire de Caen qui, pendant plus de vingt ans, sera son confident le plus intime et le dépositaire d'une magnifique correspondance. En amour, ce garçon sensuel et précoce commence par une liaison agitée avec la femme de son cousin germain, ce qui ne manque pas de choquer sa famille. Barbey sera grand amateur de femmes ; il les aime roses et rondes, de type « rubénien », mais sera aussi éclectique, de la noirceur et malféique « Vellini », dépeinte dans *Une vieille maîtresse*, à une douce et sage veuve, M^{me} de Bouglon, son « Ange blanc », qui tentera de rogner les griffes d'un vieux fauve adonné à la « maîtresse rouste », l'eau-de-vie. A Paris, après avoir rompu avec sa famille en 1836, il ne

regagnera la Normandie que vingt ans plus tard, — il fait la fête, dissipe un petit héritage. Il s'infiltre dans la presse, se lie avec la baronnie de Maistre, pose au dandy dans son salon, dote l'épouse avec fougue les couleurs légitimistes et ultracatholiques. Jusqu'à la fin de sa vie, l'auteur de *Du dandysme et de George Brummel* va étonner, voire scandaliser, par sa tenue vestimentaire. D'une taille de guêpe, il plastronne, pincé dans une redingote qui japonne et le fait comparer à un sablier, exhibant des cravates aux suaves dentelles, coiffé d'un chapeau à la Bolivar, ganté de couleurs éclatantes, les épaules parfois enveloppées d'une limousine rayée de rouler normand. Avec l'âge, il multiplie les artifices, fards, onguents et teinture en restant fidèle à la tenue des « lions » de la Restauration. « Il faut un courage civique pour sortir avec lui », dira Sainte-Beuve.

Au fil des ans, il va s'imposer comme le critique de toutes les passions et intempérances : quelque mille trois cents articles dans une trentaine de journaux — il succédera à Sainte-Beuve au *Constitutionnel*, — qu'il quitte ou dont on le démolit, aliéné ou trop encombrant. Il admire avec ferveur Balzac et Byron, soutient avec ardeur Baudelaire, mais écrivit l'*Éducation sentimentale*, de Flaubert — « casseur de pierres et sieur de long de la littérature », — comme les *Misérables*. « Barbey d'Aurevilly, idiot », inscrivait sur les pierres de Paris les admirateurs de Hugo — « ma couronne murale », commentera Barbey. Aucun excès ne l'effraie, même pas de traiter Goethe de « gélantine rigide » !

Au-delà de l'outrance

Au-delà de l'outrance et du grotesque, Barbey affirme la liberté d'un tempérament anarchiste prisonnier d'une allure de croisé. Ce catholique forcené mettra dix ans, après sa conversion, à revenir à la pratique religieuse, sera poursuivi pour les *Diaboliques* et verra son *Prêtre marié* interdit de vente dans les librairies catholiques par l'archevêque de Paris. Dans le même temps où il publie les *Prophètes du passé*, qui défend avec intransigence le trône et l'autel, paraît en volume *Une vieille maîtresse*, récit d'amours scandaleux.

Ce « réactionnaire » qui ira jusqu'à faire l'apologie de la guerre civile, provoquant des interpellations à la Chambre, ne se rallie à l'empire que pour mieux s'en détourner plus tard avec hauteur. Cet orgueilleux en mal de célébrité se gausse des immortels (les *Quarante Médallons de l'Académie*), passe en revue les « ridicules du temps » et finit par dire en 1880 : « Qu'y a-t-il de plus bête que les royalistes, si ce n'est les catholiques ? »

En fait, ce catholique seint le soufre, ce partisan de l'autorité aime à caracolier hors des sentiers battus et



Caricatures de Barbey d'Aurevilly par son ami François Coppée.

par les plus douteux chemins. Sur sa culture, qu'il revendique classique — « la tradition littéraire de Louis XIV », — il jette de sombres éclats romantiques, des fièvres byroniennes, des intensités shakespeariennes et les extases adriatiques. Ainsi son œuvre illustre-t-elle sa fascination de l'unique, de l'horrible, de la cruauté.

« La nature me brûle »

Etranges histoires où passent et fulgurent des libertins sadiques, des criminelles, des femmes déchues, des vierges hantées et meurtries, un prêtre renégat, un moine violeur, où tout prend un inquiétant relief par l'adultère puni, le blasphème, les rejets de l'inceste, la luxure et les fragrances d'un satanisme qui va jusqu'à la hantise du surnaturel. Avec Barbey, le pire est toujours sûr, au risque de l'invasion des situations et des psychologies.

Au centre de cette œuvre de turpitudes et du déshonneur, un profond pessimisme sur la nature humaine, la conviction de l'amour impossible, l'illusion, le trompeur, trompé jusqu'au vertige du meurtre

et du suicide. Pour lui, « il y a mille chances de mort dans la passion » (Léa) et « tous nos amours sont des contre-sens » (*Un prêtre marié*). Le jeu est truqué, et il sait bien par qui car, comme il le confie dans sa préface des *Diaboliques*, il croit « au Diable et à ses influences dans le monde ». Vision féroce et sanguinaire, nimbée d'inquiétants mystères et rythmée d'éclats fous, que sert un style approprié : « un mets d'enfer » selon le mot d'Anatole France.

La modernité de Barbey d'Aurevilly, en tout cas son génie, tient dans ce dialogue illustré jusqu'à la démesure entre les exigences de l'esprit et les souffrances mirages de la chair, entre les aspirations de l'âme aimante et tout ce qui cherche à les convertir au service du mal. C'est de la « barbarie éternelle », qui selon lui est au cœur de l'homme, qu'il s'est fait le tyranide orateur, mais en jetant dans ce brasier, à profusion, les propres ardeurs et déesses de son cœur partagé. Il a façonné son œuvre aux flammes de sa vie : « La nature me brûle, mais, comme la salamandre, je vis dans ce feu ».

PIERRE KYRIA.

Repères

● Les Œuvres romanesques complètes, dans une édition établie en 1964 par Jacques Petit pour « La Pléiade » (Gallimard, deux volumes) sont actuellement disponibles. Plusieurs œuvres ont été regroupées dans la collection « Bouquins » en 1982 (actuellement épuisé). En format de poche, les œuvres majeures de l'écrivain sont disponibles chez « Folio » : trois d'entre elles (*Le Chevalier des Touches*, les *Diaboliques*, l'*Enfermé*) le sont chez « G.F. », une seule (*Les Diaboliques*) au Livre de poche. *Du dandysme et de George Brummel* a été réédité par Balland en 1986 ; *Une histoire sans nom*, préfacé par Diane de Margerie, le sera chez Christian Pirot, début 1990.

● La Correspondance générale en dix volumes vient de s'achever en 1989. Cette édition a été établie et annotée par une équipe de spécialistes dans le cadre du Centre Jacques-Petit de la faculté de lettres de Besançon, dirigé par M. Michel

Meliet (Paris, éditions Les Belles-Lettres). On y trouve l'autobiographie épistolaire que constituent les lettres à Trébutien.

● Parmi les études récentes consacrées à Barbey d'Aurevilly, signalons : *Fascination et narration dans l'œuvre romanesque de Barbey d'Aurevilly*, de Pierre Tranzou (Minard, 1987), *Le Texte autobiographique de Barbey d'Aurevilly* (Genève, Droz, 1987), *« L'Enfermé » de Barbey d'Aurevilly*, de Philippe Berthier (Champion, 1987). Par ailleurs, la *Revue des lettres modernes* a consacré à Barbey d'Aurevilly une série en douze livraisons (Minard, 1986-1985).

● Une « Exposition Barbey d'Aurevilly » se tient à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 24, rue Pavée, 75004 Paris. Jusqu'au 3 juin, (Tél. : 42-74-44-44). Visites de 10 heures à 18 heures sauf dimanches et jours fériés.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Cocteau ou la difficulté d'être « inactuel »

(Suite de la page 17.)

Quand le mari de Colette doit porter l'étoile jaune — Cocteau dit l'« insigne », — il se demande quel besoin avait sa voisine du Palais-Royal de ce souci supplémentaire. Et si son ami Breker lui dit (29 mai 1942) que la persécution antisémite ne souffrira « aucune exception », il conclut : « duel à mort », comme si la partie était égale et ne concernait pas un « apolitique » comme lui, fier de sa « naïveté d'enfant ». Lorsque Eluard lui écrit sa déception de le voir encenser les ennemis de Freud, Kafka et Chaplin, il se demandera quelle mouche a piqué ce pauvre Paul !

Autres signes de myopie : s'agacer de ne pouvoir écrire le bien qu'il pense des artistes allemands sous peine de « paraître opportuniste », penser que l'honneur de la France sera peut-être, un jour, d'avoir refusé de se battre, hanter l'ambassade du Reich, l'Institut allemand, sans se soucier un instant de ce que cela représente, vu ce qu'endure l'Europe. S'offusquer de ces fréquentations vaut, à ses yeux, inéligence et bassesse. Lui, au moins, ne se « laisse pas envahir par le monde extérieur » (sic).

A façon dont sont rapportés les propos de Breker sur Hitler dépasse l'entendement. La visite du Führer à Paris après l'armistice de 1940 est évoquée avec une compréhension atterrante. Le cher dictateur, apprend-on, « ne s'endort jamais sans un coup de fil » de Breker, il lui recommande de « rouler lentement » : il en a fait son « fils adoptif » ; « comme Jeannot pour moi », note Cocteau. « Jamais la France ne se retrouvera devant un homme aussi sensible que Hitler », conclut Breker, dont la remarque est consignée sans même un point d'exclamation !

Il y a plus extravagant encore (2 juillet 1942), touchant Hitler : « il serait funeste d'empêcher un esprit pareil d'aller au bout de sa tâche, de l'étrangler en route ! » Vout-on une preuve que l'Europe est en marche et que les frontières s'abaissent ? « Sept cent mille travailleurs seront en Allemagne le mois prochain ! » observe Cocteau sans rire. Et quel-

ques jours plus tard (24 juillet) : « Il semble que Hitler, ayant étudié les échecs de Napoléon, veuille combiner son génie de soldat avec les méthodes de Talleyrand. C'est ce qui empêche son public de comprendre son mélange de grandeur et de volte-face ».

Vous avez bien lu : « grandeur ». Et aussi « son public », ce qui explique un peu le délire : l'application aux hommes d'Etat des critères du spectacle n'a jamais favorisé la lucidité politique.

Le comble de l'égarement est atteint à propos de Munich, où Hitler offrit à la France que, à l'issue d'un défilé commun, soldats français et allemands jettent symboliquement leurs armes dans le Rhin. Herriot et Daladier, pour une fois, se méfièrent. C'est ce que Cocteau leur reproche ! Le passage, page 188, laisse paraître : « On imagine Daladier et Herriot en face de ces conceptions grandioses. La fausse finesse des parlementaires. Ils nous ruinent par crainte d'être dupes. Chez Hitler, c'est le poète qui échappait à ces âmes de pions. Même en admettant que Hitler change ensuite et donne à ses soldats des armes nouvelles, peu importe. Un acte de grandeur reste un acte de grandeur... »

Ailleurs encore, cette proclamation stupéfiante : « Hitler, l'homme de paix lui. Il a été entraîné dans la guerre qu'il déteste ! »

QUAND approche 1944, vient l'heure des justifications après coup : Breker « nous » aurait rendu des services, il aurait empêché que le Reich ne nous traite comme la Pologne, il aurait fait libérer des prisonniers, dont La Tour du Pin (le fait n'a pas été vérifié). La défaite de plus en plus probable de l'Allemagne ne retient pas Cocteau de ressasser cette marotte, en contradiction avec toute son œuvre : un retour à l'individualisme aurait atteint les Français, les Allemands eux-mêmes, et aurait gâché l'idéal de l'« hyppocrisie collective ».

La quête d'excuses devient piètre : j'ai été le seul à rester libre et sérieux face aux « frivolités » de la guerre... Des miliciens ont perturbé

mes pièces... Marais a giflé Laubreaux... D'ailleurs, je devais gagner ma vie, contrairement à d'autres qui, comme Mauriac, me « persécutent », et à qui leur fortune permettait de se taire... Bref, il n'a pas su manœuvrer, « mener sa barque », comme lui aurait dit Sartre, qu'il charge, avec Eluard, de la « dédouaner », tout en le trouvant, comme auteur, naïf et ignorant. En fait, Cocteau sera levé par le comité d'épuration, après une audience de cinq minutes, même s'il est vrai que l'opprobre demeurera sur lui bien au-delà de ces années de vengeance.

L'énormité des allusions au monde extérieur en crise éclipsa les notations plus intérieures ou intimes. Sur les « confessions », le poète soldat naît sans pas tendre. De Claudel, il dit : « C'est le bébé Cadum qui parle », il est d'une « bêtise massive » ; le style de Giraudoux, « c'est une permanente, il n'est pas fini naturellement ». Prévert ne devrait qu'aux copinages tout-puissants du café de Flore les éloges du film *Les Enfants du paradis*, jugé « médiocre », « ennuyeux », « prétentieux », « plat ». Au passage, on en apprend de belles : Valéry conseillant allègrement de brûler certains textes de Gaudet lequel, seul, trouve grâce, et inspire à Cocteau ses pages les plus claires et vives.

PARCE que les Lettres à sa mère sortent en même temps, la tentation est forte d'y chercher ce qui annoncerait de loin les dramatiques coquignolages du *Journal*. Le deuxième tome, qui part de 1919, sera peut-être plus éclairant, encore qu'aucune trace ne reste de la période 1938 à 1943, date de la mort de M^{me} Cocteau, signalée dans le *Journal* sans trop de déchirement. Le premier volume va de 1898 à 1918. L'œuvre s'esquisse seulement. L'enfance domine, entourée d'affection joyeuse, complice. Tout au plus se doute-t-on que les vacances chez les Daudet ne préparaient pas à rêver la démocratie parlementaire. Et déjà s'affirme, au principe de sa vocation, la conscience romantique de voler haut, si haut qu'il sera forcément jaloux et bafoué par la canaille. Le malentendu de la maturité s'ins-

talte : passer pour une dupe des modes, alors que son destin est de les éviter !

Ce destin, une autre femme l'a inspiré bien plus que sa mère : c'est Anna de Noailles. Cocteau éprouve à son égard ce que ressent le héros du *Grand Écart*, le *désir d'être ceux qu'il trouve beaux*. Il imite l'écriture de la comtesse, sa conversation ébouriffante. Ils ont en commun le goût de la Grèce, de la gloire, l'affiction devant la mort de Barrès et de Proust. Tous deux ont été élevés par des Frailein. Ce souvenir aussi a pu pousser Cocteau, plus tard, des plaisirs de la germanophilie à une germanophilie sans circonspection !

MAIS non : à l'origine de ses aberrations des années sombres, c'est d'abord et toujours l'homme de théâtre que l'on trouve. La même critique de la rampe lui fera voir en de Gaulle une « vedette de grand format », et dâner ses discours un langage « articulé » tel que s'en éloignent les Français, dont Sartre et Camus, depuis... Garnier (mort en 1930 !) S'il encense Breker, c'est qu'il trouve « héroïque », au sens théâtral, de laisser croire qu'il « hurle avec les loups ». Mais fait bien de s'engager puisqu'il n'a rien à se reprocher ». Toujours la sacralisation de l'« attitude » ! Et cette « hyppocrisie collective », portée à son paroxysme à Nuremberg, c'est celle qui soude les spectateurs, depuis Epidaure, dans l'ombre des théâtres et des cinémas. Un homme qui, comme Hitler, remplit les salles ne peut pas être tout à fait mauvais.

Allez faire comprendre à une bête de spectacle qu'il existe des braves maudits !

★ JOURNAL 1942-1945, de Jean Cocteau, présentation et notes de Jean Touzet, Gallimard, 744 pages, 328 F.

★ LETTRES A SA MÈRE, de Jean Cocteau, Tome I 1898-1918, texte et notes de P. Catzbergues et P. Chaud, Gallimard, 531 pages, 350 F.

★ CORRESPONDANCE COCTEAU-ANNA DE NOAILLES, présentation et notes de Claude Migon-Oglastré, Gallimard, 188 pages, 85 F.

● L'Université Paul-Valéry de Montpellier organise plusieurs manifestations célébrant le centenaire de la naissance de Jean Cocteau, du 22 au 27 mai.

1500

ENTRETIEN

La malle de Jules Verne

Deux inédits de l'auteur du Tour du monde en quatre-vingt jours ont été découverts à Nantes : Voyage à reculons et des carnets de poèmes.

Pour la ville de Nantes, éviter que les manuscrits du plus célèbre de ses écrivains, Jules Verne, ne soient dispersés au cours d'enchères publiques n'a pas été une mince affaire. Lorsque, en 1980, est mort le dernier descendant direct du romancier, la malle qui contenait la quasi-totalité des originaux de Verne a bien failli être partagée entre bibliothèques et collectionneurs privés, français et étrangers. Heureusement, l'Etat a fait jouer son droit de préemption; heureusement aussi, la ville de Nantes s'est mobilisée pour pouvoir conserver l'intégralité du trésor. Puisant dans ses caisses, faisant appel au conseil général de Loire-Atlantique et au conseil régional des Pays de la Loire ainsi qu'à la Fondation de France et à une vingtaine d'industriels, elle est parvenue à réunir les 6 millions de francs nécessaires au rachat de la fameuse malle.

Cette détermination et cette fidélité permettent aujourd'hui à Nantes de devenir le centre des études verniennes. Mais elles ont eu aussi des effets inattendus.

Dans le coffre, M. Christian Robin, universitaire, auteur d'une (excellente) biographie de Verne, a en effet découvert deux inédits de l'auteur du Tour du monde en quatre-vingt jours : un roman-récit, Voyage à reculons en Angleterre et en Ecosse, et deux carnets de poèmes qui éclairaient ce que fut la jeunesse littéraire de Verne avant que Hetzel ne fasse de lui le best-seller du roman d'instruction.

Ce sont ces deux textes que publie aujourd'hui Le Cherche-Midi, dans une édition présentée et annotée par Christian Robin. Même s'il ne s'agit pas d'œuvres majeures, la publication de certaines de pages inédites d'un écrivain de la réputation de Verne est un événement. Des œuvres nouvellement connues obligent toujours à remodeler peu ou prou l'ensemble.

Les poèmes, écrits en deux volées, une première par un Verne de dix-neuf ans en veine d'épanchements romantiques, une seconde par un écrivain cinquantenaire qui ne s'est pas résigné,

semble-t-il, à ne pas être poète, montrent, il est vrai, que Verne n'aurait pas atteint la gloire s'il s'en était tenu à sa vocation de romancier. Mais ils montrent aussi toute l'influence que l'atmosphère romantique a pu avoir sur l'écrivain — même quand il mène à son inspiration lyrique des thèmes résolument modernistes comme la machine à vapeur ou l'« oméopathe » (qu'il écrit sans « h »), ou quand ses plaintes amoureuses dérivent vers des considérations plutôt grivoises.

Voyage à reculons, écrit en 1859, est le récit d'un voyage réel que Verne effectua au pays de ses ancêtres écossais, récit qu'il avait commencé de transformer en roman. En apparence, Hetzel jugea que ce roman n'était pas du tout ce qu'il souhaitait de Verne. L'éditeur avait une idée précise de la carrière qu'il entendait faire mener à son protégé. Il s'y tint, Voyage à reculons demeura donc dans les cartons.

C'est pourtant une excellente illustration de ce que pouvait être le roman de voyage romantique,

tout à la fois pèlerinage — ici vers les origines et vers le cher Walter Scott, dont la vision de l'Ecosse se superpose sans cesse à celle de Verne — et découverte, journal de bord et parcours initiatique. Il montre aussi comment Verne travaillait pour romancer le réel, introduisant des personnages, intégrant peu à peu des descriptions dont certaines sont de simples notes de lecture, des emprunts à d'autres récits de voyage ou à des guides pour touristes.

Il donne à étudier de près cette synthèse qui s'effectue, presque sous nos yeux, entre le vécu, le lu et l'écrit, synthèse dont la chimie particulière est peut-être la clé de la séduction de Verne, tout à la fois vulgarisateur, pédagogue et fabricant de machines littéraires à rêver et à imaginer.

P. L.

★ VOYAGE A RECOLONS, de Jules Verne. Le Cherche-Midi, 256 p., 95 F.

★ POÉSIES INÉDITES, de Jules Verne. Le Cherche-Midi, 250 p., 95 F.

L'étranger de Jabès

(Suite de la page 17.)

L'étranger semble même la hantise constitutive de l'être : sa hantise nécessaire et jamais suffisante. D'où la force de ce livre, son pouvoir magnétique, son irrésistible appel. Aux interrogations initiales (qu'est-ce qu'un étranger ? Quelle responsabilité avons-nous envers lui ?) se joignent bientôt des dérives qui toutes nous ramènent à nous-mêmes. L'étranger s'est détaché de l'autre pour aborder chacun de nous. Il n'est plus extérieur à nous-mêmes : il est nous. La rencontre se fait des plus égarantes, des plus décevantes : elle s'improvise en nous. Elle est notre départ inconnu et fertile...

Dialogue en forme de monologue

D'autres paroles d'Edmond Jabès, en marge de son petit livre, incitent aussi à cette rencontre qui marque au plus profond. Ce sont les traces d'un dialogue en forme de monologue :

« Le monologue exige l'autre. Grâce à l'autre, il est possible de s'exprimer. On ne retient souvent de l'autre que ce qui permet de poursuivre le monologue. Le vrai dialogue ne peut naître qu'entre deux étrangers. Chacun attend de l'autre ce qu'il éveillera à lui-même.

n'es pas français. Ce n'est pas votre terre qui va vous retenir.

Bien sûr, il y a une culture. Mais celle-ci peut être portée ailleurs. Si vous devez vous exiler, vous allez débarquer dans un autre pays avec votre culture. C'est-à-dire avec quoi ? Avec toute la France, votre France.

Chaque livre est une aventure qui me mène devant un moi-même étranger qui est plus moi que moi.

L'appel du vide dans les mots

Celui qui se promène sur une plage ne connaît pas la mer, même s'il la contemple pendant des heures. Il voit son miroitement, son mouvement perpétuel, il ne la connaît pas. Celui qui connaît la mer, c'est le plongeur. Lui sait que s'il s'attarde quelques secondes de plus sous l'eau, il va périr. Avec les mots, c'est comme avec la mer. Il y a des écrivains qui se laissent bercer par la musique des mots : ils restent à la surface. Celui qui sait ce qu'est la lutte avec le mot — la lutte avec l'eau pour le plongeur — celui-là connaît la page blanche, celui-là connaît la mer... L'appel du vide dans les mots, c'est un vertige physique.

Dès que nous nous fixons, nous perdons le sens de l'étranger. Le mot « installation » est un mot que j'affaiblirais volontiers du vocabulaire. Je ne comprends pas ce que « s'installer » signifie. L'étranger ne peut pas se fixer, se figer.

Il y a une contradiction apparente : je suis bien chez moi, parce que c'est ici, dans ce lieu, que je peux travailler, penser... Mais en même temps je ne supporte pas de le dire « non » lieu.

En rentrant chez eux, les gens s'enferment à double tour, ils s'écarteront du monde. Ils ont leur monde à eux comme ils disent, ils s'installent. Je ne peux pas supporter ça.

Et pourtant, je ne peux être moi-même que dans ce lieu. Je dis sans réfléchir : « Je suis bien chez moi. » Mais, chez moi, est-ce quelque part dans le monde ?

Si nous disons tous « je », il n'y a plus de « je » : c'est un « je » sans exclusivité. Pour dire « je », il me faut être seul à pouvoir le dire. Or, c'est impossible. Voilà pourquoi « je » n'existe pas, ne peut exister, sauf chez l'étranger, à qui personne ne tente d'ôter ce « je ». Ce « je » lui appartient.

En fait, Dieu seul, s'il existait, pourrait dire « je ». Nous, d'une certaine manière, nous ne le pouvons pas.

Cet étranger qui s'en va, cet étranger qui est entré dans le livre, qui n'a même pas été retenu par le livre ou à peine — des mots l'ont retenu, mais il s'est rendu compte qu'il ne pouvait se fixer nulle part, qu'aucun mot n'avait besoin de lui, qu'aucune phrase n'avait besoin de lui pour exister. — cet étranger, on l'a laissé passer. Il s'en est allé presque sur la pointe des pieds. Au point que, si quelqu'un demande : « A qui ressemble-t-il ? », on ne peut que répondre : « A rien, ou peut-être à un étranger avec, sous le bras, un livre de petit format.

Propos recueillis par ANDRÉ VETTER.

★ UN ÉTRANGER AVEC, SOUS LE BRAS, UN LIVRE DE PETIT FORMAT, d'Edmond Jabès, Gallimard, 150 p., 39 F.

Signalons également la réédition du Livre des questions II dans la collection « L'imaginaire » chez Gallimard. D'autre part de nombreuses manifestations d'hommage à Edmond Jabès seront organisées en mai et juin à Paris. Une exposition au Centre national des lettres (53, rue de Valenciennes, 75007), la publication d'Instantané n° 1 : Pour Edmond Jabès, avec des textes de Maurice Blanchot, de Louis René des Forêts, de Michel Leiris, d'Emmanuel Lévinas... Des lectures à la librairie L'Arbre voyageur (53, rue Modeste, 75005) — le 12 mai, — au Centre Pompidou — le 29 mai — et au CNL — le 9 juin. FR 3 diffusera le 5 juin, dans le cadre d'« Océaniques », le film de Michelle Porte consacré à Jabès. En outre, les éditions Champ Vallon publieront en mai les Actes du colloque de Cerisy-Jabès.

Apologie de la marquise de Merteuil

(Suite de la page 17.)

Les Liaisons sont une multitude de romans en un seul ; on devrait en tirer non pas trois ou quatre films, mais cent. Les deux-époux, par exemple (l'histoire de Fanny), se suffiraient à eux-mêmes. Une série télévisée pourrait s'appeler : « Découverte de l'histoire ». On y verrait avec quelle mystérieuse Lacroix décode les symboles de la Présidente (la « Cécile Prude »), ses allures touchantes et coquines de « coquette » et de prostitution. La séquence du *papier* (on connaît l'écriture d'une lettre sur le vif) devrait être remise en scène à intervalles réguliers. Bref, il faudrait s'attarder partout, moduler les différentes galeries (la marquise : « Il y a plus de six semaines que je ne me suis pas permis une gaieté »), les bizarreries (Valmont : « Il n'y a plus que les choses bizarres qui me plaisent »).

Un film entier sur le thème de la petite maison serait un enchantement. Un autre nous expliquerait ce qu'est un « catéchisme de débauche » ou une « gazette de médecine ». Un autre encore nous montrerait l'art de la marquise voulant se débarrasser de Bellegarde, à la campagne, en le surchargeant d'attention pour le dégoûter. Un autre enfin nous ferait le portrait systématique des « espèces », des jeunes filles « machines à plaisir », des « facteurs », des « commissionnaires », des « manœuvres d'amour ». Le rebondissement permanent et calculateur de la fiction serait enfin traité et amplifié dans la trame. Cent soixante-quinze lettres, du 3 août au 14 janvier, du plein été au plein hiver 1789 ; jamais le chiffre 17 n'aura eu une telle puissance mythique. Lacroix au Panthéon, comme son ami Monge, autre spécialiste de géométrie descriptive. Pour le Tricentenaire, espérons.

La tête, le cœur, l'esprit : de cette trinité discordante, la marquise est

la seule à tenir jusqu'en bout le noué. Les autres s'empêchent dans leurs sensations, même Valmont, et c'est la raison de sa chute. Devenu faible, il veut faire le fort et, au lieu de plaire, s'impose ; il en meurt. La marquise, elle, ne meurt pas, elle s'abîme, pendant que son défi résout indéfiniment en retrait : « Je suis mon ouvrage ». Elle emporte dans la nuit, pour longtemps, son secret médical : « L'amour est, comme la médecine, l'art d'aider la nature ».

Ce grand livre de vérité, où l'on voit le message s'expérimenter en et par lui-même, nous apprend qu'il n'y a d'aveuglement et de reniement de soi que par rapport au plaisir. Une femme unique que dire qu'elle est tout un siècle à elle seule ; elle va jusqu'à nous léguer la précieuse formule chimique obtenue dans son laboratoire : « Ce délire de la volupté où le plaisir s'épure par son excès ». Lacroix, plus tard, dira qu'il envisage d'écrire une suite « hétérologue » des Liaisons. Mais il devait savoir que, pour y parvenir, il lui aurait fallu adopter sans discussion le système de la Merteuil. Or un tel aveu, très vite, il ne peut plus le faire à personne : ni au duc d'Orléans, ni aux jacobins, ni au premier consul en train de devenir empereur, ni, bien entendu, à sa femme. La porte de lumière s'est refermée.

Comme elle est forte, pourtant, la fameuse confidence de Londres, en 1790 : « J'étais en garnison à l'île de Rhé. Je résolus de faire un ouvrage qui sortit de la route ordinaire, qui fit du bruit, et qui retentit encore sur la terre quand j'y aurai passé. » Sommes-nous toujours sur la même terre ? Sans doute, à moins que nous ne sachions plus ouvrir cette bible, à jamais incompatible avec l'autre, et, simplement, la lire pour la punir.

PHILIPPE SOLLERS.

Voyageur naif...

L'OMNIBUS qui fait le service entre Portobello et Edimbourg passait en ce moment ; le montèrent sur la banquette, et parvinrent à trouver deux places parmi la foule qui encombrait l'impériale : enfants, vieillards, femmes, chiens, tout était admis sur cette machine oscillante ; le moindre coin recevait un voyageur, et le cochman, homme grave et sérieux, en habit et en chapeau noir, ne tenait plus sur son siège que par un miracle d'équilibre. Enfin on arriva à la station, après avoir contourné Calton Hill, et longé par Regent Road la nouvelle prison de la ville ; c'est un fouillis de petites constructions aveugles, qui s'étagent sur une petite colline, avec des murailles crénelées, des guérites en pierre, des fenêtres scellées de barreaux énormes, et d'innombrables machicoulis ; on dirait une ville du Moyen Age en miniature, tenue avec une extrême propreté et frottée à l'encensement.

L'omnibus s'arrêta devant le théâtre, monument dont il veut mieux ne pas parler, et presque en face du bâtiment des archives, orné d'un dôme sans grâce.

De là, les deux amis regagnèrent l'hôtel Lambert pour consulter un plan d'Edimbourg ; voici dans quel but. Le frère de Jonathan avait épousé la nièce d'un respectable Écossais, qui habitait Edimbourg avec toute sa famille. En se présentant chez lui, Jonathan, dont l'arrivée était annoncée d'ailleurs, ne pouvait manquer d'être gracieusement reçu ; en pénétrant ainsi dans l'intérieur de cette honorable famille, il s'offrirait davantage aux secours du pays ; il proposait donc à Jacques de l'accompagner, et celui-ci accepta avec empressement.

Mr. B., demeurait un peu en dehors de la ville dans Inverleith Row ; pour se rendre de ce côté, il fallait traverser les nouveaux quartiers d'Edimbourg, à travers ces rues neuves, dont les dénominations de place, terrasse,

road, row, street, contribuent tant à désorienter le voyageur.

Jacques accablait Jonathan de questions sur Mr. B. ; tous deux fermés sur son Walter Scott, il se demandait s'il devrait l'appeler Votre Honneur ou Votre Seigneurie, et il s'attardait à voir un squelette du vieux temps dans son costume national.

Ils prirent par la rue Saint-Andrew, ils arrivèrent au square au milieu duquel s'élève le monument de Melville. C'est une colonne cannelée surmontée d'une statue et rappelant la colonne de Trajan à Rome ; car il faut le remarquer, presque toutes les édifices d'Edimbourg sont une copie ou une réduction généralement mal réussie d'un monument célèbre dans l'Antiquité. Sur un des côtés de la place se trouvait la Banque royale, qu'il ne faut pas confondre ni avec la Banque écossaise, ni avec la Banque de la compagnie anglaise, dont l'hôtel à colonnes corinthiennes s'élève à quelques pas plus loin, ni avec la Banque commerciale, construction hybride dont le style grec et le style romain se disputent l'ornementation, ni enfin avec toutes les autres banques qui pullulent dans les villes d'Angleterre.

...et poète ingrat

Un quartier neuf et présentable Entre bon nombre de hideux ; Des sots bêtisiers sur le sable. En affaires peu scrupuleux ; De science un peuple incapable, A son endroit toujours creusé ; Quelques milliers de cerveaux creux ; D'une bêtise indéroutable ; De riz, sucre, un peuple marchant. Sachant bien compter son argent, Qui le jour la nuit le tourmente ; Le sexe en général fort laid, Un clergé nul, un not préfet, Pas de fontaines : c'est là Nantes.

JULES VERNE.



LOUIS NUCERA La chanson de Maria

Un beau livre sur les tourments du du moment... Une façon de sagesse ressait de cette peinture de la violence et du désastre. Francis Belf / Le Monde

C'est l'histoire d'un pays du Péninsule. Et en retour, la suite d'un conteur dont le classicisme atteint la perfection. Vincent Lendel / Le Magazine Littéraire

Le roman doit être un roman d'amour-passion et Louis Nucera, romancier passionné, y trouve son oxygène. Et nous notre bonheur. Jean-Jacques Brochier / Le Figaro Magazine

ROMAN

GRASSET

● DÉBAT

Pour que vive la fiction...

Contre l'imposture, le « mentir-vrai »

EST-CE pour tomber dans l'illusion que Gilles Barbedette lui-même dénonce, le « faire scientifique », qu'on a eu l'idée de nommer *Essai sur le roman* cette invitation au mensonge, ce pamphlet contre la « hideuse réalité » dont parlait Flaubert, ce plaidoyer allègre, violent, passionné et passionnant, en faveur d'une littérature de vraie fiction ? Un essai doit instruire à charge et à décharge. Il ne saurait tolérer les diatribes presque injustes à force d'enthousiasme. Or Gilles Barbedette ne cherche pas à être mesuré, ni irréprochable. Et l'on en est heureux, car, comme lui, on a assez de devoir baisser la voix pour avouer qu'on aime le roman, de « peser le

rêve ». Qui sait encore que le personnage qui dit « je » dans un roman est le narrateur et non l'auteur ? L'auteur, on le somme désormais de s'expliquer, comme s'il racontait sa propre histoire ? Cette « mise à nu de l'imaginaire », précise Barbedette, convient fort bien à une société qui cultive la dénonciation comme un art et pour laquelle la littérature n'est plus que l'artisanat imparfait des dénonciations.

« Ce qui fait défaut aujourd'hui, ajoute-t-il, c'est l'esprit de simulation. » Evidemment, puisque c'est l'esprit d'imposture qui règne en maître partout. Allons-nous enfin, contre cela, réhabiliter le mensonge, l'artifice, l'art ? Allons-nous ces-

Jacques Bersani n'a pas vraiment aimé le « réquisitoire » plein, selon lui, de « mots perroquets » de Gilles Barbedette. Josyane Savigneau, en revanche, s'est sentie reconfortée par ce plaidoyer pour le mensonge romanesque.

pour et le contre », de tout comprendre, de respecter l'authenticité, — même si elle couvre la nullité, l'indigence intellectuelle et imaginative, — de laisser des bricoleurs de livres raconter, les uns leur enfance malheureuse, les autres leur jeunesse prometteuse.

A vouloir tout admettre, on en est arrivé à survivre, sans crier et sans rire, dans une société où tel journaliste en vogue peut, dans les sondages, être pris pour un penseur et un intellectuel au même titre que Claude Lévi-Strauss, où l'on confond en un même mythe « la reine Christine » (Ockrent) et Greta Garbo, où le roman est suspect, à moins qu'il ne se donne l'alibi du délassement, du divertissement ou du témoignage : « Le roman n'inspire plus l'époque », écrit Barbedette, c'est l'époque qui fait du jogging dans la littérature.

Gilles Barbedette, lui, a gardé intacte sa capacité de rire et de crier, de dénoncer une littérature où l'on est prié de ne pas

ser de préférer à Flaubert la « vraie » Madame Bovary, venant raconter elle-même, avec son pauvre langage, ses rêves dérisoires et son adultère minable ? Mais bien sûr ! Et c'est le charme de cette *Invitation au mensonge* de ne pas ressembler avec aigreur et amertume des poncifs sur le vingtième siècle, sur le vain combat de Gutenberg et de MacLuh, mais de parler sur la victoire de la fiction contre la « tranche de vie », d'en appeler à cette victoire, joyeusement, en se faisant accompagner de tous les « grands », de Cervantès à Proust, de Flaubert à Nabokov, d'Oscar Wilde à Joseph Brodsky.

Car, comme le montre bien Gilles Barbedette, on n'écrit pas des romans et on ne lit pas des romans pour « trouver son identité », mais pour la perdre. Et qui oserait affirmer qu'il veut vivre sans relâche, vingt ans, cinquante ans, quatre-vingts ans peut-être, seul avec soi-même ?

JOSYANE SAVIGNEAU.

Un hypokhagheux péremptoire

QUEL étrange petit livre ! Tout commence allègrement, sur le ton du manifeste, en quelques phrases inspirées : « Nous avons la nostalgie des légendes et des oiseaux de fabule. Il y a bien longtemps — qui voudrait s'en souvenir ? — le roman, c'était le mensonge, l'illusion d'une vie vraiment inventée, le rêve de quelque chose qui n'avait pas tout à fait existé. »

Mais voici qu'affluent très vite, de tous les points de l'horizon littéraire ou philosophique, les « mots-perroquets » dont se défait si justement Valéry : vérité, par exemple. Sans perdre le rythme, toujours aussi vif, le manifeste tourne à la dissertation, l'essayiste enthousiaste se change en hypokhagheux péremptoire. Qui dira jamais les charmes du « on » dans une copie d'examen ou de concours ? N'importe quelle opinion se prête à n'importe quel. L'espace et le temps chavirent. Une métaphore se veut une idée.

« Qui, un moment le roman était tout cela et puis un jour, on a voulu le tirer de son rêve éveillé en le priant de ranger ses jouets et de prendre une pose plus responsable. »

Gilles Barbedette n'a pas su, et c'est dommage, donner forme et fondement à son propos, qui est pourtant de saison autant que de raison : la défense et illustration de la littérature d'imagination. Il est vrai que le roman, une fois encore, est menacé. Il l'a toujours été, en fait, et par lui-même tout le premier. Les meilleures pages de l'*Invitation au mensonge* sont précisément celles où l'auteur, renouant pour un temps à son réquisitoire obsessionnel contre Zola, évoque l'ambiguïté constitutive, congénitale du genre. Mais ce qu'il aurait fallu analyser plus à fond, ce sont les conditions nouvelles auxquelles la production et la consommation des romans, pour parler le jargon des économistes, se trouvent désormais sou-

Nulla part, au long de ce réquisitoire échevelé qui s'en prend pêle-mêle à la physique newtonienne et au journalisme de reportage, n'est mentionnée la télévision. Avec les meilleures intentions du monde, elle aura pourtant contribué plus que tout à faire évoluer dans le mauvais sens (celui que l'auteur appelle réaliste, ou vériste) les règles du jeu littéraire. « Que les écrivains soient devenus aujourd'hui plus importants que leurs livres » lui est très largement imputable. Ce n'est évidemment pas le roman qui peut passer à l'antenne : l'auteur lui sert de substitut. Voilà pourquoi votre fille est bavarde, voilà pourquoi — triste retour de ce que l'on croyait refoulé — « le roman contemporain est devenu une machine de vérité, un confessionnal, une entreprise de vérité, un organe de presse, une agence de voyages, un divan analytique : tout sauf un art imaginaire ».

A ce point de son destin, le roman a le choix entre plusieurs voies, ou plusieurs stratégies. Celle de la surenchère par rapport à ce qu'attendent de lui les médias : on sait à quel naufrage une telle démarche a conduit la « pub-philosophie ». Celle du secret, qui débouche parfois, contre tout pronostic, sur les succès les plus éclatants : Umberto Eco, et quelques autres. Celle, dans tous les cas, d'un renouveau que Gilles Barbedette conçoit pour sa part comme un retour aux sources : à Cervantès, à Flaubert, à Wilde, à Proust, à Kafka, à Nabokov, qui font l'objet au fil des pages d'analyses pertinentes et précises, et qui furent tous grands professeurs d'irréalisme et d'ironie.

JACQUES BERSANI.

★ L'INVITATION AU MENSONGE, ESSAI SUR LE ROMAN, de Gilles Barbedette, Gallimard, 146 p., 68 F.

● PSYCHANALYSE

Freud et ses faux amis traducteurs

Freud écrivait-il en freudien ou en allemand ? Fallait-il étouffer son œuvre sous la chape d'un glossaire de deux cents pages de néologismes et de termes rares ? Le débat sur la traduction des « Œuvres complètes » du père de la psychanalyse bat son plein.

DEPUIS des années, les locuteurs français de Sigmund Freud enviaient aux anglophones leur *Standard Edition*, commencée en 1953, achevée en 1974. Cette œuvre d'un homme, James Strachey, fut longtemps la référence de tous les « freudologues » français, si nombreux à ne pas pouvoir lire l'original allemand des *Gesammelte Werke* (complètes depuis 1952). Pourquoi faut-il attendre si longtemps pour voir enfin venir en France des *Œuvres complètes* ? Sans doute les querelles de chapelles et de « maîtres penseurs » en psychanalyse y furent-elles pour beaucoup. Le morcellement des droits entre trois éditeurs (Gallimard, Payot, Presses universitaires de France) expliquait le reste.

Grâce aux PUF et à leur directeur éditorial Michel Prigent, l'événement tant attendu s'est enfin produit. Un premier volume (le treizième, réunissant des écrits de 1914-1915) a vu le jour au printemps 1988 (1). L'entreprise devrait s'achever en 1996, avec le tome XXI. Il faudra donc patienter encore longtemps avant de disposer des *Œuvres complètes* de Freud en français. On pourra d'ici là compter sur les « traductions nouvelles », dans l'ensemble plutôt réussies, qui se multiplient ces derniers temps chez d'autres éditeurs.

En découvrant ce volume XIII, les habitués de Freud se sont frottés les yeux avec incrédulité. Les titres, le vocabulaire, le style avaient changé. Entre-temps, les traducteurs ont mis cartes sur table, lors des dernières Assises de la traduction, à Arles (2), puis dans un volume intitulé *Traduire Freud*. Mais ces explications (dont la nécessité même est un aveu de faiblesse, car une traduction réussie se passe de « glossaire ») devraient relancer la discussion, tant elles témoignent de partis pris contestables.

Il serait cependant regrettable que ce débat sur la traduction fasse oublier les mérites de l'édition qui, elle, devrait faire l'unanimité. Des trésors d'érudition se logent dans les excellentes et sobres notices de présentation des textes. On découvre un ordre chronologique nouveau, qui tient compte de tous les acquis de la philosophie freudienne pour classer les textes en fonction de la date de leur achèvement et non plus seulement de leur publication, parfois retardée. Cette nouvelle disposition du corpus permet de distinguer des simultanéités, des enchaînements qu'aucune édition n'avait aussi clairement mis en lumière. On se prend à rêver d'une édition de la correspondance de Freud qui suivrait le même principe.

A deux doigts du ridicule

Mais, comme dit une locution allemande, le diable s'est logé dans le détail. Prenons le texte célèbre *Actuelles sur la guerre et sur la mort* (les mêmes traducteurs l'avaient intitulé *Considérations actuelles...* dans l'édition Payot de 1981). Le Freud nouveau écrit : « Il est admis que toutes les motions qui sont prohibées par la société comme étant mauvaises — prenons pour les vicieuses les motions égoïstes et les cruelles — se trouvent au nombre [des] motions primitives. » Lourdeurs et répétitions, termes inutilement techniques (« motion »), obscurités (« pour les vicieuses », alors qu'on voulait dire tout simplement « par exemple ») : ce n'est pas une traduction ni même une trahison, c'est une parodie.

De pareilles phrases, on en rencontre à chaque page. Simple maladresse ? Le contraste entre les nobles ambitions de l'essai qui présente le *Traduire Freud* et le résultat que l'on peut lire dans ce volume XIII est frappant. Mettre le lecteur français à « l'épreuve de l'étranger », redécouvrir la littéralité du texte freudien, ne pas céder à la tentation d'une traduc-

tion qui coulerait bien, mais qui serait une belle infidélité : tel était le programme de cette équipe de traducteurs. Ces derniers ont pourchassé le naturel et le « subjectif » : leur traduction est quasi anonyme. Trois, parfois même six traducteurs ont travaillé ensemble sur chaque texte, suivant les directives d'une commission de terminologie présidée par Jean Laplanche et sous le contrôle d'une équipe éditoriale. Impressionnante discipline !

Fallait-il pour autant faire violence au français en le calquant systématiquement sur la phrase allemande par crainte de « s'éloigner du texte » ? Imiter certains traducteurs de Heidegger qui parlent allemand avec des mots français ? Fallait-il entre deux mots choisir toujours le plus rare, le plus obsolète, le plus abstrait ? Forger des néologismes à foison ? Refuser les contraintes de la syntaxe et du vocabulaire français ? Pourquoi pas, en effet ?

lorsqu'il s'agit de donner un sens plus pur à « représenter », ce vieux mot de la tribu. Nous lisons : « La proposition lacanienne : « tenir lieu de » s'écrit trop périlleuse, s'il avait fallu créer non seulement le « lieu-tenant » et la « lieu-tenance », mais le verbe « lieu-tenir », à conjuguer éventuellement au passif (être lieu-tenu). Nous avions dans un premier temps traduit par « vicarier », mais nous y avons finalement renoncé. »

Contre la tyrannie du glossaire

Assistons-nous à une réunion de pataphysiciens disciples de Raymond Queneau ? Mais voici une lueur d'espoir : vicarier disparaîtra du vocabulaire des *Œuvres complètes*. Excellente nouvelle. Espérons que le même élan (pardonnez-moi le mot) « de réciprocité conduira les traduc-

promises à moins de « passagère ». C'est une tâche d'intérêt public qui vient de commencer, et d'ici à 1996 il faudra changer de cap. Rendre leur liberté aux traducteurs dont le talent et la compétence ne peuvent qu'étoffer sous la chape de cet énorme glossaire (200 pages de listes !), rendre sa liberté à Freud, qui n'a pas mérité ce corset, rendre leur liberté aux lecteurs français qui ne veulent pas qu'on les punisse aussi cruellement de ne pas lire Freud en allemand. Que 1989 soit l'année de l'abolition de la tyrannie du glossaire !

Un maître confirmé de la traduction, Georges-Arthur Goldschmidt, à qui Handke, mais aussi Stifter et un « autre » Kafka doivent leur présence dans notre langue, apporte quelques maximes qui pourraient se révéler très précieuses en ces temps où les boussolles des freudiens français s'affolent.

Comme un polder cerné par les eaux

Quelques phrases de son essai *Quand Freud voit la mer* mériteraient d'être gravées au fronton des *Œuvres complètes* : « Nul n'est tenu de déformer le français pour montrer qu'il lit l'allemand » ; « Freud n'eut aucun besoin de se forger une terminologie propre » ; « Le français et l'allemand disent exactement les mêmes choses en s'y prenant autrement » ; « Pourquoi voudrait-on que la traduction coïncide avec le texte, puisque le signe déjà ne coïncide pas avec ce qu'il représente ? » Par le temps qui court, l'oubli de ces vérités premières semble menacer la chose freudienne. On se félicite que Goldschmidt leur rende leur actualité, en les justifiant par des analyses aussi fines et savantes que convaincantes.

« On dirait à lire Freud que l'inconscient est fait comme la mer. » Cette intuition permet d'explorer d'un œil neuf l'imaginaire métapsychologique freudien, et pas seulement le passage bien connu qui compare le travail de la culture à l'assèchement du Zuiderzee, au terme duquel émerge le moi, comme un polder cerné par les eaux. Les développements de Goldschmidt rejoignent la vision du poète Rilke, qui, dans la troisième *Épître de Duino* inspirée par la psychanalyse, donnait aux puissances de l'inconscient le nom de « Neptune du sang » au « trident redoutable ». Mais Goldschmidt va plus loin encore, en montrant que la plongée freudienne exploite les courants naturels du langage.

Explorer Freud conduit à réfléchir sur la langue allemande elle-même. Ces profondeurs d'où remontent les péchés miraculeux sont aussi la perdition des inattendants, une transition hardie, inattendue, mais nécessaire dans la logique de son propos, permet à Goldschmidt d'ajouter à son essai sur Freud vingt pages sur l'antisémitisme allemand et l'extermination des juifs. Contre ce qui fut aussi une « prodigieuse perversion du langage », la démarche de Freud « consistait à porter au niveau de la pensée ce qui, en Allemagne, allait déclencher l'irréductible. »

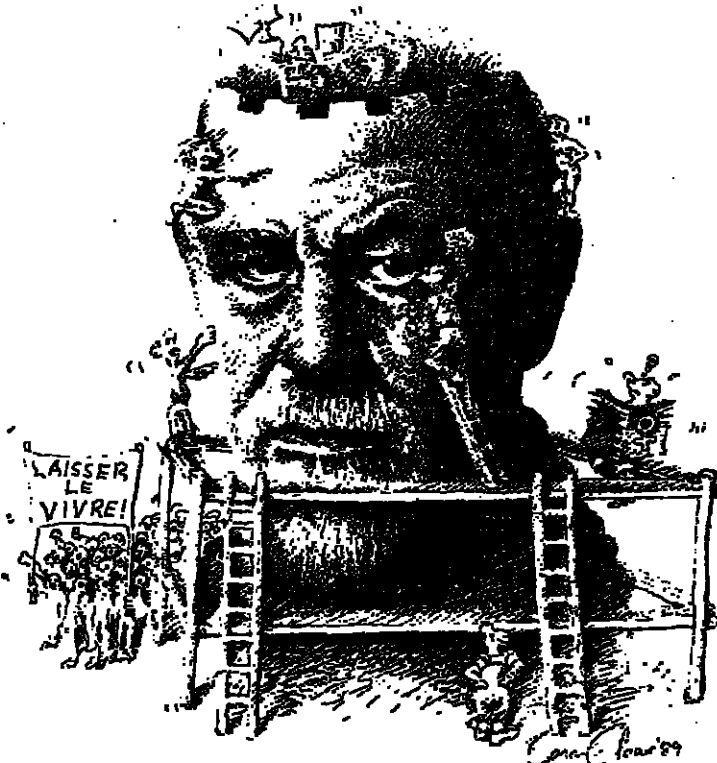
JACQUES LE RIDER.

(1) - Le Monde des livres - du 15 avril 1988.
(2) - Le Monde des livres - du 18 novembre 1988.

★ ŒUVRES COMPLÈTES. PSYCHANALYSE, de Sigmund Freud, direction de la publication : André Bourguignon et Pierre Cotet, direction scientifique : Jean Laplanche, vol. XIII, 1914-1915, PUF, 350 p., 195 F.

★ TRADUIRE FREUD, d'André Bourguignon, Pierre Cotet, Jean Laplanche et François Robert, PUF, 380 p., 195 F.

★ QUAND FREUD VOIT LA MER. FREUD ET LA LANGUE ALLEMANDE, de Georges-Arthur Goldschmidt, Buchet-Chastel, 228 p., 110 F.



Mais une entreprise aussi risquée ne peut réussir que si elle s'appuie sur un véritable talent littéraire, sur un sens profond de la langue française et de la langue allemande. Sans quoi le jargon raboteux prend le dessus. Tout le monde connaît la célèbre maxime freudienne « Wo Es war, soll Ich werden » (« Où était le Ça, le Moi doit devenir »). Eh bien ! il faut dire désormais : « Où ça était, je (moi) dois (devoir) devenir ». On est à deux doigts du ridicule...

Tantôt Lacan se trouve invoqué : sous prétexte qu'il avait risqué le mot « désirer », on traduira le « *deseide* » (barbarisme formé sur « aide » et converti en masculin), de préférence à « désirer » ou à « désirer ». Tantôt Buffon sert d'argument : alléguant une citation où notre grand naturaliste parla de la « passagère » des oiseaux migrateurs, on traduira par ce mot l'allemand *Vergänglichkeit*. Quel malentendu ! La *Vergänglichkeit* connote avant tout la mortalité, la caducité ; l'oiseau qui passe n'est pas un oiseau qui trépane.

Tantôt on nous présente des contresens comme des trouvailles : par exemple l'idée de traduire systématiquement *Phantasie* par fantasme, alors que le mot allemand condense une richesse de sens infiniment plus grande. Passons sur les néologismes archaïques, le plus souvent gauches et superflus comme « désirance » (pour *Sehnsucht*), « refusement » (pour *Verstagung*), « surmontement » (pour *Überwindung*), voire franchement ridicules, comme « fantasier » (pour *Phantasieren*). Le goût du néologisme touche même les noms propres : le philosophe Hans Georg Gadamer s'appelle ici Gadamus, comme un médecin de Molière !

Parfois même un grain de folie se loge dans ce glossaire. Ainsi

Jp 11/15

● LETTRES SUISSES

Le troisième Salon de Genève

Le troisième Salon international du livre et de la presse, qui se tient à Genève du 26 au 30 avril, attend cette année quelque cent mille visiteurs. Cette ambition ne paraît pas être démesurée, étant donné le succès qu'ont connu les deux précédents Salons et les efforts entrepris par ses organisateurs : un grand nombre de manifestations de toutes sortes, la présence de nombreuses personnalités, des expositions, des rencontres, des prix littéraires... Le plus prestigieux, Le Grand Prix Jean-Jacques Rousseau, d'un montant de 50 000 francs suisses, doté par la ville de Genève, doit couronner un essai de littérature, de philosophie ou de sciences humaines jetant un regard original sur le monde actuel. Le lauréat de 1988 a été le cardinal Lustiger. Le prix Colette (35 000 francs suisses), offert par la Fondation Armand, sera décerné pour la première fois cette année.

D'autres récompenses sont prévues, notamment pour les journalistes et les... enfants faisant preuve d'un esprit créatif. Cette année, le Salon s'est diversifié. Certes, la francophonie y est toujours bien représentée et défendue. Mais la littérature suisse allemande figure également en bonne place. La Grande-Bretagne est l'hôte d'honneur et dispose d'un stand de 150 mètres carrés, où seront présentées vingt-cinq maisons d'édition. Trois symposiums de haut niveau sont prévus pour marquer la participation japonaise. L'Union soviétique, en pleine perestroïka, délègue au Salon des responsables des Editions du progrès et du journal Ogonyok.

Les rapports entre la littérature et le cinéma sont éclairés par les manifestations qui se déroulent autour du livre de Raymond Jean le Lézard et du film qu'en a tiré Michel Deville, tous deux formant un bel hommage à la lecture. Un hommage aussi au jeune public ne pourra qu'être sensible puisque, selon un sondage de notre confrère la Tribune de Genève, 37 % de la jeunesse suisse romande considère la lecture comme son principal loisir, après le sport certes, mais bien avant la télévision.

Dans ce Salon, qui rassemble sept cent cinquante exposants de trente pays, la commerce ne perd pas ses droits. Quelques accords entre agents littéraires, maisons d'édition, traducteurs s'amorcent ou se concluent.

Parallèlement au Salon — et dans les mêmes murs — se tient Mondolingua, Salon international des langues et des cultures.

Pour aider le visiteur à se retrouver au milieu d'un tel foisonnement, où l'audiovisuel, la presse écrite, la littérature et les bandes dessinées se côtoient, une publication quotidienne est tirée à plus de dix mille exemplaires et distribuée gratuitement : chacun y apprendra tout ce qu'il doit savoir sur ce qui se passe ce jour-là au Salon et quelles sont les célébrités qu'il pourra rencontrer, écouter, ou... admirer de loin.

ISABELLE VICHNIAC.

Saint Georges et le crabe

Rencontre avec Haldas, le piéton de Genève, le poète des cafés, le locataire du boulevard des Philosophes

Le café-restaurant a de grandes tables couvertes d'un tissu vert qui donne à la salle un air de club de billard. Mais les peintures accrochées au mur évoquent l'Afrique du Nord, et le juke-box est barré d'inscriptions en arabe ; il est définitivement en panne.

Heureusement, dit Georges Haldas, qui a élu le coin au fond à droite depuis des années, et qui travaille là tous les jours, dans les périodes fastes et dans les autres aussi, y reçoit ses coups de téléphone, y découvre des messages, écrits sur des quarts de feuille, ou, sur n'importe quel bout de papier, des demandes de toute sorte.

Ce café-là est particulièrement beau et calme, apaisant, les murs couverts de bois créent de la chaleur. Georges Haldas s'y connaît en cafés, qu'il nomme petits établissements, souvent en voie de disparition, où il a passé tellement d'heures, à Paris ou à Genève.

Ce sont pour lui les lieux cruciaux de ce qu'il nomme l'Etat de Poésie, espace d'échange et de parole où, pour tous les hommes, chacun à sa façon, l'angoisse s'apaise, le temps se calme, et, pour l'écrivain, se mue en éternité.

La Légende des cafés montre qu'il parle avec autant de passion des cafés du dimanche matin d'après la messe que des bars à putains ou des troquets arabes, des brasseries, des bars d'ivrognes, des cafés dansants, ou des grandes salles abandonnées où règnent les mouches : « l'infinité nell'umidità » dont parle Umberto Saba, l'écrivain de Trieste dont Georges Haldas a traduit les Vingt et un poèmes, un homme « rebelle aux modes et aux esthétiques d'un jour détestant les mesquines compromissions et l'artifice de la vie littéraire, et qui n'a rien fait pour se mettre en vedette, bien qu'il ait eu parfaitement conscience de sa valeur et souffert de n'avoir pas été reconnu comme tel tout au long de sa vie ».

« Je ne peux pas supporter les livres »

Saba et Trieste. Haldas et Genève. Il est arrivé de Grèce tout enfant, et il a beaucoup vécu à Genève, il l'a beaucoup dit, et peut-être qu'une chose n'est réellement vécue qu'après avoir été dite. « Genève est ma ville, dit-il, comme Turin était celle de Pavese. Ville d'exilés, ville double, ville de la relation, ville aussi du porte-à-faux, on y vit tout à fait librement, et en même temps, chose curieuse et digne d'attention, on y étouffe ».

Au centre, la plaine de Plainpalais, au loin les ruelles des forains avec leurs bigarrures,



Georges Haldas : « Genève est ma ville. Ville d'exilés, ville double, ville de la relation, ville aussi du porte-à-faux. »

leurs reflets dorés. Mais le cœur, c'est un coin de rue, transformé en légende, avec la patience d'une fourmi par Haldas, l'angle du boulevard des Philosophes et de la rue Saint-Ours, où il vivait enfant, où il vit toujours, mais dans deux pièces du rez-de-chaussée désormais, remplies de chemises en carton fort, des manuscrits aux dos un peu passés, entassés à côté de petits carnets debout dans des boîtes à chaussures. « Je ne peux pas supporter les bibliothèques, je ne peux pas supporter les livres dit Haldas, s'il fallait, je garderais juste la Bible, et puis le Qui-chotte ».

Tout a commencé par le football

Une sainte horreur de posséder, l'habite, qui le rendrait désincarné sans cette façon de transformer le quotidien en conte, en mythe, comme faisait sans doute la « petite mère » à qui il attribue le côté de la rue Saint-Ours, et qui savait raconter, tandis que le père, du « côté des Philosophes » était le « poseur de questions sans réponses » : Léonidas Haldas, qui mourut presque d'angoisse, et au nom de qui, sans se prendre pour personne, sans surtout s'accorder la moindre importance, puisque nos vies, ce que nous sommes, n'ont aucun intérêt, Georges Haldas archive, enregistre les questions qui sans cesse lui viennent à propos de sa vie, et de toutes les vies croisées.

Cela a commencé par des poèmes. Non, d'ailleurs, cela a commencé par le football. Georges Haldas, qui détestait l'école du Grütli où on l'avait mis,

débarquant de Céphalonie, et où il fit brutalement l'apprentissage de sa propre violence, de sa redoutable angoisse, et de son peu de goût pour l'obéissance, avait découvert un endroit où l'on était paradoxalement tranquille, et libre : le terrain de foot. Plus de « petits messieurs », mais des jambes et un ballon. Il faillit devenir footballeur professionnel, mais rencontra malencontreusement Albert Béguin, qui lui proposa de taper sa thèse sur l'Ame romantique et le rêve. Il n'y connaissait rien, ne savait pas taper à la machine, accepta et fut ébloui pour toujours.

Hölderlin, Kleist, Nerval, Baudelaire, envahissaient le boulevard des Philosophes : le futur footballeur décida de consacrer sa vie à la poésie. C'est une décision souvent prise à dix-sept ans, mais Georges Haldas en a soixante-douze et toujours les mêmes doutes, la même attente, paisible à force d'être impatience, de ces « minutes inspirées qui trouvent la pâte temporelle », puisque la poésie est effraction, viol du temps pour parvenir au cœur de la réalité. Mais la lucidité est un crabe.

Georges Haldas revendique moins que tout le doux nom de sage, ou d'homme heureux. Il est plutôt une sorte d'artisan, mi-grec mi-suisse, façonnier de phrases qu'il brise pour en extraire la vérité, qui ne se trouve qu'au-delà des choses détruites, de l'autre côté de l'Etat de meurtre.

Avec ses lunettes aux verres épais, son sourire timide et large, son anorak et sa Boyard évidemment éteinte au coin des lèvres, le débit pressé de ses paroles, et cette attention soutenue qui le tend vers l'autre, il ressemble à

Jean-Paul Sartre, un Sartre mystique, qui se serait défilé comme de la peste des idéologies, et peut-être pas assez de la religion.

Jean Vaillancourt, un écrivain qui publie comme lui aux éditions de l'Age d'homme, son ami et l'auteur d'un Georges Haldas ou l'Etat de poésie, le décrit euphorique, pudique, si poliment angoissé, avec une « expression sourdement douloureuse et compatissante (...) qui fait penser à Cesar Pavese ».

C'est la littérature russe qui compte d'abord pour saisir cet écrivain qui est un lecteur d'une culture vaste, profonde, exceptionnelle.

C'est aux Russes qu'il consacre, dans les années 60, la première des collections de littérature étrangère qu'il fonda pour les éditions Rencontre. « Pouchkine, c'est Mozart », dit-il. Un fonds extraordinaire est constitué, à cette époque, mêlant la perspective historique, l'analyse des conditions d'émergence des grandes littératures européennes, et la perspicacité propre à un écrivain qui s'attache à mettre l'accent sur des méconnus, Giovanni Verga pour l'Italie, Keller pour la Suisse, ou l'Allemand Friedo Lampe.

« Le tombeau vide me fascine »

Aujourd'hui, Georges Haldas parle subtilement d'Etty Hillesum, de Thomas Wolfe, ou des lettres de prison de Rosa Luxemburg.

Mais il a aussi fait du cinéma : un film sur Charles-Louis Philippe, en compagnie de Claude

Goretta, et un autre sur Tchekhov, l'homme des riens, qui fait comprendre pourquoi l'écrivain ne rayonne pas comme un soleil, mais éclaire en restant obscur, comme la bougie. Après les films, après les livres, les carnets, après avoir été renvoyé successivement d'un grand journal et d'une librairie, avoir fait le lecteur dans une maison d'édition, et l'iconographe pour une étude de la vie du Christ dans la peinture, Georges Haldas repense beaucoup à cette histoire étrange de Pâques.

Sa conviction profonde, c'est que rien ne peut être nommé directement. La joie pascale est d'abord désarroi et stupeur de Marie devant le tombeau vide du Christ. La Résurrection est d'abord perçue comme une nouvelle et incompréhensible catastrophe. « C'est ce tombeau vide qui me fascine », écrit Haldas. Dans la mesure où sans cesse il me semble le retrouver dans l'existence. Sous le vide apparent, la plénitude. Eternel retournement des choses : l'absence, le silence, l'énigme.

Il pleut sur Genève. Un mar-téau piqueur déchire la chaussée, on ne s'entend plus. « Ils font un nouveau tramway, dit Georges Haldas en souriant. C'est de nouveau à la mode. » Il est, comme toujours, profondément chez lui et définitivement étranger.

GENÈVE BRISAC.

— Œuvres de Georges Haldas : l'Etat de poésie, l'Age d'homme, 1977 ; la Légende des cafés, l'Age d'homme, 1976 ; Umberto Saba, Trieste et autres poèmes, l'Age d'homme, 1982 ; Boulevard des philosophes, l'Age d'homme, 1978 ; Chronique de la rue Saint-Ours, l'Age d'homme, 1987 ; le Grand Arbre de l'homme, choix de chroniques, Le Temps qu'il fait, 210 p., 110 F.

Dimanche

Le temps suspendu.

« Le vide des jours où rien ne manque... » Un éclairage inédit et inattendu sur notre vie.

Un numéro de la Revue Autrement. 208 pages, 89 F. En librairie.

autrement EDITIONS

CLAIRE GALLOIS

L'homme de peine

« Une très belle histoire d'amour »
François Nourissier / Le Figaro Magazine

« Le livre, le plus juste, le plus tendre, le plus amer, le plus griffure et le plus bouleversant qu'elle ait écrit »
André Brincourt / Le Figaro

« Un roman riche en révélations, un étonnant hommage funèbre »
Jacqueline Piatier / Le Monde

ROMAN GRASSET

YVES LAPLACE

Fils de perdition

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

89 F

La Bible aujourd'hui, à Genève, par un des écrivains les plus originaux de la nouvelle génération.
Marianne Alphant Libération

Un extraordinaire Livre de Job.
Patrick Grainville Le Figaro

Editions du Seuil

● LETTRES SUISSES

Jean Starobinski sur la ligne Paris-Genève-Milan

JEAN STAROBINSKI rentre d'Italie, où il a présenté un rapport à l'UNESCO : une sorte de réflexion préalable sur un projet que l'organisation internationale met en place et qui se propose de définir méthodiquement les éléments constitutifs d'une culture mondiale. Président des Rencontres internationales de Genève, il est un « grand européen », c'est-à-dire un intellectuel qui pense l'Europe en termes de tradition, de civilisation, et cherche par la culture une issue à la crise qui affecte la conscience occidentale.

Cette crise, il la vit, la pense et l'observe à partir de ce lieu qu'est la Suisse, qu'il voudrait constamment à l'écoute du monde et de l'époque. « *Conservateur par sagesse* », comme le définissait Denis de Rougemont, qui se disait lui-même « *contestataire par indignation* » (1). Starobinski est genevois par excellence, et aussi, on le verra dans cet entretien, par une série de circonstances tout à fait particulières.

Mais, professionnellement, il est d'abord un critique littéraire, à l'œuvre abondante, diverse et pourtant obstinément attachée à quelques thèmes de réflexion centraux (le masque, l'illusion, l'artifice). Aujourd'hui en retraite de l'université de Genève, où il a enseigné pendant trente ans, à la fois l'histoire de la médecine et la littérature française, il continue son œuvre d'essayiste, jalonnée de quelques-uns des livres qui sont devenus des classiques de la critique contemporaine : *Jean-Jacques Rousseau : la transparence et l'obstacle* (Plon, 1957), puis Gallimard, 1971), *L'Œil vivant* (Gallimard, 1961), *La Relation critique* (Gallimard, 1970), *Montaigne en mouvement* (Gallimard, 1982).

En 1987-1988, il donnait au Collège de France une série de conférences sur la mélancolie, son thème de réflexion permanent, à la fois comme médecin (il n'exerce plus depuis le début des années 60) et comme critique. L'ouvrage qu'il vient de publier, *Le Remède dans le mal*, confirme que nous avons en Jean Starobinski un lecteur, un interprète et un savant d'une qualité d'esprit exceptionnelle, qui porte l'activité critique, ou, comme il préfère l'appeler, « la relation critique », à la hauteur d'une création.

« Jusqu'à quel point vous sentez-vous suisse ? »

« Il y a d'abord — et c'est très conforme à un esprit suisse — cet attachement à un horizon premier, disons la commune, et même Plainpalais, au moins autant que Genève. Je me sens genevois, parce que c'est une donnée qui fut première, mais trop étroite pour ne pas devoir être élargie. Il s'est trouvé assez vite, pendant la guerre et après la guerre, que j'ai vécu Genève comme un lieu de rencontre. J'y ai rencontré très tôt, en 1941, Pierre-Jean Jouve, Pierre Emma-

nuel, j'ai fréquenté Albert Béguin, qui n'habitait pas Genève, mais qui était entouré d'un groupe en contact avec la résistance. Même phénomène du côté de la revue *Lettres*, dont s'occupaient Jouve et Courthion, et à laquelle j'ai collaboré. Le sentiment d'une perméabilité des frontières restait assez fort.

« Il y a une ligne Genève-Paris et aussi, par certains amis, une ligne Genève-Milan, qui a irrigué d'entrée de jeu mon existence. Lien de rencontres spontanées, qui sont devenues les Rencontres internationales, Genève m'a ainsi mis en contact avec Jean Wahl, Gaston Picon, puis Merleau-Ponty et beaucoup d'autres. Ces contacts ont compté pour moi autant que l'enseignement de Marcel Raymond (2), qui m'a ouvert les yeux sur la littérature française. Et *Commerce, Minotaure* ou la *Nouvelle Revue française* pénétraient la vie genevoise lorsque j'étais adolescent. Je me rappelle encore très bien le jour de 1939 où, à Annemasse, avec un très bon camarade de collège, nous achetions, lui la *Nausée*, de Sartre, moi la *Métamorphose*, de Kafka ; nous partions pique-niquer sur le Salève et nous emportions nos livres tout frais qui sentaient l'encre.

« Vous n'avez donc jamais éprouvé de révolte contre ce que la vie suisse peut avoir d'étroit ? »

« Ai-je été aiguillé sur les bons contacts ? A Genève, il y avait aussi Albert Skira, sa revue *Labyrinthe* et ce qu'il faisait vivre autour d'elle, la présence de Balzac, de Giacometti, la venue de Malraux, de Sartre, de tant d'autres. Cela permettait d'établir un assez bon équilibre entre vie suisse et ouverture européenne. L'Europe de la culture était vivable à Genève. La Suisse a été à l'abri, nous avons été au contact de réfugiés allemands avant la guerre, pendant la guerre, ce qui m'a fait rencontrer, très curieusement, une famille où la mère d'un ami que je voyais régulièrement, (et je l'ai découvert beaucoup plus tard), était tout bonnement la fiancée de Franz Kafka, Felice Bauer. Le hasard a fait aussi que mes premiers travaux littéraires à l'époque de la revue *Lettres* ont été des traductions de Kafka.

Etranger dans un pays neutre

« D'autre part, comme je n'étais pas encore naturalisé, je n'ai pas été mobilisé comme tant de jeunes Suisses de mon âge. Ma situation même me mettait à l'écart doublement : comme habitant d'un pays neutre et comme étranger dans ce pays. Mon père avait quitté la Pologne avant la guerre de 14 pour faire ses études de médecine à Genève, il y est resté, j'y suis né, j'y ai passé toute mon enfance et mon adolescence, mais je n'ai été naturalisé qu'en 1948. D'où, peut-être, ce senti-

Le grand essayiste genevois évoque son parcours et ses projets

ment de distance, dont j'ai pris mon parti et dont j'ai aussi tiré parti.

« Ne vous êtes-vous pas senti frustré de l'histoire ? »

« Il est évident que je me sentais au balcon, dans une sécurité relative. Voué à tenter de comprendre, pour ne pas m'absenter. D'autres « s'engageaient », comme on disait à l'époque, puisque le

de la tragédie sanglante de cette époque ? »

« Mes premiers textes, publiés dans des revues de Suisse romande pendant la guerre elle-même sont des textes de critique, mais pas uniquement de critique. Ils sont aussi une prise de position personnelle, dans la mesure où il était possible de l'affirmer dans un pays neutre et entouré d'armées hostiles. Ces textes sont



Jean Starobinski : « Je n'ai jamais énoncé de théories. »

terme date d'avant la guerre (on le doit à Denis de Rougemont). J'ai vécu l'histoire comme une énigme insistante, non comme une tâche à remplir. Il m'a semblé qu'en travaillant à comprendre, je payais mon dû à l'histoire.

« Pour vous le choix de l'enseignement s'est présenté tout naturellement ? »

« Pas tout à fait. Le travail littéraire s'est terminé à l'université pendant la guerre et j'ai commencé alors et terminé des études de médecine. J'étais déjà passionnément engagé dans cette formation médicale lorsque je suis parti enseigner la littérature à l'université Johns-Hopkins de Baltimore, où m'avait fait venir Georges Poulet. Il voulait m'offrir le loisir de faire le travail qui allait aboutir au livre sur Rousseau. Mais j'avais été précédemment — c'était l'époque où un jeune médecin n'était pas requis vingt-quatre heures par jour — l'assistant de Marcel Raymond. Certains de mes séminaires ont donné lieu à des développements écrits, comme le *Montesquieu* ou l'article sur « Stendhal pseudonyme » publié par *Les Temps modernes* en 1951, alors que j'étais médecin.

« Votre réflexion sur Montaigne montre que vous vous êtes efforcé de vous tenir à distance

au diapason de l'époque, avec des sympathies très marquées pour la Résistance en France, pour la poésie de la Résistance. C'était l'époque où j'étais en correspondance avec Pierre Emmanuel, c'était l'époque aussi de contacts quotidiens avec Pierre-Jean Jouve à Genève. Chez eux prévalait une interprétation religieuse du désastre, et j'avais comme eux, peut-être à travers une lecture biaisée de Kafka, une clé de lecture qui s'appliquait au présent, à la tragédie de l'époque.

Les Ganloises bleues de Valéry

« Mon premier projet littéraire, qui était d'écrire une phénoménologie du comportement masqué, était inspiré par ce qu'il y avait de mensonges et de masques dans les totalitarismes envahissants. Au départ le projet qui a été le mien n'était pas de pure culture érudite, mais une tentative de compréhension des comportements masqués, et l'histoire y était vraiment concernée, dans son aspect maléfique et irrational.

« Ma situation particulière, qui me laissait dans une relative périphérie par rapport au mode de vie et au corps politique suisses, m'a mis parfaitement à l'aise dans une attitude au fond cosmopolite.

« Un auteur qui a beaucoup compté pour moi, c'est Valéry. Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois lors d'une conférence en décembre 1939, à Genève. Il avait évidemment cette vision ouverte à l'échelle des siècles et des civilisations, et en même temps il était très profondément atteint par l'événement du moment. Et je me rappelle Valéry jouant avec son paquet de Ganloises bleues et disant que le théorème de Pythagore s'était trouvé sur une brique assyrienne mille ans avant Pythagore : rien donc ne garantit la pérennité du savoir, les conquêtes de la civilisation ne sont jamais assurées.

« Comment définissez-vous la spécificité de l'école de Genève, à laquelle on vous identifie ? »

« Nous ne savions pas que nous pourrions être un jour définis comme une école, en tout cas ni Marcel Raymond, ni moi-même, ni Jean Rousset, qui est mon aîné, ne revendiquaient une différence quelconque, une doctrine, une

méthode, une spécificité genevoises. Et puis sont venus des gens comme Georges Poulet qui pour se définir eux-mêmes ont déclaré qu'ils se rattachaient à la critique telle qu'elle se pratiquait à Genève. Si je m'interroge sur ce qui pouvait nous caractériser, Marcel Raymond, Béguin, Poulet, Jean Rousset, moi-même, c'est que, n'ayant pas comme nos collègues français accès à des archives, à des documents historiques, nous étions réduits à un autre type d'approche de la littérature. C'était aussi notre goût, pas simplement une contrainte.

« Nous abordions la littérature à partir de problèmes philosophiques. Pour Marcel Raymond, la philosophie de Bergson, les textes de Breton ont beaucoup compté. Mon intérêt pour le regard est très évidemment redevable à Sartre, à un certain moment de mes recherches. J'ai rencontré Eric Weil, qui avait connu Cassirer, Kojève et Bataille, et, alors que j'étais encore médecin, des médecins-philosophes m'ont été désignés par Merleau-Ponty : Goldstein, la philosophie de l'organisme, Canguilhem, l'épistémologie. Et il y a en Bachelard, bien entendu, que Marcel Raymond nous faisait lire dès 1939.

« La question de l'être et du paraître, qui était finalement sous-jacente à ce projet relatif au masque, m'a amené à des lectures de la philosophie classique allemande qui est aux prises avec ce problème, aussi bien qu'elle m'a mené à Sartre, puisqu'il y a toute une problématique de l'être et du paraître dans la pensée de Sartre ; tel est le contexte où s'est développée ma lecture de Rousseau.

La satire et la mélancolie

« J'avais formé d'abord un projet, qui s'est défilé, et qui était d'écrire un livre sur les ennemis des masques. Le masque me conduisait à ses ennemis. Dans son premier état, ce qui est devenu le livre uniquement voué à Rousseau avait été conçu comme un livre étalé sur cinq siècles : de Montaigne à Valéry, en passant par La Rochefoucauld, Rousseau, Stendhal. Mon premier projet consistait à faire l'histoire de la dénonciation du mensonge. Finalement, je m'aperçois que mon dernier livre, *Le Remède dans le mal*, revient encore une fois à cette dénonciation de l'illusion.

« Et Diderot ? »

« Un de mes prochains livres lui sera consacré. Il y a une pensée de la vie, chez Diderot, et j'ai toujours mené parallèlement à d'autres études quelques recherches dans le domaine de la pensée médicale. Diderot est l'exposant d'une théorie de l'action et de la réaction comme principes fondamentaux de l'univers. Le couple action-réaction — on parlerait aujourd'hui de *synergie* — servait de modèle à Diderot : c'était déjà une raison de m'y intéresser. D'un autre côté, le *Neveu de Rameau*, c'est aussi le démasqueur, celui qui par son impudeur met à nu tous les vices de la société, les révèle, les avoue.

« De plus, Diderot vient à la rencontre de mon intérêt pour la mélancolie. *Le Neveu de Rameau* est une satire ; or la satire est le genre que l'on attribue au mélancolique. La mélancolie est la disposition d'esprit que, traditionnellement, le poète satirique s'attribue pour dénoncer les maux de ce monde. Certes, Diderot était loin d'être un mélancolique. Il exploitait la ressource sous-

jacente à la satire : la dénonciation des vices et des ridicules, donc le rire et l'indignation. C'est une joie de voir Diderot se déployer à la fois dans sa dimension de poète de la vie et de dénonciateur des mensonges.

« Il est aussi un admirable descripteur de peinture, il est un homme chez qui le sens de la vie explore toutes les ressources sensorielles, y compris le sens intérieur du corps qui m'intéresse pour toutes sortes de raisons, et me paraît d'ailleurs un sentiment très moderne. Voilà les raisons qui m'attachent à Diderot, frère jumeau-ennemi de Rousseau, si différent de lui : à côté de la paranoïa de Rousseau, Diderot, c'est un peu le maniaque-dépressif, l'homme en tout cas de tous les emportements joyeux de la pensée, et dans la *Religieuse*, de la mélancolie la plus « noire ».

« Vos auteurs du vingtième siècle ? »

« Kafka et Valéry. Dans la mesure où mon travail suit une piste qu'on pourrait dire « thématique », pour ce qui porte un témoignage sur la perception intime du corps, il y a des auteurs comme Beckett : *Malone meurt* est une expérience de la perte du corps. Mais je sympathise avec les expériences de ressaisissement, de retour aux quelques valeurs sur lesquelles on peut compter pour vivre. D'où mon goût pour les poètes. Ce furent d'abord Jouve et Char, sur qui j'ai écrit, et parmi les poètes plus récents, Bonnefoy, Jaccottet. En fait, je me trouve une sympathie plus entière pour l'œuvre de Bonnefoy (qui se dit athée) que pour celle de Jouve, parce que j'ai l'impression d'habiter le même lieu que Bonnefoy.

« Comment vous situez dans l'éventail théorique ? »

« Il se trouve que je n'ai jamais énoncé de théories. Je suis resté à l'écart lorsque sont venus des critiques — c'était l'époque du structuralisme — qui se faisaient précéder d'un fort tir de barrage théorique. J'ai l'impression — peut-être suis-je injuste — qu'après ce tir de barrage assez impressionnant, rien n'est venu. Quant à moi, j'ai, me semble-t-il, obéi au principe de plaisir : j'ai suivi les pistes qui m'attiraient, avec le regret de ne pas avoir encore complété ni développé autant que je l'aurais voulu une histoire des gestes fondamentaux de la critique, depuis le fait simple que désigne le mot critique, le choix, jusqu'à l'interprétation, l'herméneutique, comme on dit aujourd'hui, et la réflexion sur l'interprétation. »

Propos recueillis par MICHEL CONTAT.

★ LE REMÈDE DANS LE MAL. Critique et légitation de l'artifice à l'âge des Lumières, de Jean Starobinski. Gallimard, « Essais », 288 p., 90 F.

— Signalons également la réédition en poche du *Montesquieu* de Jean Starobinski. Le Seuil, « Points », 189 p. (La collection « Les Écrivains de toujours » ayant été abandonnée au Seuil, on profite de la collection « Les Contemporains », ses titres les plus importants sont repris en « Points Littérature », comme le *Michelot*, de Roland Barthes, le *Hugo*, d'Henri Caillenn, et le *Montesquieu*, de Starobinski, qui date de 1953.)

(1) Voir son « Éloge de Jean Starobinski » dans le volume collectif consacré par le Centre Pompidou à l'écrivain genevois (Jacques Bonnet, éd., Jean Starobinski, Coll. Cahiers pour un Temps, 1985).

(2) Professeur de littérature et critique genevois, auteur notamment de *Le Baudelaire au surréalisme* (Josée Corti).

Après le succès de
L'HOMME QUI DEVINT DIEU
(55000 exemplaires)

GERALD MESSADIÉ

L'HOMME
QUI
DEVINT
DIEU

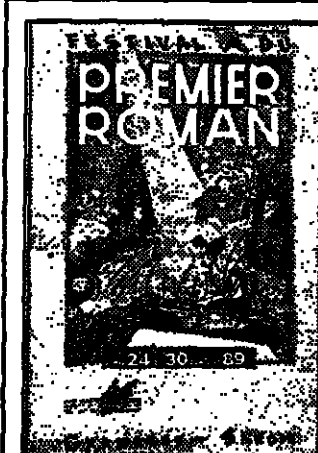
LES
SOURCES

Des faits cachés
depuis deux mille ans



ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie



LISTE DES INVITÉS

Richard JORIS, Nadine DIAMANT, Didier LE PÈCHER, Paul ALLJO, Jean-Pierre ARTHUR BERNARD, Michel BERNIER, Didier BLONDE, Jean COLOMBIER, Marie DIDIER, René FREGNI, Claudine GUILMAIN, Pierre LARTIGUE, Christian LEHMANN, Sylvia MORENO, Francis ROBERT, Olivier COHEN, Stéphane LEROY, Didier MAZUE.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésies, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat obtenu par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris

Tél. 48 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



● LETTRES SUISSES

Robert Walser, promeneur à l'écart

Catherine Sauvat esquisse la biographie de l'écrivain suisse de langue allemande



L'ŒUVRE de Robert Walser, le mouvement particulier de son écriture, n'ont jamais fait que suivre le cours chaotique de sa vie. Sa maîtrise littéraire, il l'a puisée dans le proche et l'immédiat, dans ce que ses mains pouvaient toucher et ses yeux percevoir.

Définie par l'écrivain lui-même comme « un livre du moi coupé en morceaux ou démonté de diverses manières », cette œuvre est cependant beaucoup moins une autobiographie dispersée que la transposition poétique de cette vie. L'écriture, chez Walser, accompagne l'existence dans sa courbe singulière, dans ses inflexions, ses instants d'extase ou d'abattement. Dans cet accompagnement, elle cherche un accord — une harmonie avec ce monde immédiatement proche, — accord qui peut seul lui donner sens et justification.

achever ? », écrit-il en 1906, jouant avec ces couples de contraires entre lesquels son existence oscille.

C'est à Berlin, entre 1905 et 1913, auprès de son frère Karl, peintre et décorateur de théâtre réputé, que Robert Walser est le plus près de réaliser sa vocation d'écrivain. Mais la réalité que recouvrent ces termes de « vocation », d'« écrivain » n'échappe pas à l'ambivalence.

Il écrit, publie des chroniques, des livres (dont ses trois romans — *Les Enfants Tanneur*, *Le Commis*, et *L'Institut Benjamin* (2) — rédigés et publiés de 1906 à 1909), fréquente la société cultivée. Mais l'écart se creuse, le « grain de poussière dans l'âme » est à l'œuvre.

Le dernier cercle

Il revient à Bienne auprès de Lisa, la « sœur merveilleuse », la protectrice au beau visage romantique. Il se promène beaucoup (voir les pages de Catherine Sauvat, les plus belles de son livre, sur la promenade, occupation walsérienne par excellence, bien plus modale d'être), il écrit, publie encore. A partir de 1921, à Bienne, Walser connaît sa dernière période d'activité : nous sommes à l'avant-dernier cercle ; l'espace commence à manquer ; des « rêves sauvages » le tourmentent. En 1925, il publie son dernier livre, *la Rose* (3).

« Pour finir, ma sœur Lisa m'a emmené à l'asile de Waldau. Devant le portail encore, je lui ai demandé : « Faisons-nous bien ce qui convient ? » Son silence fut apaisant. Que pouvais-je faire d'autre qu'entrer ? » Nous sommes au début de 1929 ; Walser vient juste d'avoir cinquante ans. A Waldau, il ne cesse d'écrire, sous forme micrographique, selon un procédé qu'il a mis au point.

Dernière étape enfin, en 1933, à l'asile d'Herrau, où il est transféré contre son gré : « A Herrau, je n'ai plus écrit. A quel bon ? Mon monde fut mis en pièces par le nazisme. Les journaux pour lesquels j'écrivais ont péri, leurs rédacteurs furent chassés ou sont morts. Alors je suis presque devenu un fossile. » Walser meurt dans la neige, au cours d'une promenade, le jour de Noël 1956.

Mais cette biographie de Robert Walser, dont Catherine Sauvat a tracé les contours, sans l'approfondir peut-être suffisamment, n'a de sens qu'à nous inciter à lire l'œuvre elle-même, dont une partie seulement est disponible en français.

Robert Walser est le contraire d'un écrivain de l'introspection. Il y aurait même chez lui, presque, une réputation jennuse, joyeuse, de l'idée même d'une psychologie des profondeurs. Rien de nocturne non plus dans son œuvre, mais le rêve d'une pleine présence et d'une lumière constante. Pour Walser, l'important que cette vibration du monde proche, cet accueil de toute la part négligée, précaire, indifférente et méprisée du monde.

Mais cette disposition d'esprit appelle également une morale de l'« acte presque sacré » d'écrire : « De toute façon, je peux bien admettre que ce qui, ici, peu à peu, c'est-à-dire dans tout le calme désiré de l'âme, s'élaboré sous mes yeux est propriété littéraire, attendu que je me déplace, par la pensée, sur un sol qui m'appartient exclusivement, et, moralement, dans une voie que je n'ai découverte que par moi-même » (4).

PATRICK KÉCHICHIAN.
★ ROBERT WALSER, de Catherine Sauvat, Plon, 188 p., 85 F.

(1) Il faut également citer le passionnant dossier publié par la Fondation Pro Helvetia, avec l'Age d'Homme, en 1987. On y trouvera en particulier une étude éclairante de Bernard Reiche sur les dernières années de Walser. Ruffin, Claude Moncheard, l'un des traducteurs de Walser, a publié dans le dernier numéro de *Poésie* (Belin) une intéressante Esquisse sur Robert Walser.

(2) Gallimard.

(3) Gallimard (voir le Monde des livres du 18 mars 1988).

(4) Trad. Jean-Claude Schneider, L'ère des vents, n° 15-16 p. 101-139.

La patience d'ange de Rose-Marie Pagnard

QUELQUE part, dans un village du Jura suisse, Rose-Marie Pagnard attend d'être en état de grâce pour écrire. Trop lucide pour s'abuser, trop honnête pour tricher, elle a dépassé la quarantaine sans donner plus de trois petits livres (1). Les récits ont succédé aux nouvelles, un roman suivra-t-il un jour ? Oui, s'il lui tombe du ciel, sinon elle s'en passera. Pas question de baisser la barre ni de courir derrière l'inspiration.

La Période Fernandez part à la rencontre de la perfection absolue, telle que l'indemne un célèbre écrivain argentin. L'admiration, la conscience de son indignité, pétrissent l'obscur journaliste à qui échot l'honneur d'interviewer le grand homme. Certes, elle connaît son œuvre par cœur, sa longue vie, sa légende, dans les moindres détails. Elle se sentait prédestinée à lui parler un jour et plus encore à l'entendre. Mais que lui dire ? Dans la halle du palais où elle le quitta, le courage l'abandonne. Elle s'enfuit et si la foi ne la cloûait sur place, si les personnages créés par le génie ne l'assailaient de leurs séduisants mensonges.

Les deux récits qui composent *Sans lui la vie serait un désert* retracent, eux aussi, la distance qui sépare la toile du poème qui s'y pose. Dans le cœur d'un peintre en quête d'un thème, un jeune musicien se suicide, et la jalousie qui couvait chez l'artiste s'exacerbe. Le désespoir de sa femme sonne comme un aveu ou plutôt comme une confirmation de ce qu'il a toujours soupçonné : l'amour lui simplifie une complexité risquée ?), qui, derrière son dos, les unissait, ce gentil clown et elle. Souffrant, honteux de souffrir, il cherche un refuge dans l'œuvre qui « ne vient pas ». Tout ce temps consacré au travail n'a-t-il pas causé son malheur ? S'il l'interroge, s'il l'accuse, sa femme répondra : « Tu as joué si longtemps seul, avec tes créations. » Pour que l'atelier retrouve sa paix, il importe d'apprivoiser les fantômes qui le hantent, à commencer par celui du rival mort. Et le tableau naîtra enfin, il se nommera *Métamorphose*.

Comme le peintre en panne, un poète désespère d'écrire le geste sur l'enfance qui lui a commandé la Fédération nationale. Cette enfance, pourtant, il la voit, il l'entend jouer sous ses fenêtres dans un garage en chantier. Elle a « la beauté intolérable » de Pier, petit garçon roux dont l'ardeur rallume d'anciens chagrins, l'immense regret d'arriver trop tard pour survoler les prairies la main dans la main. Un instant, à la lueur d'un feu, le poème brillera en toutes lettres. Mais on se brûle les doigts à vouloir prendre note de cette fulgurante dictée, y retenir captif l'enfant ensorcelé. Ainsi Rose-Marie Pagnard enseigne-t-elle l'art de patienter à ceux que le vide aveugle, que l'immobilité paralyse.

GABRIELLE ROLIN.
★ LA PÉRIODE FERNANDEZ, de Rose-Marie Pagnard, Actes 58, 70 p., 50 F.

(1) *Séducteur, dit-elle et Sans lui, la vie serait un désert*, aux éditions de l'Aire, 75, route d'Oran, Lausanne, Suisse.

L'insupportable fixité

Avant-dernier d'une famille modeste de huit enfants (et non neuf comme une coquille l'a fait croire à Catherine Sauvat), Robert Walser voit le jour le 15 avril 1878, à Bienne, en Suisse. Le père est un homme faible et un piètre commerçant. La mère, sère et intelligente, sombre dans la mélancolie et meurt en 1894. Deux des frères connaîtront également un destin tragique : Ernst meurt fou en 1916 à l'asile de Waldau, où Robert sera interné quelques années plus tard ; Hermann, l'universitaire, se suicide en 1919.

La vie entière de Walser semble se dérouler en cercles concentriques qui, insensiblement, ramènent à un même centre, mental plus que spatial. Marquée par une instabilité extrême, malade, et par l'impuissance à trouver une identité sociale, la vie de Walser est le lent déroulement, sous différentes figures, d'un impossible accomplissement.

Apprenti comédien à Stuttgart, employé à Zurich, domestique dans un château en Haute-Silésie, bibliothécaire à Bienne (pour ne citer que quelques-unes des étapes)... A chaque fois, il faut partir, rompre avec la menace d'un confort et d'une fixité insupportables : « ... c'est exactement aussi beau de n'être rien, et la chose implique plus de ferveur, que d'être quelque chose. Un métier pour la vie est une chose encombrante et belle à la fois, une chose qui achève ; mais qui altérerait

Grèce

Un théâtre d'ombres

Iles, montagnes, icônes. Une mythologie envahissante derrière la culture populaire. Un pays difficilement moderne.

Un numéro de la revue Autrement.

En librairie 224 pages, 89 F.

autrement

DES LIBRAIRIES LISENT, AIMENT, CONSEILLENT
ILS VOUS INVITENT A PARTAGER LEURS CHOIX

Richard Morgève

Un petit homme de dos

PO

Jean-François Vilar

Les Exagérés

roman

PO

Martin Winckler

La vacation

Roman

PO

Arnaldo Calveyra

Le lit d'Aurélia

roman

PO

YVONNE KAMLATINE

L'INONDATION

roman

PO

M. HARTSON

data

PO

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetrière • BESANCON, LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE A LIRE, 18 rue du Parlement-St-Pierre • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pelissier • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 28 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4*, BIFFURES, 44, rue Vieille-du-Temple • PARIS 5*, L'ARBRE A LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Ecoles • PARIS 7*, L'ARBRE A LETTRES, 55 rue Cler • PARIS 8*, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12*, LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emilio-Castelar • PARIS 14*, L'ARBRE A LETTRES, 14 rue Boulard • PARIS 15*, LA 25* HEURE, 8 place du Général-Berret • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay.

En Belgique, groupement Profil : BRAINE L'ALLEUD, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LICORNE, 36 rue X. de Bue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 Gal. des Princes • CHARLEROI, MOLIERE, 4 boulevard Audent • LA HULPE, AU FIL DES PAGES, 106 rue des Combattants • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7, rue Sambon.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Kemal sur le chemin de Stendhal

Rencontre avec le créateur de *Mémed le Mince*, qui parle de sa région natale, des épopées kurdes et du roman moderne.

J'AI rencontré Yachar Kemal à Istanbul dans le nouvel appartement où il venait de s'installer, avec son épouse Tilda, traductrice de ses romans en anglais. Débordant de joie, plus expressif que jamais, le chaman du Taurus était toujours égal à lui-même. J'ai profité de la sortie en France du quatrième volume de la fameuse série de *Mémed*, le prototype du bandit d'honneur méditerranéen, pour arracher quelques aveux à son créateur.

« Ma famille a immigré de la région du lac de Van durant la première guerre. Moi, je suis né à Tchoukourouva mais j'ai grandi avec les histoires de bandits que ma mère racontait. Elle avait des frères qui s'étaient révoltés contre l'injustice des grands propriétaires féodaux. L'un d'entre eux, le redoutable Mahir, avait été tué par les gendarmes à vingt-cinq ans. Dans l'Est, les aventures de Mahir, mon oncle maternel, sont encore déclamées par les bardes. Puis, vers les années 30, de nombreux bandits d'honneur, tous des paysans pauvres révoltés, arpentèrent le Taurus. Il arrivait à mon père de les héberger parfois, non pas par défi au gouvernement mais par hospitalité. J'en étais tellement fier, moi qui avais à peine sept ans à l'époque. »

« Une sorte de Messie »

Bien sûr, nous parlons longuement de l'épopée de *Köroglu* (le Fils de l'aveugle) qui occupe une place prépondérante dans la tradition orale des peuples turcs, notamment en Anatolie où de nombreuses versions sont toujours racontées par les bardes. Avant de se décider à écrire sa propre version, Yachar Kemal avait écouté pendant les veillées d'hiver dans le village les aventures de *Köro-*

glu, qui allait lui servir de modèle pour son *Mémed le Mince*.

« Après avoir fini l'école primaire, dit-il, j'avais décidé de rejoindre le barde Asik Rahmi pour devenir son apprenti. Ce ne fut pas possible. Ma mère ne voulait pas entendre parler de cet homme qui était poète, donc un vaurien à ses yeux, alors que moi j'étais le fils du grand Sadik Agha. Elle brûla mon sac à trois cordes. Ainsi, au lieu d'errer de village en village avec Asik Rahmi, je suis parti à Adana pour m'inscrire au collège, que j'ai quitté un an plus tard. Sans l'intransigeance de ma mère, peut-être serais-je en ce moment dans un village du Taurus en train de réciter les aventures du bandit justicier *Köroglu* ! Mais pour revenir à mon héros, il est un peu différent de *Köroglu*. C'est un révolté, mais aussi une sorte de Messie à la manière d'un Che Guevara ou d'un Cheik Bedreddine. Il ne pouvait pas faire autrement que de prendre le maquis. Il est à la fois romantique et obligé, oui, je dirais un homme obligé. »

Yachar Kemal est un admirable conteur. Il éblouit par ses mots colorés, sa manière de relier les événements en exagérant parfois, par sa voix impressionnante. Il parle avec nostalgie de sa région natale, la plaine de Tchoukourouva (l'antique Cilicie) où se déroule l'action de la plupart de ses romans.

« J'ai assisté, dit-il, à l'un des phénomènes les plus extraordinaires de ce siècle. J'ai eu la chance de vivre, puis d'observer et d'écrire la grande mutation de la plaine de Tchoukourouva. Je me définissais volontiers comme le témoin d'une période de transition où l'ancien et le nouveau coexistent, avec tout ce que cela implique. »



Yachar Kemal, « le témoin d'une période de transition où l'ancien et le nouveau coexistent ».

En effet, de son premier roman inédit en France jusqu'au *Dernier Combat de Mémed le Mince*, en passant par les *Seigneurs de l'Atchachaz*, il a su montrer avec beaucoup d'habileté la sédentarisation forcée des tribus nomades par l'Etat, la concentration des terres entre les mains d'une aristocratie tribale qui constituait progressivement une féodalité de type particulier, l'exode rural et la prolétarianisation rapide des paysans sans terre, mais aussi et surtout la mécanisation de l'agriculture appuyée par le plan Marshall :

« L'arrivée en masse des tracteurs, des moissonneuses-

bateuses et de toutes sortes de machines agricoles a changé de fond en comble la couverture naturelle de la plaine. Les grands marécages qu'habitaient des milliers d'insectes et d'oiseaux ont été desséchés parce qu'il fallait des terres cultivables au capitalisme, les forêts de chênes et de sapins dont parle Djavid Pacha dans son livre (1) ont été rasées et les chevaux sauvages décapés. »

En l'écoutant, j'imagine comme Derviche Bey, le seigneur de l'Atchachaz, des centaines de cavaliers turkmènes montés sur

des chevaux gris, bai, noirs, baignés de soleil, ces beaux chevaux rapides comme le vent qui sont si chers à Yachar Kemal et qui n'existent plus. Quand l'auteur des *Seigneurs de l'Atchachaz* me parle de sa géographie affective, de cette terre qu'il a merveilleusement décrite dans ses romans avec le souffle épique d'un grand poète populaire, il devient nostalgique. Il évoque le paradis perdu de son enfance tout en mettant l'accent sur un sujet d'actualité encore tabou en Turquie.

« Je ne continue pas la tradition orale »

« Certes, j'ai vécu plus longtemps à Istanbul qu'à Tchoukourouva. Mais cette région m'a marqué à jamais, elle a fait de moi l'homme que je suis. Il m'arrive dans mes derniers livres de parler de la ville d'Istanbul mais j'ai l'impression que tout me ramène là-bas, vers « la chaleur jaune » (2) de Tchoukourouva. C'est là que j'ai entendu pour la première fois la langue kurde. Car on parlait kurde à la maison. Mais dans le village, le turc était plus répandu. Alors j'ai continué avec le turc. Aujourd'hui je comprends le kurde mais je suis incapable de l'écrire. Le voix du grand barde Abdal Zeyneki, dont j'ai raconté la vie dans mon roman *Terre de fer, ciel de cuivre*, m'est encore en moi. Il venait à la maison, lui qui connaissait des centaines d'épopées kurdes. Je le considère comme le *Homère des Kurdes* et je suis très fier de l'avoir connu, d'avoir été son apprenti. »

Tradition et modernité. Voilà les deux mots clefs pour comprendre l'œuvre de Yachar Kemal, qui renoue avec le discours épique pour le transformer, de l'intérieur,

en écriture romanesque. J'aborde ce sujet avec un ton quelque peu académique. Il me traite de « jeune romancier pédant à l'occidentale », me rappelle notre polémique sur la modernité, puis s'explique : « Personne n'a compris ce que j'ai voulu faire. L'important, c'est de vivre, de s'enrichir de tout, des livres comme des hommes. Mais ce qui compte pour moi avant tout, c'est la nature. Le rapport de l'homme à la nature. Je ne continue pas la tradition orale, je suis un romancier. J'ai plus appris chez Stendhal que chez les bardes anatoliens qui furent pourtant mes maîtres. Mais je ne saurais pas écrire des romans, construire un univers romanesque si j'en étais resté là, sans passer par Dostoïevski, Stendhal et Faulkner. »

Parler avec Yachar Kemal est un grand plaisir, même s'il vous provoque parfois et que vous n'êtes pas toujours d'accord avec lui. Il est si envoûtant qu'il finit par vous emporter, tel un chaman, dans son univers magique.

NEDIM GURSEL
chargé de recherche au CNRS et auteur de *Un long été à Istanbul* (Gallimard), de *La Première Femme* (Seuil) et des *Lapins de commandant* (Ménis).

★ LE DERNIER COMBAT DE MÉMED LE MINCE, de Yachar Kemal, traduit du turc par Munever Andac Gallimard, 600 p., 160 F.

— Du même auteur, signalons la publication dans la collection « Folio » de *Mentre au marché des forgerons*, premier volume des *Seigneurs de l'Atchachaz*, traduit du turc par Munever Andac, paru pour la première fois chez Gallimard en 1981.

(1) Le commandant de la division envoyée en 1865 par le gouvernement ottoman dans la province de Cilicie pour sédentariser les tribus nomades.

(2) Titre d'un recueil de nouvelles de Yachar Kemal édité en France.

Bartleby, l'homme sans références

BARTLEBY, c'est le Célébataire, celui dont Kafka disait : « Il n'a de soi que ce qu'il faut à ses deux pieds, et de point d'appui que ce que peuvent couvrir ses deux mains ». — celui qui se couche dans la neige en hiver pour mourir de froid comme un enfant — celui qui n'avait que ses promenades à faire, mais qui pouvait les faire en n'importe quel lieu, sans bouger. Bartleby est l'homme sans références, sans possessions, sans propriétés, sans qualités, sans particularités : il est trop lisse pour qu'on puisse lui accrocher une particularité quelconque. Sans passé ni futur, il est instantané. *I prefer not to* (1) est la formule chimique ou alchimique de Bartleby, mais on peut lire à l'envers *I am not particular*, je ne suis pas particulier, comme l'indispensable complément.

C'est tout le dix-neuvième siècle qui sera traversé par cette recherche de l'homme sans nom, régitte et partitide, l'homme des temps modernes (« Je suis Personne ») : l'homme écorché et mécanisé des grandes métropoles, mais dont on attend, peut-être, qu'il en sorte l'homme de l'avenir ou d'un nouveau monde. Et dans un même messianisme on l'aperçoit tantôt du côté du Proletaire, tantôt du côté de l'Américain. Le roman de Musil aussi suivra cette quête, et inventera la nouvelle logique dont l'homme sans particularités est à la fois le penseur et le produit (2).

Et de Melville à Musil, la dérivation nous semble certaine, bien qu'il

ne faille pas la chercher du côté de Bartleby, mais plutôt de *Pierre* ou de *la condition*. Le couple incestueux Ulrich-Agathe est comme la reprise du couple Pierre-Isabelle, et dans les deux cas la sœur silencieuse, inconnue ou oubliée, n'est pas un substitut de la mère, mais au contraire l'abolition de la différence sexuelle en tant que particularité, au profit d'un rapport androgyne suivant lequel Pierre aussi bien qu'Ulrich sont ou deviennent femmes. Dans le cas de Bartleby, se peut-il que le rapport avec l'avoué soit aussi mystérieux, et marque à son tour la possibilité d'un devenir, d'un nouvel homme ? Bartleby pourra-t-il conquérir le lieu de ses promenades ?

Le fou, le dément, le psychotique

Peut-être Bartleby est-il le fou, le dément, le psychotique (« un désordre inné et incurable de l'âme »). Mais comment le savoir si l'on ne tient pas compte des anomalies de l'avoué, qui ne cesse de se conduire très bizarrement ? L'avoué vient d'avoir une promotion professionnelle importante. On se rappellera que le président Schreber aussi ne libère son propre délire qu'à la suite d'une promotion, comme si celle-ci lui donnait l'audace de risquer ? Il a déjà deux copistes qui, un peu comme les commis de Kafka, sont des doubles inversés,

Symbole de la condition de l'homme enfermé dans sa prison métaphysique ou parabole sur la solitude et l'impuissance de l'écrivain, *Bartleby*, de Herman Melville, se prête à des lectures diverses, complémentaires ou contradictoires. Publié au milieu du dix-neuvième siècle (en 1856, dans les *Piazza Tales* — Contes de la Veranda — avec notamment *Benito Cereno*), cet admirable récit anticipe toutes les questions et les angoisses dont la littérature occidentale de notre siècle — de Kafka à Musil et Beckett — se fera l'écho.

Michèle Causse avait traduit *Bartleby* une première fois en 1976, dans le *Nouveau Commerce* (n° 35, puis repris en plaquette) (1). Elle publie aujourd'hui, dans la collection « GF », chez Flammarion, une nouvelle traduction du récit de Melville, en y joignant celles de deux autres Contes de la Veranda, *Benito Cereno* et *le Campanile* (en librairie à partir du 5 mai, 216 p., 28 F.).

Gilles Deleuze, dans la postface de cette nouvelle édition, invite à une lecture « littérale » du chef-d'œuvre de Melville. Nous publions ici un extrait de ce texte.

(1) Pierre Leyris avait publié une version de *Bartleby* en 1951 (*Benito Cereno*, « L'Imaginaire », Gallimard).

Un normal le matin et ivre l'après-midi, l'autre, en état de perpétuelle indigestion le matin, mais presque normal l'après-midi. Ayant donc besoin d'un copiste supplémentaire, il engage Bartleby, sans aucune référence, après une courte conversation, parce que son aspect livide lui semble témoigner d'une constance capable de compenser l'irrégularité des deux autres.

Mais, dès le premier jour, il met Bartleby dans un étrange agencement (« arrangement ») : celui-ci se tiendra dans le bureau même de l'avoué, près des portes du fond qui le séparent du bureau des clercs, entre une fenêtre qui donne sur un mur voisin et un paravent vert comme une prairie, comme s'il importait que Bartleby pût entendre, mais n'être pas vu. Est-ce une inspiration de l'avoué ou un accord à la suite de la courte conversation, on ne le saura jamais. Mais le fait est que, pris dans cet agencement, Bartleby invisible fait un travail « mécanique » considérable. Or dès que l'avoué prétend lui faire quitter son paravent, Bartleby émet sa formule. Et dans cette première occurrence comme dans les suivantes, l'avoué se trouve démenti, désem-

paré, stupéfait, fondroyé, sans réponse ni parade. Bartleby cesse de copier, et se maintient sur les lieux, impassible.

On sait à quelles extrémités l'avoué est réduit pour se débarrasser de Bartleby : rentrer chez soi, puis se résoudre à changer de local professionnel, s'enfuir plusieurs jours en se cachant pour échapper aux plaintes du nouveau locataire de l'étude. Quelle étrange faite où l'avoué errant vit dans son cabinet... Depuis l'agencement initial jusqu'à cette fuite irrépressible, cynique, tout est bizarre, et l'avoué se conduit comme un fou. Dans son âme, alternent les désirs de meurtre et les déclarations d'amour à l'égard de Bartleby. Qu'est-ce qui s'est passé ? Est-ce un cas de folie à deux, là aussi un rapport de double, un rapport homosexuel presque reconnu (« oui Bartleby... jamais je ne me sens autant moi-même que lorsque je suis que tu es là... j'aurais eu dessein prédestiné de ma vie... ») ?

On peut supposer que l'engagement de Bartleby fut une sorte de pacte, comme si l'avoué, à la suite de sa promotion, avait décidé de

faire de ce personnage, sans références objectives, un homme de confiance qui lui devrait tout. Il veut en faire son homme. Le pacte consiste en ceci : Bartleby copiera, proche de son maître qu'il entendra, mais ne sera pas vu, tel un oiseau de nuit qui ne supporte pas d'être regardé. Alors il n'y a pas de doute, dès que l'avoué veut (sans même le faire exprès) extraire Bartleby de son paravent, pour corriger les copies avec les autres, il brise le pacte. C'est pourquoi Bartleby, en même temps qu'il « préfère ne pas » corriger, ne peut plus copier déjà.

L'écriture légendaire

Bartleby s'exposera à la vue, et même plus qu'on ne le lui demande, planté tout droit dans le bureau, mais il ne copiera plus. L'avoué en a un obscur sentiment, puisqu'il suppose que, si Bartleby arrête de copier, c'est parce qu'il a des troubles visuels. Et en effet, exposé à la vue, Bartleby ne voit plus pour son compte, et ne regarde plus. Il a acquis ce qui lui était inné d'une certaine façon, l'infirmité légendaire, borgne et manchot, qui en fait un autotrophe, quelqu'un qui naît du lieu et reste sur le lieu, tandis que l'avoué rempli nécessairement la fonction du traître condamné à fuir. C'est une obscure culpabilité qui court sous les protestations de l'avoué, chaque fois qu'il invoque la philanthropie, la charité, l'amitié. En fait l'avoué a cassé l'agencement qu'il avait lui-même organisé ; et voilà que Bartleby tire des débris un trait d'expression, je préfère ne pas, qui va proliférer sur soi, contaminer.

les autres, faire fuir l'avoué, mais aussi faire fuir le langage, faire croire une zone d'indétermination ou d'indiscernabilité telle que les mots ne se distinguent plus, et les personnages non plus, l'avoué fuyant et Bartleby immobile, pétrifié. L'avoué se met à vagabonder tandis que Bartleby reste tranquille, mais c'est parce qu'il reste tranquille et ne bouge pas, que Bartleby est traité comme un vagabond.

Entre l'avoué et Bartleby, y a-t-il un rapport d'identification ? Mais qu'est-ce qu'un tel rapport, et dans quel sens va-t-il ? Le plus souvent, une identification semble faire intervenir trois éléments, qui peuvent d'ailleurs s'échanger, permuer : une forme, image ou représentation, portrait, modèle ; un sujet au moins virtuel ; et les efforts du sujet pour prendre forme, s'approprier l'image, s'adapter à elle et l'adapter à lui.

C'est une opération complexe qui passe par toutes les aventures de la ressemblance, et qui risque toujours de tomber dans la névrose ou de tourner en narcissisme. C'est la « rivalité mimétique », dit-on. Elle mobilise une fonction paternelle en général : l'image est par excellence une image de père, et le sujet est un fils, même si les déterminations s'échangent. Le roman de formation, on pourrait dire aussi bien le roman de référence, en donne de nombreux exemples.

GILLES DELEUZE.

(1) Leitmotiv, phrase-clé du récit de Melville, par laquelle Bartleby « répond » à toutes les demandes qui lui sont faites.

(2) Il s'agit bien sûr du roman de Robert Musil, traduit du français par Philippe Jaccottet, sous le titre *l'Homme sans qualités*.

Sous la direction d'Alain NICOLAS - Libraire - Expert

les autographes

Manuscrits et autographes à travers les âges.
Identification, acquisition et conservation des documents.
Investissements et conseils pour une collection.

Un volume 17x24, 376 pages, illustré, 360 F

Maisonneuve & Larose

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 06 - Téléc. : 612358 F

Apr 11 1989

(1) «Papiers de José Bergamin»,
Centre Georges-Pompidou, Petit Foyer,
jusqu'au 4 mai.

(2) Le Temps qu'il fait (Cognac)

Communication

L'avenir de l'audiovisuel

Une réanimation d'urgence pour le secteur public

Les grandes lignes de la réforme de l'audiovisuel public, approuvées mercredi 26 avril en conseil des ministres, seront soumises au débat du Parlement le 9 mai. Un projet de loi pourrait les concrétiser avant la fin de cette session.

Un même président pour A2 et FR3. Une seule autorité pour veiller sur la complémentarité de deux chaînes qui doivent marier leurs grilles, leurs régies publicitaires et leurs achats de programmes. Une même stratégie de groupe pour créer des solidarités économiques et des cohérences sociales au sein des neuf entreprises du secteur public. Une redynamisation en augmentation sensible, une publicité maintenue mais contingente, des méthodes de gestion modernisées. Tel est le traitement de choc que veut administrer le gouvernement à l'audiovisuel public affaibli par deux ans de concurrence sauvage avec les chaînes privées. Avec un double objectif : restituer sur les écrans la diversité de programmes mise à mal par la logique commerciale et relancer la création face à l'invasion des productions américaines et japonaises.

Entre la logique de la concurrence qui gangrène l'audiovisuel public depuis 1974 et le rêve d'une reconstitution du vieux ORTF, le gouvernement a choisi une voie médiane. Il laisse à A2 et FR3 leur autonomie de gestion et de programmation mais l'encadre fermement par une présidence unique et une ferme obligation de complémentarité. M^{me} Catherine Tasca affirme qu'elle n'était pas d'emblée séduite par cette solution et lui préférerait une coordination plus souple entre les deux chaînes. Mais le ministre délégué de la communication comme M. Jack Lang se sont laissés convaincre par deux exemples étrangers : ceux de la RAI italienne et de la BBC britannique où un seul président définit les stratégies à moyen terme, harmonise les programmes et arbitre les concurrences stériles. Deux télévisions publiques qui ont

su résister victorieusement au privé sans perdre leur âme.

L'autorité commune coiffant A2 et FR3 a un autre avantage plus discrètement évoqué : si le Parlement approuve cette réforme avant la fin de la session de printemps, les actuels présidents des deux chaînes, nommés par la CNCL en 1986, devront plier bagages avant la fin de leur mandat. Or M^{me} Tasca n'a jamais caché que le coma de l'audiovisuel public, qui a perdu 20 % de son audience, lui semblait assez grave pour ne pas retarder davantage une réanimation d'urgence.

Redevance et publicité

Une fois choisi par le CSA, le « super président » du binôme public pourrait prendre les commandes dès la rentrée de septembre. Dans l'esprit de M^{me} Tasca, l'heureux élu devrait surtout s'attacher à relancer la dynamique et les projets d'A2 et FR3, laissant la programmation quotidienne aux directeurs des deux chaînes. Mais il devrait surtout veiller à ce que chacune des chaînes respecte sa mission. Pour A2, la cause est entendue : généraliste, pour tous publics, elle doit se distinguer du privé en privilégiant la création. Définir le rôle de FR3 est moins simple : « chaîne de la différence », elle doit proposer des documentaires quand A2 diffuse des films, des magazines quand A2 programme des variétés. « Chaîne de la découverte », elle est invitée à révéler des talents encore ignorés et à faire une large place aux spectacles vivants. Une double mission qui la rapproche du rôle joué avec succès par Channel Four en Grande-Bretagne. Mais FR3 est aussi régionale, et le gouvernement souhaite qu'elle accorde une large place à une télévision de proximité et de services dans ses vingt-cinq stations locales. Une vocation qui ne sera pas toujours facile de conjuguer avec la première.

An-déjà d'A2 et de FR3, le gouvernement veut imposer « une str-

atégie de groupe » aux neuf entreprises du secteur public. Il s'agit surtout d'offrir aux sociétés de production publiques un débouché privilégié sur A2, FR3 et la SEPT. Les pouvoirs publics n'ont pas suivi les partisans d'une libéralisation qui soulaierait une plus grande ouverture aux producteurs privés. Ils préfèrent laisser aux entreprises publiques le temps de se restructurer.

La Société française de production est invitée à retrouver le chemin

si elle reste contingente. En revanche, la part du financement public doit rapidement augmenter après le coup d'arrêt de 1987. Dès l'an prochain et l'année suivante, la redynamisation progressera pour rattraper la moyenne européenne. Le gouvernement s'est engagé à compenser les exonérations des personnes âgées et à rebudgetiser le financement de Radio-France internationale sans préciser toutefois dans quels délais.

M^{me} Tasca et M. Lang espèrent



de la rentabilité. Les pôles de production de FR3 seront progressivement regroupés et, n'ayant plus accès au financement par la redevance, devront prouver leur compétitivité sur le marché.

Pour financer cette relance de l'audiovisuel public, le gouvernement a encore choisi une voie médiane préservant le mariage entre redevance et publicité. Certains experts socialistes voulaient supprimer toute publicité pour éliminer des écrans publics toute logique commerciale. Leurs propositions ont été jugées irréalistes : la publicité sera durablement maintenue, même

que l'ensemble de ces mesures permettront rapidement au service public de remonter la pente et de faire « jeu égal » avec les chaînes privées. Une grande part de ce pari repose sur la personnalité du futur patron d'A2 et FR3. Sur ce point, le pouvoir est relativement impuissant : seul le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut choisir, et le cas échéant, sanctionner le nouveau responsable. Mais la tutelle publique se réserve le droit de faire passer sa politique en jouant un rôle beaucoup plus actif au sein des conseils d'administration des chaînes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le pari industriel des satellites

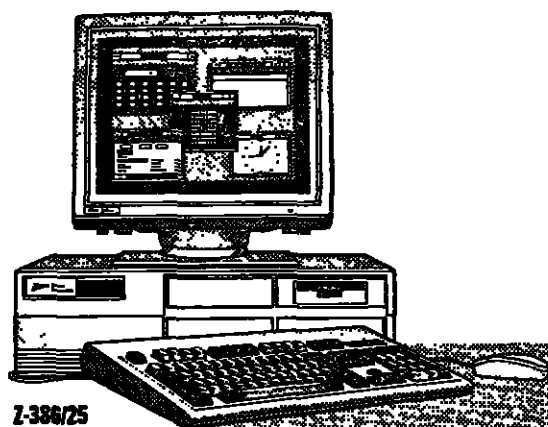
Lancement de TDF 2, commande de 750 000 décodeurs et mission de réflexion sur la future filière de satellites français de communication : M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a exposé au conseil des ministres, mercredi 26 avril, les grandes lignes de sa politique en matière de télédiffusion.

France-Télécom entend ainsi à la fois s'assurer d'une deuxième filière industrielle de décodeurs, au côté de celle amorcée par Canal Plus associée à la SAGEM (le Monde du 22 avril), et permettre techniquement le paiement de programmes ou de services sur ses réseaux câblés. La plupart de ces appareils (dont les premiers sont disponibles dès Noël cette année) sont, en effet, destinés aux réseaux câblés, et pourront être loués aux consommateurs à un tarif proche d'une vingtaine de francs mensuels. Parallèlement, France Télécom va porter de 49 % à 51 % sa participation dans Télédiffusion de France (TDF). Les deux sociétés ont défini leurs champs d'action respectifs et pourront chacune présenter une offre globale à leurs clients.

Enfin, M. Quilès a annoncé le lancement prochain d'une mission de réflexion sur la filière française de satellites. « Il est clair qu'il n'y aura pas de TDF 3 ou de TDF 4, dans leurs caractéristiques actuelles », explique M. Quilès. En analysant les besoins futurs des opérateurs, cette mission de longue durée devra déterminer quels types de satellites seront nécessaires à l'horizon 1995, sur un marché devenu très concurrentiel. Les différences entre satellites de télévision et de télécommunications s'estompant, ces futurs satellites auront sans doute plusieurs missions. Reste à déterminer leurs caractéristiques techniques (puissance, zone de couverture, nombre de canaux) et s'ils seront exploités dans un cadre national (comme les actuels Telecom 1) ou multinational (l'organisation européenne Eutelsat proposant par exemple un système Européen commun à plusieurs pays).

L'ensemble de cette politique devra s'intégrer dans les projets européens Europe 1992 haute définition et Europe audiovisuelle. Réunis jeudi à Luxembourg, les ministres des télécommunications des Douze devaient décider de financer, à hauteur de 45 millions d'ECU, un programme de promotion des normes européennes de télévision haute définition.

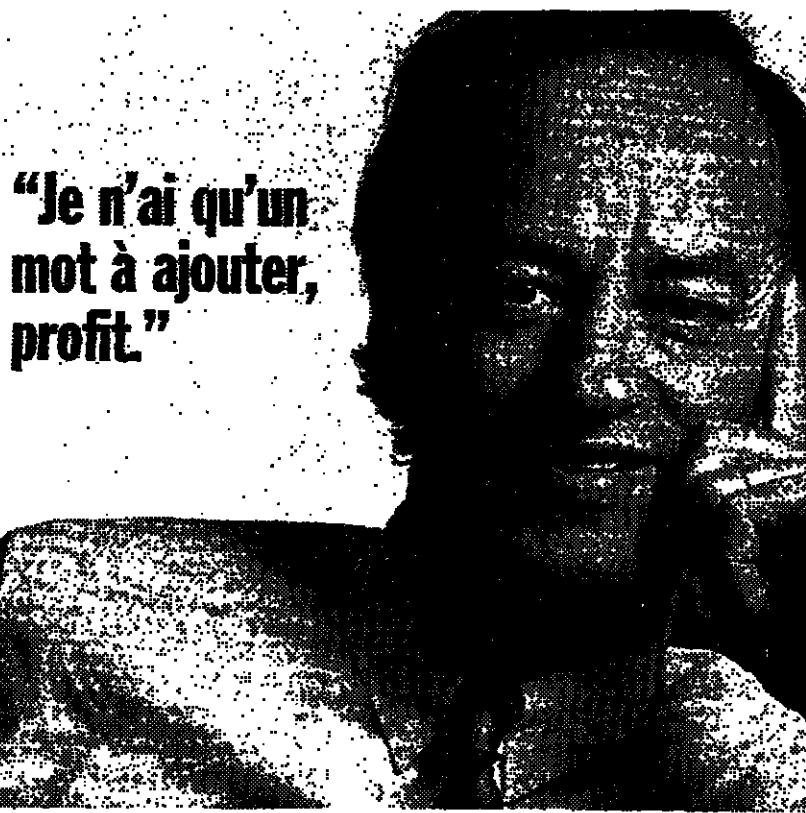
MICHEL COLONNA D'ISTRIA.



Z-386/25

Zenith Z-386/25
SuperSet 32 bits. Mémoire cache.
Mémoire RAM 2 Mo extensible
à 8 et 32 Mo. Vidéo VGA 6.02 MIPS.
Disque dur ESDI à 16 millisecondes.
Mot de passe. MS-DOS.
UNIX, MS-OS/2, WINDOWS 386

"Je n'ai qu'un
mot à ajouter,
profit."



ZENITH data systems

- ☐ Envoyez-moi sans engagement de ma part votre documentation.
- ☐ Je souhaite rencontrer un ingénieur commercial Zenith

Nom _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

Renvoyez ce coupon à: Zenith Data Systems
B.P. 201 - 92002 Nanterre cedex.

Je m'inscris



Le voyage + l'hôtel + la voiture*, c'est l'Amérique!

Sauf à New York

NEW YORK
4655 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + les 7 nuits d'hôtel en chambre double

WASHINGTON
4980 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel en chambre double, 2 nuits à Washington, 5 nuits en Virginie + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

FLORIDE
4990 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel en chambre double, 2 nuits à Miami, 5 nuits à Orlando + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

CALIFORNIE
5950 F
PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel 7 nuits avec bons Fly Drive, selon la ville où vous vous trouvez + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

Des tarifs particulièrement planants, du 10 avril au 20 juin 89, pour 7 jours à deux en Amérique, c'est l'offre amicale que vous font Pan Am et Vacances Fabuleuses. Demandez la documentation à votre Agent de Voyages ou à Vacances Fabuleuses, 1 Rue Scribe, 75009 PARIS. Tél : (1) 42.66.41.76.

Nom

Adresse

Code Postal

**VACANCES
FABULEUSES**

PAN AM
N° 1 SUR L'ATLANTIQUE

MUSIQUES

« Le directeur de théâtre » à Lyon

Duel Mozart-Salieri à Schönbrunn

Toujours errant, l'Opéra de Lyon rêve à sa demeure permanente en faisant escale à l'Eldorado pour un délicieux spectacle qui devrait bien voyager.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Louis Erlo et Jean-Pierre Brossmann rendent vie à un vieux théâtre, peuplé de grandes ombres (Collette, Yvette Guilbert, Mistiguet, Marguerite Moreno, Fernand...), qui, depuis 1894, animait le quartier populaire de la Guillotière.

Réformé par la commission de sécurité, l'Eldorado a failli être détruit : mais ce serait grand dommage de se priver de ces « Bouffes du Nord » lyonnaises, dotées d'une visibilité et d'une acoustique également excellentes, qu'il faudrait bien rénover : car actuellement, sur mille trois cents places, on n'a le droit d'accueillir que trois cent cinquante personnes ; une misère pour l'Opéra...

Sauvé par le docteur Charles Mérioux, ce théâtre fait un triomphe à sept représentations d'un spectacle qui ressuscite la fameuse soirée du 7 février 1786 à l'orangerie du château de Schönbrunn : on y joue les deux comédies musicales commandées par l'empereur Joseph II pour opposer l'opéra buffa et le Singspiel : car *Prima la musica, poi le parole* de Salieri comme *Der Schauspieler* de Mozart traitent toutes deux des sujets analogues mettant en scène le petit monde du théâtre, coté coulisses.

Le livret de Casti est assez embrouillé, mais les prétentions des cantatrices, les disputes du poète et

du compositeur, sont bien claires et menées à une allure étourdissante par Salieri, avec une musique sèche mais adroitement trébuchée, où le récitatif et l'air se mélangent sans cesse. Cependant, dès que Mozart apparaît, c'est un grand bouquet de fleurs de lyrisme qui envahit et parfume la scène.

La musique du *Directeur de théâtre*, contemporaine des *Noces de Figaro*, est assez connue, mais on réduit en général la représentation à ces quelques airs et ensembles. L'originalité du spectacle lyonnais est de reprendre (en français) l'ensemble du livret de Stéphanie Le Jeune. Les morceaux de musique y sont servis dans une adorable comédie parlée (un peu longue cependant) où des acteurs de différents emplois viennent exposer leur talent pour se faire engager : ingénue, tragédienne, paysanne rusée, en compagnie de leurs partenaires ou amants, alternent avec les cantatrices et le ténor.

C'est joué par une troupe jeune, d'un charme irrésistible, dans une mise en scène de Myriam Tenant (ancienne assistante de Strehler), aux gestes pétillants et justes, avec un orchestre de Lyon entablé par Claire Gihault. Côté chanteurs, Brigitte Pourrier, Luba Orgonova et Jean-Luc Viala, dans leurs assauts de virtuosité, ont déjà la couleur idéale de la *Flûte enchantée*, tandis qu'Alexandra Coku, Gloria Banditelli, Bruno Praticco et Bruno De Simone illuminent les facettes de la fantaisie cascadeur de Salieri. Avec les décors et costumes aussi simples que ravissants de Rudy Saboughi, c'est un spectacle qui devrait beaucoup voyager.

J. L.
* Dernières représentations à l'Eldorado (33, boulevard Gambetta, Lyon), les 28 et 29 avril (20 h 30).

Ce cher Opéra...

Ce n'est pas avant trois ans, au mieux, que l'Opéra de Lyon réintégrera la vieille maison de la place de la Comédie, construite par Chenevard, en 1831, qui sera entièrement recréée de l'intérieur par Jean Nouvel. On comptait pourtant l'inaugurer lors des élections municipales, si possible après, pour M. Michel Noir, qui, bon prophète, se voyait déjà dans le fauteuil du maire... (le Monde du 11 novembre 1986).

Mais l'ancienne équipe a préféré attendre, effrayée par le montant de l'addition qui pouvait nuire à sa réputation devant les électeurs, et les devis n'ont cessé de grimper depuis : on en était à 215 millions de francs le 22 juin 1987, puis à 387 millions TTC le 19 septembre 1988, lors du vote définitif du conseil municipal. Sur ce total, qui comprend des frais extérieurs (déménagement des services pendant les travaux, expropriation des petits commerçants, honoraires, assurances, etc.), le montant de la reconstruction représente 250 millions de francs.

Actuellement, seuls le plafond et le rideau de scène, qui sont classés, ont été déposés, et il a

fallu pour cela ouvrir une tranchée dans les fauteuils d'orchestre. Les services techniques de la ville attendent les dernières propositions détaillées des entreprises avant d'engager les travaux qui pourraient commencer fin mai.

D'après l'adjoint aux affaires culturelles, M. Oudot, les plans de Jean Nouvel ne devraient pas être remis en question. La construction dans un autre lieu de l'Opéra de deux mille places, dont M. Michel Noir avait évoqué la possibilité, n'est plus envisagée : il aurait coûté de 600 à 700 millions de francs !

Il faut souhaiter que les travaux commencent vite, car, avec l'inflation, on va vite épuiser les 400 millions. Et, plus grave, c'est l'avenir même d'un des meilleurs Opéras de France qui est mis en péril. Louis Erlo et Jean-Pierre Brossmann pourront-ils continuer impunément à promener leur public de salle en salle, dans des conditions d'exploitation impossibles et coûteuses, qui leur interdisent de grands desseins ?

J. L.

Centre dramatique de La Courneuve
LES NUITS DU HIBOU
d'après René de Obaldia et Jean-Claude Mézières
du 20 au 30 avril et du 11 au 21 mai
jeu. ven. sam. à 20 h 45 - dim. à 16 h 30
Centre culturel Jean-Houssier La Courneuve Loc. 48 36 11 44 et 3 Franc.

MONT-PARNASSE
MYRIAM DE COLOMBI PRÉSENTE
ANDRÉ DUSSOLIER
PHILIPPINE LEROY-BEAULIEU
FRANÇOIS CHAUMETTE
LES CAPRICES de Marianne
MISE EN SCÈNE **BERNARD MURAT**
LOC. 43.22.77.74
AU FOYER DES 19 H. ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

L'Opéra Bastille trois mois avant l'inauguration

Flou artistique

Quand on visite surtout les installations scéniques de l'Opéra Bastille et cette belle salle de deux mille sept cents places, on n'a qu'une envie, c'est de voir fonctionner ce théâtre.

Jour après jour, l'Opéra-Bastille subit les quolibets de la presse ; on daube sur l'absence de directeur musical, le secret qui entoure l'inauguration du 13 juillet et le programme de la saison prochaine, la rivalité présumée avec le palais Garnier, la grève des personnels, etc.

Mais ce ne sont là que péripéties à côté de la réalité d'un théâtre tout neuf, achevé en temps et en heure (1), et qui ne demande qu'à marcher. Certains pensent que, à la suite de la crise de l'an passé et du retard pris dans l'organisation artistique, il faudrait mieux attendre un an avant d'ouvrir. Mais l'opinion accepterait sans doute mal qu'un

investissement aussi lourd reste inutilisé, et comprendra au contraire fort bien que la première saison de « préfiguration » ne puisse être aussi brillante qu'on aurait pu le souhaiter ; l'essentiel n'est pas de roder les installations scéniques le plus vite possible, de familiariser les artistes et le public avec ce nouvel établissement pendant deux ou trois années de « montée en puissance » ? C'est à bon droit la position de M. Pierre Bergé, président du conseil d'administration des Opéras de Paris, comme de l'Elysee.

Que se passe-t-il donc actuellement à l'Opéra-Bastille ? Côté administratif et technique, les choses vont plutôt bien, si l'on en croit les déclarations que nous a faites M. Dominique Meyer (voir ci-dessous). Côté artistique, nous n'y voyons pas clair.

L'Etat et l'Opéra de Paris ne se sont pas encore complètement remis de la crise qui a abouti en janvier au congédiement de Daniel Barenboim, accompagné par les éclats de Pierre Boulez et la démission de Pierre Boulez. Par ailleurs, on n'a pas encore très bien compris les rai-

sons de la nomination, en décembre, de M. René Gonzalez comme directeur de l'Opéra-Bastille, qui avait été faite, disent certains, pour donner des gages à Barenboim, Chéreau et Boulez. Et sa mission véritable reste assez floue. Il semble que la présence de son équipe de Bobigny ne facilite pas actuellement la nomination d'un directeur musical, la plupart des chefs d'orchestre pressentis souhaitant collaborer avec une équipe de professionnels du théâtre lyrique.

Ajoutons qu'il est difficile d'apprécier le travail de cette équipe qui se refuse à donner la moindre indication sur son programme et refuse toute interview, annonçant seulement de belles surprises, dans un silence de plomb.

En attendant, la situation paraît bloquée encore pour quelque temps et l'échec de l'hypothèse Janowski (le Monde des 19 et 25 avril) n'arrange pas les choses. Faut-il penser, comme on le chuchote, qu'on doit encore patienter jusqu'au 14 juillet pour procéder à de nouveaux remaniements, toute modification d'ici là étant exclue alors que

le président de la République attend de nobles hôtes pour fêter à la Bastille le Bicentenaire ?

Cette soirée d'ouverture, le 13 au soir, promet en tout cas d'être brillante, avec une distribution somptueuse réunissant de très grands chanteurs, le Ballet et l'Orchestre de l'Opéra, sous la direction de Georges Prêtre, dans un spectacle réglé par Bob Wilson. Après plusieurs jours de concerts, où Léonard Bernstein en particulier devrait être présent, la Bastille fermera jusqu'à l'inauguration de sa première saison d'opéras en janvier, qui reste encore enveloppée de mystère : on parle d'un *Don Carlo* de Vienne, de *Wozzeck* et de *Karla Kabanova* dans les réalisations de Garnier, et d'une ou deux productions originales, mais il y a tant de bruits qui courent et ne sont que bobards !

J. L.

Un entretien avec M. Dominique Meyer

« Un investissement pour cent ans »

tives n'a été envoyé que le 31 mars et les discussions ont commencé depuis peu.

— Ces grèves n'étaient donc qu'un coup de semonce avant les négociations ?

— Si vous voulez, mais il y a de vrais problèmes pour certaines catégories, en particulier les techniciens du plateau, qui ont actuellement une organisation très rigide, en équipes fixes, et qui doivent accepter un système plus souple. Une partie importante de leur rémunération provient des heures supplémentaires, qui n'auront plus leur raison d'être dans un théâtre aussi perfectionné que la Bastille. Ils voudraient, bien entendu, ne pas voir réduits leurs gains actuels.

Un souci primordial : l'orchestre ?

— Comment se fait la répartition des personnels entre Garnier et la Bastille ?

— Pour les techniques, un tiers d'entre eux restent à Garnier et deux tiers viennent ici. Pour le personnel administratif, qui sera logé en majeure partie à la Bastille, il n'y a pas de séparation. L'Opéra de Paris reste un corps unique, avec toujours à peu près les mêmes effectifs globaux (mille trois cents cinquante personnes), et, donc, les services seront communs (comptabilité, informatique, etc.) pour les trois théâtres (car vous savez que nous assurons aussi le fonctionnement de la salle Favart, mais non sa production).

— Et les artistiques ?

— Pas de problème pour les chanteurs qui viendront à la Bastille. En revanche, rien n'est encore résolu pour l'orchestre. Premier point essentiel : pour accompagner le Ballet à Garnier, nos prédécesseurs avaient prévu que des orchestres extérieurs seraient engagés au coup par coup ; après étude, cette solution paraît impraticable, préjudiciable au renom d'une troupe aussi prestigieuse que le Ballet de l'Opéra et trop onéreuse. Il faut donc envisager pour l'ensemble des deux théâtres un orchestre de deux cent vingt musiciens, ce qui suppose un important recrutement, car nous n'avons actuellement que cent quinze instrumentistes et de nombreux postes à pourvoir.

Naturellement, rien ne peut être fait avant la nomination du directeur de la musique, notre plus grand souci. Les musiciens auront par ailleurs à faire un choix de carrière : ou bien reprendre leur liberté, ou se consacrer à l'Opéra ; il ne sera plus possible, avec deux établissements qui donneront ensemble au moins trois cent cinquante représentations en année pleine, de tolérer des absences fréquentes. Jusqu'en novembre, l'orchestre sera mis à la disposition du Ballet, mais la sélection et le rodage des nouveaux effectifs sont urgents si nous voulons commencer les représentations en janvier 1990.

— Avec quels ouvrages ?

— C'est le secret de M. Bergé et Gonzalez, qui ne tarderont pas, je pense, à exposer leurs programmes.

— Comment se fait la prise de possession technique de la Bastille ?

— Notre directeur de la scène, M. Georges Chevalier, qui vient de Garnier, est à pied d'œuvre ainsi que le directeur technique, le chef machiniste et une équipe formidable. Ils suivent le travail de finition, et apprennent le fonctionnement de tout ce matériel. Nous mettons la dernière main au programme de formation des personnels et aux tests des plateaux et éclairages. Bientôt nous commencerons des essais en vraie grandeur avec des décors du patrimoine de Garnier. Je tiens à dire toute l'aide que nous recevons de l'établissement public de construction, M. Pierre-Viot, M. Michèle Andou, qui ont mené à bien cet équipement avec une efficacité rare.

— Vous le voyez, nous avançons malgré les difficultés de tout genre, et tout le monde a envie que cela marche. Nous sommes très conscients des sacrifices consentis par la collectivité nationale pour créer un nouveau théâtre digne du passé de l'Opéra de Paris, mais qui soit largement ouvert cette fois aux millions de Français intéressés par l'art lyrique, à Paris et aussi en province (sachez-vous que la SNCF étudie déjà l'organisation de trains spéciaux pour nos spectacles !). Tous nous travaillons pour la gloire, non d'un homme, mais de ce théâtre, en sachant que c'est une chance incroyable pour nous d'être là en ce moment.

Propos recueillis par
JACQUES LONCHAMPT.

ARTS

Une exposition de Jean-Pierre Pincemin

Changements à vue

Jean-Pierre Pincemin est de ces peintres français dont l'œuvre est née sous le signe de Support-Surface au début des années 70. Comme ses compagnons d'alors, il s'essayait à la géométrie, à la monochromie et aux jeux du motif répété méthodiquement. Et comme la plupart d'entre eux, Pincemin s'est peu à peu détourné de son premier système de découpage et de construction. Soit lassitude, soit conscience d'en avoir tiré le meilleur, il l'a assumé et a fini par renoncer à cette contrainte et cependant utile discipline.

Mais que faire de cette liberté ? S'inventer un style original et cohérent, comme l'ont tenté, de manières fort différentes, un Cane et un Bioulès ? Pincemin, à en croire sa dernière exposition, refuse une telle exigence d'unité. Il lui préfère la variété, le disparate même, de travaux dont l'on a peine à admettre qu'un seul homme soit l'auteur. Sur un mur, trois panneaux carrés divisés chacun en neuf carrés monochromes à trois couleurs. Peinture propre, nette et neutre, une abstraction algébrique et muette, un rien luxueuse et décorative. Sur un autre, une grande toile chargée de couleurs épaisses qui forment un émail luisant. On y distingue un arbre ou un rameau aux larges feuilles exotiques. Ailleurs, une composition

de cercles tournants, panorama de planètes où passent des queues de comètes et des soleils. Et sur le mur d'en face, des constructions de débris et de clous de contre-plaqué et de fornicia aux tons criards montés sur armatures en fils de fer.

Chez trop de contemporains, cet éclatement dénonce un usage excessif du pastiche et de la citation. La peinture tourne alors à l'énumération et à l'hommage posthume à perpétuité. Ici, rien de tel. Tout au plus de lointains cousinages, des références traitées avec ironie et le refus du sérieux et du style. Refus remarquable, dans une époque marquée par la floraison de tous les manirismes et de toutes les facilités. Refus presque héroïque tant il est contre nature. Quel artiste peut s'interdire en permanence de se répéter et de se renouveler sans cesse ? On ne sait comment finira la peinture de Pincemin ni si elle pourra conserver longtemps l'air de détachement et de noble indifférence qui fait sa séduction. Mais le plaisir est grand, aujourd'hui, de suivre les métamorphoses intelligentes d'un artiste qui n'a d'autre règle que son « bon plaisir ».

Ph. D.

* Galerie Montparnasse, 31, rue Mazarine, jusqu'au 7 mai.

Une copie du Théâtre de Varsovie ?

Le dernier bruit qui court dans la presse, concernant l'Opéra-Bastille, c'est qu'on a copié le Théâtre de Varsovie, dont, selon *Paris-Match*, le fonctionnement est « tellement poussé » à que la Bastille va tout droit à « la Barzina financière » !

Michael Dittmann, qui a établi le programme scénique de la Bastille, connaît bien Varsovie pour y avoir monté *Lulu* et *Die Soldaten* en 1971 avec l'Opéra de Düsseldorf. Il montre sans peine qu'il n'y a aucune compa-

raison entre les deux théâtres, puisque à Varsovie la scène principale est entourée de trois scènes annexes, alors qu'à la Bastille dix scènes annexes sur deux niveaux, ainsi que la salle de répétitions, permettant de maintenir montés les décors de trois ou quatre opéras complets (des décors de 400 mètres carrés sur 12 mètres de haut), qui peuvent être amenés en quelques minutes sur la scène principale.

L'ETOFFE DES HEROS

costumes et textiles français de la Révolution à l'Empire - jusqu'au 30 juillet 1989
Musée des Arts de la Mode - Pavillon de Marson - 109 rue de Rivoli Paris 1er
M^l Polois Royal 12h30-18h00 - dimanche 11h00 - 18h00
fermé lundi et mardi - téléphone : 42 60 32 14

NOUVELLE FORMULE
Le Monde
ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

J.P. Meyer 1510

Culture

DANSE

« Jerome Robbins' Broadway », à New-York

La précision du délire

Le chorégraphe Jerome Robbins ressuscite, à New-York, les « hits » de ses comédies musicales d'antan. Une enquête policière... et un éblouissement.

Rien au monde n'est mieux taillé que le collier de barbe blanche de Jerome Robbins. Il a soixante-dix ans, il fait encore sa barre tous les jours - si ce n'est un spectacle de Jerome Robbins. Et spécialement celui-ci, cet éblouissant Jerome Robbins' Broadway qui se donne depuis février dernier à l'Imperial Theatre de New-York : un patchwork des grands moments (les Américains disent « show-stoppers ») de sa carrière de vingt ans sur Broadway, de 1944 à 1964. Après cette date, Robbins allait délaisser la comédie musicale pour son autre passion, le ballet. Notamment au sein du New York City Ballet, aux côtés de George Balanchine et aujourd'hui de Peter Martins.

C'est le « show » des superlatifs. La production la plus coûteuse de l'histoire de Broadway : 8 millions de dollars - il faudra seize mois de salles comblées pour l'amortir. Celle qui a bénéficié des plus longues répétitions : six mois, au lieu des six semaines habituelles (le perfectionnisme de Robbins est légendaire). Les billets à un prix record : 55 dollars. La plus vaste distribution : cinquante danseurs (portant quatre cents costumes et quatre cents paires de chaussures), cent cinquante personnes derrière la scène...

La presse embouche les trompettes. « Un monument sans précédent, un musée vivant élevé à l'honneur par un des plus grands noms de Broadway », écrit Time. « C'est comme si le vrai Broadway resuscitait des lieux pour montrer ce qu'il en était au pseudo-Broadway d'aujourd'hui », s'écrit Newsweek. « La plus brillante distribution de chanteurs et danseurs que j'aie vue durant mes quarante ans de théâtre », affirme Jules Styne, le compositeur de Gypsy.

Voici, dans un joyeux téléscopage d'espaces et de temps, les marins de On the Town, en permission de vingt-quatre heures à New-York pendant la guerre - Robbins, en 1944, révolutionnait là le « musical » en y accordant à la danse une place sans précédent. La cascade de gags chez les Romaines de A Funny Thing Happened on the Way to the Forum. Le jazz des années 20, le tourbillon de moudains, de gangsters et de bootleggers de Billion Dollar Baby. Extraite de High Button Shoes, la chorégraphie sans doute la plus folle, la plus drôle de l'histoire du « musical » : un délire à la Mac Sennett, qui fait entrer et sortir à toute vitesse, de sept cabines de bain, un bataillon de bathing beauties, des agents de police, un trio d'escrocs draculesques et même un gorille.

Voici Fiddler on the Roof, sa célébration des bienfaits de la tradition et sa danse des bouteilles (elles sont posées sur le chapeau des



hommes, qui se démentent sans les renverser). Voici, cœur du spectacle, West Side Story, où Robbins inventa une nouvelle race d'interprètes, les chanteurs-danseurs-acteurs : l'affrontement furieux des Jets et des Sharks, « America », « Cool »...

Voici The King and I, sa ravissante stylisation des danses orientales et sa rivière de soie bleue qui engloutit les méchants. Les trois théâtres déchaînés qui font l'éducation d'une naïve débutante dans Gypsy. La scène des enfants qui volent dans Peter Pan pourrait être mièvre et sucrée : elle met presque la larme à l'œil tant elle est faite avec brio technique, charme et humour.

On va d'éblouissement en éblouissement devant la haute précision de chaque numéro (« réglé au millimètre ») n'est plus une expression excessive) comme devant l'extrême, le fou, la générosité, l'engagement des interprètes. Devant le génie de Robbins : son art de créer des caractères et des climats par la danse, de donner une clarté narrative à chaque mouvement, de rester lisible dans les moments les plus sophistiqués. Et quelle élégance ! Ce magicien méticuleux doit se faire une raison, il ne possède pas l'ombre d'un don pour la vulgarité.

Il a dû pendant deux ans jouer au détective. Car il ne restait pas la moindre trace de ces comédies musicales - excepté pour The King and I, West Side Story et Fiddler on the Roof, dont on avait fait des films. « En ce temps-là, dit Robbins, un show n'était qu'un show ; quand il était fini on passait au suivant. Personne ne se souciait d'archiver, de conserver. » Il lui fallut donc mener une véritable enquête policière pour retrouver quelques-uns de ses interprètes et collaborateurs du passé. Traquer une ancienne danseuse dans le Texas, un arrangeur de musique de danse dans l'Ohio, un dancecaptain dans le Tennessee. Au fil d'une patiente toile d'araignée : « Je ne me souviens pas bien, lui disaient souvent ses correspondants

au téléphone. Mais appelez un tel, il doit savoir... »

Il apprit ainsi qu'une chorus girl avait conservé en notation Laban le charleston de Billion Dollar Baby. Qu'une autre avait constitué, pour Look Ma, I'm dancing, un énorme cross-book dont les photos permirent de retrouver force détails. Qu'un certain Kevin Jo Johnson avait « piraté », avec une caméra d'amateur, le Bathing Beauty Ballet de High Button Shoes. Il fallut trois mois pour détecter l'homme, à Washington. Il avait bien le film, mais il manquait le tiers central... La reconstitution de ce morceau donna lieu à d'étonnantes retrouvailles, dans le studio où Robbins avait convoqué une douzaine de ces revenants. Ils se reconnurent à peine : quarante ans avaient passé. « On écoutait la musique, on regardait les photos, raconte l'un d'eux, Jerry nous mettait dans certaines positions, et peu à peu la mémoire du corps jouait, nous retrouvions les mouvements... »

Résurrection en haute fidélité ? Pas tout à fait. « J'avais dû lutter contre les souvenirs des spectateurs, dit Robbins. La mémoire exagère tout. Donc, s'il y avait des changements à apporter, ce devait être en mieux. Après tout, c'est mon travail, j'ai le droit de le modifier. Mais dans l'ensemble, c'est assez fidèle. » Il justifie son entreprise le plus simplement du monde : « J'aimais ce que mes collaborateurs et moi-même avons fait dans ces ouvrages. Et je ne voulais pas que ce soit perdu. » Seule la dernière image est infidèle (et superbe) : Broadway scintillant d'enseignes lumineuses, les titres des comédies musicales de Robbins, et toute la troupe réunie, survoltée par Peter Pan.

Le triomphe de Jerome Robbins' Broadway met un baume sur l'amour-propre américain, mis à mal dans le domaine de la comédie musicale : les grands succès des années 80, Cats, Les Misérables, le Fantôme de l'Opéra, étaient tous anglais...

SYLVE DE NUSSAC.

Deux disparitions

Elmar Tophoven, fondateur du Collège européen des traducteurs

Le professeur Elmar Tophoven, un des plus brillants traducteurs d'auteurs français contemporains, qui vient de mourir à Strælen (RFA), sa ville natale, à l'âge de soixante-six ans, aura été un lien, aussi essentiel que discret, entre l'Allemagne et la France, un de ces incomparables « passeurs » des littératures.

Né en 1923 d'une mère hollandaise, en Rhénanie du Nord, à quelques kilomètres de la frontière des Pays-Bas, élevé en néerlandais, bilingue de naissance, puis trilingue par amour du français, Elmar Tophoven partageait sa vie entre Paris et Strælen : Paris, où il enseignait la traduction littéraire aux germanistes de l'Ecole normale supérieure ; Strælen, où il avait créé le Collège européen des traducteurs.

Pour un lecteur allemand nommé à la Sorbonne après la guerre, en 1949, passionné de théâtre, il avait commencé sa carrière de traducteur en 1951 avec la pièce Tous contre tous d'Arthur Adamov, Adamov, grâce à qui il avait rencontré Samuel Beckett, dont il traduisait ensuite En attendant Godot. Il fut ensuite le traducteur

incomparable du Voyageur, d'Alain Robbe-Grillet, et de l'œuvre de Nathalie Sarraute, de Claude Simon, de la Route des Flandres, le Palace, l'Herbe, Histoire...

Surtout, en fondant le Collège européen de Strælen, il avait répondu à la nécessité de faire sortir le traducteur de son isolement, de sa solitude, en lui permettant de confronter ses expériences, de travailler pour lui-même ou avec des auteurs dans un lieu d'accueil, mettant à sa disposition toutes les techniques modernes ainsi qu'une vaste bibliothèque de plus de vingt mille volumes - constituée notamment avec les dons d'un autre grand « franco-allemand », l'écrivain Joseph Breitbach. A Strælen, Tophoven travaillait au grand projet de sa vie, en vue de la constitution d'un dictionnaire électronique, mettant en mémoire les observations diverses, les trouvailles et la façon de résoudre les difficultés, afin de les mettre à la disposition de tous les traducteurs.

Le Collège européen de Strælen avait servi en France de modèle au jeune Collège des traducteurs d'Arles, créé grâce aux Assises de la traduction littéraire, qui se tiennent dans cette ville depuis 1984, et Elmar Tophoven avait trouvé là l'occasion de faire profiter de son expérience et de son enthousiasme les traducteurs de tous les pays. Il avait encore beaucoup à traduire, beaucoup à enseigner. Sa disparition est une perte considérable pour tous ceux qui, comme lui, sans pathos pseudo-européen, ont le rêve de créer, grâce à la traduction, un vrai contact entre les langues.

NICOLE ZAND.

THÉÂTRE

Diderot, Duras et Beckett par le Nouveau Théâtre d'Angers

Des lumières et des hommes

Un quatuor de Samuel Beckett, un trio de Marguerite Duras : deux mises en scène de Claude Yersin, le directeur du Nouveau Théâtre d'Angers, où Agnès Laurent monte le Philosophe amoureux, un duo d'après Diderot.

Dans les Eaux et Forêts, de Marguerite Duras, un petit fait divers de clocher (le chien de la dame aurait mordu le jarret du monsieur) sert de prétexte à d'inépuisables variations sur la solitude et le langage. Pas très loin de Samuel Beckett, en somme, même si le trio de Marguerite Duras est enlaid dans le quotidien le plus banal, entre filets à provisions et petits fours, tandis que le quatuor d'En attendant Godot semble surgir de nulle part.

Mis en scène par Claude Yersin, qui dirige depuis 1986 le Centre dramatique national d'Angers, ces deux spectacles sont actuellement à l'affiche dans la proche banlieue parisienne. Le premier, une comédie insolite, rodée comme un pasodoble, est une reprise, le second une création de cette saison.

Comment, tout en restant fidèle à la lettre, et donc à l'esprit, monter Godot autrement que comme « le sketch des Pensées de Pascal traité par les Fratellini », pour reprendre la formule ciblée de Jean Anouilh, saluant, en 1953, la création de la pièce de Beckett par Roger Blin. Claude Yersin, évidemment, s'est posé la question. Il apporte quelques réponses, mais la partition de Beckett est si serrée qu'elle piège tout interprète égaré dans les nuances et qui en perd le rythme. Claude Yersin et ses comédiens ont voulu creuser l'ampitude entre le prosaïsme savoureux et la terrible métaphysique de la pièce. C'est cela, en tout cas, que raconte le décor de Gérard Diderot, parfait, à la limite d'un possible réalisme et d'une abstraction quasi zen... C'est un virage, un bout de route, sa bande blanche, inter-

rompus par un petit tas de pierres où trône Estragon. Une rambarde de fer en épouse la courbe. Contre elle se dresse un petit arbre maigrelet ; au loin, un énorme caillou bestial, comme une sculpture, derrière lequel se lèvent la lune et les étoiles de tous ces soirs où Godot ne viendra plus.

Sous leur légendaire chapeau melon, Vladimir (Thierry Bosc) et Estragon (Jean-Claude Frissung) composent un couple aussi indissoluble que la consolation et la solitude, l'amour et la cruauté, le clown blanc et l'auguste. Blafard, digne, Vladimir porte beau et arbore des boots fins hier élégants. Estragon chausse des pompes épaisses de marcheur impénitent et flotte dans son pantalon trop large et trop court tout comme les manches de sa veste d'où dépassent deux mains désespérées. Les deux comédiens apportent un peu de secret humain à leurs personnages, mais ils se laissent trop souvent aller à des tics de clowns perdus. Avec eux, en tout cas, la note vibre, tandis que le couple de Pozzo et Lucky ne semble jouer qu'une seule corde, celle de la fable. Jean-Pierre Bacot campe un Pozzo trop M. Loyal, et Jacques Brylant ne prête guère étincelle humaine à Lucky. Le spectacle ne trouve pas vraiment son rythme, la seconde partie surtout traîne en longueur. A vouloir creuser l'ampitude, la mise en scène de Claude Yersin s'attarde trop.

La sérénité d'un Vermeer et l'épure lumineuse, simple d'un Chardin... C'est à ces deux peintres que fait songer la scénographie du Philosophe amoureux. Un vaste plancher de bois blond, un lustre de cristal, un paravent, le flambement d'une robe de soie jaune et quelques ombres étirées y suffisent. Le philosophe amoureux, c'est Denis Diderot tel qu'il apparaît dans sa correspondance avec son amie Sophie Voland. Du vent et des nuages, de la perception, de la liberté de pensée, du vieillissement des corps de la jeunesse de l'amour, il débat avec la même finesse, la même profondeur de pensée et légèreté de ton, de style. Dans l'adaptat-

tion de Georges Peltier et la mise en scène d'Agnès Laurent, Denis Diderot et Sophie Voland semblent prendre prétexte de leur amour, glacé, pour s'émerveiller ensemble des beautés de la création. Avec épiglerie, gourmandise, inquiétude aussi parfois. Gracile, toute en nuances et finesse, Anne See est Sophie, femme savante mais non précieuse, et de Diderot Charles Nelson a la vitalité sanguine, l'enthousiasme.

Chaque mot, chaque silence, chaque image contient des trésors de sensibilité et d'intelligence. A un moment, un seul, lorsque le philosophe revient à la gèbe où on l'a jeté pour cause d'Encyclopédie, le spectacle devient un peu trop bavard... Un coup de ciseaux ici s'impose pour que notre bonheur soit parfait. Le Philosophe amoureux est coproduit par le Nouveau Théâtre d'Angers et le Théâtre de l'Hôtel de ville de Saint-Barthélemy-d'Anjou, une petite commune voisine de dix mille habitants, dotée d'un fort joli théâtre et d'un beau sens du risque.

ODILE QUIROT.

★ Les Eaux et Forêts, CAC de Sceaux, jusqu'au 30 avril (46-60-05-64). Le 9 mai à Chartres, le 11 à Valence et du 16 au 20 mai à Angers (41-88-90-08).

★ En attendant Godot, jusqu'au 21 mai, au Théâtre 71, à Malakoff (46-55-43-45), puis tournée à Cœn, Lisseux, Saint-Herblain.

★ Le Philosophe amoureux, jusqu'au 13 mai à Angers.

MURIEL, 23 ans diplômée scripte C.L.C.F., anglais souhaiterait effectuer stages :
SCRIPTÉ PRODUCTION MONTAGE
(Séjour USA dix-huit mois à Boston)
Ecr. DANIELE, carnet du Monde 7, rue des Italiens, PARIS-9°

UNE LOI POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE

Inquiets face à la demande, exprimée par certains professionnels de la danse, de l'ajournement du projet de loi relatif à l'enseignement de la danse actuellement examiné par le Parlement.

- Les soussignés réaffirment :
- 1 - Leur soutien au projet de loi précité tel qu'il a été voté par le Sénat le 12 avril dernier, notamment en tant qu'il crée un diplôme d'Etat obligatoire pour tous les professeurs de danse, sous réserve :
 - a) de dispositions transitoires pour les professeurs qui enseignent la danse à la date de la promulgation de la loi ;
 - b) d'une dispense de l'obligation d'obtention du diplôme pour les personnes qui peuvent justifier soit d'une compétence confirmée en matière d'enseignement de la danse, soit d'une renommée particulière ;
 - c) d'équivalences pour les danseurs professionnels.
 - 2 - Leur souhait que ce projet de loi soit voté et promulgué dans les meilleurs délais.

- SIGNATAIRES :**
- Danseurs de l'Opéra de Paris : Yvette CHAUVRE ; Michaël DENARD ; Jean GUIZERIX ; Wilfride PIOLLET ; Jenine SCHWARZ.
 - Directeurs des Centres chorégraphiques nationaux : Dominique BAGUET ; Joëlle BOUTIER ; Gigi CACIULEANU ; Alfonso CATA ; Régine CHOPINOT ; Patrick DUPOND ; Jean-Claude GALLOTTA ; Jean-Christophe MAILLOT ; Maguy MARIN ; Régis OBADIA ; Roland PETIT ; Anne-Marie REYNAUD ; Joseph RUSSILLO ; Karine SAVORITA ; Jean SARELLI.
 - Chorégraphes : Bruno AGATI ; Jean-Michel AGIUS ; Stéphanie AUBIN ; Josette BAIZ ; Jean-Christophe BLETON ; Marilien BREUKER ; Christine BURGOS ; Cathy CAMBET ; Anne CARIE ; Kline CREMONA ; Maryse DELENTE ; Brigitte DUMEZ ; Mic GUILLAUME ; Daniel LARRIERE ; Groupe LOLLITA ; Roger MEGUIN ; Mathilde MONNIER ; Dany MOREUIL ; Joseph NADJ ; Dominique PETIT ; Angelin PRELJOCAJ ; Jacqueline ROBINSON ; Marc VINCENT ; Edwige WOOD.
 - Directeurs du ballet de la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France : François ADRET (Lyon Opéra ballet) ; Jean-Paul GRAVIER (Ballet de Nantes).
 - Autres personnalités : Daniel AGESILAS, directeur-adjoint du C.C.N. de Toulouse/Midi-Pyrénées ; Jean-Luc BARBOTTI, directeur du Festival de danse de Cannes ; Robert BERTHIER, président du J.B.F. ; Yves BRIEUX, professeur de l'Opéra de Paris et du C.N.S.M. de Paris ; Carolyn CARLSON, chorégraphe et ancienne directrice du G.R.T.O.P. ; Nadia CROQUET, directrice du C.N.D.C. d'Angers ; Guy DARMET, directeur de la Biennale internationale de la danse de Lyon et de la Maison de la danse de Lyon ; Didier DESCHAMP, professeur au C.N.S.M. de Lyon ; Ginette ESCOFFIER, directrice du Festival d'Arles ; Raymond FRANCHETTI, ancien directeur du ballet de l'Opéra de Paris ; Jacques GARNIER, directeur du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris ; Rosella HIGHTOWER, ancienne directrice du ballet de l'Opéra de Paris ; Francine LANCELOT, directrice de Ris et Danse ; Jean-Paul MONTANARI, directeur du Festival de danse de Montpellier ; François RAFFINOT, co-directeur de Ris et Danse.
 - Organisations représentatives des professionnels et des usagers : F.N.A.P.E.C. (Fédération nationale des parents d'élèves de conservatoires) ; F.N.I.D. (Fédération nationale interprofessionnelle de la danse) ; S.N.A.C. (Syndicat national des artistes compositeurs fédération du spectacle CGT).
 - Directeurs des conservatoires : Jean-Paul BAUDGARTNER ; Daniel BLANC ; François BOUSCH ; Gilles CAGNARD ; René CLEMENT ; Jean-Henri COUDEL ; Jean DARDENNE ; Jean DOZ GANAYE ; Yves GIRAUDAU ; Alain GRIMON ; Catherine HEUGEL-PETIT ; MM. KRYNEN ; Christian LANGE ; Gérard LECOQ ; J.-M. MAES ; Claude MELKONIAN ; Marie-Claude SEGARD ; Eric SPROGIS ; Roger TESSIER.
 - Professeurs des conservatoires : Anne ALLART ; Claude ARIEL ; Jacques AUBERTIN ; Marie-Claude AUDAY ; E. AUDONI ; Maribel BAGNOULS ; Françoise BENET ; Joëlle BERESTOFF ; Evelyne BEX ; Monique BUZENAC-JOURDAIN ; Monique CAMPARIZ ; Lilian CAPET ; Willy CERULLO ; Elisabeth CHAFFAUD ; Alain CHAMPION ; Yves CHASSIN ; François CHIRPAZ ; Nicole COHEN ; Bernard COIGWARD ; Robert DEFILLES ; Nicolas DEHAYES ; Floria DELCROS ; Marie-France DELIEUVIN ; Marie-Claude DEMIAU ; Véronique DEREUX ; Marie-Claude DEUDON ; M^{me} DUFLOT ; Henriette DUPONT ; Catherine FLAHAUT ; Marcelle GAGNIERE ; Marie-Hélène GEYRUCHAT ; Jean-Pierre GUERIN ; Lylian GUERIN ; Béatrice HERBOUT ; Brigitte HYON ; Martine KACZMAREK ; Solange LE FORT ; Julien LE HOANGAN ; Bernadette LEGUIL ; Anna LOSTON ; Lucien MARS ; Chantal MARTIN ; Sophie MATMEY ; Geneviève MELEY ; Michèle MENGAL ; Corinne MESTRAL ; Catherine MORELLE ; Catherine NEZICK ; Claire NOISETTE-JOURDAN ; Bertrand PAPILLON ; Véronique PETIT ; Eléna PONSAR ; Trus PONSAR ; Jean-Claude RUIZ ; M^{me} SACKTETTER ; Christine SIBILLE ; Brigitte SPROGIS ; Bernadette TOURNIER ; René VALLET ; Hélène VARENOVA ; Catherine VESQUE ; Bernadette VISSYRIAS.

GRAND AMPHI D'ASSAS
Jeudi 27 avril à 20 h 30
46-06-56-46
(p.s. Mondial Musique)

NOUVEAUX VIRTUOSES
piano : MYRTIAM
BIRGER
BACH - HAYDN - SCHUBERT/SUBONI - CHOPIN
avec la collaboration de LA CME
ASSAS CONSEIL ET LE BDE D'ASSAS

Spectacles

expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

BONS BAISERS D'ARTISTES. Des artistes contemporains défont la carte postale. Atelier des enfants. Entrée libre. Jusqu'au 26 août.

CULTURE DE L'OBJET. Galerie du Ciel. Jusqu'au 28 août.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI 3 et 4 étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

LECTURE... LECTURES. Galeries de la BPI. Jusqu'au 28 août.

PAPIERS DE JOSÉ BERGAMIN. 1 sous-sol. Entrée libre. Jusqu'au 4 mai.

YVES SAINT-LAURENT. Photographies de mode. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 22 mai.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE : MALLARME, DEBUSSY, NIJINSKY. Exposition-déjeuner. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

DESSINS DE PONT-AVEN. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 mai.

Palais du Louvre

Entrée par la Pyramide (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h. Visites-conférences les lun., mer., jeu., ven. de 12 h à 19 h 45, sam. de 11 h à 18 h (23 F).

LES DONATEURS DU LOUVRE. Hall Napoléon - niveau actuel. Entrée : 25 F (ticket d'entrée au Musée). Jusqu'au 21 août.

UN COLLECTIONNEUR PENDANT LA RÉVOLUTION. Jean-Louis Sauter (1752-1813). Pavillon de Flore (2 étages). Entrée : 25 F (ticket d'entrée au musée donnant droit à l'exposition). Jusqu'au 24 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30.

NAM JUNE PAIK. La fête électroacoustique. Du 28 avril au 30 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'EUROPE 1789 - 1799. XX^e exposition de Conseil de l'Europe. Galeries nationales (1752-1813). Pavillon de Flore (2 étages). Entrée : 25 F (ticket d'entrée au Musée). Jusqu'au 26 juin.

Musées

1789 - 1815 L'ÉTOILE DES HÉROS. Costumes et textiles français de la Révolution à l'Empire. Musée des Arts et de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Du 27 avril au 30 juillet.

DIETTER APPELT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compréhensif l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 juin.

RAYMONDE APRIL. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 27 mai.

L'ART ET LA VIE A MADAGASCAR. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (dim. : 8 F). Jusqu'au 21 mai.

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 mai.

LA COLLECTION STEPHEN WHITE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compréhensif l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 juin.

CONSTRUCTION D'UN BATIMENT INDUSTRIALISÉ 194. RUE D'AUBERVILLIERS. 75019 Paris. Pavillon de l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 mai.

COSTUMES HISTORIQUES RUSSES 1700 - 1914. De la collection du musée de l'Ermitage de Leningrad. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (45-42-39-94). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 mai.

DANTAN JEUNE, CARICATURISTE ET PORTRAITS SCULPTÉS DE L'ÉPOQUE. Romantisme. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-34-56-38). T.l.j. sf mar. et mer. de 10 h à 18 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 juin.

SYLVAIN DUBOUSSON. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Du 27 avril au 31 juillet.

DÉCOUVERTES SOUS-MARINES EN MANCHE ET ATLANTIQUE. Institut océanographique, centre de la mer et des eaux, 193, rue Saint-Jacques (46-33-08-61). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 17 h 30, sam. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 juillet.

LE FER A PARIS, ARCHITECTURES. Pavillon de l'Armée, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

LES HULLICA : PEINTURES NAÏVES DU PÉROU. Musée d'Art naïf Max Fourny - Halle Saint-Pierre, 2, rue Romarand (42-58-74-12). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 28 mai.

RICHARD MOREIS HUNT, ARCHITECTE (1827-1895). La tradition française en Amérique. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 mai.

GEORGES MESSIAEN. Dix ans de photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhensif l'ensemble des expositions). Jusqu'au 20 mai.

MINIATURES DE L'INDÉPENDANCE. Les peintures de la cour d'Alcazar (1556 - 1605). Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-45). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F. Du 28 avril au 10 juillet.

ODYSSEY, CENT ANS DE PHOTOGRAPHIE AU NATIONAL GÉOGRAPHIC. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 5 juin.

QUAND PARIS DANSAIT AVEC MARIANNE. Musée du Petit Palais, av. d'Iéna-Churchill (42-45-12-73). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 août.

LE RIRE EST UNE ARME. La cartouche française et la Révolution 1789 - 1799. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 avril.

UBU : CENT ANS DE RÉGNE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-50-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1 juillet.

Centres culturels

GASTON CHAÏSSAC. Fondation Mone Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 6 mai.

CHINE. Photographies de Hiroji Kabota. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. sf mar., 1, 14 et 15 mai de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Du 28 avril au 9 juillet.

CROISEMENT DE SIGNES. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F (dim. : 8 F). Jusqu'au 21 mai.

LEVENTAL A TOUS VENTS. Du XVI^e siècle à nos jours. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. sf mar. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 28 avril au 22 juillet.

FRANK HORVAT. Cité mode. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpe - 4 à 8, Grande Galerie (40-36-87-12). T.l.j. sf mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 2 juillet.

INFORMATION FICTION PUBLIÉE. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette (43-57-42-14). T.l.j. sf mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 2 juillet.

JEUNES ARCHITECTES. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 mai.

PETER KNAPP. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf mar. et mer. de 13 h à 19 h. Du 27 avril au 2 juillet.

MAÎTRES FRANÇAIS 1550 - 1800. Dessins de la donation Martin Poulhès à l'École des Beaux-Arts. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. et mer. de 13 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 juin.

NADIA MEHADI, CHRISTOPHE BOUTIN, PASCAL KERN. Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Jean, rue Lefebvre, porte côté Seine. T.l.j. sf mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 mai.

MORCEAUX CHOISIS DU XIX^e SÈCLE. Dans les collections du musée d'Orsay. Musée d'Orsay, 100, rue de la Harpe (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Du 28 avril au 2 juillet.

MUNICH 1937 : L'ART DIFFAMÉ. L'Art d'Occident. Musée d'Art Moderne de Paris, 11, rue de Valenciennes (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

Jeudi 27 avril

FRANK HORVAT. Cité mode. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpe - 4 à 8, Grande Galerie (40-36-87-12). T.l.j. sf mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 2 juillet.

INFORMATION FICTION PUBLIÉE. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette (43-57-42-14). T.l.j. sf mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 2 juillet.

JEUNES ARCHITECTES. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 mai.

PETER KNAPP. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf mar. et mer. de 13 h à 19 h. Du 27 avril au 2 juillet.

MAÎTRES FRANÇAIS 1550 - 1800. Dessins de la donation Martin Poulhès à l'École des Beaux-Arts. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. et mer. de 13 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 juin.

NADIA MEHADI, CHRISTOPHE BOUTIN, PASCAL KERN. Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Jean, rue Lefebvre, porte côté Seine. T.l.j. sf mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 mai.

MORCEAUX CHOISIS DU XIX^e SÈCLE. Dans les collections du musée d'Orsay. Musée d'Orsay, 100, rue de la Harpe (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Du 28 avril au 2 juillet.

MUNICH 1937 : L'ART DIFFAMÉ. L'Art d'Occident. Musée d'Art Moderne de Paris, 11, rue de Valenciennes (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 5 juin.

JEAN-JACQUES LAUQUIN. Comptoir de la photographie, cour du Bel Air - 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-56-56). Jusqu'au 6 mai.

FRANK HORVAT. Cité mode. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpe - 4 à 8, Grande Galerie (40-36-87-12). T.l.j. sf mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 2 juillet.

INFORMATION FICTION PUBLIÉE. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette (43-57-42-14). T.l.j. sf mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 2 juillet.

JEUNES ARCHITECTES. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 mai.

PETER KNAPP. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf mar. et mer. de 13 h à 19 h. Du 27 avril au 2 juillet.

MAÎTRES FRANÇAIS 1550 - 1800. Dessins de la donation Martin Poulhès à l'École des Beaux-Arts. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. et mer. de 13 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu

SOMMAIRE

■ La cour d'appel de Versailles annule la réintégration des dix militants CGT de Renault (lire page 36). ■ La première compagnie aérienne américaine, United Airlines, achète 370 Boeing, la plus importante commande jamais enregistrée par la firme de Seattle (lire page 37). ■ Le groupe public Orkem (ex-Cdf Chimie) va investir 1,5 milliard de francs sur trois ans pour rénover son site de Carling en Lorraine (lire page 37). ■ Dans un appel en faveur de l'Europe, le CNPF propose, en matière de TVA, une démarche différente de celle de la Commission de Bruxelles (lire page 40). ■ La décision du chancelier allemand Helmut Kohl de supprimer la retenue à la source de 10 % sur les revenus de l'épargne remet en cause la négociation sur l'harmonisation de la fiscalité européenne (lire page 41).

Le Mexique fait de nouvelles propositions aux banques créancières

MEXICO

de notre envoyé spécial

« Je vous annonce deux choses, a dit récemment M. Pedro Aspe, ministre des finances et du crédit public du Mexique, aux banques créancières de son pays. « La première, qui est une bonne nouvelle pour vous, est qu'il y aura un menu à table (allusion faite au jargon bancaire en usage signifiant que plusieurs solutions sont offertes aux contractants pour résoudre le problème de la dette existante). L'autre nouvelle est bonne pour nous tous puisque elle veut dire qu'il y aura à manger pour tout le monde » (autrefois dit aussi bien pour les débiteurs que pour les créanciers).

Pour le ministre du président Carlos Salinas de Gortari, la solution d'ici au mois de juillet du problème de l'énorme dette extérieure est une affaire essentielle. Le peuple mexicain, disent sur tous les tons les membres de la jeune équipe réunie autour du président de la République, a payé un très lourd tribut à la politique d'ajustement. Le pouvoir d'achat du salaire minimum a été diminué de moitié depuis 1982. Le transfert net des ressources à l'extérieur, consécutif au service de la dette, représente, selon Mexico, quelque 5 à 6 % du produit extérieur brut. Cet effort sans précédent, ni au Mexique ni à l'étranger, devient insupportable, rendant impossible toute croissance. L'objectif est, tout simplement, de le ramener aux envi-

rons de 2 %. Comment y parvenir sans déclarer la guerre aux créanciers ? L'équipe très libérale au pouvoir à Mexico estime que le plan Brady lui tend la perche.

Sur une dette totale supérieure à 100 milliards de dollars, (630 milliards de francs) quelques 60 milliards sont dus aux banques. Celles-ci devraient recevoir cette année, au titre du service de cette dette, quelque 7 milliards de dollars. Aux banques, les fournisseurs mexicains ont, au début de cette semaine, présenté trois options.

Première option : il s'agirait de réduire le principal d'une partie importante de la dette en cours d'environ 50 %, alors que sur le marché, fait-on remarquer à Mexico, les créances sur le Mexique se traitent actuellement à environ 40 % de leur valeur nominale. Sur cette dette ainsi réduite, les intérêts seraient payés au taux actuellement en vigueur.

Deuxième option : une partie des dettes existantes serait transformée en nouvelles obligations ayant une même valeur nominale mais diminuée puisque son taux serait ramené à 4,5 % pendant trente ans, soit une durée sensiblement plus longue que la durée moyenne de l'endettement mexicain après les différents réajustements déjà intervenus.

Troisième option : il n'y aura pas de conversion de la dette. On ne toucherait donc ni au principal ni aux intérêts, mais les banques s'engageraient pour quatre ans à financer 80 % des intérêts correspondants. Une variante consisterait à dispenser le Mexique de verser immédiatement lesdits intérêts, qui seraient capitalisés, c'est-à-dire ajoutés au principal.

Orthodoxie française

La garantie offerte porterait, dans l'option I, sur le principal diminué dans les conditions que l'on vient de voir et, dans l'option II, sur les intérêts ayant fait l'objet d'une réduction. La grande question est de savoir qui financerait cette garantie. Le Fonds monétaire vient de conclure un accord avec Mexico prévoyant l'octroi de crédits égaux à 3,6 milliards de dollars sur trois ans avec prolongation possible pendant une année. Mais les statuts du Fonds monétaire ne permettent pas à l'institution de garantir des dettes. Il reste que les ressources, empruntées ou non, dont dispose un pays forment un tout et qu'en augmentant celles du Mexique le Fonds monétaire donne à ce pays une marge de manœuvre supplémentaire.

Ce dont rêvait Mexico au départ, c'est qu'un certain nombre de pays amis, dont les États-Unis, le Japon, l'Espagne, la France et d'autres, fournissent la garantie en question. Seul le Japon, semble-t-il, est disposé à mettre la main à la poche. Pour les États-Unis, c'est beaucoup moins clair - encore que le plan Brady, selon les Mexicains, ouvrirait la possibilité d'une garantie importante sur une année d'intérêt. C'est un peu court, pensent les débiteurs : les banques ont besoin certainement d'une garantie supérieure, peut-être de deux ans d'intérêt, comme le prévoyait la banque américaine Morgan

Guaranty Trust dans le montage qu'elle avait imaginé il y a dix-huit mois pour alléger la dette mexicaine. On note, sur les propositions mexicaines, la réaction très réservée des banques et notamment des banques françaises.

Fait notable : le Trésor français, dans les entretiens qu'il a, hors de la place publique, avec les pays débiteurs, se montre au moins aussi orthodoxe que les Anglais et les Allemands, la seule différence étant que le gouvernement de Londres et dans une moindre mesure celui de Bonn proclament tout haut sur la place publique leur point de vue. « Pas question, disent les hauts fonctionnaires français, que le Trésor de la République garantisse des actifs bancaires (les créances possédées par les banques sur les débiteurs mexicains ou autres) qui ont un caractère tout à fait privé ».

En faisant ces propositions, les Mexicains estiment qu'ils se conforment aux suggestions, il est vrai encore assez vagues, faites par le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady. Si les solutions suggérées par Mexico sont présentées comme autant d'options, les Mexicains ont, en fait, pour atteindre leur objectif, une nouvelle confi-

guration assez précise de leur passif vis-à-vis des banques étrangères. Ce qu'ils cherchent à obtenir, c'est une combinaison des trois solutions mises en avant dans les propositions suivantes : 1) 30 milliards de dettes (sur les 60 dus aux banques) convertis en nouvelles obligations dont la valeur nominale serait, comme on l'a vu, réduite à 15 milliards de dollars; 2) 15 milliards de dettes convertis en nouvelles obligations d'une durée de trente ans mais d'une valeur nominale inchangée avec un taux d'intérêt de 4,5%; 3) 15 milliards de dettes qui resteraient en l'état mais dont les intérêts seraient à concurrence des quatre cinquièmes financés par de nouveaux crédits.

Ajoutons qu'en gage de bonne volonté les autorités mexicaines viennent de prendre de nouvelles mesures de libéralisation intéressant l'activité des banques à l'intérieur du Mexique, y compris, bien entendu, les banques étrangères. Il faut savoir qu'au Mexique le taux d'intérêt est de 45 %, pour un taux d'inflation que le gouvernement espère maintenant autour de 18 % au cours de cette année.

PAUL FABRA.

ENERGIE

Le roi Fahd favorable à une augmentation prudente de la production de l'OPEP

Le roi Fahd d'Arabie saoudite s'est déclaré, le 26 avril, favorable à une augmentation du plafond de production de l'OPEP, à condition « qu'elle n'affecte pas le marché pétrolier ». « Si les uns constatent que la production globale de l'OPEP ne répond plus aux besoins du marché international, il faudra prendre la décision d'augmenter la production de l'Organisation », a précisé le souverain dans une interview accordée à deux quotidiens saoudiens, Okaz et Al-Bilad. Le roi Fahd a tenu à mettre en garde les pays de l'OPEP contre « toute décision hâtive concernant l'augmentation de la production globale de l'OPEP qui pourrait perturber davantage le marché ».

Ces propos confirment le démenti apporté le même jour par le ministre du pétrole saoudien à des rumeurs indiquant que le royaume avait gonflé sa production de 4,5 à plus de 6 millions de barils-jour et dépassé son quota. Si l'Arabie saoudite a sans doute accru son extraction à la tête des puits, la marchandise n'a pas été vendue. Elle est stockée actuellement en mer sur des cargos et n'atteindra les marchés qu'après le 5 juin, date prévue pour la prochaine conférence de l'OPEP, qui devrait entériner une hausse du quota saoudien.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA

Réuni le 20 Avril 1989, sous la présidence de M. Jean-Luc LAGARDÈRE, le Conseil d'Administration de Matra a pris connaissance des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 Décembre 1988.

Le chiffre d'affaires est de 19.330 millions de francs contre 17.189 millions de francs. Cette progression tient compte des évolutions de périmètre de consolidation enregistrées en 1988 dans la Branche Télécommunications. A périmètre comparable la progression réelle du chiffre d'affaires est de 8 % entre 1987 et 1988.

Le compte de résultat consolidé s'établit comme suit (en millions de francs) :

	1987	1988
Résultat courant	682	1027
Résultat exceptionnel, amortissement des survalueurs et éléments divers	(315)	(490)
Impôt sur les sociétés	(147)	(154)
Résultat consolidé total	220	383
Résultat net (part du Groupe)	230	339

Le résultat exceptionnel comprend notamment des charges de restructuration à hauteur de 331 millions de francs et relatives, pour l'essentiel, aux activités de défense, de microélectronique et d'informatique.

Le Groupe Matra a poursuivi la préparation de son avenir en investissant près de 23 % de son chiffre d'affaires en dépenses de Recherche et Développement et en immobilisations corporelles ou financières.

Le Conseil a également arrêté les comptes de la société Matra qui regroupe pour l'essentiel les activités Défense et Espace.

Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 7.020 millions de francs en progression de 6,8 % par rapport à 1987.

Les prises de commandes de l'année ont atteint 6.856 millions de francs contre 6.209 millions de francs en 1987. Le portefeuille de commandes de la société Matra se situe à 15.000 millions de francs à fin 1988 sans changement par rapport à fin 1987.

Le compte de résultat de la société Matra s'établit ainsi (en millions de francs) :

	1987	1988
Résultat courant	406	331
Résultat exceptionnel	(148)	(35)
Impôt sur les sociétés	(70)	(124)
Participation des salariés	(23)	(19)
Résultat net	165	153

Globalement, et comme prévu, le redressement des filiales s'est poursuivi en 1988. Leur contribution au résultat net consolidé du Groupe est légèrement positive.

Pour 1989 et, en fonction des informations disponibles aujourd'hui, le résultat global des filiales devrait à nouveau s'améliorer. Dans ces conditions, le résultat consolidé part du Groupe progressera à un rythme comparable à celui observé en 1988.

Le Conseil a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale, convoquée pour le 26 juin 1989, la distribution d'un dividende de F 6 par action. Ce dividende sera assorti d'un avoir fiscal de F 3 portant le revenu global à F 9 par action.



« QUELLE ÉCOLE POUR L'EUROPE ? »

ACTES
du
Forum européen organisé à LYON par
EUROPE EDUCATION et
L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
en collaboration avec

Le Monde

Intervenants au Forum :

Bernard BARTHALAY
Jean BEAULIEU
Francine BEST
Claude CHAMPAUD
Louise DABENE
Jean-Marie DUPONT
André FONTAINE
Jacques GONNET
Albert JACQUARD
Jean-Pierre JALLADE
Henri LE MOAL

Domenico LENARDUZZI
Louis LEPRINCE-RINGUET
Philippe LUCAS
Hervé SERIEYX
Maitland STOBARD
Marcel TEXER
Paul THIBAUD
Jacques TSCHOUMY
Herald WEINRICH
Henning WODE
Théodore ZELDMAN

PRIX FRANCO : 135 F l'exemplaire
(à partir de 5 ex. 120 F, de 10 ex. 100 F)

A commander à : EUROPE EDUCATION
Institut Européen d'Éducation
c/o Université PARIS-DAUPHINE
F-75116 PARIS

Islande

Découvrez le secret le mieux gardé de l'Europe.
Nous avons pour vous le voyage dont vous rêvez :

- Découverte individuelle (avion + véhicules 4 x 4)
- Circuits accompagnés (logement en hôtel ou en camping)
- Randonnées au cœur du pays
- Séjour en auberge dans la campagne islandaise etc...



Demandez la brochure
« HARMONIES ISLANDAISES 89 »
à votre agence de voyage ou :



5, rue Danielle Casanova
75001 Paris
Tél. : (1) 42.98.92.78

ISLANDAIR
Ile d'été de France

Info minitel : 36.16
code OTISLAND



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75002 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 31 MARS 1989

	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRÉSORERIE	
	AGE ACTIONS	AGE INVEST	AGFIMO	AGF FONCIER	AGE 9880	AGE BCU	AGE Interméd	AGE OBLIG	PHENIX Pte.	AGE Sécurité
Orientation	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Immobilier	Moyen-Long Terme	en BCU	Valeurs étrangères	Long terme PER	Court terme régulière	Court terme régulière
Nombre d'actions	1 671 573	1 297 391	5 175 501	502 251	6 119 600	126 190	2 360 403	533 446	1 730 888	279 240
Actif net/action (F)	1 092,32	1 119,77	633,23	108,11	596,85	1 096,44	435,75	1 109,46	262,19	1 010,34
Actif net total	1 825 983 221	1 553 360 781	3 277 214 323	54 300 780	3 652 499 928	138 329 432	1 028 332 884	591 827 060	453 823 781	307 625 779
Répartition de l'actif en %										
Obligations françaises	16,20	17,95	20,58	18,48	21,16	51,33	44,85	76,86	50,79	5,02
Obligations étrangères	25,56	43,34	0,23	0,34	0,28	37,91	21,35	2,28	-	-
Actions françaises	28,31	22,71	5,52	13,90	1,11	0,28	10,76	5,61	-	-
Actions étrangères	19,93	16,00	12,12	14,53	9,79	10,48	22,21	17,53	46,93	94,98
Autres emplois	34,79	3,18	24,30	Overval public	17,34	70,32	23,43	90,46	19,24	444,38
Dividende distribué	4,97	6,18	2,58	le 16-6-88	3,23	2,45	1,23	10,75	1,39	-
Performance (%)										
Paysis le 1-1-89	+ 2,31	+ 6,66	+ 2,75	- 0,71	+ 2,13	+ 0,42	+ 1,68	+ 0,58	+ 1,39	+ 2,08

(*) Classement PARIRAS au 31-03-89 (dividende net révisé)

AU 31 MARS 1989, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 11,49 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, versements, paiements : Banque Générale de France, 31, rue Lafayette, 75009 PARIS. Tél. : 42-80-68-60. Au guichet des banques et auprès des Sociétés de Bourse. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

PRÉFECTURES DE L'ISÈRE ET DE L'AIN

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
sur les demandes d'autorisation de rejets d'effluents
radioactifs gazeux et liquides
présentées par la société « Centrale nucléaire européenne
à neutrons rapides S.A. » (NERSA)
pour l'atelier d'évacuation du combustible (APEC)
de la centrale nucléaire de Creys-Malville

ARTICLE PREMIER

Il sera procédé conjointement à une enquête publique sur ces demandes du 16 mai 1989 au 16 juin 1989 inclus.

ARTICLE 2

Les dossiers et les registres d'enquêtes seront tenus à la disposition du public à la préfecture de l'Isère, désignée comme siège des enquêtes, à la sous-préfecture de La Tour-du-Pin (Isère), la préfecture de l'Ain, la sous-préfecture de Belley (Ain) et dans les mairies des communes suivantes :

- Pour la demande de rejets d'effluents radioactifs gazeux, Creys-et-Puisignieu, Mépion, Bouvesse-Quirieu, Saint-Victor-de-Morestel, Arandon, Courtenay (Isère) ;
- Briord, Montagnieu, Serrières-de-Briord, Lhuis, Marchamp, Seillonnaz, Lompnas (Ain) ;
- Pour la demande de rejets d'effluents radioactifs liquides, Creys-et-Puisignieu, Mépion, Bouvesse-Quirieu, Montalieu-Vercieu, Porcieu-Amblagnieu (Isère) ;
- Briord, Montagnieu, Serrières-de-Briord, Villebois, Saint-Brenaz (Ain) ;

Toute personne pourra en prendre connaissance sur place dans les lieux précités, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi que pendant les jours non ouvrables suivants :

- A la préfecture de l'Isère, le 3 juin de 8 heures à 12 heures.
- A la préfecture de l'Ain, le 27 mai de 8 heures à 12 heures.
- A la sous-préfecture de La Tour-du-Pin, le 20 mai de 8 heures à 12 heures.
- A la sous-préfecture de Belley, le 10 juin de 8 heures à 12 heures.

ARTICLE 3

Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur les registres ad hoc, établis sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par l'un des membres de la commission d'enquêtes ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquêtes, domicilié à la préfecture de l'Isère, BP 1046, 38021 GRENOBLE Cedex, qui les visera et les annexera auxdits registres.

ARTICLE 4

La commission d'enquêtes est composée de :
 - M. Charles Simon, ingénieur divisionnaire en retraite du ministère de l'équipement.
 - M. Maurice Eisenstein, ingénieur de l'environnement.
 - M. Roger Brisot, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en retraite.
 Membre suppléant :
 - M. Lucien Pelu, ingénieur divisionnaire des travaux publics, en retraite.
 La commission d'enquêtes sera présidée par M. Simon et, en cas d'empêchement de ce dernier, par M. Eisenstein.

ARTICLE 5

Le président ou l'un des membres de la commission d'enquêtes se tiendra à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demanderont à être entendus aux lieux, jours et heures suivants :

- A la sous-préfecture de La Tour-du-Pin, le 13 juin, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
- A la préfecture de l'Ain, le 14 juin, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
- A la préfecture de l'Isère, le 15 juin, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
- A la mairie de Creys-Puisignieu, le 16 juin, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

ARTICLE 6

Copie du rapport et des conclusions motivées du président de la commission d'enquêtes sera tenue à la disposition du public dans les préfectures des départements de l'Isère et de l'Ain, dans les sous-préfectures de La Tour-du-Pin (Isère) et de Belley (Ain) et dans les mairies visées à l'article 2 ci-dessus pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes.

SOCIAL

Infirmant la décision du juge des prud'hommes

La cour d'appel de Versailles annule
la réintégration de dix militants CGT de Renault

Renversement : le mercredi 26 avril, la cour d'appel de Versailles a infirmé la décision du juge départiteur des prud'hommes et annulé la réintégration (en vertu de la loi d'amnistie) des dix militants de la CGT licenciés du centre industriel Renault de Billancourt, notamment après des « violences » lors des manifestations de Pétit 1986. C'est cette fois la direction de Renault qui peut se féliciter de l'arrêt dont s'indigne la CGT et le PC.

Six des militants cégétistes (dont cinq délégués) avaient été licenciés pour « faute lourde ». A la suite de plaintes de la Régie, ils avaient même été condamnés à des amendes par le tribunal de Versailles, les uns pour avoir participé au saccage de bureaux, les autres pour avoir malmené trois cadres. Encore deux militants, mis en cause dans la même affaire, avaient été licenciés pour raison économique en juillet 1986, comme devaient l'être ultérieurement deux délégués au comité d'hygiène et de sécurité.

Le juge avait qualifié la « faute lourde » en « faute grave », ce qui permettait aux militants de bénéficier de la loi d'amnistie. D'autre part, il avait estimé que les licenciements économiques étaient des licenciements disciplinaires déguisés.

« Dénî de justice »

La 11^e chambre de la cour d'appel a considéré que les faits constituaient bien une « faute lourde » et que les licenciements économiques étaient « justifiés ». Cet arrêt a surpris : en effet, le 28 février, saisi en référé par la Régie, qui demandait de surseoir à la réintégration des militants CGT, le président de la cour d'appel, après une visite sur place, avait rejeté la demande. Les

dix militants avaient donc retrouvé leur place dans les ateliers de Billancourt.

La direction de la Régie a annoncé son intention de « se conformer au jugement » dès que celui-ci lui serait notifié. En revanche, les responsables de la CGT ont considéré son application comme « totalement impensable » et décidé de se pourvoir en cassation. M. Gérard Alezard, secrétaire confédéral, a qualifié l'arrêt de « déni de justice » et d'« acte politique extrêmement grave, bafouant la loi d'amnistie et les droits de l'homme ». Elle a annoncé une

manifestation ce jeudi 27 avril qui se joindra au défilé des fonctionnaires CGT de l'hôtel de Ville au Palais-Royal.

De son côté, le PCF (dont la majorité des militants concernés font partie) a qualifié le verdict d'« inique » et de « scandaleux ». Une délégation conduite par M. André Lajoie a porté, mercredi après-midi, une protestation à l'Elysée, demandant au président de la République de « prendre les mesures nécessaires pour que la direction de Renault, où l'Etat est actionnaire unique, retire sa plainte et confirme la réintégration des militants à Billancourt ».

M. Michel Rocard confirme
les prochaines étapes
du crédit-formation

La circulaire d'application, pour la mise en œuvre du crédit-formation, adopté en conseil des ministres le 3 février, « devrait être publiée dans les prochains jours », a annoncé M. Michel Rocard, le 26 avril. Invité à clôturer le colloque organisé par l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) sur l'enjeu stratégique pour tous de la formation, le premier ministre a profité de l'occasion pour faire le point de la politique suivie en la matière.

Qualifié de « grande affaire », le crédit-formation sera, selon les accents « dans un avenir pas trop lointain » pour permettre à chacun d'avoir au minimum le niveau du CAP et du BEP. Le congé individuel de formation, à développer, l'allocation de formation reclassement (AFR), qui est « une innovation très positive », et les aides envoyées dans le cadre du projet de loi sur le licenciement devraient participer de ce grand dessein.

M. Rocard a rappelé l'enjeu économique et social de la formation

pour faire face à la concurrence internationale et aux changements technologiques. Persuadé que « ce sont les hommes qui feront la différence », il a souligné qu'il n'existait « que deux solutions : le dumping social (...) ou bien le pari de l'intelligence », en réaffirmant son choix pour la seconde. « Le pari de l'intelligence est aussi un enjeu majeur de la cohésion sociale », a poursuivi le premier ministre en évoquant la nécessité de « savoir réguler massivement les salaires en activité » pour éviter l'exclusion et sa menace, pour des fractions entières de la population active « qui risquent de se trouver disqualifiées ».

Ce discours faisait écho aux propos de M. Pierre Guille, délégué général de l'UIMM et vice-président du CNPF, qui avait demandé aux chefs d'entreprise de former les salariés âgés, plutôt que de les licencier, et attiré l'attention sur la rareté, à terme, de la main-d'œuvre jeune, pour des raisons démographiques.

Le Monde
CADRES

Le Cabinet ETAP a proposé cette semaine dans LE MONDE les postes suivants :

• X, EIA, PONTS 650 000 F Paris tél. 16A 1399-9MR



DIRECTEURS DE FILIALES Rouen tél. 16B 1290-9MR

Perpignan tél. 16A 1405-9MR

autres villes de province à préciser tél. 16A 1406-9MR

RESPONSABLE DU MARKETING Sud de la Loire tél. 16A 1487-9MR

SETA INGENIEURS DE TERRAIN AMOUREUX DE TECHNIQUE Postes à pourvoir : Lille, Nantes, Dijon, Tournais, Metz, Bion, Strasbourg, Compiègne, Châteauroux, Orléans, Paris tél. 16A 1404-9MR

Mécaniciens mécaniques INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE tél. 16A 1398-9MR

CHIEF DE MISSION AUDIT Saint-Clément tél. 16B 1381-9MR

UN QUALITICHIEN PASSIONNE Dijon tél. 16A 1403-9MR

Institut Français de Pétrole JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION Rouen-Mataneau tél. 16A 1408-9MR

Organisation Informatique pour débiter opérationnel à court terme Boussais tél. 14C 1168-9MR

CHIEF COMPTABLE D'UNE FILIALE Ouest Paris tél. 16A 1408-9MR

UN CHIEF DE SERVICE INDUSTRIALISATION tél. 16A 1326-9MR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

etap
 75016 Paris

AGENDA
IMMOBILIER

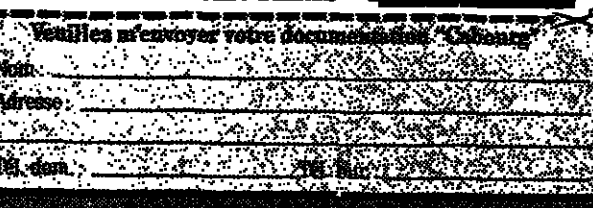
REPRODUCTION INTERDITE

CABOURG



Sur la promenade Marcel Proust, directement au bord de la plage, « Le Président », une résidence prestigieuse avec piscine privée. De très beaux appartements en front de mer avec cuisine indépendante et balcon.

Spie Loisirs
 Bureau de vente :
 75 av. Marceau 75116 PARIS 47.23.00.67



LE 1^{er} CONSTRUCTEUR REGIONAL EN PROVENCE COTE D'AZUR

A LA FOIRE DE PARIS

VILLAS PRISME vous invite à découvrir à la FOIRE DE PARIS toutes les prestations qui font sa renommée et sa fiabilité. Participez directement aux ventes des terrains disponibles en bord de mer ou dans

l'intérieur pays, nous vous aiderons à trouver le cadre idéal dans vos rêves. Un service adapté vous y aidera directement sur le terrain.

VILLAS PRISME
 3 P. stdg, piscine
 C'EST BEAU UNE PRISME

30 VILLAS RETAISES au milieu des pins devant la mer

47, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY/S/SEINE

L'EUROPE DES RESIDENCES LOISIRS

Je désire recevoir votre documentation « ILE DE RE »

NOM PRENOM

ADRESSE

Tél Dom Tél Bur

L'IMMOBILIER

appartements ventes

7^e arrdt

CHAMPS-MARS près

1^{er} arrdt

16^e arrdt

V. HUGO ÉTOILE

ATELIER D'ARTISTE

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

appartements achats

Mond Paris, échelle

PAIE COMPTANT

49-05-65-70. URGENT.

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

locations non meublées offres

Paris

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

1^{er} arrdt

Économie

AFFAIRES

United Airlines commande trois cent soixante-dix Boeing

Après le loueur irlandais GPA, la semaine dernière, pour 17 milliards de dollars (107 milliards de francs), c'est au tour de la première compagnie américaine United Airlines de passer une commande « monstre » de 15,7 milliards de dollars (99 milliards de francs) pour trois cent soixante-dix Boeing. Il s'agit de la plus importante commande jamais passée à un seul constructeur.

United a acheté cent vingt Boeing 737 qui lui seront livrés de 1991 à 1995 et pris une option sur cent trente autres qui lui seront remis de 1995 à 1998. Elle a aussi acquis soixante Boeing 757 fermes, livrables de 1991 à 1993, et pris une option sur soixante autres, livrables de 1993 à 1996.

Cette frénésie d'achats s'explique par le vieillissement de la flotte de United qui a été spectaculairement mis en évidence par la disparition en plein vol, au-dessus du Pacifique, de neuf passagers d'un Boeing 747 de la compagnie, le 24 février dernier. En attendant les conclusions définitives de l'enquête ouverte, l'âge de l'avion (dix-neuf ans) et un entretien peu rigoureux sont les causes le

plus souvent avancées pour expliquer l'accident.

D'autre part, United Airlines qui s'est recentré sur l'ancien après avoir vendu la chaîne Hilton et le loueur de voitures Hertz dispose de liquidités et doit faire face à une croissance rapide de la demande (56,1 millions de passagers en 1988) ; elle affiche le meilleur taux de remplissage des compagnies américaines : 69 %.

Si Airbus n'a pu placer un seul de ses avions auprès d'United, l'industrie aéronautique française n'est pas absente de cette commande exceptionnelle. En effet, les deux cent cinquante Boeing 737 achetés seront propulsés par des réacteurs CFM 56 fabriqués à parité par l'américain General Electric et le français SNECMA. On évalue à deux milliards de dollars (12,6 milliards de francs) le prix de ces moteurs, dont la moitié reviendra à la France.

Quant à Boeing, il croque littéralement sous les ordres d'achat puisqu'il a reçu, depuis le début de l'année, 499 commandes contre 170, à la même époque de 1988. Des retards dans les livraisons semblent inévitables Outre-Atlantique.

Minorco détient 54,84 % de Goldfields

A l'issue de son OPA (offre publique d'achat) qui venait à terme le 26 avril, la holding luxembourgeoise Minorco, détenue par des investisseurs sud-africains (Anglo-American, De Beers) a annoncé mercredi qu'elle détenait désormais 54,84 % du groupe minier britannique Consolidated Goldfields. Mais ce succès dans la plus grande OPA jamais lancée sur une compagnie anglaise (3,5 milliards de livres, soit 38 milliards de francs) reste pour l'instant théorique. La prise de contrôle de Consolgold par Minorco est en effet bloquée par la justice des Etats-Unis qui, à plusieurs reprises, a interdit à la firme luxembourgeoise de prendre une participation supérieure à 30 % dans le groupe minier, sous peine de détenir le monopole du commerce des métaux précieux outre-Atlantique.

Fort de son succès boursier, Minorco devrait cependant être en mesure de lever l'obstacle en convoquant prochainement une assemblée extraordinaire des actionnaires de Consolgold pour convaincre le conseil d'administration de renoncer à son action en justice. La convocation d'une telle assemblée suppose un préavis de vingt et un jours qui repoussera d'autant l'échéance finale de l'OPA de Minorco. Pour montrer sa volonté de ne pas déstabiliser le marché des métaux précieux, Minorco s'est engagé à vendre les intérêts sud-africains de Consolgold et de ne racheter aucune de ses participations sud-africaines dans les dix ans. Minorco a en outre proposé de verser 100 millions de dollars à la justice américaine comme caution à sa parole. Consolgold prépare une nouvelle riposte.

Orkem lance à Carling son plus vaste plan d'investissement depuis quinze ans

M. Serge Tchuruk, président d'Orkem (ex-C&F-Chimie), l'avait bien entendu en présentant, à la mi-février, les résultats du siècle pour ce groupe d'Etat, numéro trois de la chimie en France et au bord du saut en 1986. M. Jean-Paul Vertier, membre du comité directeur et directeur général de la division pétrochimie, l'a officiellement annoncé le mercredi 26 avril. Un peu plus de 1,5 milliard de francs vont être dépensés au cours des trois à cinq prochaines années pour faire de l'unité de Carling-Saint-Avoid (Moselle), cœur du dispositif industriel de l'entreprise, une des plateformes chimiques les plus modernes d'Europe à l'horizon 1993.

Ce sera le plus lourd investissement engagé par le groupe depuis la mise en chantier en 1974 du fameux vapocraqueur de Dunkerque, en association avec l'émirat du Qatar. Carling, berceau de la pétrochimie puis de la pétrochimie du groupe, qui avait grandi par rajouts successifs d'activités - qui se révélèrent inadaptées - pour faire face à la crise, avait grand besoin d'être modernisé. Encore fallait-il de l'argent pour mener à bien le processus. Les 3 milliards de profits provisionnels dégagés l'an dernier (contre 1 milliard pour 1987) et 10 milliards de pertes antérieures cumulées sont arrivés à point nommé pour lancer l'opération.

Le projet s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques arrêtées pour rendre le groupe plus compétitif.

L'enveloppe des investissements destinés à Carling sera divisée en trois parts égales. Premier volet : 500 millions de francs seront consacrés à un renouvellement complet du site, dont, en particulier, 100 millions pour la sécurité et l'environnement, 100 millions encore pour l'amélioration des conditions de travail et 180 millions pour la modernisation des ateliers.

Deuxième volet : la pétrochimie de Carling va subir un « lifting » général. Les deux vapocraqueurs seront modernisés, et le recentrage sur le site des fabrications de polyester choc (1) réalisées ailleurs sera accéléré de manière à porter la production à 100 000 tonnes par an en deux lignes d'ici à 1991, puis à 200 000 t/an à l'horizon 1993-1995 après fermeture de l'atelier de Ribécourt (Oise).

Enfin, troisième grand volet de ce vaste programme d'investissements, la chaîne acrylique (2) sera déve-

loppée au prix des 500 millions de francs restants.

Parallèlement, il est prévu de constituer à 50/50 avec la société Crayvalley (groupe Coates, partenaire d'Orkem dans les encres), une filiale pour fabriquer, notamment, des oligomères, spécialités chimiques pointues très employées aujourd'hui à la place des solvants pour le séchage rapide aux ultraviolets des encres et des peintures.

Les responsables d'Orkem paraissent très confiants dans la réussite

de ces programmes parce que Carling, situé à une encablure de la RFA, est placé au carrefour des échanges industriels européens et que le plan comporte un volet humain fondé sur la formation, le reclassement mais aussi l'embauche. Si la modernisation implique 340 départs, dont 230 par mesure d'âge, 115 postes vont être créés, et 400 personnes se verront offrir des possibilités de promotion. Reste qu'en 1992, la plate-forme de Car-

ling n'emploiera plus que 2142 personnes au lieu de 2 500 aujourd'hui.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Le polyester choc est notamment employé pour fabriquer des pots de yaourts et les bannières des postes de télévision.
(2) La chaîne des acryliques conduit à la fabrication de produits tout aussi divers que les couches-culottes pour bébé, supports pour peintures, résines, papier magazine et plastiques (marque Aftaglas).

ISMC

L'Institut Supérieur de Management Culturel

dirigé par

Claude Mollard
recrute sa troisième promotion.

Des métiers nouveaux.
Des emplois passionnants
dans le management
et l'ingénierie culturels.

Cette année de spécialisation s'adresse à des étudiants de fin de second cycle en économie, sciences, lettres ou architecture, arts.

Admission sur concours.
Dépôt des candidatures
avant le 30 mai 1989.

3, RUE DANVILLE
75014 PARIS
Tél : (1) 43.20.73.73

Ce mois-ci dans

DYNASTEURS
LE MENSUEL DES ÉCHOS

Dossier

Chasseurs de grosses têtes

Et aussi

- Bolloré l'Africain
- L'IDS revue et corrigée
- Le Japon et le riz

EN KIOSQUE



Vos placements
et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

Les chiffres obligent à constater la vigueur des SICAV élevées par Ségespar-Titres, filiale spécialisée du Crédit Agricole.

De janvier 1988 au 10 mars 1989, Unifrance, investie en actions françaises : + 44,1 %. De janvier 1985 au 10 mars 1989 : + 121,9 %.

Aux mêmes périodes, Epargne-Unie, portefeuille diversifié, obtient + 28 % et + 64,9 % ; Univers-Obligations, + 16,1 % et + 71,8 %. Agri-Europe, Fonds Commun de Placement investi sur les places européennes, + 29,2 % et + 97,5 %.

Soustrayez l'inflation, de 3,8 % depuis janvier 1988 et de 14,4 % depuis janvier 1985, les résultats, réguliers, restent solides.

Dans ses 10.000 agences et bureaux, le Crédit Agricole vous fait profiter de sa compétence.

CRÉDIT AGRICOLE
SEGESPAR
TITRES

Le bon sens en action

Économie

AFFAIRES

M. Calvet à Rennes-La Janais

Citroën a investi 7,5 milliards de francs pour fabriquer la XM

Rennes
de notre envoyé spécial

« La XM est un enjeu technique et commercial ambitieux qui constitue aussi un challenge industriel pour Citroën », a déclaré, mercredi 26 avril, M. Jacques Calvet. Il recevait à Rennes quelques trois cents journalistes européens invités à visiter l'usine de La Janais, où sont montées les premières séries de la gamme de la marque. Le PDG de PSA et président de Citroën a fait montre d'une jubilation contenue au cours de la visite des installations devant les cent neuf robots et autres automatismes qui assemblent ici à l'heure actuelle cent cinquante-six voitures par jour en attendant d'en produire quelque cinq cents par jour. « Ce sont des moyens indus-

triels qui passent par le montage, mais aussi la peinture « sans poussière » et la formation des hommes qui contrôlent l'ensemble », a précisé M. Calvet. « 7,5 milliards d'investissement ont été nécessaires », a ajouté le président de PSA, dont 1,2 milliard pour la seule étude du modèle produit, cette XM tant attendue.

L'atelier terminal qui assemble à Rennes la XM fait appel à la technique du montage en sous-ensembles (face avant, poste de conduite, portes et volets arrière, groupes moteur, organes de suspension). L'habillage des bras automatiques à placer et visser les roues sur les véhicules et à placer les sièges dans l'habitacle, au dixième de millimètre près, a fait la joie de l'assistance.

Ces automatismes d'origine allemande voisinent avec d'autres matériels fabriqués tant en Italie qu'en France, par Renault. Cela permet au PDG de PSA de remarquer que l'on avait sous les yeux ce qui pouvait être l'Europe. « Un regroupement de compétences et de volonté ».

M. Calvet estime à trois ans et demi le temps nécessaire à l'amortissement des investissements engagés à Rennes. Des estimations plus prudentes évaluent à quatre années ce délai.

Les XM qui sont produites à Rennes doivent arriver sur le marché à la fin du mois de mai. Les ventes en France seront, dans un premier temps, favorisées pour représenter un peu plus tard 1 % du marché « haut de gamme » européen.

Cette visite à Rennes, qui a permis de mettre en évidence une fois encore les vertus du « flex tendu » et du « zéro défaut » grâce à l'automatisation, a donné l'occasion à M. Calvet de rappeler sa position sur le débat relancé par le Livre blanc de la sécurité routière : « Je ne crois pas qu'il faille assombrir vite et danger. Il y a des conducteurs dangereux dès les 50 km/h... »

C'est aussi l'avis de M. Raymond Lévy, PDG de Renault, qui souhaite que l'Europe, avant de brider les moteurs s'occupe des limites de vitesse.

G.L.

Croissance

+ 5,5 % aux Etats-Unis au premier trimestre

La croissance du produit national brut (PNB) américain a atteint en rythme annuel 5,5 % au premier trimestre de 1989, soit plus du double de sa progression du quatrième trimestre de 1988 (2,4 %). Cependant, cette forte croissance est due en partie, selon les analystes, aux effets de la sécheresse de l'été dernier, qui a pesé sur les résultats du quatrième trimestre, et donc gonflé artificiellement les statistiques du premier trimestre de 1989. En excluant les effets de la sécheresse, la croissance du PNB américain s'élèverait à 3 % au premier trimestre, contre 3,6 % au cours des trois mois précédents. Par ailleurs, selon un indice lié au PNB, la hausse des prix s'est établie à 5 % en rythme annuel au premier trimestre, contre 4,2 % entre octobre et décembre.

Inflation

0,6 % en avril en RFA

Les prix à la consommation en RFA ont augmenté de 0,6 % en avril,

portant le rythme de l'inflation sur douze mois à 3 % pour la première fois depuis exactement cinq ans, indique l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden selon des données provisoires. Cette vive progression est, « pour l'essentiel, attribuable à l'augmentation du fuel domestique et des carburants », souligne l'Office. Le relèvement des tarifs postaux au 1^{er} avril a également joué. Le gouvernement estime que la tendance fondamentale des prix reste conforme à ses prévisions sur le maintien de la hausse à 2,5 %. Mais les nouvelles pressions inflationnistes qui se font jour renforcent les estimations des cinq principaux instituts, qui tablent sur 3 % cette année.

Logement

Moins de mises en chantier au premier trimestre

Au cours du premier trimestre de 1989, le nombre des logements mis en chantier a été de 82 600, en baisse de 2,7 % par rapport au premier trimestre de 1988. Cependant, le ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer fait remarquer que « ce résultat

REPÈRES

est à considérer avec prudence », car les mises en chantier avaient été exceptionnellement élevées en mars 1988 (30 700 logements), alors que le résultat de mars 1989 (27 300 logements mis en chantier) est au niveau des deux mois précédents. Sur les douze derniers mois connus (avril 1988 à mars 1989), le nombre des mises en chantier est stable (+ 0,6 %) à 325 100 logements. Les logements en immeubles collectifs (140 300 mises en chantier) continuent de progresser (+ 11,6 % par rapport aux douze mois précédents), tandis que les mises en chantier de maisons individuelles continuent de baisser (- 2,8 %).

Paiements courants

Nette réduction du déficit britannique

Le déficit de la balance britannique des paiements courants a été ramené à 1,9 milliard de livres (12,8 milliards de francs) en mars, a annoncé le ministère du commerce et de l'industrie. Ce chiffre est sensiblement inférieur au solde négatif de février, 1,7 milliard de livres, comme aux prévisions des analystes. L'amélioration de mars recouvre un redressement du commerce extérieur dont le déficit a été réduit à 1,69 milliard de

livres grâce à une augmentation de 9 % des exportations alors que les importations ne progressaient que de 1 %. La remontée des exportations a été due à des éléments volatils comme les ventes de pétrole, mais le ministère estime que la tendance est désormais bonne pour les exportations non pétrolières.

Production

Hausse de 4,2 % de la production industrielle japonaise en mars

Après avoir baissé de 1,7 % en février, la production industrielle japonaise a augmenté de 4,2 % en mars. Il s'agit, selon le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), de la plus forte progression mensuelle de l'indice depuis trente-deux ans. Elle serait liée à la reprise de l'activité économique en mars, alors que les funérailles de l'empereur Hirohito avaient considérablement freiné la production en février. Pour l'année fiscale 1989, close au 31 mars 1989, la croissance de la production industrielle s'élève à 8,9 % par rapport à l'exercice précédent, soit le meilleur résultat depuis huit ans.

Nouvel accord entre des caisses d'épargne françaises et espagnoles

Dans la perspective de la constitution d'une Europe financière, le réseau de caisses d'épargne de l'Eureuil poursuit sa politique d'alliances européennes : il a signé le 26 avril, un accord de coopération avec l'une des cinq premières caisses d'épargne espagnoles, Ibercaja (environ 35 milliards de francs d'actifs au bilan à fin 1988), présente essentiellement dans la région de Saragosse, l'Aragon et la Rioja. Cet accord prévoit une collaboration dans le domaine de la distribution des produits et des services financiers, de part et d'autre des Pyrénées, en matière d'affaires financières, de formation des personnels... Il est identique à ceux déjà passés par le réseau Eureuil avec d'autres caisses d'épargne : en Espagne (caisses de Madrid et de Barcelone), en RFA (Fédération de Rhénanie), et tout récemment en Belgique (le Monde du 26 avril). D'autres accords devraient prochainement être signés, notamment avec l'Italie. Ces alliances jusqu'à bilatérales pourraient déboucher également sur la signature d'un accord cadre multilatéral.

EN BREF

● Fonction publique : actions de la CGT du 16 au 20 mai. — L'Union générale des fédérations de fonctionnaires UGFF-CGT a annoncé le 25 avril « une période de luttes convergentes et coordonnées du 16 au 20 mai » dans les services publics. Elle met notamment en cause la « situation catastrophique du pouvoir d'achat », les « coupes à la hache des crédits publics d'investissement et de fonctionnement » et les suppressions d'emplois, évaluées à « au moins vingt mille », dans le projet de budget 1990. L'UGFF-CGT souhaite que « toutes les organisations syndicales se retrouvent avec elle sur le terrain revendicatif et de la lutte, dans les services et au niveau national ».

● Licenciements : mises en garde de M. Jean Kasper (CPDT). — Dans une interview au Nouvel Observateur, publiée le 27 avril, M. Jean Kasper, secrétaire général

de la CFDT, se méfie des interventions des députés socialistes en faveur du rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement. « Elle en revient à des propositions dont tout le monde aujourd'hui pense qu'elles ne sont pas réalistes », estime M. Kasper, qui ne souhaite pas « que certains partis, comme le PS, pour des raisons électoralistes, ne se prennent pour de super-délégués du personnel ».

● Michel Leclerc condamné à 350 000 F de dommages et intérêts. — La cour d'appel de Paris a condamné M. Michel Leclerc et certains de ses franchisés à verser 350 000 F de dommages et intérêts, pour concurrence déloyale et dénigrement, à la société des Pompes funèbres générales (PFG). Les faits remontent au début de l'année 1984 : M. Michel Leclerc (qu'il ne faut pas confondre avec son frère Edouard, fondateur des centres Leclerc), avait créé un réseau de

pompes funèbres et avait mené campagne contre les PFG, qui, selon lui, avec 60 % des contrats de concession et 45 % des obsèques en France, abusent d'une position dominante.

En matière de concurrence déloyale, les PFG imputent à M. Leclerc la perte de chiffre d'affaires résultant de la violation des contrats de concession dont elle est titulaire à Meaux et à Provins.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-01-82, poste 4330

INSOLITES

Perles

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance publie dans son bulletin d'avril 1989 une série de « perles », dont voici une sélection :

— « J'ai écrit au témoin pour lui demander son adresse, mais je n'ai toujours pas eu de réponse. »

— « Pourriez-vous également couvrir les dégâts causés à notre caveau funéraire avant que l'occupé personnellement les lève ? »

— « L'accident s'est produit approximativement le jeudi 9 février 1989, à 16 h 17. »

— « Suite à mon accident, vous trouverez sous ce pli un certificat du docteur dont vous voudrez bien tenir compte, bien qu'il soit parfaitement illisible. »

— « Vous constaterez que je n'ai déclaré cette année que quatre petits accrochages, ce qui dénote une certaine stabilité du nombre des sinistres par rapport aux années précédentes, malgré une légère augmentation... »

Le « kit du fraudeur »

La Chambre de commerce internationale (CMI) de Paris s'inscrit dans un communiqué du « kit de fraude » qui « inonde le commerce pétrolier nigérien », et dont l'augmentation récente et la fréquence lui sont « alarmantes ». Des « criminels », note la Chambre, vendent actuellement chaque mois environ dix cargaisons instantanées de pétrole brut en provenance du Nigeria, grâce à de faux documents. Bien que de pareilles fraudes aient déjà eu lieu dans le passé, la CMI, qui voit maintenant « jusqu'à quatre tentatives de fraude par semaine », souligne que, dans chaque cas, les faux et les méthodes utilisées sont presque identiques, ce qui lui donne à penser qu'on utilise un « kit du fraudeur » donnant des instructions étape par étape.

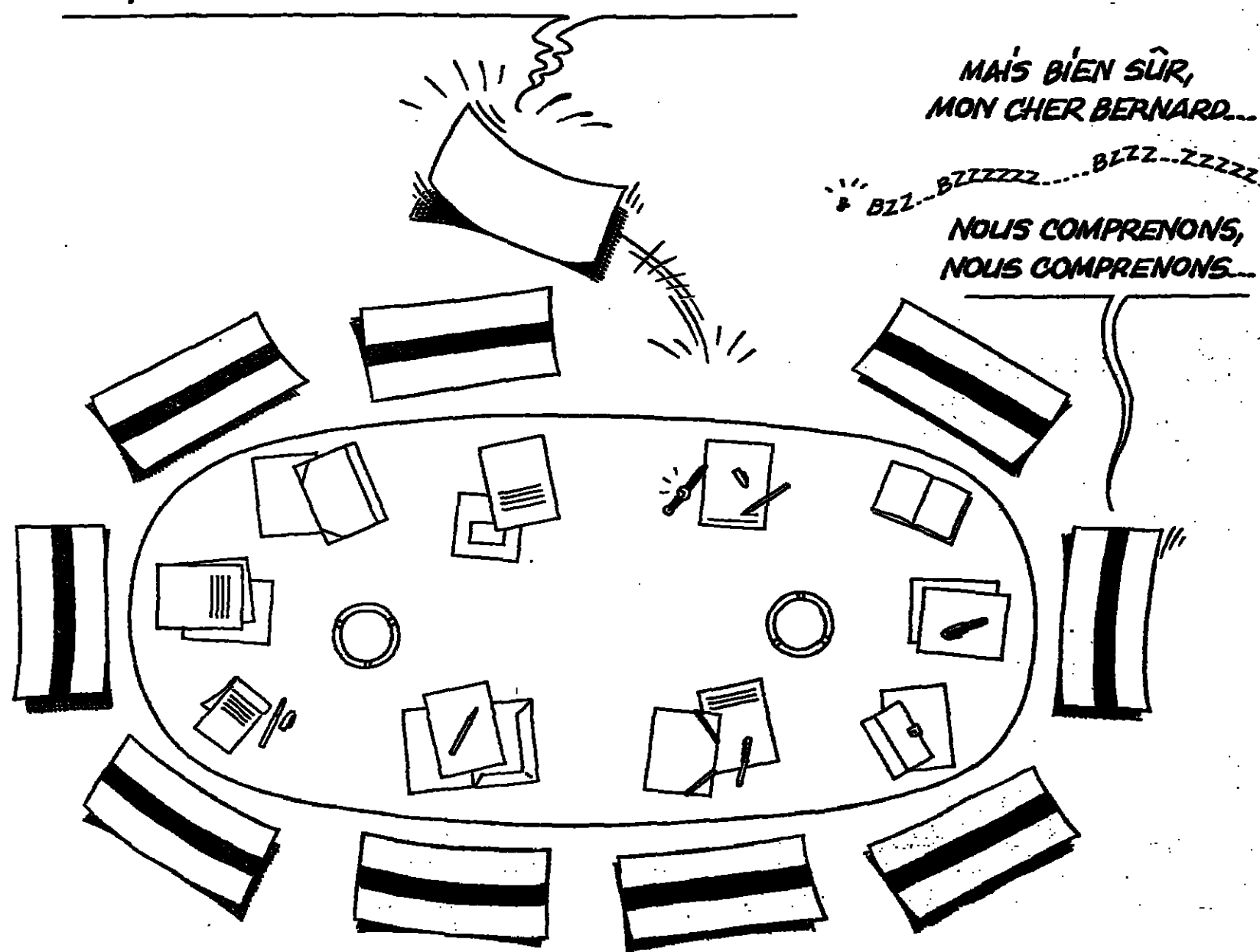
« Autokamps »

et autodafé

Autodafé à Madrid, début avril : deux mille chemises, dix mille étiquettes et six mille emballages portant frauduleusement la marque Cartier ont été détruits par le feu, en présence de M. Alain-Dominique Perrin, président du groupe Cartier. La célèbre boutique de la rue de la Paix dépense chaque année 25 millions de francs pour lutter contre le contrefaçon. Fabricants et distributeurs de faux sévissent dans une sous-culture de pays, dans le Sud-Est asiatique, bien sûr, mais aussi en Europe (Belgique, Pays-Bas, Suisse, Italie et, maintenant, Espagne). Au Benelux, ils se sont installés dans des autokamps, sortes de casernes de voitures à la sortie des grandes villes frontalières. De plus en plus, les faussaires fabriquent des pièces détachées qui sont envoyées dans les pays de distribution : dans les autokamps, on assemble, on marque et on expédie les contrefaçons.

La destruction par le feu ou par pillage des objets saisis est devenue de tradition chez Cartier, qui procède à ce genre de cérémonie une ou deux fois par an depuis plus de dix ans, un peu partout dans le monde (au Japon, en Thaïlande, en Suisse, en 1984, par exemple).

EXCUSEZ-MOI, JE DOIS REMETTRE UNE PIÈCE DANS LE PAROMÈTRE...



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

RATP

Jy 11/10/50

Le 28 avril 1989



Extraits du Message des Présidents

Madame, Monsieur,

En 1987, Eurotunnel a mis en place le financement du Tunnel sous la Manche. En 1988, la construction a démarré. L'avancement en 1989 sera déterminant pour l'achèvement de ce grand Projet dans le respect des coûts et des délais, à mi-1993. Le Rapport d'Activité dresse le bilan des principaux événements de l'exercice 1988. Ils ont été à de nombreux égards remarquables :

- 6 milliards de FRF ont été dépensés et le premier tirage du prêt a été effectué au début du mois de novembre ;
- cinq tunneliers étaient en activité à la fin de l'année, et plus de 7 km - toutes sections confondues - avaient été forés, sans compter la réalisation d'énormes gares de triage souterraines et du puits d'accès ;
- les deux grandes aires des terminaux ont été déblayées et en partie tassées ;
- les études du système de transport et la préparation du programme des commandes, soumis à l'approbation de la Commission Intergouvernementale et au Comité de Sécurité, ont considérablement progressé.

Il est évident que la réussite finale du Projet exige, outre l'engagement des dépenses et l'accomplissement d'importants progrès dans les travaux en sous-sol et en surface, une coopération extrêmement étroite entre tous les partenaires :

- Eurotunnel, maître d'ouvrage et futur exploitant du Tunnel et du système de transport (le Projet) ;
- Transmanche Link (TML), le groupement des cinq entreprises françaises et des cinq entreprises britanniques, responsable de la conception, de la construction et de la livraison dans le respect des délais, des coûts et des spécifications ;
- le Maître d'Œuvre, qui regroupe les ingénieurs-conseils indépendants français et britanniques retenus par Eurotunnel, et qui suit aussi l'avancement du Projet pour le compte des banques et de la Commission Intergouvernementale ;
- le syndicat bancaire international (conseillé par son propre consultant) qui s'est engagé en principe depuis septembre 1986 à prêter, sous certaines conditions, l'équivalent de 50 milliards de FRF, soit les 5/6^e du total du financement qui a été réuni ;
- la Commission Intergouvernementale et le Comité de Sécurité, créés pour vérifier qu'Eurotunnel respecte toutes les obligations imposées par le Traité de 1987 entre la France et le Royaume-Uni et par la Concession de 55 ans accordée à Eurotunnel.

En 1988, il est apparu au cours du printemps que les relations entre Eurotunnel, le maître d'ouvrage, et TML, le constructeur, exigeaient compte tenu de leurs responsabilités, de leurs objectifs et de

leurs compétences respectives d'être réexaminées et réaménagées si l'on voulait que le Projet se déroule sans difficultés majeures. La faible progression des travaux de forage a rendu encore plus évidente, dans le courant de l'été, cette nécessité.

Après neuf mois de négociations difficiles, suivies de près vers la fin par les banques, un Accord a été conclu entre les parties aux termes duquel Eurotunnel a consenti un mois de délai supplémentaire et des augmentations de prix largement conditionnées par le respect d'un certain nombre d'échéances. C'est ainsi qu'ont été réglées toutes les réclamations portant sur des augmentations de délais formulées à fin 1988. Le coût estimé pour Eurotunnel devrait s'élever à 1 milliard de FRF environ, si toutes les échéances intermédiaires et la date d'achèvement sont respectées, et à 300 millions de FRF, si elles ne le sont pas.

An terme de l'Accord, Eurotunnel et TML ont convenu de mettre en place une nouvelle équipe de direction de haut niveau, ayant une compétence particulière dans le domaine des transports, et de travailler ensemble à la réduction des coûts, notamment des frais généraux, dans le cadre d'un programme basé sur l'achèvement du Projet au 15 juin 1993. Eurotunnel est décidée à faire de cet Accord, intervenu entre elle et les constructeurs, promoteurs d'origine du Projet, regroupés dans TML, la base d'une coopération étroite pour mener à bien le Projet sans conflits insurmontables.

Eurotunnel, TML et les banques continueront à vérifier ensemble que les prévisions de coûts et de revenus, établies à partir d'études communes, respectent les conditions de la Convention de Crédit. Les conseils des banques assortissent les estimations d'Eurotunnel de diverses réserves ; les points de vue devraient maintenant se rapprocher.

Toute une série d'études a été soumise au cours de l'année 1988 à l'examen du Comité de Sécurité et de la Commission Intergouvernementale. Ceux-ci ont pour mission de contrôler la conception, la construction et les règles d'exploitation et leur conformité aux termes du Traité et de la Concession. La sécurité est une priorité absolue. Des programmes de recherche et d'essais extrêmement stricts ont été menés avec l'appui de plusieurs centres de recherche et de laboratoires, publics et privés, à travers le monde. Eurotunnel a en particulier analysé dans le détail les aménagements nécessaires dans les navettes pour permettre le transport des passagers à bord de leur véhicule (principe de la non-ségrégation). En mars 1988, Eurotunnel a annoncé que les camions et leurs conducteurs seront transportés séparément, ce qui devrait permettre d'assu-

rer le transport des camions dans des wagons plus simples et plus légers. Eurotunnel a le feu vert du Comité de Sécurité pour poursuivre l'étude des navettes touristes dans lesquelles les passagers resteront à bord de leur voiture pendant les 33 minutes de la traversée. Des études poussées ont été poursuivies sur le transport des autocars avec leurs passagers ; elles doivent aboutir cette année.

Le Rapport d'Activité décrit par ailleurs les développements externes qui accompagnent le Projet et qui sont essentiels pour son succès futur. Le programme du TGV Nord et de son interconnexion à l'Est de Paris avec les TGV Sud-Est et Atlantique a été engagé par le gouvernement français et la SNCF. En 1988, le TGV assurera des liaisons à grande vitesse (300 km/h) vers la Belgique. Plus tard sans doute, vers les Pays-Bas et l'Allemagne du Nord via Lille, mais aussi en direction de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse et de l'Allemagne du Sud. Récemment, les principales compagnies de chemins de fer d'Europe ont affirmé leur volonté de construire un réseau européen à grande vitesse. Au début du mois de mars 1989, British Rail a révélé le tracé qu'elle propose pour une nouvelle ligne directe rapide entre le Tunnel et la gare de King's Cross à Londres, d'où les trains pourront poursuivre leur route à 175-225 km/h sur les lignes rapides électrifiées, vers les côtes Ouest et Est en direction des Midlands, du Nord et de l'Ecosse, et assurer la liaison avec le Pays de Galles et les lignes de ferries vers l'Irlande.

La disparition du scepticisme de l'opinion publique - en particulier en Grande-Bretagne - sur la nécessité d'une liaison fixe est un des traits marquants de l'année 1988.

Eurotunnel a pris en 1988 l'initiative d'une campagne pour la création d'une nouvelle ligne ferroviaire anglaise, et continuera en 1989 à apporter son soutien pour le lancement des infrastructures indispensables des deux côtés de la Manche.

Nous tenons à exprimer notre satisfaction devant les progrès accomplis à Eurotunnel pour créer une véritable équipe et une direction franco-britannique intégrées dans une seule et même société. Nous tenons avant tout à rendre hommage à la contribution apportée par Pierre Durand-Réval à ce Projet.

Nous abordons avec une confiance accrue les quatre prochaines années qui nous attendent, des années de travail acharné et de décisions difficiles à mener dans un esprit de bonne volonté et de ferme coopération.

André BENARD
co-Président

Alastair MORTON
co-Président

RÉUNION D'INFORMATION DES ACTIONNAIRES D'EUROTUNNEL

VENDREDI 26 MAI 1989 À 10 H 30

SALLE GAVEAU - 45, RUE LA BOÉTIE - 75008 PARIS

R.F.C.

Le rapport annuel, ainsi que les formulaires de pouvoir et de vote par correspondance sont à la disposition des actionnaires 6 jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, par courrier à R.F.C. 120, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. (1) 45.62.62.95, et aux guichets des banques suivantes : Banque Indosuez - 96, boulevard Haussmann - 75008 Paris - Crédit Lyonnais 19, boulevard des Italiens - 75009 Paris - BNP - 161, boulevard des Italiens - 75009 Paris - Caisse Nationale de Crédit Agricole - 91/93, boulevard Pasteur - Caisse des Dépôts et Consignations - 56, rue de Lille - 75007 Paris - CIC - 66, rue de la Victoire - 75008 Paris.

LES CAMIONS ET LES CONDUCTEURS SONT TRANSPORTÉS SÉPARÉMENT, CE QUI DEVRAIT PERMETTRE D'ASSURER LE TRANSPORT DES CAMIONS DANS DES WAGONS PLUS SIMPLES ET PLUS LÉGERS. EUROTUNNEL A LE FEU VERT DU COMITÉ DE SÉCURITÉ POUR POURSUIVRE L'ÉTUDE DES NAVETTES TOURISTES DANS LESQUELLES LES PASSAGERS RESTERONT À BORD DE LEUR VOITURE PENDANT LES 33 MINUTES DE LA TRAVERSÉE. DES ÉTUDES POUSSÉES ONT ÉTÉ POURSUIVIES SUR LE TRANSPORT DES AUTOCARS AVEC LEURS PASSAGERS ; ELLES DOIVENT ABOUTIR CETTE ANNÉE.

Pour recevoir le rapport annuel d'Eurotunnel, il vous suffit de compléter ce coupon-réponse et de le retourner à R.F.C. - 120, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

Nom _____ Prénom _____ Profession _____
Adresse _____ Code postal _____ Ville _____
☐ Je suis actionnaire d'Eurotunnel ☐ Je ne suis pas actionnaire d'Eurotunnel



Europe 1993

Une lettre du président du CNPF aux candidats aux Européennes

M. Perigot exhorte les entreprises à se mobiliser

Dans la lettre aux candidats aux élections européennes qu'il a rendue publique le 27 avril, M. François Perigot, président du CNPF estime « que l'Europe est la seule issue pour l'avenir de nos sociétés à l'aube du vingt et unième siècle ».

Le texte, dont voici les principaux extraits, énumère plusieurs priorités.

● **Rapprocher les fiscalités.** — Le CNPF propose un calendrier cohérent : conserver l'ancien système (exonération des exportations, importations au taux du pays acheteur avec déduction complète de la TVA pendant que l'on réduit progressivement l'écart des taux, que l'on harmonise l'assiette et les conditions de remboursement, et que l'on supprime les frontières physiques... Une fois achevée cette première phase, il faudra instaurer progressivement

un seul et même taux et non pas une fourchette, qui transgresse de fait toute la philosophie du marché unique.

● **Le statut des entreprises européennes.** — Fusions et regroupements d'entreprises s'inscrivent dans la logique du marché unique, et les chefs d'entreprise l'ont déjà compris. Mais les obstacles juridiques et fiscaux sont multiples et la législation communautaire est inadéquate. Mais il faudra refuser tout carcan. Il faudra entrer dans le détail de la fiscalité. L'adoption de la clause de la société la plus favorisée pour le traitement des groupes européens ou des opérations financières, l'unification de la taxation des dividendes quel que soit le pays d'origine, pourront apparaître à certains comme un débat d'experts, mais ces mesures sont essentielles si l'on veut que naissent des entreprises

de taille européenne capables de s'imposer hors des frontières de la CEE.

● **Les marchés publics.** — C'est le domaine où il existe le moins de concurrence. La législation française en la matière est la plus complète de la Communauté. Si la CEE se montrait moins exigeante, les entreprises françaises se trouveraient pénalisées par leur législation nationale face à une concurrence tenue à moins d'obligations. Cela n'est pas acceptable.

● **L'ouverture de l'Europe sur le monde.** — Cette ouverture générale sur le grand large ne doit être ni imprudente ni naïve. La naïveté consisterait à fermer les yeux sur les gigantesques écarts de traitement qui existent entre l'Europe et certains marchés que nous avons, de droit ou de fait, le plus grand mal à pénétrer. Il faut prendre le temps et les précautions nécessaires au redressement

des secteurs les plus fragiles et les plus menacés, en recherchant l'équilibre et des concessions mutuelles.

● **L'Europe sociale.** — Optimisation des ressources humaines, lutte solidaire contre le chômage, voici des chantiers adaptés au monde que nous construisons et qui nous éviteront la tentation du retour en arrière sur d'impossibles schémas qui imposeraient des obligations supplémentaires et des charges nouvelles pour des entreprises tellement menacées de l'extérieur... Sans réglementation uniforme, car l'Europe sociale se construira au fil des rencontres, se développera une participation élargie des salariés à la vie de l'entreprise et le marché unique pourra réellement et naturellement acquiescer sa pleine dimension sociale, elle-même source de compétitivité.

« Monnaie unique rime avec marché unique »

Sans vouloir prendre directement parti à propos des initiatives du « comité Delors » sur le différend qui oppose la Grande-Bretagne à ses partenaires, M. François Perigot estime que « l'unification monétaire constitue l'étape la plus difficile et la plus nécessaire de la construction d'une véritable communauté. Je ne veux pas prendre position sur un terrain politique qui n'appartient pas aux entreprises mais aux Etats. Pourtant, parce que les Douze veulent faire une communauté et pas seulement une zone de libre-échange, il faut logiquement reconnaître que monnaie unique rime avec marché

unique. J'ajoute qu'il sera très bénéfique pour les entreprises que les Etats introduisent un peu plus de discipline commune dans leurs politiques », nous a-t-il déclaré.

M. François Perigot précise encore : « Sans doute cette unification soulève de grandes difficultés pratiques et politiques, que nous n'ignorons pas, mais il convient de se garder de deux dangers : l'illusion lyrique et la tentation de l'immobilisme. La première méconnaîtrait l'importance des problèmes techniques, juridiques, voire effectifs soulevés par la question monétaire et la seconde risquerait fort de bétir

en brèche la crédibilité du grand marché. »

Pour le président du CNPF, M. Jacques Delors a raison de placer le débat relatif à l'union monétaire sur le terrain de la modération et du calme. Le CNPF et les organisations patronales européennes des Douze réunies dans l'UNICE se prononceraient clairement sur le sujet si leur avis est sollicité. « Déjà dans la charte signée en décembre dernier aux assises, tous les patrons européens se sont nettement prononcés pour une plus grande convergence entre les politiques économiques et les politiques monétaires. »

Liberté, égalité, fiscalité

PAR nature et par intérêt, le CNPF n'est pas enclin, d'ordinaire, à exprimer des positions tranchées à l'heure des grandes échéances électorales. François Perigot, comme son prédécesseur Yvon Gattaz, n'a guère dérogé à cette ligne de conduite depuis deux ans, puisque « le CNPF ne peut être, selon ses dirigeants successifs, ni à droite, ni à gauche, ni au centre, mais seulement du côté du pardi de l'entreprise... ».

Mais, aujourd'hui, le CNPF passe outre, sans doute parce que le scrutin du 18 juin sort du cadre hexagonal et permet de placer le débat hors des étroites contingences politiques. Il le fait, haut et fort, dans sa longue lettre adressée à chacun des candidats.

En prenant date avant même que soit connue en détail la composition de toutes les listes et en lançant à l'avance un vibrant plaidoyer pour l'Europe qui remet en mémoire les Assises du patronat des Douze en décembre 1988, François Perigot fait preuve d'habileté politique, puisque le débat européen concerne au premier chef les enjeux économiques et monétaires, donc les entreprises. Même si l'on s'est étonné qu'il appelle plus souvent un chat un chat, lorsqu'il met en cause, par exemple, l'agressivité commerciale des pays du Nord-Est asiatique qu'épingle « les déficiences des services publics ou le rôle de l'Etat patron », on conviendra que l'interpellation européenne du patronat est d'excellente tenue. La lettre lui donne cependant l'occasion de lancer deux mises en garde et d'exprimer deux impatiences.

Grand large

Le rapprochement des fiscalités doit être posé en préambule, mais le système imaginé par la commission de Bruxelles « ne peut être accepté car il bouleverse les règles et introduit une harmonisation des régimes incomplète et pénalisante ». Le CNPF plaide pour la prudence et le pragmatisme.

La deuxième mise en garde concerne l'ouverture de l'Europe sur

le monde. Elle ne doit pas se faire à l'importer comment. Des garde-fous sont nécessaires, car beaucoup de secteurs industriels ne sont pas encore remis des traumatismes de la crise des années 1974-1986.

Garde-fous mais pas repliement. Visiblement a priori toute idée de barrière juridique, normative ou tarifaire, ou d'« Europe forteresse ». Et, lorsqu'il parle des « tentations de retour d'un protectionnisme déguisé », c'est pour les fustiger sans ménagement.

Impatiences, aussi. La première concerne la fiscalité de l'épargne qui est en France la plus lourde des pays européens. Or, l'ouverture du marché des capitaux est prévue dans un an. Et, au risque de s'écrouler sur l'archaïque antienne « Trop d'impôts, trop d'impôts, y compris d'impôts locaux », le fédérateur des chefs d'entreprise assure que le risque existe de voir les richesses de notre pays (ou celles qui pourraient venir s'y investir) choisir au contraire des lieux plus calmes, dans quelques paradis fiscaux, ce qui est d'ailleurs déjà abondamment le cas...

Sur le volet social, le président du CNPF range son frein. « La protection sociale devra, elle aussi et sans délai, se mettre à l'heure de l'Europe. » Les prélèvements sociaux dans le produit intérieur brut placent la France hors concours, si l'on peut dire, dans l'OCDE.

« Liberté de gestion » qu'il faut vénérer comme la pierre philosophale des entreprises, « égalité des chances » à restaurer partout où existent encore des règles du jeu désavantageuses pour les entreprises, « fiscalité » à rapprocher dans un souci de réciprocité et de transparence, tels sont les trois maîtres mots de la profession de foi du président du CNPF.

Après cet appel à la mobilisation générale, on se demande pourquoi il n'a pas poussé la logique jusqu'à prendre lui-même la tête d'une liste de large union rénovatrice...

FRANÇOIS GROSCHARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Électricité

Réuni le 20 avril 1989 sous la présidence de M. Pierre SUARD, le Conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) a approuvé les projets de fusion de la CGE avec ses filiales Alstom (qui deviendra holding dans le cadre de son rapprochement avec le groupe britannique GEC) et la Compagnie Financière Alcatel.

Ces fusions seront soumises à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra sur deuxième convocation le 20 juin 1989, à 14 h 30, au Théâtre de l'Empire à Paris.

Après approbation par cette Assemblée et par celles d'Alstom et de la Compagnie Financière Alcatel, elles prendront effet au 1^{er} janvier 1989. Au terme de ces opérations, les actionnaires d'Alstom et

de la Compagnie Financière Alcatel deviendront actionnaires de la CGE en recevant 7 actions CGE pour 5 actions Alstom et 7 actions CGE pour une action de la Compagnie Financière Alcatel.

Le Conseil a arrêté ces parités en se fondant sur quatre critères : le cours de bourse, l'actif net réévalué par action, le rendement et le bénéfice net par action.

Les Commissaires aux apports et aux fusions ont été désignés le 4 avril 1989 et feront leur rapport à l'Assemblée générale du 20 juin 1989.

Ces fusions conduiront à la création de 25 millions d'actions CGE (nombre arrondi), ayant jouissance au 1^{er} janvier 1989. Compte tenu du renforcement de la structure financière du Groupe CGE qui résultera des fusions, et notamment de leurs effets positifs sur la part revenant à la CGE dans le bénéfice consolidé, cette dilution du capital d'un tiers n'affectera pas la progression qui peut être attendue pour le bénéfice par action en 1989.

Par ailleurs, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée de renouveler ou de compléter les autorisations d'émission de valeurs mobilières dont il dispose.

Le Conseil demande également à l'Assemblée générale de procéder à certaines modifications des statuts comportant notamment l'augmentation de 12 à 14 du nombre des administrateurs.

Le Conseil propose à l'Assemblée générale de nommer administrateurs MM. Georges BLUM, Directeur général de la Société de Banque Suisse, et Jean PEYRELEVADE, Président de l'UAP, aux deux postes qui seraient ainsi créés et, par ailleurs, de renouveler les mandats d'administrateurs qui arrivent à expiration de MM. Frank DRENDEL, Jacques GUERENDEL, René LAMY et Guy VERDEIL.

LA CGE EN DIRECT :
• MINITEL : 3615 code CGE
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



ALSTHOM

Réuni sous la présidence de M. Jean-Pierre DESGEORGES le 20 avril 1989, le Conseil d'administration d'ALSTHOM a approuvé le projet de fusion de la société (qui sera transformée en holding dans le cadre du rapprochement avec le groupe britannique GEC) avec sa société-mère, la Compagnie Générale d'Électricité (CGE).

Cette fusion sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale extraordinaire d'ALSTHOM qui se tiendra le 15 juin 1989 au Siège social, à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire convoquée à 10 h. Elle prendra effet rétroactivement au 1^{er} janvier 1989 et interviendra simultanément à celle de la CGE avec son autre filiale, la Compagnie Financière Alcatel.

FUSION AVEC LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Au terme de cette opération, les actionnaires d'ALSTHOM deviendront actionnaires de la CGE en recevant 7 actions CGE, ayant jouissance au 1^{er} janvier 1989, en échange de 5 actions ALSTHOM.

Le Conseil a arrêté cette parité en se fondant sur quatre critères : le cours de bourse, l'actif net réévalué par action, le rendement et le bénéfice net par action.

Les Commissaires aux apports et aux fusions ont été désignés le 4 avril 1989 et feront leur rapport à l'Assemblée générale du 15 juin 1989.

Le Conseil remercie les actionnaires d'ALSTHOM qui ont accompagné le développement de la société depuis de nombreuses années et ont permis la constitution, au sein du futur ensemble GEC ALSTHOM NV, d'un groupe industriel international se situant au premier rang mondial pour la fourniture d'équipements destinés à la production d'énergie ainsi qu'aux transports ferroviaires.

Le Conseil considère que la fusion proposée leur permet, dans des conditions satisfaisantes, de devenir actionnaires d'une société qui dispose d'une large audience sur les marchés financiers internationaux et qui pourra profiter pleinement des performances de GEC ALSTHOM NV dont elle détient directement 50% du capital.



Compagnie Financière Alcatel

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 20 avril 1989, le Conseil d'administration de la Compagnie Financière Alcatel a approuvé le projet de fusion de la Compagnie avec sa société mère, la Compagnie Générale d'Électricité (CGE).

FUSION AVEC LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Cette fusion sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale extraordinaire de la Compagnie Financière Alcatel qui se tiendra le 19 juin 1989 au Siège social à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire convoquée à 15 h 30.

Elle prendra effet rétroactivement au 1^{er} janvier 1989 et interviendra simultanément à celle de la CGE avec son autre filiale Alstom, après approbation par les Assemblées des trois sociétés.

Au terme de cette opération, les actionnaires de la Compagnie deviendront actionnaires de la CGE en recevant 7 actions CGE, ayant jouissance au 1^{er} janvier 1989, en échange de chacune de

leurs actions de la Compagnie Financière Alcatel.

Le Conseil a arrêté cette parité en se fondant sur quatre critères : le cours de bourse, l'actif net réévalué par action, le rendement et le bénéfice net par action.

Les Commissaires aux apports et aux fusions ont été désignés le 4 avril 1989 et feront leur rapport à l'Assemblée générale du 19 juin 1989.

Le Conseil remercie les actionnaires de la Compagnie Financière Alcatel qui ont accompagné le développement de la société depuis de nombreuses années et ont permis la constitution, au sein de sa principale participation Alcatel NV, d'un ensemble international se situant au premier rang mondial de l'industrie des télécommunications, de la communication d'entreprise et des câbles.

Le Conseil considère que la fusion proposée avec la CGE récompensera les actionnaires de leur fidélité. Ils pourront, à travers la CGE qui contrôle Alcatel NV, profiter pleinement de la progression de cette dernière.



Europe 1993

Après les décisions allemandes sur la taxation de l'épargne L'Europe fiscale en panne

(Suite de la première page.)

Le nouveau ministre, qui représente assez bien l'hostilité des milieux d'affaires allemands à une imposition de l'épargne - sous la forme d'une retenue à la source en tous cas - a réussi à persuader le chancelier Kohl d'une imposition qui n'est pas une véritable taxe, mais une retenue à la source de capitaux vers l'étranger.

La RFA vient-elle de signer l'acte de décès du plan Scrivener - pourtant mesuré - d'harmonisation des fiscalités de l'épargne ? Le risque est très important. La décision allemande - même si elle est présentée comme une simple suspension - renforce, en effet, le camp des pays très hostiles à la Grande-Bretagne, le Luxembourg.

La France, quant à elle, favorable au principe d'une harmonisation, mais réservée sur les modalités du plan Scrivener, n'a pas attendu pour se mettre à l'abri des fuites de capitaux : autorisation vient d'être donnée aux SICAV et aux fonds communs de placement de capitaliser les revenus déduits par l'épargne qu'ils gèrent. Ce qui veut dire que, à partir du 30 septembre prochain, les épargnants pourront bénéficier pour leurs « revenus » du taux d'imposition des plus-values, soit 17 %. Une autre façon de réduire la fiscalité de l'épargne, qui sera probablement complétée par le passage à 15 % l'année prochaine du prélèvement libératoire sur les obligations.

Le fait nouveau est peut-être que chacun va maintenant aller à la bataille avec ses propres armes. Plus d'harmonisation dirigée de Bruxelles, mais un rapprochement qui pourrait être « sauvage », dans la mesure où les règles de contrôle ne seront pas non plus harmonisées (voir le Luxembourg et l'île de Jersey).

Le risque est, à terme, que cette concurrence n'aboutisse à réduire à presque rien l'imposition de l'épargne. Une imposition qui apparaît à beaucoup trop faible par rapport aux impôts prélevés sur les revenus du travail.

L'Europe fiscale éprouve d'autres difficultés. Parmi les obstacles au marché unique qui doivent être supprimés rapidement, la Commission de Bruxelles a retenu les frontières fiscales, c'est-à-dire les impôts sur la consommation (TVA et droits d'accises) qui sont des impôts payés aux frontières lorsque les marchandises passent d'un pays à l'autre.

Il y a une logique à cela : les consommateurs ne pourront jamais croire à la réalité d'une Europe unie aussi longtemps que des douaniers seront là pour leur demander à la frontière s'ils ont quelque chose à déclarer. Les entreprises - même si elles sont moins sensibles aux symboles que les consommateurs - savent que les contrôles aux frontières leur font perdre du temps et de l'argent. Il est même probable que des firmes de petite taille renonceraient à l'exportation pour éviter des complications. Sur le principe d'une Europe sans frontières, tout le monde est d'accord. Mais de sérieuses divergences apparaissent dès que se discutent les moyens pour y parvenir.

On se rapprocherait beaucoup de l'objectif d'un marché unique, estime la Commission, si, au lieu de raisonner fiscalement en termes de pays étrangers séparés par des frontières, on raisonnait comme si toutes les entreprises commerçaient entre elles à l'intérieur d'un même pays. La Commission a donc proposé qu'une exportation ne soit plus traitée comme une vente à l'étranger (au taux zéro), mais comme une vente tout court, avec les règles habituelles de TVA s'y appliquant. La taxe à la valeur ajoutée ne serait donc plus payée à la frontière par l'acheteur, selon les règles et les taux du pays où le produit sera consommé, mais dans le pays fournisseur - selon ses règles - au moment de l'achat. Ainsi, la frontière fiscale pourrait-elle être supprimée.

Garder le taux zéro

Dans ses rapports avec le fisc de son pays, l'entreprise acheteuse déduirait de sa dette envers l'Etat la TVA payée dans le pays étranger où a été acquise la marchandise. Et pour éviter que les pays qui importent plus qu'ils n'exportent perdent des recettes fiscales, une Chaise de compensation leur reverserait ce que les pays exportant plus qu'ils n'importent y auraient déposé. Ainsi, chaque Etat récupérerait son dû, c'est-à-dire les impôts supportés sur son territoire.

Pour éviter la fraude, les combinaisons douteuses, les circuits plus ou moins légaux qui ne manqueraient pas de se développer si les taxes étaient trop différentes d'un pays à l'autre, la Commission a fixé l'objectif d'une réduction du nombre des taux et de leur rapprochement. Pour ne pas amplifier les recettes fiscales des pays à taux de TVA élevés - le Danemark, l'Irlande, la France, l'Espagne, le Portugal... - la Commission a fixé non pas des taux uniques, mais des fourchettes à l'intérieur desquelles chaque gouvernement pourrait s'installer : entre 4 % et 9 % pour le taux réduit, entre 14 % et 20 % pour le taux normal.

C'est bien là que le bât blesse. Pour la Grande-Bretagne, tout d'abord, qui s'est très rapidement déclarée hostile au projet : pas d'objectif, pas de réel le marché réglera tout, s'elle répond en substance. En d'autres termes, les pays dont les prix sont trop élevés seraient trop élevés devant d'une façon ou d'une autre s'alligner, s'ils restent dans la course. M^{re} Thatcher continue donc de mener une politique farouchement nationaliste, refusant notamment de supprimer le taux zéro de TVA dont bénéficient en Grande-Bretagne un grand nombre de produits de première nécessité, comme l'alimentation et les fournitures scolaires. Si on peut lui reprocher de ne jamais jouer le jeu comme tout le monde, de refuser les règles communes, l'attitude du chef du gouvernement britannique a une logique : conserver à la fiscalité - élément essentiel de la souveraineté nationale - ce qui lui est proprement britannique.

Ne comptant pas sur les règles du marché pour faire l'Europe, la France a, quant à elle, accepté le principe des règles du jeu et milite pour des disciplines communes. Elle n'en a pas moins refusé le système proposé par la Commission, d'abord discrètement en 1987 par la bouche de M^{me} Balladur et Juppé, puis beaucoup plus clairement par celle de M. Bérégovoy.

Les réticences de la France sont claires : les écarts de taux proposés sont trop importants pour ne pas risquer de fausser la concurrence et le système de compensation - qu'appelle la suppression des frontières fiscales - est beaucoup trop compliqué. Paris propose donc de conserver, pendant un certain temps du moins, le système du taux zéro à l'exportation, c'est-à-dire le paiement de la TVA dans le pays où la marchandise est consommée.

Le directeur des douanes françaises, M. Weber, a déjà proposé un système permettant de supprimer l'arrêt aux frontières tout en conservant le système de TVA actuel. Les frontières fiscales subsisteraient donc, mais ne seraient plus visibles. Un long délai supplémentaire pourrait ainsi être donné aux pays à TVA élevée pour abaisser leurs taux et aux pays à TVA faible (la RFA par exemple) pour élever les leurs.

Insuffisamment européens ?

Les gouvernements des pays de la CEE se montrent-ils insuffisamment européens en rechignant contre le projet de Bruxelles ? Ou bien la Commission a-t-elle mal préparé son coup, mal choisi ses cibles et ses priorités ?

Un examen objectif de la situation amène d'abord à une constatation : des différences d'imposition ne doivent pas désavantager le producteur par rapport à tel autre situé à l'étranger. Non pas que les impôts sur la consommation soient des facteurs déterminants des prix de revient (les marges bénéficiaires ont aussi leur importance) ou que les prix soient des éléments décisifs de la concurrence ; les réseaux après-vente ont une importance capitale, on l'a vu, depuis des années pour l'automobile.

Il n'empêche : dans bien des domaines où la concurrence est acharnée, un écart de prix de 5 % dû à la fiscalité pourrait être lourd de conséquences. D'autant plus lourd que les achats directs des particuliers dans les pays à taux de TVA faibles risqueraient de se multiplier, non seulement pour les frontaliers, mais pour des consommateurs lointains dès lors que les prix unitaires seraient très élevés. Ainsi, un déplacement en RFA depuis Brest deviendrait très rentable quand il s'agirait d'acheter une Mercedes supportant outre-Rhin une TVA à 14 %. Six points d'écart dans de tels cas représenteraient souvent au moins 10 000 francs.

Il en va de même pour les non-assujettis à la TVA, comme les banques, les assurances, les collectivités locales, les professions médicales. Les premiers auraient tout intérêt à s'équiper de micro-ordinateurs achetés en Allemagne, les cliniques et hôpitaux à acheter de même leur scanner et appareils à résonance magnétique, dont les coûts unitaires sont extrêmement élevés (8 à 10 millions de francs).

La vente par correspondance fausserait également la concurrence, un consommateur français ayant intérêt à s'approvisionner en RFA pour bénéficier des taux de TVA allemands. A l'exception du cas de l'automobile qui pourrait être facilement résolu au moment de l'immatriculation, l'exemple des Etats-Unis montre l'extrême difficulté qu'il y a à rétablir les conditions d'une concurrence équitable, dès lors que les taux des impôts sur la consommation sont différents d'un Etat à un autre. La « Sale Tax » acquittée dans l'Etat où a lieu la vente est théoriquement compensée dans l'Etat où réside l'acheteur par une « Use Tax ». Mais les fiscalistes américains avouent que les entreprises de vente par correspondance s'installent dans les Etats à taux faibles, car la compensation de taux d'un Etat à un autre est extrêmement difficile. Il est donc probable que dans une Europe sans frontières les mêmes problèmes se poseraient, les modes de vente directe se développant très rapidement, comme le veut d'ailleurs la logique du marché unique.

La seule réponse satisfaisante à cet inconvénient majeur qu'est la distorsion de concurrence serait évidemment l'avènement d'un seul taux moyen de TVA dans tous les pays. Mais une telle solution ne pourra être retenue qu'après une longue période de rapprochement. La France a encore un taux de 28 % qui s'applique notamment à l'automobile et un taux moyen de 18,6 %. Il lui faudrait viser 15 %, la RFA montant d'un point son taux moyen de 14 % à 15 %.

Que de chemin à parcourir et que de pertes de recettes fiscales (une petite centaine de milliards de francs) privant l'Etat français d'une partie de ses moyens, le « pourcentage » pour reprendre l'expression de Michel Rocard, au moment même où est entreprise une vaste et coûteuse rénovation du secteur public et d'abord de notre système d'éducation nationale.

La Commission de Bruxelles, portée par sa logique du marché sans frontières, semble avoir sous-estimé les risques qu'il y aurait à modifier le système actuel de paiement de la TVA, alors même que les taux sont encore très éloignés d'un pays à l'autre. Et il n'est pas sûr que la caisse de compensation imaginée par la Commission pourrait fonctionner aussi simplement qu'il est dit. La plupart des fiscalistes estiment en tout cas que les risques de fraude à la TVA augmenteraient considérablement, les fausses factures se multipliant d'un bout à l'autre de l'Europe des Douze.

La règle de l'unanimité étant conservée pour toutes les décisions touchant à la fiscalité, les refus de la Grande-Bretagne et de la France amèneront la Commission à modifier son projet, comme elle s'approprie déjà à le faire pour les droits d'accises pour s'être rendu compte que dans ce domaine aussi (alcool, tabac, essence), les taux étaient actuellement trop différents d'un pays à l'autre pour être fondus rapidement. Pour s'être rendu compte aussi que les gouvernements entendent conserver une certaine marge de manœuvre, en majorant telle ou telle taxe quand le bouclage d'un budget se révèle trop difficile.

La Commission pourrait accepter sans risques d'allonger beaucoup les délais impartis pour arriver à l'harmonisation des taux de TVA, à condition que les différents pays s'engagent sur un calendrier précis. A condition également que des engagements irréversibles soient pris dans d'autres domaines autrement plus importants que les taxes sur la consommation : ceux de la fiscalité de l'épargne par exemple ou des taux d'imposition des bénéfices des sociétés.

La construction de l'Europe aborde maintenant des rivages plus que difficiles : ceux qui, à travers la monnaie et la fiscalité touchent à la souveraineté nationale. Des revers et des reculs sont inévitables. Mais des avancées concrètes sont urgentes pour montrer que, au-delà des discours et des intentions, les choses progressent sur le terrain.

ALAIN VERNHOLES.

Retour à la case départ en RFA

Après quatre mois d'application très controversée, la retenue à la source de 10 % sur le revenu de l'épargne a été suspendue par le chancelier Helmut Kohl. Dans son discours de politique générale devant le Bundestag, jeudi 27 avril, le chef du gouvernement ouest-allemand entérine ainsi la volonté de son parti, la CDU, et de son allié, la CSU, à laquelle appartient le nouveau ministre des finances, Theo Weigel.

Un retour à la case départ décidé pour des raisons de politique intérieure difficile à assumer pour le chancelier, obligé de désavouer une mesure annoncée par son gouvernement en octobre 1987 et de négocier laborieusement une ouverture européenne. La suspension de la retenue à la source à compter du 1^{er} juillet sera levée dès que la CEE se sera mise d'accord sur une législation commune en matière de fiscalité de l'épargne. Compte tenu de l'opposition farouche de la Grande-Bretagne et du Luxembourg, une telle éventualité reste pour le moins hypothétique.

En attendant, les Allemands vont pouvoir renouer avec la libre déclaration des revenus tirés de l'épargne et pratiquer à nouveau une fraude partiellement institutionnelle. En ce domaine, 20 % seulement des Allemands seraient d'hommes contributables. Avant même de répondre à la volonté de la CEE d'harmoniser la fiscalité des Etats membres, la retenue à la source avait été adoptée par Bonn pour lutter contre ces pratiques qui lésaient le budget fédéral. Les experts estiment à quelque 4 milliards de deutschemarks (13,5 milliards de francs) le manque à gagner budgétaire du retour à la libre déclaration des gains sur l'épargne. Il conviendra d'y ajouter le coût de l'allègement de la fiscalité pour les petits épargnants annoncé par le chancelier Kohl : le plafond d'exonération est porté de 300 DM à 400 DM pour les célibataires, de 600 DM à 1 200 DM pour les couples mariés.

Reste à savoir si l'abandon de la retenue à la source atteindra l'un de ses principaux buts, qui est de freiner la fuite des capitaux. Sur ce point, les spécialistes allemands appellent leurs concitoyens à une approche plus fine de la réalité et à faire la différence entre les placements à court terme - surtout au Luxembourg, - qui recouvrent largement les pratiques des fraudeurs, et les mouvements de capitaux à

long terme, dus, pour l'essentiel, à une saine gestion des entreprises. Ces dernières cherchent à bénéficier des taux d'intérêt plus attractifs d'autres places que Francfort, dont Londres ou New-York.

Certes, l'engouement pour le Luxembourg a pris des proportions inhabituelles. L'an dernier, 15,6 milliards ont passé la frontière contre 400 millions en 1987. Mais les chiffres des deux premiers mois de 1989 semblent déjà plus équilibrés. En janvier-février, près de 20 milliards de deutschemarks ont été placés à long terme hors d'Allemagne, et les 28 milliards de sorties de capitaux à court terme sont en partie dus à une pratique traditionnelle à cette époque de l'année. Mais ce n'est qu'un fil de mois à venir qu'un véritable bilan de la valse-hésitation du chancelier Kohl pourra être dressé. Pour la RFA à défaut de l'Europe.

F.Cr.

PUBLICATION JUDICIAIRE

La Cour d'Appel de Paris, sur appel d'un jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris prononcé le 7 novembre 1984, statuant par voie d'évocation dans une affaire dont les parties en cause étaient la société Charles et de Ritz group Ltd et la société des Parfums Yves Saint Laurent d'une part, et la société Parabel d'autre part, a rendu en date du 19 mai 1988 un arrêt dont le dispositif comporte les extraits ci-après :

« Dit que les emballages de l'eau de toilette « Ophélie » présentée dans la publicité effectuée par la société Parabel dans le numéro 5 de la revue *Made in France International* imitent illicitement la marque figurative n° 1 089 838 déposée le 13 mars 1979 par la société Ritz et exploitée par la société Yves Saint Laurent ;

Interdit à la société Parabel d'utiliser à l'avenir les emballages déclarés illicitement imitants pour commercialiser ses produits et ce sous astreinte provisoire de 200 F par infraction constatée à compter de la signification de cet arrêt ;

Ordonne la confiscation desdits emballages encore en la possession de la société Parabel et dit qu'ils seront détruits sous le contrôle d'un huissier choisi par les sociétés Ritz et Yves Saint Laurent ;

Condamne la société Parabel à verser à la société Ritz la somme de 100 000 F à titre de dommages-intérêts et au même titre la somme de 150 000 F à la société Yves Saint Laurent ;

La condamne en outre à verser aux deux sociétés conjointement la somme de 20 000 F en application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Déboutant la société Parabel de toutes ses demandes, autorise la publication du dispositif de cet arrêt dans la revue *Made in France International* et dans trois autres périodiques ou journaux choisis par les sociétés Ritz et Yves Saint Laurent, aux frais de la société Parabel dans la limite globale de 30 000 F. »

par M^{re} Michel DANILOFF, avocat.

La Communauté, pôle d'attraction des investissements français à l'étranger

Les pays de la CEE constituent, dans la perspective de l'Europe de 1993, un terrain de prédilection pour les entreprises françaises. C'est ce qui ressort de l'étude de la Banque de France sur « l'encours des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 1987 », qui représentent 276 milliards de francs.

Les actifs français atteignent 128 milliards de francs dans la CEE, soit 46 % du total, les Etats-Unis représentant l'autre pôle d'attraction avec 24 %, devant la Suisse (11 %). A l'intérieur de la CEE, cinq pays concentrent l'essentiel de l'expansion française : les Pays-Bas (27,8 milliards), le Royaume-Uni (22,3), le Benelux (22), l'Espagne (21,6) et la RFA (18,9).

« Cette hiérarchie ne correspond pas à celle de nos échanges commerciaux », souligne la Banque de France. Elle met en évidence : la séduction des avantages fiscaux néerlandais, qui attirent les implantations bancaires et de filiales hollandaises ; la forte présence en Espagne, antérieure à l'entrée de ce pays dans la CEE ; enfin la relative faiblesse des investissements en RFA, due au verrouillage du capital des sociétés allemandes.

Au total, les pays limitrophes ou proches de la France restent prépondérants, en totalisant 58 % des investissements ; l'expansion internationale des entreprises françaises est récente, puisque la moitié environ des actifs ont été acquis depuis

1984, avec une forte accélération sur les dernières années : 36,2 milliards en 1986, 52,3 en 1987 et plus de 70 milliards selon les premières estimations, en 1988. Cette prise de conscience de la nécessité d'une dimension mondiale de la part des patrons français, qui s'est traduite par une multiplication des acquisitions, a été rendue possible par l'amélioration spectaculaire de la santé financière des entreprises françaises depuis deux à trois ans.

Malgré ces efforts, la France reste en retard sur ses partenaires étrangers. A fin 1987, les actifs détenus à l'étranger atteignaient 308 milliards de dollars pour les Etats-Unis, 178 pour la Grande-Bretagne, 139 pour le Japon, 100 pour la RFA, 79 pour les Pays-Bas, 52 pour la France et 40 pour l'Italie.

L'essentiel du développement à l'étranger est réalisé par un petit nombre d'entreprises : deux cent cinquante d'entre elles représentent 90 % et vingt d'entre elles en concentrent 50 %. Parmi elles : Elf, Rhône-Poulenc, Michelin, L'Air Liquide, Saint-Gobain, Paribas, BNP, Crédit lyonnais, Pechiney... A noter que huit secteurs sont tout particulièrement développés : le crédit (avec 18,4 % du total), la chimie (10,6 %), l'énergie (9,1 %), le matériel électrique et électronique (6,5 %), le matériel de transport (6 %), les holdings (6 %), les minéraux non métalliques (5,9 %) et les assurances (5,1 %).

La vente par correspondance fausserait également la concurrence, un consommateur français ayant intérêt à s'approvisionner en RFA pour bénéficier des taux de TVA allemands. A l'exception du cas de l'automobile qui pourrait être facilement résolu au moment de l'immatriculation, l'exemple des Etats-Unis montre l'extrême difficulté qu'il y a à rétablir les conditions d'une concurrence équitable, dès lors que les taux des impôts sur la consommation sont différents d'un Etat à un autre. La « Sale Tax » acquittée dans l'Etat où a lieu la vente est théoriquement compensée dans l'Etat où réside l'acheteur par une « Use Tax ». Mais les fiscalistes américains avouent que les entreprises de vente par correspondance s'installent dans les Etats à taux faibles, car la compensation de taux d'un Etat à un autre est extrêmement difficile. Il est donc probable que dans une Europe sans frontières les mêmes problèmes se poseraient, les modes de vente directe se développant très rapidement, comme le veut d'ailleurs la logique du marché unique.

La seule réponse satisfaisante à cet inconvénient majeur qu'est la distorsion de concurrence serait évidemment l'avènement d'un seul taux moyen de TVA dans tous les pays. Mais une telle solution ne pourra être retenue qu'après une longue période de rapprochement. La France a encore un taux de 28 % qui s'applique notamment à l'automobile et un taux moyen de 18,6 %. Il lui faudrait viser 15 %, la RFA montant d'un point son taux moyen de 14 % à 15 %.

Que de chemin à parcourir et que de pertes de recettes fiscales (une petite centaine de milliards de francs) privant l'Etat français d'une partie de ses moyens, le « pourcentage » pour reprendre l'expression de Michel Rocard, au moment même où est entreprise une vaste et coûteuse rénovation du secteur public et d'abord de notre système d'éducation nationale.

La Commission de Bruxelles, portée par sa logique du marché sans frontières, semble avoir sous-estimé les risques qu'il y aurait à modifier le système actuel de paiement de la TVA, alors même que les taux sont encore très éloignés d'un pays à l'autre. Et il n'est pas sûr que la caisse de compensation imaginée par la Commission pourrait fonctionner aussi simplement qu'il est dit. La plupart des fiscalistes estiment en tout cas que les risques de fraude à la TVA augmenteraient considérablement, les fausses factures se multipliant d'un bout à l'autre de l'Europe des Douze.


La règle de l'unanimité étant conservée pour toutes les décisions touchant à la fiscalité, les refus de la Grande-Bretagne et de la France amèneront la Commission à modifier son projet, comme elle s'approprie déjà à le faire pour les droits d'accises pour s'être rendu compte que dans ce domaine aussi (alcool, tabac, essence), les taux étaient actuellement trop différents d'un pays à l'autre pour être fondus rapidement. Pour s'être rendu compte aussi que les gouvernements entendent conserver une certaine marge de manœuvre, en majorant telle ou telle taxe quand le bouclage d'un budget se révèle trop difficile.

La Commission pourrait accepter sans risques d'allonger beaucoup les délais impartis pour arriver à l'harmonisation des taux de TVA, à condition que les différents pays s'engagent sur un calendrier précis. A condition également que des engagements irréversibles soient pris dans d'autres domaines autrement plus importants que les taxes sur la consommation : ceux de la fiscalité de l'épargne par exemple ou des taux d'imposition des bénéfices des sociétés.

La construction de l'Europe aborde maintenant des rivages plus que difficiles : ceux qui, à travers la monnaie et la fiscalité touchent à la souveraineté nationale. Des revers et des reculs sont inévitables. Mais des avancées concrètes sont urgentes pour montrer que, au-delà des discours et des intentions, les choses progressent sur le terrain.

ALAIN VERNHOLES.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Réuni le 25 avril 1989 sous la présidence d'Alain Dupont, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le chiffre d'affaires économique du groupe, après déduction des taxes, s'est élevé à 10 milliards de francs, contre 8,5 milliards de francs en 1987 ; 38 % de ce chiffre d'affaires ont été réalisés à l'étranger et outre-mer. La part du secteur routier et de son environnement s'est maintenue à près de neuf dixièmes de l'activité globale.

Le bénéfice net consolidé a poursuivi sa progression, atteignant 299 millions de francs (278 millions de francs hors intérêts minoritaires) contre 200 millions de francs en 1987 (186 millions de francs hors intérêts minoritaires).

Le bénéfice net de Colas SA s'est élevé à 130 millions de francs, contre 75 millions de francs en 1987.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 21 juin 1989, de distribuer un dividende net de 8 F par action (12 F avant fiscalité), représentant un montant total distribué en progression de 37 % par rapport à l'année dernière.

Il sera proposé à l'assemblée générale d'accorder à chaque actionnaire une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

Leader dans sa spécialité, Colas a continué de créer des emplois : 650 collaborateurs ont été embauchés en France en 1988, dont 50 jeunes ingénieurs et cadres. Cette action pourrait se poursuivre dans les années à venir si, pour répondre aux besoins liés à l'augmentation rapide du trafic automobile dans le monde et aux échanges économiques, chaque Etat, région ou collectivité continue de faire de l'amélioration des routes et de la sécurité une priorité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS




Arrondissez vos fins de mois avec Mensuelcic

Un revenu mensuel pour compléter votre salaire ou votre retraite.

Une sica intelligente :

- un revenu identique 12 fois par an à la fin de chaque mois,
- le solde du revenu total annuel de la sica au mois d'avril de l'année suivante,
- la fiscalité avantageuse des obligations : abattement et prélèvement libératoire.

Une sica accessible :

- pas de droit d'entrée,
- droit de sortie de 1 %,
- valeur d'origine d'une action : 10.000 F,
- une première souscription de 5 actions minimum

Mensuelcic est une sica obligatoire conseillée pour des placements à moyen et long terme.

Pour tous renseignements, adressez-vous à la banque du Groupe CIC la plus proche ou renvoyez ce bon à découper à Christine Joffet BP 207 75452 Paris Cedex 09

Envoyez m'adresser une documentation sur Mensuelcic.

Nom _____

Adresse _____


GROUPE CIC
Banques CIC. En intelligence avec vous.

Crédit Industriel et Commercial de Paris - Lyonnais de Banque - Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine - Crédit Industriel de l'Ouest - Société Financière Vain-Sier - Banque Société-Banque - Crédit Industriel de Normandie - Banque Régionale de l'Ouest - Société Financière de Crédit Industriel et Commercial - Banque Régionale de l'Est - Banque Transatlantique - Banque Boursière.

Marchés financiers

Nouvelle étape dans la modernisation
de la Bourse de ParisM. Bérégovoy homologue le règlement
sur la contre-partie

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a homologué mercredi 26 avril le règlement du Conseil des Bourses de valeurs relatif à la contre-partie sur actions. Cette décision constitue une étape importante pour la modernisation de la place financière française en dotant de nouvelles possibilités aux intervenants.

Avant la réforme des marchés financiers de janvier 1988, les agents de change, intermédiaires agréés bénéficiant du monopole des transactions, étaient de simples exécutants. Ils vendaient et achetaient des titres selon les ordres des clients. Depuis leur disparition et l'entrée en vigueur de la loi, les sociétés de Bourse sont devenues des acteurs ayant la possibilité d'intervenir pour leur propre compte, grâce à la contre-partie. Cette opération consiste pour l'intermédiaire à acquiescer ou céder des titres pour son propre compte, soit pendant la séance (sur le marché ou à un client), soit hors séance de Bourse (à un autre intermédiaire ou à un client). Elle devrait permettre d'assurer une meilleure liquidité du marché.

Le règlement agréé distingue deux sortes de contreparties : ordinaire et sur bloc de titres. La

contrepartie ordinaire sera ouverte aux sociétés de Bourse, établissements de crédit, banques mutualistes ou coopératives, établissements relevant de la loi bancaire, Caisse des dépôts et consignations. Ces opérations doivent respecter les fourchettes de prix existantes sur le marché au moment où elles seront réalisées. Elles permettront aux intermédiaires de regrouper les petits ordres et de réduire le nombre et le coût des transactions.

La contrepartie sur blocs de titres offrira à des sociétés de Bourse agréées à cette fin par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) et agissant pour leur propre compte, la possibilité de répondre sans délai aux ordres de la clientèle portant sur d'importantes quantités de titres, à un prix qui peut être différent de celui du marché. Toutefois, la société de Bourse sera tenue de satisfaire les ordres d'achat ou de vente comprise entre le prix affiché en séance et celui de la transaction de la contrepartie, dans les délais et conditions fixés par le CBV. Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur au début du mois de juillet en même temps que la libre négociation des courtages.

L'entrée de Rémy et Associés au second marché
contestée par les minoritaires

La première chambre de la cour d'appel de Paris devait se réunir, le jeudi 27 avril, à la suite d'un recours des actionnaires minoritaires de Rémy et Associés. Ils contestent la décision du Conseil des Bourses de valeurs qui a introduit, le 20 janvier, les titres de cette firme de spiritueux sur le second marché.

Cette procédure judiciaire illustre les nombreux litiges qui opposent, depuis le début des années 70, les deux groupes d'actionnaires familiaux de Rémy Martin : les Hériard-Dubreuil, dirigeants de l'entreprise et détenteurs de 51 % des parts, et leurs neveux ou cousins, les Cointreau, exécutifs de la direction et possédant les 49 % restants. La bataille entre les deux groupes est à présent à son paroxysme. Trente-deux plaintes ont été déposées. Les jugements rendus alternent en faveur des uns ou des autres et sont remontés souvent jusqu'en cassation. Parmi les contentieux restants, l'un n'est pas des moindres. Il vise la constitution de la société Rémy et Associés.

En 1986, le conseil d'administration de Rémy Martin décide, sans consultation et autorisation d'une assemblée générale préalable, de transférer les actifs de cette firme chez Rémy et Associés. Les minoritaires saisissent alors le tribunal de commerce de Bordeaux. Celui-ci ne conteste pas l'opération et ne prononce pas la nullité des apports. Les Cointreau portent alors l'affaire devant la cour d'appel de Bordeaux, qui devrait rendre son avis le 20 janvier 1990.

D'où, au début de cette année, la demande de report de l'introduction sur le second marché tant qu'un arrêt n'aurait pas été rendu sur la question. Dans cet esprit, la COB (Commission des opérations de

Bourse) avait exprimé des réserves sur cette opération en précisant que la complexité des actions en cours devant les tribunaux ne permet pas d'apprécier l'ensemble des conséquences juridiques et financières pour le groupe de spiritueux. D'autant, rappelle-t-elle, qu'un des litiges porte sur la contestation de la validité des apports en nature faits à Rémy et Associés par Rémy Martin en mars 1986.

Le Conseil des Bourses de valeurs, qui est l'autorité chargée d'organiser le marché, a, quant à lui, maintenu sa décision d'admission du titre au second marché.

Les actionnaires minoritaires ont donc demandé l'annulation ou la réforme de la décision de cotation et ainsi la cour d'appel de Paris comme les y autorise la loi de réforme des marchés financiers du 22 janvier 1988. La première chambre de la cour d'appel de Paris a déjà prouvé sa relative rapidité en tranchant en moins d'un mois un différend lors de la bataille boursière autour d'Holophane en juillet 1988.

DOMINIQUE GALLOIS.

● Le rachat par Total de 30 % de Saga (Norvège) compromis. — Le rachat par Total de 30 % du capital de la compagnie pétrolière norvégienne Saga apparaît compromis après la décision d'Aker, l'un des actionnaires de Saga, de ne plus vendre comme convenu ses parts à la compagnie française. Aker, qui détient 20 % de Saga, a indiqué mercredi qu'il ne se vendrait plus 86 par part avec la filiale norvégienne de Total, Total Marine Norsk (TMN), aux termes duquel il devait céder à TMN les 20 % qu'il détenait dans le capital de Saga. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHIFFRE D'AFFAIRES + 32 %
RÉSULTAT NET,
PART DU GROUPE + 57 %
(hors plus-value exceptionnelle)

● Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Christian Brégon, le 21 avril 1989, a examiné et arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1988.

● Le chiffre d'affaires s'établit à 4 242 MF, en progression de 32 % sur celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 3 217 MF. Cette forte croissance résulte de la très bonne activité de la branche Information ainsi que de la mutation de la branche Edition, avec la constitution en 1988 du Groupe de la Cité.

● Le résultat courant s'élève à 537 MF, en progression de 86 % sur l'exercice précédent.

● Le résultat net part du groupe, hors plus-value exceptionnelle, s'élève à 343 MF, soit une progression de 57 % par rapport à 1987. En tenant compte de la plus-value réalisée sur la cession d'un actif immobilier appartenant au Groupe de la Cité, le résultat net part du groupe s'élève à 273 MF.

● Le conseil a par ailleurs décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 15 juin prochain de porter le dividende net par action à 24 francs, contre 16 francs en 1988, soit une augmentation de 50 %.

DIVIDENDE NET
+ 50 %

NEW-YORK, 26 avril ↑

Note soutenue

La tendance a été irrégulière, mercredi, à la Bourse de New-York, dans un marché relativement calme, où 146 millions de titres ont été échangés. L'indice Dow Jones, qui pendant la séance a oscillé autour du niveau atteint la séance précédente, a néanmoins fini sur un gain de 2,20 points, à 2 389,11. Le nombre des valeurs en hausse dépassait celui des baisses : 720 contre 687. Le cours de 538 valeurs restait inchangé. Le marché a plutôt bien accueilli les statistiques concernant le produit national brut (PNB) pour le premier trimestre aux États-Unis, bien que ces chiffres dépassent sur une base annuelle une hausse de 5,5 %. Si l'on exclut les conséquences de la sécheresse, qui a sévi l'an dernier dans le Midwest, la hausse n'aurait été en fait que de 3 %, ce qui confirme un ralentissement de la croissance économique. Le Dow Jones a immédiatement pris le chemin de la hausse. Toutefois, la progression de l'indice a été freinée dans son mouvement par la constatation que le taux d'inflation mesuré sur un indice lié au PNB était monté à 5 %, contre 4,2 % au dernier trimestre de 1988.

CBS, Xerox et Boeing étaient favorisés, tandis que McDonald, Compaq Computer et McDonnell-Douglas étaient délaissés.

VALEURS	Cours de 25 avril	Cours de 26 avril
Alcoa	83 3/4	83 1/8
ALCO	34 5/8	34 1/2
Amstar	11 1/4	11 1/4
Cham. Manhattan Bank	36 5/8	36 1/2
Cham. Nat. de Commerce	110 5/8	111
Eastman	42 1/4	42 3/8
Eastman	44	43 1/4
Eastman	45 3/4	45 5/8
General Motors	41 1/2	41 3/4
General	114 1/2	114 1/2
ITT	57 3/8	57 3/8
Johnson & Johnson	81 1/4	81 1/4
Schlumberger	40 1/8	40 1/8
Union Carbide	128 1/4	128 1/2
Union Carbide	30 3/4	31
U.S. Steel	35 1/8	34 1/4
Westinghouse	55	54 5/8
Xerox Corp.	65	67 5/8

LONDRES, 26 avril ↑

Fermé

Enfin une bonne nouvelle pour le marché financier britannique. En effet, les chiffres des comptes annuels pour le mois de mars révèlent une réduction du déficit de l'ordre de 1,2 milliard de livres. Immédiatement, le marché a réagi en hausse, à 1 270, après la clôture de l'offre de Minoro. Le groupe alimentaire Rank Hovis a gagné 7 pence, à 372, après avoir été délaissé par le géant britannique de l'alimentation Rank Hovis. Le constructeur aéronautique British Aerospace a bondi de 12 pence, à 571, à la suite d'une « toute victoire d'Egypte » au consortium européen Airbus, dans lequel le groupe britannique détient 20 %. Aux mécaniciens, GKN a grimpé de 12 pence, à 375, dans l'attente d'une OPA de BTR. Les fonds d'État étaient fermes, tandis que les mines d'or s'affaiblissaient.

Des prises de bénéfice en cours de séance ont réduit les gains enregistrés par Consolidated Gold Fields, qui a néanmoins terminé la séance en hausse de 25 pence, à 1 270, après la clôture de l'offre de Minoro. Le groupe alimentaire Rank Hovis a gagné 7 pence, à 372, après avoir été délaissé par le géant britannique de l'alimentation Rank Hovis. Le constructeur aéronautique British Aerospace a bondi de 12 pence, à 571, à la suite d'une « toute victoire d'Egypte » au consortium européen Airbus, dans lequel le groupe britannique détient 20 %. Aux mécaniciens, GKN a grimpé de 12 pence, à 375, dans l'attente d'une OPA de BTR. Les fonds d'État étaient fermes, tandis que les mines d'or s'affaiblissaient.

FAITS ET RÉSULTATS

● Goodman Fielder rejette l'OPA de Rank Hovis. — Le groupe alimentaire australien Goodman Fielder a rejeté, le 26 avril, l'OPA de 1,4 milliard de livres (15 milliards de francs) lancée, en début de semaine, par le géant britannique de l'alimentation Rank Hovis. Les dirigeants de Goodman ont qualifié cette offre de « toute victoire d'Egypte ».

● Rank Hovis, qui affirme détenir 14,9 % du capital de sa cible, reste confiant. « Nous pensons que nous surmonterons ces obstacles », déclare-t-il, le 26 avril, son directeur financier.

● OPA sur Cheval Blanc (concessions). — Deux sociétés étrangères, TJS Investments et South Hope, implantées respectivement à Malte et à Curaçao, lancent une OPA sur Cheval Blanc, un fabricant de confiseries et de chocolats implanté dans la région lyonnaise. Les initiateurs de l'offre proposent aux actionnaires 300 F par titre. Ils visent la totalité du capital de cette société cotée sur le second marché de la Bourse de Lyon. Si l'OPA est réussie, les initiateurs de l'offre regrouperont les actions Cheval Blanc dans une société de droit français à constituer, dont le capital sera détenu à hauteur de 62 % par South Hope et de 38 % par TJS Investments.

● Frédéric Chandon de Brailles président du conseil de surveillance de LVMH. — M. Frédéric Chandon de Brailles, représentant une des familles actionnaires de LVMH, a été élu à la présidence du conseil de surveillance du numéro un mondial du luxe. Il succède à M. Jean

PARIS, 26 avril ↓

Nouvelle baisse

Le mauvais temps s'installe rue Vivienne. Pour la deuxième journée consécutive, les valeurs françaises ont baissé et même bien baissé mercredi. Dès l'ouverture, le ton était donné avec d'énormes pertes de 0,5 %. Le mouvement s'accroît ensuite. Vers 13 heures, l'indice perdait 1 %. En clôture, il s'établissait à 1 57 % en dessous de son niveau précédent.

Cette fois, les baisses ont été cinq fois plus nombreuses que les hausses. Tous les grands noms de la cote ont chuté, y compris L'Oréal, qui avait pourtant couronné d'excellents résultats (voir ci-dessus) pour l'exercice écoulé. Nouvelles ventes bénéficiaires en raison de la récente montée de la Bourse à ses plus hauts niveaux historiques ? Beaucoup le disent, mais sans réelle conviction. Les problèmes monétaires posés par la perspective de la suppression en Allemagne fédérale de la retenue à la source ne sont pas étrangers au changement de climat envahissant sous les lambris. Et puis le syndrome des statistiques continues à exercer ses effets. Mercredi, l'annonce aux États-Unis d'une hausse de 0,8 % des commandes de biens durables pour mars n'a pas contribué à rendre bien habile le tableau de bord économique américain. La publication du PNB pour le premier trimestre attendue ce jour ne devait pas rendre la lecture plus facile. Et à la veille du week-end, les derniers résultats du commerce extérieur français devraient à leur tour être rendus publics.

Pour expliquer la lourdeur de la Bourse, les professionnels évoquent soit l'autorisation donnée aux SICAV et FCP de capitaliser certains de leurs revenus à compter du 1^{er} octobre prochain. Rien de bien nouveau. Mais, par ailleurs, la perspective de ces nouvelles placements, plus attrayants financièrement, pourrait commencer à faire son chemin. Elle serait, pour le moins, à l'origine de la réticence des acheteurs à s'engager.

● L'indice Nikkei a gagné 65,90 points (0,20 %), clôturant à 33 500,53 points. Dès l'ouverture de la séance, la Bourse était orientée à la hausse, le baromètre japonais gagnant 71,79 points au cours des quinze premières minutes de cotation. Les investisseurs ont réagi à la hausse, les achats se sont multipliés, principalement vers les valeurs alimentaires et les commerces de détail.

Les investisseurs ont réagi à la hausse, les achats se sont multipliés, principalement vers les valeurs alimentaires et les commerces de détail. Parmi les secteurs en progression, on notait les chemises de fer et les immobilières, ainsi que certaines actions des secteurs textiles et chimiques. En revanche, l'action NTT, qui était en voie de redressement après son plus bas historique la semaine dernière, reculait.

VALEURS	Cours de 26 avril	Cours de 27 avril
Alcatel	774	776
Alcatel	1 640	1 680
Canon	1 600	1 570
Fuji Bank	2 410	2 400
Honda Motor	2 280	2 250
Hitachi	1 080	1 120
Sanofi	6 800	6 800
Toyota Motor	2 520	2 500

Arnault, père de M. Bernard Arnault, nommé à ce poste en septembre dernier. Cette désignation survient juste après le soutien officiel de M. Chandon de Brailles aux dirigeants du groupe dans le conflit les opposant à M. Henry Racamier (le Monde du 15 avril).

● Koito repousse T. Boone Pickens. — Le président de Koito Manufacturing Co., Takao Matsura, a fini, dans une lettre au financier texan T. Boone Pickens, des doutes quant à la légitimité de sa prise de participation, contestant ainsi sa demande de détention des sièges au sein du conseil d'administration de Koito. M. Matsura évoque l'« intense spéculation » qui entoure l'affaire, pour déterminer si le groupe texan est le « véritable propriétaire » de ces actions. Boone Co., contrôlée par l'homme d'affaires T. Boone Pickens, a pris le contrôle de 20,2 % du capital de Koito que détenait Asahi, concessionnaire automobile de Tokyo, connu pour ses spéculations boursières. Cette acquisition fait de lui le principal actionnaire de Koito, devant Toyota Motor Co.

● Hoechst : hausse de 31,9 % du résultat en 1988. — Le groupe chimique ouest-allemand Hoechst a réalisé, en 1988, un bénéfice net consolidé de 2 015 milliards de deutschemarks (6,8 milliards de francs), en hausse de 31,9 % par rapport à l'année précédente. Le montant du dividende a été fixé à 12 DM (soit près de 45 F), contre 9 DM l'an dernier. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 41 milliards de deutschemarks (+ 10,8 %).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	400	390	Legi Invest	380	380
Amstel	220	210	Legi Invest	200	200
A.S.A.	330	320	Legi Invest	140	140
B.I.C.M.	541	530	Legi Invest	257	257
B.I.P.	816	805	Legi Invest	685	685
Boulogne	835	820	Legi Invest	183	183
Caen	980	970	Legi Invest	201	201
Caen-Lyons	280	270	Legi Invest	375	375
Caen de Lyon	1081	1070	Legi Invest	185	185
Caen	829	820	Legi Invest	302 30	302 30
Caen	851	840	Legi Invest	815	815
Caen	485	470	Legi Invest	470	470
C.A.T.C.	131	120	Legi Invest	94	94
C.M.E.	1478	1460	Legi Invest	440	430 20
C. de la Seine	338	330	Legi Invest	585	585
C.E.A.D.	836	820	Legi Invest	624	624
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest	310	310
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest	1880	1880
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest	228	228
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest	481	481
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest	106 30	106 30
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest	884	884
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest	1680	1680
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest	820	820
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest	820	820
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest	230	230
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest	215	215
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest	380	380
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest	380	380
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest	485	485
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest	218	218
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.	485	470	Legi Invest		
C.E.R.P.	131	120	Legi Invest		
C.E.R.P.	1478	1460	Legi Invest		
C.E.R.P.	338	330	Legi Invest		
C.E.R.P.	836	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	258	250	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	816	805	Legi Invest		
C.E.R.P.	980	970	Legi Invest		
C.E.R.P.	280	270	Legi Invest		
C.E.R.P.	1081	1070	Legi Invest		
C.E.R.P.	829	820	Legi Invest		
C.E.R.P.	851	840	Legi Invest		
C.E.R.P.					

Marchés financiers

BOURSE DU 26 AVRIL

[illegible]**Comptant** (inflection)

SICAV (refraction)

26/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rachet net			
Obligations																							
Emp. 8,80 % 77	122 40	8 148	C.L.C. (France) de C.I. Belfort	...	257	Lucas	1400	1410	Vieira	...	1400	A.A.A.	1002 98	678 22	France-Obligations	...	443 38	Paradiem Rente	...	180 91	176 97		
Emp. 8,80 % 78/93	101 80	7 733	Chemin Ind.	1850	1950	Migueliteo Indip.	...	438	Wasson S.A.	...	757	Adifin	225 58	219 84	France	...	464 59	Pavlov	...	654 19	635 13		
Emp. 8,80 % 79/94	104 90	8 187	Coloplast Ltd	1231	1235	Migueliteo Indip.	...	438	Wasson S.A.	...	757	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
12,25 % 80/90	104 40	11 874	Coloplast Ltd	1231	1235	Migueliteo Indip.	...	438	Wasson S.A.	...	757	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
12,25 % 82/90	104 40	11 874	Coloplast Ltd	1231	1235	Migueliteo Indip.	...	438	Wasson S.A.	...	757	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
12,25 % 82/90	104 40	11 874	Coloplast Ltd	1231	1235	Migueliteo Indip.	...	438	Wasson S.A.	...	757	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
14,00 % 80 85	109 40	2 590	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
12,30 % 82 83	116 75	6 636	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
12,30 % 84 85	109 75	6 636	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
11 % 85 86	112 90	1 929	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
10,25 % 86 88	109 75	1 286	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
QAT 12,75 % 83	203 80	...	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
QAT 10 % 2000	107 98	9 151	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
QAT 8,50 % 1997	107 15	6 636	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
QAT 8,50 % 1998	104 75	2 308	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Ca. Franco 5 %	...	...	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Chd Raguej. 82	101 88	2 624	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Chd Raguej. 82	102 80	2 624	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Chd Raguej. 82	102 80	2 624	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Chd Raguej. 82	101 80	2 624	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
PTT 11,20 % 85	106 15	4 198	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
CF 10,30 % 86	106	2 438	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Chd 11,50 % 85	107 01	9 272	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Chd 9 % 86	109	0	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Chd 10,00 % 86 88	109 80	3 145	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
C.A.C.A. T.P.	...	...	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
C.G.E. 6 % 91, 99-99	...	47 380	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
Droit Act. Chd. com. Microfin. 1 875 8/77	...	8 285	Chemin Ind.	...	681	Mechanic Ind.	...	101 40	Vigot	...	146 50	Adifin France	527 32	500 28	France-Pari	...	102 04	Phenix Phosphate	...	265 11	263 78		
VALEURS			Cours préc.	Dernier cours																			
Actions																							
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236	Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...	1236
Agache (Chd. Fin.)	...	7790	A.G.E. (Chd. Fin.)	...</																			

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	26/4	Achat	Vente		préc.	26/4
Etats-Unis (1)	9 317	9 329	6 130	6 030	Or (le kilo au baron)	76900	76200
SDU	7 088	7 033			Or (le kilo lingot)	76900	76200
Aluminium (100 DME)	3200	3200	325	348	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Plomb (100 DME)	16 177	16 198	16 800	16 800	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Pays-Bas (100 L)	300 150	299 840	291	311	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Denmark (100 kr)	67 070	66 860	85 000	90 000	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Grèce (100 dr)	52 140	52 140	58 300	58 300	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Hongrie (100 H)	10 746	10 741	10 400	11 100	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Indonésie (100 Rp)	3 988	3 867	3 700	4 950	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Israël (100 dschallim)	4 018	4 016			Or (le kilo lingot)	76900	76200
Italie (100 L)	362 620	362 620	371 850	363 500	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Stamps (100 fr.)	89 520	89 520	86 500	102 600	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Japan (100 yen)	466 080	466 080	46 800	49 800	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Autriche (100 sch)	5 446	5 461	5 200		Or (le kilo lingot)	76900	76200
Espagne (100 pes.)	4 088	4 088	3 900	4 000	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Portugal (100 esc.)	5 310	5 316	5 140	5 400	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Canada (100 can.)	4 808	4 804	4 890	4 890	Or (le kilo lingot)	76900	76200
Japan (100 yen)					Or (le kilo lingot)	76900	76200

Argentine	340	340	Espagne	1168	1159	Chili	424 77	414 41
Australie	82	82	France	1069	1033	Colombie	162 98	157 88
Belgique	636	636	Grèce	1098	1093	Costa Rica	1074 70	1054 08
Bolivie	217	217	Irlande	1130 71	1151 58	Chloé	1038 90	1030 90
Burkina Faso	240	240	Italie	6172 16	6882 28	Chloé	231 27	225 03
Chili	18 29	78 20	Liban	26 92	26 92	Chloé	128 64	1195 01
Colombie	9140	9840	Malaisie	67632 34	67632 34	Chloé	1654 82	1489 18
Costa Rica	336	336	Maroc	13735 82	13469 49	Chloé	617 97	610 14
Cuba	1030	1030	Népal	10740 34	10739 34	Chloé	1574 58	1574 58
Dominique	182 60	182 60	Norvège	255 26	247 60	Chloé	185 42	147 30
Egypte	429	429	Paraguay	1 13	1 10	Chloé	125 16	121 00
El Salvador	65 39	65 39	Pays-Bas	6552 34	6164 91	Chloé	567 95	538 04
Equateur	633	633	Pérou	261 51	260 99	Chloé	91 58	90 05
France	1069	1069	Portugal	10740 34	10739 34	Chloé	1074 70	1054 08
Guatemala	144	144	République	10740 34	10739 34	Chloé	1074 70	1054 08
Honduras	1470	1470	Uruguay	10740 34	10739 34	Chloé	1074 70	1054 08

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Un entretien avec le vice-président syrien. 4 Les violences entre Sénégalais et Mauritanais. 5 Djibouti après les inondations. 6-7 URSS : après la réunion du comité central du PC. 8 La visite de M. Arafat à Paris.	9 La préparation des élections européennes. 10 Le débat sur le X ^e Plan à l'Assemblée nationale. 11 M. Mitterrand à la fête municipale du PS. — Le communiqué du conseil des ministres.	12 Georges Dufour, président de la Croix-Rouge. — Un rapport pour combattre la tristesse des lycées. 13 Le verdict du procès de Condé-sur-Escaut. — L'examen du projet de code pénal. 14 Le retour des cosmonautes soviétiques.	30 L'Opéra-Bastille, trois mois avant l'inauguration : un entretien avec M. Dominique Meyer. 31 Danse : Jerome Robbins' Broadway à New-York. — Diderot, Beckett, Duras, à Angers. 28 Communication : l'avenir de l'audiovisuel.	35 Le Mexique fait de nouvelles propositions aux banques pour l'allègement de sa dette. 36 La réintégration des dix militaires CGT de Renault arrêtés par la cour de Versailles. 40-41 Europe 1993. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 36 Carnet 34 Loto, Loterie 34 Météorologie 33 Mots croisés 33 Radio-télévision 33 Spectacles 32	● URSS : M. Gorbachev rejoint ses cadres. Vos réactions JOUR ● Consultez votre portefeuille, la Bourse en direct : BOURSE ● Abonnez-vous au Monde 3615 tapez LEMONDE ● Commandez vos livres LIVRES 3616 tapez LM

Le scrutin européen

Les listes de MM. Fabius et Giscard d'Estaing font jeu égal selon BVA

Pour M. Pierre Méhaignerie, 15 % représentent un « bon score » pour la liste centriste. Les intentions de vote, mesurées par BVA (1) sont bien loin de cet objectif : la liste de M^{me} Simone Veil arrive avec 7 % en sixième position derrière celles de MM. Laurent Fabius et Valéry Giscard d'Estaing (31 % pour chacune), des Verts (12 %), du FN (10 %) et du PCF (8 %), l'extrême gauche recueillant 1 %.

Interrogés sur l'avenir de l'opposition, 40 % des Français (31 % d'un avis contraire) se déclarent hostiles à la création d'un nouveau parti par les rivaux. Leur préférence va pour 42 % (69 % des électeurs de droite, 17 % de ceux de gauche) à la fusion de l'UDF et du RPR, (16 % des électeurs de droite, 42 % de ceux de gauche) y étant hostiles. Scrupuleux sur l'objectif des « rénovateurs » (31 % pensent qu'ils cherchent à imposer de nouvelles idées), contre 51 % estiment qu'ils « veulent remplacer leurs aînés », les personnes interrogées jugent qu'un PS, il faudrait des rénovateurs : 61 % sont de cet avis et 22 % ne le partagent pas.

Cette même enquête enregistre une progression de 4 points du pourcentage de bonnes opinions à l'égard de François Mitterrand (58 % au lieu de 54 % il y a deux mois) et une diminution de 1 point des mauvaises opinions (35 % au lieu de 36 %). M. Michel Rocard fait encore mieux : + 7 points de bonnes opinions (52 % au lieu de 45 %) et - 3 points de mauvaises (37 % au lieu de 40 %).

(1) Sondage BVA réalisé pour Paris-Match entre les 15 et 20 avril auprès de 1 039 personnes. Les résultats d'intention de vote concernent les seuls électeurs déclarant « être tout à fait certains d'aller voter » soit 609 personnes et 63 % de l'électorat interrogé.

Deux nouveaux directeurs de rédaction à Radio-France

La rédaction de France-Info a repris le travail, jeudi 27 avril à 0 heure, après un mouvement de grève de vingt-quatre heures et l'annonce, mercredi soir, de la nomination de son nouveau directeur, Pascal Delannoy, jusqu'alors rédacteur en chef. Ancien correspondant de France-Inter à Rome puis à Londres, Pascal Delannoy, qui est âgé de trente-huit ans, prend ainsi la succession du fondateur de France-Info, Jérôme Bellay, avec le titre de directeur de la rédaction, chef d'antenne.

Le PDG de Radio-France, M. Jean Mahieu, a également nommé Claude Guillaumin au poste de directeur de la rédaction de France-Inter. Agé de cinquante-neuf ans, ce dernier a travaillé alternativement dans la presse écrite (l'Est Républicain, l'Express), la radio privée (Europe 1 de 1958 à 1971) et la télévision (première et deuxième chaîne de 1972 à 1975) avant d'entrer à France-Inter en 1975, où il était rédacteur en chef, responsable, depuis 1988, du service culturel et du magazine de 13 h 30.

Nommée, précise un communiqué de Radio-France, sur proposition d'Ivan Lévy, directeur de l'information, les deux nouveaux directeurs auront donc chacun la responsabilité d'une rédaction, contrastant ainsi avec l'organisation précédente dans laquelle une même personne — Jérôme Bellay — cumulait la responsabilité des deux rédactions.

A. G.

(Publicité)
L'association PERCEVAL
organisée le 28 avril 1989 (20 h 30)
à
CHATEL
(salle des Fêtes, rue G. Duhamel)
un colloque ouvert
au grand public sur le thème
« L'ENFANT PREND LA PAROLE »
avec
Marie-Joël CHOMART DE LAUNIE
Jean-Pierre ROSENZWEIG
Georges SIVYERS
et des représentants de
l'Association Nationale des Conseils
Municipaux d'Enfance
et de
l'école expérimentale de
Bonneuil-sur-Seine créée par
Henri MAISON
Détails envoyés par Pascal DELANNOY
rédacteur en chef France-Info

A B C D E F G

Devant le Bundestag

Le chancelier Kohl demande l'ouverture prochaine de négociations sur les armes nucléaires à courte portée

BONN
de notre correspondant

Deux semaines après avoir renoué profondément son gouvernement, le chancelier Helmut Kohl a exposé, jeudi 27 avril, devant le Bundestag, le programme gouvernemental ayant fait l'objet d'un accord au sein de la coalition pour la fin de la législature. Les principales inflexions de cette politique avaient été discutées sur la place publique ces derniers temps, et le chancelier a fait ce jour-là confirmer ce qui était déjà tenu pour acquis.

Reconnaissant que « quelques erreurs » s'étaient glissées dans une action gouvernementale dans l'ensemble « couronnée de succès », le chancelier a annoncé une série de mesures concernant l'environnement, la politique économique et sociale, la politique étrangère et la sécurité.

M. Kohl a tout d'abord confirmé que le gouvernement allait supprimer l'impôt à la source sur les revenus du capital qui avait été introduit le 1^{er} janvier dernier. « Nous allons nous efforcer de trouver, dans le cadre de la Communauté européenne, une réglementation de l'imposition des revenus du capital acceptable par tous et correspondant aux objectifs du marché intérieur », a-t-il ajouté, sans plus de précisions (lire page 41).

M. Puech (PR)
élu à la tête de
l'Assemblée des présidents
des conseils généraux

M. Jean Puech (UDF-PR), président du conseil général et sénateur de l'Aveyron, a été élu, mercredi 26 avril, président de l'Assemblée des présidents des conseils généraux dont il était vice-président depuis 1979. Les présidents de gauche se sont abstenus dans ce vote, et M. Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS), président du conseil général et député des Yvelines, a obtenu une voix.

M. Puech, qui succède ainsi à Pierre Salvi (UDF-CDS), président du conseil général et sénateur du Val-d'Oise, décédé le 9 janvier dernier, estime que le premier axe de l'action de l'APCG est la défense de l'institution départementale et qu'à cette fin il faut d'abord « achever la décentralisation ».

[Né le 22 février 1942 à Viviez (Aveyron), diplômé d'études supérieures de sciences physiques, M. Puech, enseignant, est depuis 1976 président du conseil général de l'Aveyron où il était entré six ans auparavant. Maire de Rignac depuis 1977, M. Puech, qui a été chargé de mission de 1974 à 1978 auprès de Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, puis jusqu'en 1980 auprès du même, alors secrétaire d'Etat au logement. Membre du conseil économique et social de 1978 jusqu'à son élection en septembre 1980 au Palais du Luxembourg, M. Puech, dont le mandat sénatorial est renouvelable en septembre prochain, a été l'un des proches collaborateurs de M. Raymond Barre pendant la campagne présidentielle.]

MODE :
ELLES NE PENSENT
QUE « TISSUS ».
ELLES NE JURENT
QUE PAR « RODIN »

Elles disent : « une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! »
Elles disent : « quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le « numéro 1 ».
Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Autre recul : le service militaire ne sera pas, comme prévu, allongé de quinze à dix-huit mois le 1^{er} juillet prochain, mais « la Bundeswehr n'aura pas un soldat de moins. Nous tiendrons nos engagements concernant les effectifs de la Bundeswehr en temps de paix », a-t-il assuré.

On attendait bien évidemment la prise de position du chancelier sur la question brûlante de la modernisation des armes nucléaires à courte portée, qui doit être le point central des discussions du sommet de l'OTAN du 30 mai prochain. La position allemande est exposée en cinq points :

1) Le gouvernement fédéral se reconnaît dans l'affirmation formulée par l'alliance, qu'il n'y a pas, à échéance visible de solution de rechange au concept de la dissuasion sur la base d'une combinaison appropriée et efficace d'armements conventionnels et nucléaires. Le stationnement en Europe de systèmes nucléaires terrestres, maritimes et aériens est également nécessaire dans les circonstances actuelles ;
2) Le développement d'un système devant succéder au Lance est une décision nationale américaine ;
3) L'alliance, dans le cadre d'un concept global pour le contrôle des armements et le désarmement, devra entamer prochainement des négociations sur les armes nucléaires

à courte portée en accord avec les objectifs fixés à Reykjavik en 1987 et à Bruxelles en 1988 d'une limitation au niveau le plus bas possible ;

4) Une négociation doit également s'ouvrir sur l'artillerie nucléaire ;

5) L'alliance jugera en 1992 à la lumière de l'évolution politique, et plus particulièrement en considérant les résultats de toutes les négociations sur le désarmement, si l'introduction d'un système remplaçant le Lance et par conséquent leur production et leur stationnement est nécessaire.

« Tout le monde comprendra que ce soit précisément le gouvernement fédéral qui prenne cette position. La République fédérale est plus directement concernée par la portée de ces armes que les autres partenaires. J'espère que nos alliés auront la même compréhension pour nos intérêts que nous en avons eu pour les leurs à de nombreuses occasions », a conclu le chancelier, qui s'apprête à passer un difficile dimanche en compagnie de M^{me} Thatcher. Celle-ci doit le rencontrer dans le Palatinat et serait, dit-on, décidée à s'adresser directement au peuple allemand pour le persuader de la nécessité de la modernisation des armes nucléaires à courte portée.

LUC ROSENZWEIG.

M. Michel Prada en Corse

M. Michel Prada, le haut fonctionnaire chargé par Matignon de présider à la concertation avec les syndicats en Corse, devait arriver dans la matinée du 27 avril à Ajaccio pour une journée de travail consacrée à la constitution des tables rondes, apprenant à la préfecture de Corse-du-Sud.

M. Prada, qui doit rentrer à Paris dans la soirée, rencontrera le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin,

ainsi que certains dirigeants syndicaux, comme ceux de la FEN avec lesquels il n'avait pu s'entretenir lors de sa précédente mission exploratoire, vendredi et samedi derniers.

Les quatre tables rondes — concurrence et prix, fonction publique, continuité territoriale, écosystème — devraient être constituées rapidement et commencer leurs travaux le 2 mai, précise-t-on à la préfecture de Corse-du-Sud.

EN BREF

● Mort de l'écrivain Christian Chabouis. — Le journaliste et écrivain catholique, Christian Chabouis est mort à Paris mardi 25 avril. Il était âgé de cinquante-deux ans.

[Né en août 1936 à Bompas-Saint-Audré (Ardèche), Christian Chabouis est l'auteur de nombreux ouvrages et d'enquêtes sur la place de la foi et de l'Eglise catholiques dans le monde moderne. Citons en particulier ses deux livres d'entretiens avec des aînés : Dieu existe-t-il ? (Fayard, 1975) — et avec des croyants — Dieu existe-t-il ? Oui (Stock, 1979). Lauréat du grand prix catholique de littérature, ami personnel du pape Jean-Paul II, Christian Chabouis a également mené un long dialogue avec le philosophe Gustave Thibon. — Gustave Thibon, témoin de la lumière (Beauchesne, 1967). Sous le titre La Mort, un terme ou un commencement ? (Fayard, 1982), Christian Chabouis proposait une série d'entretiens avec des scientifiques, des historiens sur leur perception de la mort. En 1987, enfin, il publiait Au nom de la mort (SOS-Éditions), nouveau livre d'entretiens avec des personnes comme Jacques Barrot, Armand, l'astrophysicien Agnès Ascar et le pianiste Alexis Weissenberg.]

● BURUNDI : cent morts dans l'effondrement d'une mine d'or. — Après des pluies diluviennes, l'effondrement d'une mine d'or a fait au moins cent morts, dimanche dernier, dans la région de Muyinga, au nord-est du Burundi, a rapporté, jeudi 27 avril, la radio nationale. Les sauveteurs, qui ont retrouvé vingt-sept corps, poursuivent leurs recherches pour tenter d'atteindre les autres victimes enfouies sous des tonnes de terre. — (Reuters.)

● Conventions de conversions. — M. Jean-Pierre Soisson écrit aux partenaires sociaux. — Dans le cadre de la préparation de l'avant-projet de loi sur la prévention des licenciements économiques, M. Jean-Pierre Soisson a adressé une lettre, le 26 avril, aux partenaires sociaux. Le ministre y exprime la nécessité « d'un aménagement du dispositif des conventions de conversions ». Il souhaite que les dispositions législatives « futures s'appuient sur un accord » à ce sujet. « J'invite les partenaires sociaux à se réunir dans les meilleurs délais », écrit M. Soisson, afin d'aboutir à la signature d'un protocole d'accord « avant le début de la discussion du projet de loi devant le Parlement, prévu à la mi-mai ».

● Mort du fondateur du groupe Menashaite. — Konko Menashaite, fondateur du groupe industriel qui porte son nom, est décédé jeudi 27 avril d'une pneumonie, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il avait abandonné la présidence du principal constructeur mondial de matériel électronique (marques National et Passaroli) en 1973.

● Plus de cent morts dans une tornade au Bangladesh. — Une tornade accompagnée de vents violents a fait au moins cent morts et plusieurs centaines de blessés mercredi 26 avril dans la région de Moulvibazar, dans le centre du Bangladesh.

Le numéro de « Monde » daté 27 avril 1989 a été tiré à 527 317 exemplaires

(Publicité)

L'homme avisé
s'habille sur le pont

Les hommes élégants vont profiter de cette semaine coupée de nombreux jours de détente pour aller, sauf les dimanches et le 1^{er} mai, dans les deux boutiques La Vogue, choisir à loisir le prêt-à-porter le plus raffiné — costumes,

vestes, chemises, polos, pantalons, blousons, etc. — des plus grandes griffes, modèles sélectionnés par La Vogue, 38, boulevard des Italiens (près Opéra) et Centre commercial Vélizy 2. Détaxe à l'exportation.

Sur le vif

La culture sur canapé

Je suis dans un état, aujourd'hui, les amis, le vous raconte pas. Figurez-vous que l'Événement du jour m'a invité à établir mon parcours télé pour la semaine à venir. Je feuilletais le Choc... Voyons voir... Dimanche, deux films. Départ 20 h 30 qui m'a fait dire : Lundi, six films. Mardi, trois. Laquelle prendre ? Les plus rapides. Pas question de louper ma correspondance living-chambre à coucher.

Si le trajet dure plus de quatre-vingt-dix minutes, dès 22 h 15, je commence à m'agiter, à descendre les valises, à défaire mon lit, à filer me laver les dents en profitant d'un tunnel signalé par la beise de la bande son. Le zébré se met en sourdine. Pendant que je me tartinne la tronche, je tends l'oreille et dès qu'on me sonne — pom pom pom pom ! — je me précipite devant le poste mon sac de rouleurs à la main. Après quoi je repars direction salle de bains, enlever mes yeux, enfin mes verres de contact, dix minutes avant l'entrée en gare. La fit, je le vois pas, je l'entends. C'est mieux que rien.

Parce que sortis des films, des matches, des jeux et des variétés, nous les live-tv, le télé, connaît pas. Si, par exemple ! Moi j'ai des copains très chics et chocs, très classe affaires, ils se payent des voyages à l'autre bout de la grille. Ils se

retrouvent chez Duchavanne le mardi, chez PPDA le mercredi. Ils traînent avec Ardison, Closets et Séfion jusqu'à des heures pas possibles. Ils se fient des rancards au « Cinéma de minuit », les veindres. Et ils le ramènent : parait qu'on trouve des coins super, un peu à l'écart, pas trop fréquentés. Il y en a un surtout, très à la mode, là, en ce moment... Comment il s'appelle, déjà... ? Ah oui ! « Océaniques ». Mais ça, bon, c'est trop loin, trop tard pour moi.

Faudra que je me fasse envoyer des cartes postales. Histoire de rêver. De rêver et de prier, de supplier saint Djack et sainte Tessa : Allez-y, mollez pas ! Donnez-nous une chaîne culturelle. Une chaîne modale BBC 2 ou Channel 4. Une chaîne, va pour FR 3, qui affiche fièrement la couleur. Ouais, on donne dans le genre intellectuel. Si ça vous plaît pas, personne vous oblige à nous regarder. Non, c'est pas le ghetto, au contraire, on est ouverts, grands ouverts à tous les amoureux inexpérimentés, transis, intimidés, à tous les groupes de cas insupportables superstars que sort Shakespeare, Rubens ou Mozart. Sans parler des modernes.

Allez-y, mollez pas ! Écrivez du mélo au soir, à la vitrine de l'écran, des produits exclusifs, enfin à la portée des exclus !

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 avril

Baisse dans le calme

Les valeurs françaises ont poursuivi leur mouvement de recul amorcé depuis mardi. L'indice boursier perdait 0,29 % en fin de matinée, dans un marché calme attendant les résultats de l'adjudication de la Banque de

France. Parmi les hausses figuraient Strafor (+ 2,9 %), Midland (+ 2,3 %) et Comptoir des entrepreneurs (+ 2,1 %). En baisse, on notait UIS (- 3,2 %) et Jean Lefebvre (- 3 %).

SCIENCE & VIE
ECONOMIEGESTION :
LES
MANAGERS
BALOTTÉS
PAR
LES MODES

Cercles de qualité, management intuitif, budget base zéro, juste-à-temps : les cadres dirigeants ont un solide appétit pour les nouvelles méthodes de gestion. Surtout lorsqu'elles viennent de Californie ou du Japon. Est-ce bien raisonnable ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Dossier : la bataille mondiale de l'automobile.
- Vendeurs : l'éternel problème de la formation.
- Europe : qui a encore peur de l'écu ?

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
COMPRENDRE POUR AGIR

Jep 11/15/89